



ASSEMBLÉE NATIONALE

DEUXIÈME SESSION

TRENTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

Journal des débats

Le mardi 20 juin 1989

Vol. 30 - No 133

Président : M. Pierre Lorrain

QUÉBEC

Débats de l'Assemblée nationale

Table des matières

Présence du premier ministre de l'Ontario, M. David Peterson	6853
Souhais de bienvenue	
M. Robert Bourassa	6853
M. Guy Chevrette	6853
Affaires courantes	
Présentation de projets de loi	
Projet de loi 159 - Loi modifiant la Loi sur la Société québécoise d'assainissement des eaux	6853
M. Michel Gratton	6853
Dépôt de documents	
Rapport annuel du Curateur public	6854
Rapport de la Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires (SOQUIP)	6854
Rapports de la Commission des transports du Québec (CTQ) et de la Régie de l'assurance automobile du Québec (RAAQ)	6854
Rapport sur les sociétés de fiducie	6854
Rapport annuel de la Société immobilière du Québec (SIQ)	6854
Rapport annuel de la Sûreté du Québec	6854
Rapport annuel de la Société de récupération, d'exploitation et de développement forestier du Québec (REXFOR)	6854
Copies de l'exposé de M. Richard Martel sur la pollution des eaux souterraines de Mercier	6854
Dépôt de rapports de commissions	
Auditions et étude détaillée du projet de loi 277 - Loi concernant Club de golf La Pruchière inc.	6854
Auditions et étude détaillée du projet de loi 283 - Loi concernant Groupe André Perry inc.	6854
Auditions et étude détaillée du projet de loi 270 - Loi concernant l'Association athlétique et sociale Hull Volant inc.	6855
Auditions et étude détaillée du projet de loi 263 - Loi concernant Gamma Lambda Foundation of Sigma Chi Fraternity Incorporated	6855
Élection du vice-président de la commission du budget et de l'administration	6855
Étude détaillée du projet de loi 124 - Loi modifiant la Loi sur le Régime de rentes du Québec	6855
Étude détaillée du projet de loi 116 - Loi sur les régimes complémentaires de retraite (Réimpression)	6855
Élection du président de la commission de l'économie et du travail	6855
Étude détaillée du projet de loi 140 - Loi modifiant la Charte des droits et libertés de la personne concernant la Commission et instituant le Tribunal des droits de la personne	6855
Étude détaillée du projet de loi 146 - Loi modifiant le Code civil du Québec et d'autres dispositions législatives afin de favoriser l'égalité économique des époux	6855
Auditions et étude détaillée des projets de loi	
219 - Loi modifiant la Loi concernant la cité de Salaberry-de-Valleyfield	
243 - Loi modifiant la charte de la ville de Hull,	
253 - Loi concernant la ville de Westmount,	
268 - Loi concernant les comités d'enfouissement sanitaire d'Argenteuil-Deux-Montagnes,	
271 - Loi concernant la ville de Vaudreuil,	
286 - Loi concernant la ville de Lac-Etchemin	
252 - Loi concernant la ville de LaSalle et	
237 - Loi modifiant la charte de la ville de Gatineau	6855
Dépôt de pétitions	
Meilleur accès à la banque d'organes Méto-Transplantation	6856
Questions et réponses orales	
Médecins dans les salles d'urgence des hôpitaux de Montréal	6856
Le comportement du ministère de la Justice à l'occasion de demandes d'enquête	6859
Offres salariales du gouvernement aux infirmières et infirmiers	6864
Plaintes découlant de l'application de la loi 178 sur l'affichage commercial	6865

Table des matières (suite)

Réponse différée	6867
Financement des services ambulanciers par le CRSSS de Montréal	6867
Dépôt de documents	
Lettre du président de la CPTA	6868
Motions sans préavis	
Révocation de l'adoption du projet de loi	
106 - Loi sur les élections scolaires	6868
Avis touchant les travaux des commissions	6868
Renseignements sur les travaux de l'Assemblée	6869
Affaires du jour	
Projet de loi 146 - Loi modifiant le Code civil du Québec et d'autres dispositions législatives afin de favoriser l'égalité économique des époux	
Prise en considération du rapport de la commission qui en a fait l'étude détaillée	6870
Mme Monique Gagnon-Tremblay	6870
Mme Louise Harel	6872
Projet de loi 150 - Loi modifiant la Loi sur les services de garde à l'enfance	
Prise en considération du rapport de la commission qui en a fait l'étude détaillée	6876
Mme Monique Gagnon-Tremblay	6876
Mme Louise Harel	6878
Projet de loi 157 - Loi modifiant la Loi sur les allocations d'aide aux familles	
Adoption du principe	6881
M. André Bourbeau	6881
Mme Louise Harel	6882
M. André Bourbeau (réplique)	6882
Renvoi à la commission plénière	6882
Adoption du rapport	6883
Projet de loi 127 - Loi sur le Mérite forestier	
Adoption	6883
Projet de loi 133 - Loi modifiant la Loi sur l'assurance automobile	
Prise en considération du rapport de la commission qui en a fait l'étude détaillée	6883
M. Pierre-C. Fortier	6883
M. Jean Garon	6884
M. Pierre-C. Fortier	6886
Adoption	6886
Projet de loi 126 - Loi modifiant la Loi concernant les droits sur les mines	
Prise en considération du rapport de la commission qui en a fait l'étude détaillée	6887
M. Raymond Savoie	6887
M. Christian Claveau	6889
M. Raymond Savoie	6892
Projet de loi 149 - Loi modifiant la Loi sur la protection de la santé publique	
Prise en considération du rapport de la commission qui en a fait l'étude détaillée	6893
Mme Thérèse Lavoie-Roux	6893
Adoption	6894
Mme Jeanne L. Blackburn	6894
Mme Thérèse Lavoie-Roux (réplique)	6895
Projet de loi 102 - Loi modifiant de nouveau la Loi sur les services de santé et les services sociaux	
Dépôt du rapport de la commission qui en a fait l'étude détaillée	6896
Projet de loi 139 - Loi modifiant la Loi sur l'assurance-maladie et d'autres dispositions législatives	
Dépôt du rapport de la commission qui en a fait l'étude détaillée	6896

Table des matières (suite)

Projet de loi 102 - Loi modifiant de nouveau la Loi sur les services de santé et les services sociaux	
Prise en considération du rapport de la commission qui en a fait l'étude détaillée	6896
Adoption	6896
Mme Jeanne L. Blackburn	6896
Mme Thérèse Lavoie-Roux (réplique)	6898
Projet de loi 139 - Loi modifiant la Loi sur l'assurance-maladie et d'autres dispositions législatives	
Prise en considération du rapport de la commission qui en a fait l'étude détaillée	6899
Adoption	6899
Mme Jeanne L. Blackburn	6899
Mme Thérèse Lavoie-Roux (réplique)	6902
Projet de loi 155 - Loi modifiant la Loi sur les immeubles industriels municipaux	
Adoption du principe	6903
M. Pierre Paradis	6903
M. Francis Dufour	6905
M. Pierre-Paradis (réplique)	6907
Renvoi à la commission de l'aménagement et des équipements	6908
Avis touchant les travaux des commissions	6909
Projet de loi 122 - Loi modifiant la Loi sur les droits de chasse et de pêche dans les territoires de la Baie James et du Nouveau-Québec	
Prise en considération du rapport de la commission qui en a fait l'étude détaillée	6909
M. Yvon Picotte	6909
M. Christian Claveau	6909
Projet de loi 116 - Loi sur les régimes complémentaires de retraite	
Prise en considération du rapport de la commission qui en a fait l'étude détaillée	6911
Adoption	6911
Mme Louise Harel	6911
M. André Bourbeau (réplique)	6914
Projet de loi 124 - Loi modifiant la Loi sur le Régime de rentes du Québec	
Prise en considération du rapport de la commission qui en a fait l'étude détaillée	6918
Projet de loi 123 - Loi modifiant le Code de procédure civile	
Prise en considération du rapport de la commission qui en a fait l'étude détaillée	6918
M. Gil Rémillard	6918
M. Claude Filion	6919
Adoption	6919
Projet de loi 129 - Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires	
Prise en considération du rapport de la commission qui en a fait l'étude détaillée	6919
M. Gil Rémillard	6919
M. Claude Filion	6920
Projet de loi 140 - Loi modifiant la Charte des droits et libertés de la personne concernant la Commission et instituant le Tribunal des droits de la personne	
Prise en considération du rapport de la commission qui en a fait l'étude détaillée	6920
Ajournement du débat	6921
Projet de loi 141 - Loi sur les Cours municipales et modifiant diverses dispositions législatives	
Prise en considération du rapport de la commission qui en a fait l'étude détaillée	6921
M. Gil Rémillard	6921
M. Claude Filion	6922
Projet de loi 142 - Loi modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse	
Prise en considération du rapport de la commission qui en a fait l'étude détaillée	6923
M. Gil Rémillard	6923
M. Claude Filion	6924
Adoption de l'amendement et du rapport	6925

Table des matières (suite)

Projet de loi 145 - Loi sur le Curateur public et modifiant le Code civil et d'autres dispositions législatives	
Prise en considération du rapport de la commission qui en a fait l'étude détaillée	6925
M. Gil Rémillard	6925
M. Claude Filion	6927
Amendement déposé	6928
M. Gil Rémillard	6929
Projet de loi 148 - Loi modifiant la Loi sur les huissiers	
Prise en considération du rapport de la commission qui en a fait l'étude détaillée	6931
M. Gil Rémillard	6931
M. Claude Filion	6931
Projet de loi 140 - Loi modifiant la Charte des droits et libertés de la personne concernant la Commission et instituant le Tribunal des droits de la personne	
Prise en considération du rapport de la commission qui en a fait l'étude détaillée	6932
M. Gil Rémillard	6932
M. Claude Filion	6934
Adoption des amendements et du rapport	6937
Ajournement	6937

Abonnement: 70 \$ par année pour les débats de la Chambre
250 \$ par année pour les débats des commissions parlementaires
Chaque exemplaire: 1,00 \$ - Index: 10 \$

Chèque rédigé au nom du ministre des Finances et adressé à:
Assemblée nationale du Québec
Distribution des documents parlementaires
1060, Conroy, R.-C. Édifice "G", C.P. 28
Québec, (Québec)
G1R 5E8 tél. 418-643-2754

Courrier de deuxième classe - Enregistrement no 1762

Dépôt légal
Bibliothèque nationale du Québec
ISSN 0709-3632

Le mardi 20 juin 1989

(Dix heures treize minutes)

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît!
Un moment de recueillement.
Veuillez vous asseoir.

**Présence du premier ministre
de l'Ontario, M. David Peterson**

Avant de procéder aux affaires courantes, j'ai le plaisir de souligner la présence dans les galeries du premier ministre de l'Ontario, M. David Peterson. M. Peterson.

À l'occasion de cette visite tout à fait exceptionnelle, je cède immédiatement la parole à M. le premier ministre. M. le premier ministre.

Souhaits de bienvenue

M. Robert Bourassa

M. Bourassa: M. le Président, je veux souhaiter une bienvenue très chaleureuse au premier ministre de l'Ontario. Depuis que M. Peterson est premier ministre, les relations avec le Québec se sont développées et se sont renforcées. Comme premier ministre de l'Ontario, il a présidé à une renaissance économique remarquable dans sa province. C'est un grand Canadien, l'un des meilleurs amis que le Québec ait eus et un grand défenseur de l'unité nationale. Évidemment, il a beaucoup d'avenir devant lui.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Bourassa: Mr. Speaker, Mr. Peterson is one of the best friends Québec has ever had. He is a great Canadian, promoter of national unity, and with an exceptional future ahead of him. I would like to express my warmest welcome.

Encore une fois, mes plus chaleureuses félicitations pour son travail et sa collaboration avec le Québec. Je veux lui exprimer ma très grande reconnaissance de cette collaboration et lui souhaiter la plus chaleureuse bienvenue.

Le Président: Je remercie M. le premier ministre. M. le chef de l'Opposition.

M. Guy Chevrette

M. Chevrette: Merci, M. le Président. Je voudrais m'associer au premier ministre pour souhaiter la plus cordiale bienvenue au premier ministre ontarien. Je craignais que le premier ministre ait des propos plus ou moins "chrétiens"...

Des voix: Ha! ha! ha!

M. Chevrette: ...à son égard, mais je me réjouis du fait qu'il s'est exprimé avec beaucoup de reconnaissance pour l'amitié Ontario-Québec.

Je voudrais souligner à M. Peterson... Tout d'abord, je voudrais le remercier pour son accueil, hier, des députés de l'Assemblée nationale du Québec à une réception offerte par la province de l'Ontario. Je voudrais lui dire, après avoir goûté les vins, que le libre-échange lui a sans doute été profitable et qu'on se réjouit toujours quand on peut collaborer à un essor économique plus grand pour le Québec, et l'Ontario, bien sûr, et souhaiter que cette collaboration puisse persister dans tous les secteurs. Merci.

Le Président: Je remercie, M. le chef de l'Opposition. Nous allons maintenant procéder aux travaux réguliers.

Affaires courantes.

Déclarations ministérielles.

Présentation de projets de loi. M. le leader du gouvernement.

M. Gratton: M. le Président, si vous voulez appeler l'article a du feuilleton, s'il vous plaît.

Projet de loi 159

Le Président: À l'article a du feuilleton, ce matin, Mme la ministre de l'Environnement présente le projet de loi 159, Loi modifiant la Loi sur la Société québécoise d'assainissement des eaux. En son nom, je vais céder la parole à M. le leader du gouvernement.

M. Michel Gratton

M. Gratton: Au nom de ma collègue, M. le Président, je voudrais dire que le présent projet de loi a pour objet de modifier la Loi sur la Société québécoise d'assainissement des eaux afin que la Société puisse, à certaines conditions, concevoir, construire, améliorer, agrandir, mettre en marche ou financer les réseaux d'égout ou d'aqueduc ou des installations de traitement de l'eau potable pour les besoins du territoire désigné par le gouvernement et situé dans la municipalité de la Côte-Nord-du-Golfe-Saint-Laurent, dans une municipalité comprise dans la municipalité régionale de comté de Minganie ou dans une municipalité comprise dans la municipalité régionale de comté de Sept-Rivières.

Le Président: Est-ce que l'Assemblée accepte de se saisir de ce projet de loi 159, M. le leader de l'Opposition?

M. Gendron: Adopté.

Le Président: Adopté. M. le leader du gouvernement, est-ce qu'il y a d'autres présentations de projets de loi?

Dépôt de documents. M. le ministre de la Justice et ministre de la Sécurité publique.

Rapport annuel du Curateur public

M. Rémillard: M. le Président, il me fait plaisir de déposer le rapport annuel 1988 du Curateur public.

Le Président: M. le ministre de la Justice, votre document est maintenant déposé. M. le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.

Rapport de la SOQUIP

M. Page: M. le Président, j'ai l'honneur de présenter le rapport d'activités de la Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1989.

Le Président: Document déposé. M. le ministre des Transports.

Rapports de la CTQ et de la RAAQ

M. Côté (Charlesbourg): M. le Président, il me fait plaisir de déposer le rapport de la Commission des transports du Québec pour l'année 1988-1989 de même que - contrairement à ce qu'a véhiculé le député de Lévis en Chambre la semaine dernière, je l'ai reçu hier et je le dépose aujourd'hui - le rapport d'activités de la Régie de l'assurance automobile du Québec pour l'année 1988.

Le Président: Documents déposés, sans commentaires. M. le ministre délégué aux Finances et à la Privatisation.

Rapport sur les sociétés de fiducie

M. Fortier: M. le Président, il me fait plaisir de déposer le rapport de l'Inspecteur général des institutions financières du Québec sur l'état des sociétés de fiducie ayant fait affaire au Québec en 1988.

Le Président: M. le ministre délégué aux Finances, votre document est maintenant déposé. M. le ministre des Approvisionnements et Services, toujours à l'étape de dépôt de documents.

Rapport annuel de la SIQ

M. Vallerand: M. le Président, U me fait plaisir de déposer le rapport annuel de la Société immobilière du Québec pour l'exercice 1988-1989.

Le Président: Document déposé. M. le ministre de la Justice.

Rapport annuel de la Sûreté du Québec

M. Rémillard: Comme ministre de la Sécurité publique, il me fait plaisir de déposer le rapport

d'activités 1988 de la Sûreté du Québec.

Le Président: M. le ministre, votre document est maintenant déposé. M. le ministre délégué aux Forêts.

Rapport annuel de REXFOR

M. Côté (Rivière-du-Loup): M. le Président, j'ai l'honneur de déposer le rapport annuel pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1989 de la Société de récupération, d'exploitation et de développement forestier du Québec, mieux connue sous le nom de REXFOR.

Le Président: M. le ministre délégué aux Forêts, votre document est maintenant déposé. Un dernier dépôt de document, M. le ministre délégué à l'Environnement.

Copies de l'exposé de M. Richard Martel sur la pollution des eaux souterraines de Mercier

M. Blackburn: M. le Président, à la suite de la période de questions du 16 juin dernier, à la demande de l'Opposition, je dépose copies de l'exposé de M. Richard Martel, du ministère de l'Environnement, sur la pollution des eaux souterraines de la ville de Mercier - cet exposé fut présenté dans le cadre de l'étude pilote de l'**OTAN** sur les mesures et les technologies correctives à l'égard des terres et eaux souterraines contaminées à Bilthoven, Pays-Bas, en novembre 1988 - ainsi que le document d'évaluation et d'analyse de la problématique de l'usine de la ville de Mercier. (10 h 20)

Le Président: M. le ministre, vos documents sont maintenant déposés.

Dépôt de rapports de commissions. M. le président de la commission du budget et de l'administration et député de Vanier.

Auditions et étude détaillée du projet de loi 277

M. Lemieux: Merci, M. le Président. J'ai l'honneur de déposer le rapport de la commission du budget et de l'administration qui a siégé le 19 juin 1989 afin de procéder à la consultation des intéressés et à l'étude détaillée du projet de loi 277, Loi concernant Club de golf La Pruchière inc. Le projet de loi a été adopté.

Auditions et étude détaillée du projet de loi 283

J'ai l'honneur de déposer le rapport de la commission du budget et de l'administration qui a siégé le 19 juin 1989 afin de procéder à la consultation des intéressés et à l'étude détaillée du projet de loi 283, Loi concernant Groupe André Perry inc. Le projet de loi a été adopté.

Auditions et étude détaillée du projet de loi 270

De nouveau, j'ai l'honneur de déposer le rapport de la commission du budget et de l'administration qui a siégé le 19 juin 1989 afin de procéder à la consultation des intéressés et à l'étude détaillée du projet de loi 270, Loi concernant l'Association athlétique et sociale Hull Volant inc. Le projet de loi a été adopté.

Auditions et étude détaillée du projet de loi 263

De plus, j'ai l'honneur de déposer le rapport de la commission du budget et de l'administration qui a siégé le 19 juin 1989 afin de procéder à la consultation des intéressés et à l'étude détaillée du projet de loi 263, Loi concernant Gamma Lambda Foundation of Sigma Chi Fraternity Incorporated. Le projet de loi a été adopté.

Élection du vice-président de la commission du budget et de l'administration

De plus, j'ai l'honneur de déposer le rapport de la commission du budget et de l'administration qui a siégé le 19 juin 1989 afin de procéder à l'élection du vice-président de la commission. Ceci a été adopté.

Le Président: Est-ce que tous ces rapports de commission sont adoptés, M. le leader de l'Opposition?

M. Gendron: Adopté.

Le Président: Adopté. M. le président de la commission des affaires sociales et député de Laval-des-Rapides, toujours à l'étape du dépôt des rapports de commissions.

Étude détaillée du projet de loi 124

M. Bélanger: M. le Président, j'ai l'honneur de déposer le rapport de la commission des affaires sociales qui a siégé le 20 juin 1989...

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît!

M. Bélanger: ...afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 124, Loi modifiant la Loi sur le Régime de rentes du Québec. Le projet de loi a été adopté avec des amendements.

Étude détaillée du projet de loi 116

J'ai également l'honneur de déposer le rapport de la commission des affaires sociales qui a siégé les 7, 13, 15 et 19 juin 1989 afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 116, réimpression, Loi sur les régimes complémentaires de retraite. Le projet de loi a été adopté avec

des amendements. Merci.

Le Président: Ces deux rapports de commission sont maintenant déposés. M. le vice-président de la commission de l'économie et du travail et député de Fabre.

Élection du président de la commission de l'économie et du travail

M. Joly: Merci, M. le Président. J'ai l'honneur de déposer le rapport de la commission de l'économie et du travail qui a siégé le 19 juin 1989 afin de procéder à l'élection du président de la commission. Merci, M. le Président.

Le Président: Votre rapport de commission est maintenant déposé, M. le député de Fabre. M. le président de la commission des institutions et député de Taillon.

Étude détaillée du projet de loi 140

M. Filion: Oui, M. le Président, je voudrais déposer deux rapports. D'abord, celui de la commission des institutions qui a siégé les 8, 12, 15, 16 et 19 juin 1989 afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 140, Loi modifiant la Charte des droits et libertés de la personne concernant la Commission et instituant le Tribunal des droits de la personne. Ce projet de loi a été adopté avec des amendements.

Étude détaillée du projet de loi 146

Je dépose également celui de la commission des institutions qui a siégé les 8, 9, 12 et 19 juin 1989 afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 146, Loi modifiant le Code civil du Québec et d'autres dispositions législatives afin de favoriser l'égalité économique des époux. Ce projet de loi a été adopté avec des amendements.

Le Président: M. le député de Taillon, vos deux rapports de commission sont maintenant déposés. M. le président de la commission de l'aménagement et des équipements et député de Bertrand.

Auditions et étude détaillée des projets de loi 219, 243, 253, 268, 271, 286, 252 et 237

M. Parent (Bertrand): Oui, M. le Président, j'ai l'honneur de déposer huit rapports de la commission de l'aménagement et des équipements qui a siégé afin d'entendre les intéressés et de procéder à l'étude détaillée des projets de loi d'intérêt privé suivants.

D'abord, le 15 juin 1989, le projet de loi 219, Loi modifiant la Loi concernant la cité de Salaberry-de-Valleyfield; le projet de loi a été adopté avec des amendements. Le projet de loi 243, Loi modifiant la charte de la ville de Hull; le projet de loi a été adopté avec des amende-

ments. Le projet de loi 253, Loi concernant la ville de Westmount; le projet de loi a été adopté avec des amendements. Le projet de loi 268, Loi concernant les comités d'enfouissement sanitaire d'Argenteuil-Deux-Montagnes; le projet de loi a été adopté avec un amendement. Le projet de loi 271, Loi concernant la ville de Vaudreuil; le projet de loi a été adopté avec des amendements. Le projet de loi 286, Loi concernant la ville de Lac-Etchemin; le projet de loi a été adopté avec des amendements. Les 15 et 16 juin 1989, le projet de loi 252, Loi concernant la ville de LaSalle; le projet de loi a été adopté avec des amendements. Finalement, le 19 juin 1989, le projet de loi 237, Loi modifiant la charte de la ville de Gatineau; le projet de loi a été adopté avec des amendements, M. le Président.

Le Président: Est-ce que tous ces rapports de commission sont adoptés, M. le leader de l'Opposition?

M. Gendron: Adopté.

Le Président: Adopté.

Dépôt de pétitions. Mme la députée de Deux-Montagnes.

Meilleur accès à la banque d'organes Méto-Transplantation

Mme Legault: Merci, M. le Président. Je dépose l'extrait d'une pétition adressée à l'Assemblée nationale par des pétitionnaires du comté de Deux-Montagnes. Les faits invoqués sont les suivants: "Actuellement, les patients du Québec qui sont en attente d'une greffe bloc cœur-poumons, n'ont pas accès de façon équitable à la banque d'organes de Méto-Transplantation et ils demandent de former une catégorie distincte de celle des patients en attente d'une greffe cardiaque, comme cela se fait dans plusieurs endroits du monde."

L'intervention réclamée se résume ainsi: "Nous, soussignés, demandons formellement à l'Assemblée nationale du gouvernement du Québec que, s'il y a un donneur potentiel bloc cœur-poumons identifié par Méto-Transplantation, celui-ci soit automatiquement dirigé vers le centre de transplantation qui effectue la greffe bloc cœur-poumons." Je certifie que cet extrait est conforme au règlement et à l'original de la pétition.

Le Président: Mme la députée de Deux-Montagnes, votre pétition est maintenant déposée.

Ce matin, il n'y aura pas d'intervention portant sur une violation de droit ou de privilège ou sur une question de fait personnel.

Avant de procéder à la période régulière de questions et de réponses orales, je voudrais aviser cette Assemblée qu'après la période de questions, Mme la ministre de la Santé et des

Services sociaux répondra à une question posée le 8 juin dernier par M. le chef de l'Opposition officielle relativement au transport ambulancier.

Je suis prêt à reconnaître, ce matin, la première question principale. Mme la députée de Chicoutimi.

QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES

Médecins dans les salles d'urgence des hôpitaux de Montréal

Mme Blackburn: Merci, M. le Président. La pénurie de médecins frappe toutes les régions du Québec sans distinction. Il manque de radiologistes à Dolbeau, à Chandler, à Mont-Laurier. De plus, à Mont-Laurier, il n'y a plus d'anesthésistes, il n'y a plus de chirurgiens et tous les médecins ont démissionné. La démission deviendra effective le 7 juillet prochain.

Dans les hôpitaux de Montréal, ce n'est guère mieux. Ceux-ci font face à une pénurie de médecins dans les salles d'urgence. À Maisonneuve-Rosemont, des 21 médecins en salle d'urgence, 18 ont donné leur démission. Cette démission deviendra effective le 1er juillet. Même avec les médecins qu'ils ont réussi à recruter, rien ne leur assure la présence de médecins pour les quarts de nuit et les fins de semaine.

Ma question: Quelles mesures concrètes - et je dis bien concrètes, je ne parle pas d'études, de se pencher, d'examiner mais de mesures concrètes - la ministre a-t-elle prises pour s'assurer qu'il y ait dans les hôpitaux de Montréal...

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît!

Mme Blackburn: ...et plus particulièrement à Maisonneuve-Rosemont, des médecins dans les salles d'urgence pour les quarts de nuit et les fins de semaine?

Le Président: Mme la ministre de la Santé et des Services sociaux. Mme la ministre.

Mme Lavoie-Roux: M. le Président, vous me permettez, avant de répondre directement aux deux questions, une touchant la région de Mont-Laurier, et une touchant la situation des médecins dans les urgences de Montréal, de corriger quand même une affirmation que, pour au moins deux ou trois fois, la députée de Chicoutimi répète, sans nuance. Elle nous dit: Il y a une pénurie de médecins au Québec. Tout le monde manque de médecins, etc. Je voudrais simplement lui rappeler qu'en comparaison avec les autres provinces canadiennes, le ratio population-médecins du Québec se situe en première place, suivi de près par celui de l'Ontario. Le Québec compte 483 habitants par médecin, comparativement à 523 habitants par médecin en Ontario.

Si on regarde la situation des spécialistes, le Québec se situe au premier rang avec un ratio

de 994 habitants par médecin spécialiste, suivi par la Colombie britannique et l'Ontario avec des ratios respectifs de 1066 et 1069 habitants par médecin spécialiste. C'est exactement ce que j'expliquais hier à la Chambre, que ce problème de répartition ou de distribution plus équitable des médecins en régions est une préoccupation de notre gouvernement depuis que nous y sommes. Je dois dire que l'Opposition a voté contre la loi 75 - je vais tristement le rappeler à l'Opposition - qui visait justement, à moyen et à long terme, une meilleure distribution des médecins dans l'ensemble du Québec.

Une voix: Contre les régions.

Mme La voie-Roux: Contre les régions.

Le Président: Allez, madame, en conclusion, madame.
(10 h 30)

Mme Lavoie-Roux: Mais pour répondre plus précisément à la question sur Mont-Laurier, je dois me rendre à Mont-Laurier jeudi. J'ose espérer qu'à ce moment-là, j'aurai une réponse à leur apporter. Il y a déjà plusieurs éléments qui ont été corrigés et qui ont été soulignés par la députée de Chicoutimi, mais j'espère leur apporter une réponse globale jeudi.

En ce qui a trait aux urgences dans la région de Montréal, et plus particulièrement à Maisonneuve-Rosemont, il y a des discussions intensives en cours avec les responsables de l'établissement, le conseil régional également, comme je l'ai signalé à cette Chambre. Il faut bien remarquer que la députée de Chicoutimi revient toujours avec les mêmes questions, M. le Président.

Le Président: En conclusion, madame.

Mme Lavoie-Roux: Il faut que je lu) donne beaucoup d'explications...

Le Président: En conclusion, madame.

Mme -Lavoie-Roux: ...parce qu'elle semble avoir de la difficulté à comprendre. De ce côté aussi-

Une voix: Oh!

Le Président: À l'ordre! À l'ordre, s'il vous plaît!

Mme Lavoie-Roux: ...nous aurons, j'espère, les solutions qui s'imposent.

Le Président: Mme la députée de Chicoutimi, en additionnelle. Mme la députée de Chicoutimi, en additionnelle.

Mme Blackburn: La ministre semble avoir de la difficulté à répondre.

Le Président: Votre question, Mme la députée.

Mme Blackburn: Je n'ai jamais cru, M. le Président...

Le Président: Votre question, Mme la députée.

Mme Blackburn: La ministre a-t-elle déjà cru que l'avis de l'Opposition comptait pour quelque chose dans l'adoption d'un projet de loi? Rappelons-nous le projet de loi 178.

Une voix: Bravo!

Le Président: Votre question, Mme la députée.

Mme Blackburn: M. le Président, ce qu'on demande à la ministre, c'est de prendre des décisions. Actuellement, est-ce que la ministre sait que l'insécurité est grande chez les administrateurs d'hôpitaux de la région de Montréal? Les vacances débutent et ils n'ont pas de garantie d'avoir un nombre suffisant de médecins aux services d'urgence. Le manque d'expérience des médecins embauchés à la dernière minute, des médecins qui n'ont pas de pratique en salle d'urgence...

Le Président: En additionnelle, Mme la députée.

Mme Blackburn: ...risque d'augmenter le taux d'erreurs dans les salles d'urgence de Montréal. Est-ce que la ministre en est consciente? Elle connaît ce dossier depuis 1986. Que fait-elle pour que le 1er juillet on ne soit pas en face d'une crise importante?

Le Président: Mme la ministre de la Santé et des Services sociaux, vous avez la parole.

Mme Lavoie-Roux: M. le Président, la même réponse que celle que j'ai donnée hier, tout à l'heure et la semaine dernière.

Le Président: Mme la députée de Chicoutimi, en additionnelle.

Mme Blackburn: Incapable de répondre...

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît!

Mme Blackburn: M. le Président, c'est une parade qui ne trompe personne.

Des voix: Question.

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît! Votre question.

Mme Blackburn: À Mont-Laurier, il y a 1000 personnes qui sont sorties dans la rue pour demander qu'il y ait une décision...

Des voix: Question.

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît! Madame, votre question.

Mme Blackburn: Qu'est-ce que...

Le Président: Allez, Mme la députée de Chicoutimi, votre question.

Mme Blackburn: M. le Président, faut-il toujours attendre qu'il y ait une crise extrême, que les gens sortent dans la rue pour qu'on règle les problèmes?

Une voix: Oui.

Mme Blackburn: À l'hôpital de Mont-Laurier, la population est inquiète, la population manifeste. Qu'est-ce...

M. Gratton: M. le Président, question de règlement.

Mme Blackburn: Il y a une question.

Le Président: Cela va. Concluez, madame.

Mme Blackburn: Il y avait une question.

Une voix: Elle l'a dit.

M. Gratton: Non, ça ne va pas du tout, ça ne va pas.

Une voix: Cela ne va pas.

Le Président: Je m'excuse, M. le leader du gouvernement.

Une voix: Cela ne va pas.

Le Président: Terminez votre question, Mme la députée de Chicoutimi.

M. Gratton: La question est posée, M. le Président.

Le Président: Terminez votre question.

Mme Blackburn: Merci, M. le Président.

Des voix: Ha, ha, ha!

Mme Blackburn: Il veut peut-être faire son dernier "show" avant de quitter.

Le Président: Votre question, Mme la députée.

Des voix: Eh!

Le Président: Là, madame, je pense que vous allez susciter un débat. Posez votre question brièvement, s'il vous plaît! Je vous ai rappelée à l'ordre trois fois. Posez votre question.

Mme Blackburn: M. le Président, quelle garantie...

Des voix:...

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît!

Mme Blackburn: ...la ministre peut-elle donner à la population de Mont-Laurier qu'il y aura des services adéquats au centre hospitalier de Mont-Laurier à partir du 7 juillet prochain?

Le Président: Mme la ministre de la Santé et des Services sociaux.

Mme Lavoie-Roux: M. le Président, même réponse.

M. Chevrete: M. le Président, en additionnelle au...

Le Président: M. le chef de l'Opposition, en additionnelle.

M. Chevrete: M. le Président, en janvier 1985, le premier ministre du Québec disait que les gestes qui se posaient dans les hôpitaux, c'était criminel et la situation était à peu près quatre fois moins pire que celle qu'on vit présentement. Est-ce qu'il maintient toujours que ce qui se passe présentement n'est pas criminel et que, pire que de la médecine de guerre, on vit au Moyen Âge, on vit une médecine de brousse?

Le Président: M. le premier ministre.

M. Bourassa: Il faudrait que je rafraîchisse les mémoires. Ce que j'ai dit, c'est que la situation... Oui, c'est moi qui l'ai dit et j'avais raison de le dire parce qu'à ce moment-là vous faisiez des coupures sauvages dans les services publics alors que vous dépensiez des dizaines et des dizaines de millions de dollars pour de la publicité partisane.

Des voix: Bravo! Bravo!

M. Bourassa: Des sommes considérables pour de la publicité partisane. Au même moment, vous faisiez des coupures brutales et inhumaines dans les services hospitaliers. C'est tout à fait différent de ce que nous faisons, M. le Président.

Le Président: M. le chef de l'Opposition, en additionnelle.

M. Chevette: Est-ce que le premier ministre reconnaît qu'il n'y a jamais eu autant de lits fermés pour les patients? Est-ce que le premier ministre reconnaît que jamais il n'y a eu des directives administratives disant aux hôpitaux: Fermez vos lits pour des fins d'équilibre budgétaire? Est-ce que le premier ministre sait qu'au moment où l'on se parle, en particulier dans le domaine de la santé, les listes d'attente pour les opérations sélectives n'ont jamais été aussi gonflées et également qu'il n'y a jamais eu de listes d'attente aussi longues dans les foyers d'accueil pour personnes âgées?

Le Président: M. le premier ministre.

M. Bourassa: Le premier ministre sait beaucoup de choses, y compris le fait que le gouvernement que je dirige a augmenté les disponibilités financières de 800 000 000 \$, près de 1 000 000 000 \$, depuis quatre ans. C'est évident qu'il doit et qu'il avait à faire face à un rattrapage de ce qui avait été fait, qu'il a en même temps à faire face à un vieillissement de la population qui augmente les dépenses et qu'il doit également faire face à son objectif de donner des conditions de travail raisonnables. Nous sommes confiants que, dans quelques heures, nous pourrions obtenir un règlement dans le cas des infirmières. On doit constater les progrès très importants qui ont eu lieu dans ce dossier. Comme par hasard, la députée de Chicoutimi n'a pas posé de question ce matin sur l'évolution des négociations. On dirait que, du côté de l'Opposition, on souhaite secrètement qu'il n'y ait pas de règlement dans le cas des infirmières. Vous avez de bonnes chances d'être déçus. Tout n'est pas encore conclu, mais tout le monde admet qu'il y a eu des progrès très importants grâce au travail de l'équipe ministérielle et, notamment, du président du Conseil du trésor et de la ministre responsable.

Des voix: Bravol

Le Président: Je vais reconnaître, pour une deuxième...

Des voix: Il ne faut pas manquer le bateau.

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît! Je vais reconnaître M. le whip de l'Opposition et député de Lac-Saint-Jean, pour une deuxième question principale ce matin.

Le comportement du ministère de la Justice
à l'occasion de demandes d'enquête

M. Brassard: Je veux d'abord féliciter le premier ministre pour son élection à l'assemblée d'investiture du comté de Saint-Laurent.

Des voix: Ha, ha, ha! Bravo!

Le Président: Maintenant, votre question, M. le député de Lac-Saint-Jean.

M. Brassard: M. le Président, il y a quinze jours, alors que l'Assemblée nationale se transformait momentanément en Parlement du Nouveau-Brunswick, le ministre des Transports, dans une longue intervention, a fait état de divers documents relatifs à une vente de terrains intervenue en 1982 entre le ministère des Transports et La Ferme au terme d'un processus de soumissions publiques.

Dans une lettre adressée au secrétaire général du ministre des Transports, M. Paul-Émile Tremblay, le 7 juin dernier, mon collègue de Lévis demandait les documents évoqués, mais qui ne faisaient pas partie de ceux déposés par le ministre des Transports. Après plusieurs tentatives infructueuses du personnel de l'Opposition, M. Tremblay, dans une lettre datée du 15 juin - je voudrais déposer les deux lettres, M. le Président - nous indiquait que les documents en question ne seraient pas disponibles, puisqu'ils avaient été transmis au ministère de la Justice. M. Tremblay invoquait les articles 28 et 32 de la loi d'accès à l'information pour justifier son refus. Je vous rappelle que ces articles font état d'enquête et de procédures judiciaires.

Le premier ministre reconnaît-il qu'au moment même où il refusait de déclencher une véritable enquête dans le dossier du dézouage de ville de Laval à partir des faits troublants révélés ici même, à l'Assemblée nationale, le ministre de la Justice...

Une voix: Question.
(10 h 40)

M. Brassard: Oui. Le premier ministre reconnaît-il qu'au même moment, le ministre de la Justice donnait suite à une demande de son collègue des Transports relativement à une transaction de 1982? Reconnaît-il qu'il s'agit là d'un cas flagrant, et je dirais exemplaire, d'un comportement deux poids deux mesures de la part du ministère de la Justice? Est-ce qu'il accepte et cautionne un tel comportement?

Le Président: M. le premier ministre.

M. Bourassa: Si je comprends bien, le ministre des Transports a transmis cette lettre pour analyse. J'ai répondu. On se souvient que le député de Lac-Saint-Jean avait soulevé plusieurs cas: le cas de l'UPA, qui a été dégonflé; le cas de M. Beldie, qui a également été dégonflé. Dans le cas de Monit international, on a dit que ça avait commencé en 1986. J'ai démontré que cela avait commencé en 1985. Il y a eu protestation du Procureur général, mais sur une question de forme et non sur une question de fond: un autre ballon dégonflé! Le député de Lac-Saint-Jean doit commencer à être essoufflé à force de gonfler des ballons. Il y a eu le cas des Cris et les réponses du ministre de l'Énergie. Là

aussi, cela a été dégonflé. Dans le cas de M. D'Errico, les terrains pour spéculation avaient été achetés en 1974. Ceux qui ont été achetés en 1987 n'étaient pas pour spéculation. Cela a été démontré par des documents qui ont été rendus publics. Donc, si on fait la succession des accusations ou des allégations du député de Lac-Saint-Jean, on doit constater qu'on se trouve devant une série ininterrompue de pétards mouillés. Je ne dis pas qu'en multipliant les allégations, le député de Lac-Saint-Jean ne crée pas des doutes sur l'intégrité de certaines personnes. C'est un vieux procédé de politicien en fin de session préélectorale. Je dis que, jusqu'à maintenant, toutes les affirmations du député de Lac-Saint-Jean se sont révélées sans fondement, pour autant que l'intégrité du gouvernement est mise en cause. Ce que je dis au député de Lac-Saint-Jean, c'est que, dans le cas qui l'intéresse, même si le gouvernement n'a rien eu à faire dans cette négociation... Comme l'a dit le ministre de l'Agriculture, c'est l'UPA, c'est la ville de Laval, selon la loi, qui fait que le dézonage agricole, peut maintenant se faire, la loi adoptée en 1985. Ce n'est pas nous qui avons adopté cette Loi sur le dézonage agricole, mais c'est nous qui avons adopté la loi 100 pour circonscrire davantage la spéculation, loi que vous avez refusé d'appuyer.

Des voix: Bravo!

M. Bourassa: Alors Je dis au député de Lac-Saint-Jean, comme je l'ai dit à plusieurs reprises, que pas un sou de spéculation ne pourra être réalisé à Laval. Pas un sou. Et le chef de l'Opposition l'a dit lui-même. Le chef de l'Opposition l'a admis au conseil national du Parti québécois. Pas un sou ne pourra être fait - y me semble que c'est clair, que c'est facile à comprendre - avant que l'enquête administrative puisse être complétée et que toute la lumière soit faite, comme dans le cas de Petite-Rivière-Saint-François. Toute la lumière a été faite. Vous avez été satisfaits.

Le **Président:** En conclusion, M. le premier ministre.

M. Bourassa: En conclusion, M. le Président, on a été satisfaits de notre procédure pour Petite-Rivière-Saint-François, on devrait être satisfaits de la même procédure. Et, en terminant, M. le Président, comme je l'ai dit la semaine dernière, le ministère de la Sécurité publique n'a pas besoin d'ordre ou de demande du gouvernement pour procéder si, à la lumière des faits connus, d doit poursuivre une enquête d'un autre type qu'administratif. Ça peut se faire indépendamment, comme je l'ai dit, des demandes qui peuvent être faites. C'est sa responsabilité de faire des enquêtes quand ça lui paraît nécessaire.

Le Président: M. le whip de l'Opposition,

avant de vous accorder la parole, j'ai besoin du consentement de M. le leader du gouvernement pour les deux documents allégués tout à l'heure, deux lettres. Alors documents déposés. M. le whip de l'Opposition, en additionnelle.

M. Brassard: M. le Président, pour des pétards humides et des ballons dégonflés, je trouve la réaction du ministre assez majeure. Un moratoire sur à peu près tout ce qui bouge au Québec. Pour des pétards humides et des ballons dégonflés, c'est un peu gros comme réaction.

Est-ce que le premier ministre trouve normal ce double traitement dont je viens de parler? Est-ce qu'y trouve normal que l'un des plateaux de la balance de la justice traîne dans la poussière? Est-ce qu'y trouve normal que la justice ait un comportement partisan, qu'elle fasse une enquête judiciaire sur un cas soumis par un ministre mais que pour tous les cas soumis par l'Opposition ou révélés par les médias, on se contente et on se borne à une recherche de titres? Est-ce que ça ne gêne pas un peu le premier ministre, ce double comportement, ce deux poids, deux mesures de la part du ministère de la Justice?

Des voix: Oui, oui!

Le Président: M. le premier ministre.

M. Bourassa: Je crois que le député de Lac-Saint-Jean devrait faire une distinction et voir où il y a eu véritablement spéculation. Il me semble qu'il y a une différence de nature importante. Dans le cas de 1982, le député de Lac-Saint-Jean s'est bombé le torse. D'ailleurs, c'est pour ça que le ministre des Transports est intervenu. Il y a eu des soumissions publiques, a-t-il soutenu d'une façon angélique. On vérifie les soumissions publiques parce qu'on est toujours intéressés à ce que dit le député de Lac-Saint-Jean. Il représente l'Opposition. Il la représente bien. On dit: Si le député de Lac-Saint-Jean dit qu'il y a des soumissions publiques, on va voir si c'est vrai. D'habitude, il pose des questions, pas toujours pertinentes, mais, là, il a fait une affirmation de fait, de son siège. Il a affirmé de son siège qu'il y avait des soumissions publiques. Le ministre des Transports vérifie et constate qu'elles viennent toutes de la même adresse et qu'y y a eu, selon le journal *The Gazette*, 33 000 000 \$ de profits. Là, ce n'est pas de la spéculation verbale, c'est du "cold cash", M. le Président, à des amis du Parti québécois.

Des voix: Oh!

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît! À l'ordre, s'il vous plaît! À l'ordre, s'il vous plaît! M. le premier ministre.

Des voix:...

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît!

M. Bourassa: Ces personnes-là se sont vantées publiquement d'avoir travaillé pour le Parti québécois et, après cela, d'avoir acheté des terrains du gouvernement à 40 % moins cher que le gouvernement les avait payés. C'est cela, M. le Président, une différence de nature. Dans notre cas, pour assurer l'intégrité d'une façon absolue, même si le gouvernement n'a pas une responsabilité de négociier, comme l'UPA l'avait fait - parce que vous avez sali l'UPA et beaucoup de monde avec vos allégations - nous sommes allés au-delà de ce qui aurait pu être fait en gelant, comme cela a été fait dans le cas de Petite-Rivière-Saint-François. Vous devriez suivre notre exemple pour ce qui a trait au maintien de l'intégrité. Vous ne l'avez pas fait au pouvoir.

Le Président: M. le whip de l'Opposition, en additionnelle. M. le whip de l'Opposition, en additionnelle.

Une voix: Conclusion.

M. Brassard: M. le Président, est-ce que le premier ministre pourrait comprendre que, quant à moi, je n'ai absolument aucune objection à ce que le ministère de la Justice procède à une enquête judiciaire dans le dossier soumis par le ministre des Transports? Aucune. Le premier ministre comprend-il et reconnaît-il que ce que je réclame, c'est un traitement équitable de la part de celui qui est responsable de l'application des lois au Québec et qu'il procède, de la même façon qu'il le fait pour le cas soumis par le ministre des Transports, pour l'ensemble des cas soumis par l'Opposition et dans le cas de Davignon également? Pourquoi ce traitement, pourquoi ce comportement de deux poids, deux mesures? Il procède immédiatement à des procédures judiciaires dans le cas du dossier soumis par le ministre des Transports et, pour tous les autres cas, une simple enquête administrative, et je vous signale que M. Kotler, lui, en a fait des profits...

Le Président: En additionnelle.

M. Brassard: ...parce qu'il y a 200 hectares qui ont été dézonés.

Le Président: M. le député de Lac-Saint-Jean.

M. Brassard: Il n'a pas attendu le décret pour cela. Ils ont été dézonés.

Des voix: Bravo! Bravo! ' '

Le Président: M. le premier ministre.

M. Bourassa: Je vous signale également que

M. Kotler que vous aviez prétendu être un ami du pouvoir libéral a contribué substantiellement à votre caisse électorale. D'accord?

Des voix: Ah!

M. Bourassa: En 1985 - l'année critique, comme par hasard - la contribution s'est faite en 1985, au moment où le dézonage agricole a été accordé. Bon! C'est bon de vous rafraîchir la mémoire là-dessus.

Des voix: Ah!

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît!

M. Bourassa: Quant au cas soulevé par le député de Lac-Saint-Jean, ce n'est pas nous qui avons soulevé ce cas-là, c'est le journal **The Gazette** qui a analysé les faits. C'est le journal **The Gazette** qui a donné tous les éléments qui ont permis au gouvernement ou à l'Opposition de poser des questions. Alors, dans ce contexte-là, nous voyons la différence très nette entre une spéculation purement verbale et très circonscrite par l'action vigoureuse du gouvernement en place et le cas soulevé par un journal et qui a été repris par le ministre des Transports à cause des affirmations plus ou moins fiables du député de Lac-Saint-Jean pour ce qui a trait à des soumissions publiques. Je demanderais au ministre de la Sécurité publique de compléter ma réponse.
(10 h 50)

Le Président: Très brièvement, M. le ministre de la Justice, sinon je vous céderai la parole sur l'autre question additionnelle. Le même sujet est concerné depuis les quatre dernières questions. Alors, très très brièvement.

M. Rémillard: M. le Président, on vient de dire...

Le Président: Très brièvement.

M. Rémillard: M. le Président, on a dit que la justice était partisane. Je pense que cela mérite au moins que je rectifie les faits. Ce qui s'est passé dans le cas des informations que m'a fait parvenir le ministre des Transports, comme cela se fait dans bien des cas, ces informations ont été envoyées à l'intérieur du ministère pour étude. Si le député de Lac-Saint-Jean, au lieu de procéder comme il le fait depuis au moins trois semaines en cette Chambre, avait voulu suivre le même processus en m'envoyant au ministère les éléments d'information qu'il détient, je lui aurais donné le même traitement, tout comme...

Des voix: Ah!

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît!

M. Rémillard: ...à n'importe quel citoyen qui peut faire une plainte.

Des voix: Bravo!

Le Président: M. le député de Lac-Saint-Jean, en additionnelle.

M. Brassard: M. le Président...

Des voix:...

Le Président: Non. Non. non. M. le député de Lac-Saint-Jean, en additionnelle.

M. Brassard: M. le Président, pour faire bouger le Procureur, est-ce qu'il faut que je l'inonde de documents? Cela fait trois semaines que je dépose des documents ici, en Chambre. Est-ce qu'il faut qu'il soit submergé de documents pour agir? M. le Président, il ne s'agit pas d'une simple analyse dans le dossier soumis par le ministre des Transports. Est-ce que le Procureur reconnaît que le secrétaire du ministère des Transports invoque les articles 28 et 32 de la loi d'accès à l'information qui fait référence explicitement à des enquêtes et à des procédures judiciaires?

Puisque le premier ministre ne veut pas lui demander, je demande au Procureur du Québec et ministre de la Sécurité publique, s'il peut faire abstraction de toute partisanerie et procéder de la même façon pour les cas soumis par l'Opposition qu'il l'a fait pour celui soumis par son collègue.

Le Président: M. le ministre de la Justice et responsable de la Sécurité publique.

M. Rémillard: M. le Président, je mets au défi le député de Lac-Saint-Jean qui vient de dire qu'on procède par partisanerie dans ces dossiers-là...

Une voix: C'est ça. Faites une enquête.

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît!

M. Rémillard: Ce que nous faisons dans ce dossier, M. le Président, nous le faisons dans tous les autres dossiers. Si le député de Lac-Saint-Jean veut qu'on traite ce dossier comme on a traité celui que nous a communiqué le ministre des Transports, il n'a qu'à procéder de la même façon, au lieu de procéder comme il le fait depuis trois semaines en cette Chambre. Qu'il m'envoie les éléments d'information qu'il a et je peux lui dire qu'ils seront communiqués à mon ministère pour étude. Il n'y a aucune partisanerie, M. le Président, et je veux insister sur cet aspect-là. Nous sommes tous traités devant la loi d'une façon égale et, tant que j'occuperai ce poste, M. le Président, je n'accepterai pas que, dans cette Chambre, on mette en doute cette

application du principe.

Des voix: Bravo!

Le Président: M. le whip de l'Opposition et député de Lac-Saint-Jean, en additionnelle.

M. Brassard: Est-ce que le ministre de la Sécurité publique sait qu'en vertu de la loi, il peut, de son propre chef, de sa propre initiative, et c'est ce que le premier ministre vient de lui dire, procéder à des enquêtes, enclencher des procédures judiciaires? Est-ce qu'il sait qu'il le peut? Est-ce qu'il sait aussi qu'un simple page de l'Assemblée nationale peut lui apporter à son bureau tous les documents que j'ai déposés en cette Chambre?

Le Président: M. le ministre de la Justice et responsable de la Sécurité publique. M. le ministre.

M. Rémillard: M. le Président...

M. Picotte: Un simple page! Un simple page!

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît!

M. Picotte: C'est épouvantable!

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît! M. le ministre.

M. Picotte: Un simple député.

Le Président: À l'ordre! À l'ordre, s'il vous plaît!

Je voudrais reconnaître... M. le ministre. À l'ordre, s'il vous plaît!

M. le ministre de la Justice et responsable de la Sécurité publique.

M. Rémillard: M. le Président...

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît!

M. Rémillard: Le député de Lac-Saint-Jean sait aussi que nous ne vivons pas dans un État policier. Oui, un page, et je veux rendre hommage au travail qu'ils font pour nous justement...

Des voix: Bravo! Bravo! Bravo!

M. Rémillard: Ils peuvent faire une plainte comme vous, M. le député, pouvez aussi en faire une - c'est notre droit le plus démocratique - et, à partir d'une plainte, un processus est enclenché au sein des ministères, qui est tout à fait en dehors de toute partisanerie. Si vous aviez voulu que votre plainte soit traitée de cette façon, on l'aurait fait. Si vous avez procédé autrement, ça dépend de votre volonté et non de la nôtre.

Le Président: M. le whip de l'Opposition, toujours en additionnelle.

M. Brassard: M. le Président...

Le Président: Non, non, non, non. M. le whip de l'Opposition, en additionnelle.

M. Brassard: M. le Président, je porte plainte. Avez-vous bien compris?

Une voix: En dehors de la Chambre!

M. Brassard: Est-ce que le ministre de la Justice pourrait, de son propre chef - et il a la permission du premier ministre en plus, il a l'autorisation du premier ministre - se désencarcaner du mandat étroit et insuffisant que lui a confié le premier ministre et procéder, comme la loi le lui permet, à une enquête élargie, approfondie, complète, globale sur l'ensemble du dossier de dézonage à ville de Laval?

Des voix: Bravo!

Le Président: M. le ministre de la Justice et responsable de la Sécurité publique.

M. Rémillard: M. le Président, pour le moment, nous faisons une enquête sur les transactions immobilières qui ont pu avoir lieu. À partir de cette première étape, on pourra voir ensuite ce qu'il y a à faire.

Cependant, M. le Président, si le député de Lac-Saint-Jean veut faire une plainte, qu'il la fasse dans les formes et il y aura une enquête comme ça se fait dans n'importe quel dossier quand il y a une plainte.

Le Président: M. le chef de l'Opposition, en additionnelle.

M. Chevette: Est-ce que je pourrais demander au ministre de la Justice d'examiner en même temps les documents déposés par le ministre des Transports et le dossier de La Ferrière? C'est la majeure partie des arpents de terre qui ont été dézonés par le commissaire Scott après votre venue au pouvoir. Pourriez-vous, dans un même souffle, si vous êtes pour l'équité, regarder l'ensemble du dossier, y compris le dézonage, y compris les arpents achetés par Monit International qui ont été dézonés après? Avez-vous le sens de l'équité en justice?

Le Président: M. le ministre de la Justice et responsable de la Sécurité publique.

M. Rémillard: Oui, M. le Président. J'ai le sens de l'équité en justice. En fonction de ce que nous devons faire, nous allons avoir tous les éléments pertinents à la connaissance du dossier.

Dans ce que vous avez dit jusqu'à présent de ces dossiers, il n'y a rien qui puisse nous amener, pour le moment, à dire qu'il y a un élément d'ordre criminel dans tout ça. Si vous voulez porter plainte, faites-le tout de suite, si vous voulez. Immédiatement après les travaux de cette Chambre, portez une plainte et vous allez voir qu'elle va être traitée de la même façon qu'on traite toutes les autres plaintes, avec beaucoup de compétence et de célérité. Si vous voulez continuer à procéder comme vous le faites, c'est votre volonté. Mon devoir comme Solliciteur général est de faire en sorte que ce dossier, dans une première étape, suive son cours. Ensuite, on verra.

M. Brassard: M. le Président.

Le Président: M. le whip de l'Opposition, toujours en additionnelle.

M. Brassard: Selon les propos que tient le ministre de la Justice, est-ce que je dois comprendre que le ministre des Transports, dans le dossier de La Ferrière concernant M. Chevalier, organisateur libéral à l'élection partielle de Saint-Laurent qui a élu M. Leduc... Oui, oui.

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît! À l'ordre, s'il vous plaît! Votre question.

M. Brassard: Est-ce que je dois comprendre que le ministre des Transports, lui, a porté plainte, puisque, dans son cas, vous avez enclenché des procédures judiciaires et une enquête? Est-ce qu'il a porté une plainte? Si oui, je voudrais que le ministre des Transports dépose la plainte.

Des voix: Bravo!

Le Président: M. le ministre de la Justice et responsable de la Sécurité publique.

M. Rémillard: M. le Président, le 9 juin dernier, le ministre des Transports m'a dit: Pour faire suite à l'intervention faite en Chambre, le 7 juin dernier, je vous fais parvenir pour analyse exhaustive les dossiers concernant les lots... C'est ce que nous avons fait dans le cadre des études...

Le Président: À l'ordre! À l'ordre, s'il vous plaît!

M. Rémillard: ...que nous faisons présentement. M. le Président...

Le Président: À l'ordre! À l'ordre, s'il vous plaît! M. le ministre, vous avez toujours la parole.

M. Rémillard: M. le Président.

Le Président: Vous avez toujours la parole.

M. Rémillard: Je veux dire au député de Lac-Saint-Jean, et je voudrais que ce soit bien clair, qu'il me fasse parvenir immédiatement toutes les informations et tous les documents qu'il a en main, qu'il vienne me les porter, qu'il me les envoie. Je m'engage à faire le même traitement au député de Lac-Saint-Jean que celui qu'on a fait au ministre des Transports.

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît!

M. Rémillard: C'est votre choix, M. le...
(11 heures)

M. Chevette: Je pense que...

Le Président: Toujours en additionnelle, M. le chef de l'Opposition?

M. Chevette: M. le Président...

Le Président: En additionnelle, M. le chef de l'Opposition.

M. Chevette: Le ministre de la Justice est-il en train de nous dire que toute question, toute information, tout dépôt de documents en cette Chambre ne constitue pas pour lui une obligation de facto de faire enquête officiellement? Le ministre de la Justice est-il en train de nous dire, M. le Président, qu'il ne va analyser que les dossiers soumis par ses collègues parce qu'ils sont allés les lui porter? Et, est-ce que le ministre de la Justice est en train de nous dire qu'il va enquêter exclusivement sur la partie soumise par le ministre alors que dans le même dossier - je le répète - de La Fermerie, la grande majorité, les deux tiers du dézonage ont été faits par le commissaire Scott sous votre régime? Allez-vous enquêter sur le tout, oui ou non, ou si vous allez continuer à faire planer le doute sur le fait qu'il y aurait un péquiste dans cela? Que ce soit un péquiste, un rouge, un bleu, un NPD, quel que soit l'individu, s'y a fraudé, la justice doit être équitable envers tout le monde.

Une voix: Bravo!

Le Président: M. le ministre de la Justice et responsable de la Sécurité publique. M. le ministre.

M. Rémillard: M. le Président, j'ai de la difficulté à suivre le chef de l'Opposition. Qu'est-ce qu'il aimerait que je fasse? Que je puisse entendre toutes les interventions qui sont faites dans cette Chambre et aller scruter minutieusement pour voir s'y n'y aurait pas moyen de prendre une action policière ou une plainte ou une enquête, voyons donc, si c'est possible, M. le Président! Ce qu'il est possible de

faire, par contre, et je vous l'offre encore une fois, c'est une offre que je vous fais comme ministre de la Justice, comme je la fais à n'importe quel autre membre de cette Assemblée ici: Apportez-moi les documents que vous avez en main, venez les porter, donnez-les moi, au ministre de la Justice, et je m'engage à donner à cette information le même traitement que je donne à n'importe quel autre membre de cette Chambre lorsqu'il m'arrive avec des documents.

M. Gendron: Question de règlement, M. le Président.

Le Président: Question de règlement. M. le leader de l'Opposition, sur une question de règlement.

M. Gendron: Rapidement...

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît!

M. Gendron: Très rapidement, j'invoque l'article 214 puisque le ministre de la Justice a cité, ce qu'il appelle, lui, une plainte de son collègue. J'invite le ministre, puisqu'il l'a citée, à déposer la lettre du ministre des Transports en cette Chambre, en vertu de l'article 214.

Des voix: Oui.

Le Président: M. le ministre de la Justice.

M. Rémillard: M. le Président, d'abord ce n'est pas une plainte, la première des choses. Je n'ai jamais dit que c'était une plainte. Maintenant, je suis prêt à le déposer. Il n'y a pas de problème là.

Le Président: Document déposé, M. le ministre de la Justice.

M. Rémillard: Voilà.

Le Président: Document allégué, déposé. M. le leader adjoint de l'Opposition.

Une voix:...

Le Président: Non. M. le leader adjoint de l'Opposition, en principale.

Offres salariales du gouvernement aux infirmières et infirmiers

M. Jolivet: Vendredi dernier, le ministre responsable du Conseil du trésor et la ministre de la Santé et des Services sociaux présentaient aux Infirmiers et infirmières du Québec ce qu'il a appelé les offres finales et globales. Même les négociateurs patronaux ont dit que si les négociations devaient se continuer, c'est à l'intérieur du mandat de 110 000 000 \$ dont faisait mention le ministre, en fin de semaine dernière. On sait

que les infirmiers et infirmières ont refusé ces offres en disant que si on voulait obtenir un règlement, le règlement devrait être augmenté d'un pourcentage et d'un montant d'argent d'environ 80 000 000 \$.

Le ministre peut-il m'indiquer, dans le contexte des négociations qui se poursuivent actuellement, si la demande des infirmiers et infirmières et si la négociation vont se terminer à l'intérieur des 110 000 000 \$ ou si ça va aller à l'extérieur? Cela veut dire: Le ministre est-il en train de présenter une bonification de ses offres dites finales et globales, vendredi dernier?

Le Président: M. le président du Conseil du trésor. M. le président.

M. Johnson: M. le Président, tel que je l'ai indiqué, la proposition de règlement que nous avons soumise vendredi dernier était une proposition finale. Nous avons toujours indiqué notre ouverture, par ailleurs, à aménager à l'intérieur de ce cadre final les différentes modalités afin que des objectifs particuliers de la fédération des infirmières et du gouvernement puissent être rejoints. C'est l'état de la situation. Cela n'a pas changé depuis hier. Dans ce sens, nous avons à considérer comment, à l'intérieur de ce cadre global, un règlement pourrait intervenir.

Le Président: M. le leader adjoint de l'Opposition, en additionnelle.

M. Jolivet: Le ministre maintient donc l'offre finale et globale de 110 000 000 \$ et il nous dit qu'au moment où l'on se parle, les négociations ne portent pas au-delà de ce montant de 110 000 000 \$ et c'est à l'intérieur de ça que doit se retrouver un règlement, si règlement il y a.

Le Président: M. le président du Conseil du trésor.

M. Johnson: M. le Président, si les mots et les chiffres veulent dire quelque chose, c'est une offre qui, à terme et globalement, représente plus de 210 000 000 \$ sur une base annuelle. Ce n'est pas rien, et c'est à l'intérieur de ces paramètres arrêtés, oui, autour de 110 000 000 \$ pour 1989, à terme, de 210 000 000 \$, c'est à l'intérieur de ce cadre que les discussions se poursuivent actuellement.

Le Président: Je vais reconnaître en quatrième principale, ce matin, M. le député de Taillon.

Plaintes découlant de l'application de la loi 178 sur l'affichage commercial

M. Filion: Merci, M. le Président. Dans quelques jours, ce sera l'anniversaire, le sixième

mois, de la triste loi 178. On sait que le gouvernement libéral a adopté, le 22 décembre dernier, cette loi qui permettait l'affichage bilingue à l'intérieur des commerces de moins de 50 employés. Lundi dernier, le ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française confiait même que depuis l'adoption de la loi 178, la Commission de protection de la langue française avait reçu environ 500 plaintes par mois. Mentionnons que si ce rythme se maintient, ça fera 6000 plaintes sur une base annuelle, ce qui est tout à fait considérable.

Ma question s'adresse au ministre de la Justice. J'aimerais qu'il nous indique, après six mois d'application de la loi 178, combien de dossiers ont été reçus par le Procureur général provenant de la Commission de protection de la langue française, s'il m'écoute. Si le ministre de la Justice m'écoute, combien de dossiers le Procureur général a-t-il reçus pour fins de poursuite de la part de la Commission de protection de la langue française? Combien de ces dossiers portaient sur l'affichage intérieur? Combien portaient sur l'affichage extérieur et surtout combien de poursuites ont été intentées, en vertu des règles de la loi 101 concernant l'affichage, depuis six mois?

Le Président: M. le ministre de la Justice.

M. Rémillard: M. le Président, la loi 178 a rendu les choses beaucoup plus claires, entre autres, pour les commerçants. Il est beaucoup plus facile maintenant pour les commerçants de respecter les différentes dispositions de la loi en ce qui regarde l'affichage exclusivement en français à l'extérieur et à l'intérieur de leur commerce, de respecter la loi qui les oblige à avoir un affichage destiné à leur clientèle à l'intérieur et non pas utiliser, par exemple, les vitrines pour afficher en anglais et que ce soit vu de l'extérieur. Alors, les dispositions de la loi 178 sont particulièrement claires, plus la réglementation qui a été faite.

À ma connaissance, et j'ai des informations qui datent d'une semaine, il n'y a pas eu de plainte apportée au ministère. Je voudrais dire au député de Taillon que je fais en sorte que tout ce qui arrive de la Commission arrive au ministère de la même manière que n'importe quel autre document qui arrive pour étude au ministère de la Justice. C'est analysé par des procureurs du ministère de la Justice qui décident de poursuivre ou de ne pas poursuivre. C'est donc dire qu'il y a une semaine il n'y avait pas de poursuite entamée par le ministère, mais, pour plus d'informations, s'il me le permet, je pourrais vérifier pour lui donner vraiment les informations à ce jour. Je ne peux pas l'informer à ce jour, mais, demain, je pourrai l'informer de la situation exacte.

Le Président: M. le député de Taillon, en additionnelle.

M. Filion: Si le Procureur général nous dit qu'à sa connaissance il n'y a pas eu de plainte, c'est aussi mes informations; je suis heureux qu'il nous le confirme. Si c'est une information contraire, il pourra nous le dire demain. J'aimerais que le ministre de la Justice et Procureur général nous explique comment il se fait qu'il n'y ait aucune plainte de portée en vertu de la loi 178 alors qu'en ce qui concerne les règles relatives à l'affichage extérieur, ces règles sont les mêmes que ce qui existait avant l'adoption de cette loi 178. Comment le ministre explique-t-il qu'au moment où l'on se parle, six mois après le 22 décembre 1988, y n'y ait aucune plainte, même concernant l'affichage extérieur?

Le Président: M. le ministre de la Justice.

M. Rémillard: M. le Président, tout d'abord, si vous voulez, on va se comprendre un peu dans la responsabilité que j'ai comme ministre de la Justice. Lorsqu'il y a une plainte qui est faite à la Commission, la Commission fait enquête, envoie ses inspecteurs, etc. Si la Commission décide de venir, au ministère de la Justice, voir un procureur avec sa preuve et dit: Voici, en ce qui regarde tel ou tel commerçant, il enfreint la loi 178, il enfreint la loi 101, à partir de là, le procureur au ministère de la Justice prend la décision de poursuivre ou de ne pas poursuivre en fonction de la preuve que lui apportent les gens de la Commission. Alors, comme ministre de la Justice, l'information que je peux vous donner, M. le député de Taillon, c'est: Est-ce que des procureurs ont reçu des dossiers qu'ils ont retenus pour fins de poursuite? Je peux vous dire, et je vous l'ai dit tout à l'heure, qu'il y a une semaine U n'y en avait pas. Je peux vérifier pour demain, à savoir s'il y en a. Je peux demander au ministre de l'Éducation d'apporter un complément de réponse, si vous voulez. (11 h 10)

Le Président: Non. M. le ministre, vous avez pris tout le temps qu'il fallait pour répondre à la question. Je m'excuse, M. le ministre. Je vais reconnaître M. le député de Taillon pour une question additionnelle. Je vous reconnaitrai après la question additionnelle. M. le député de Taillon, en additionnelle.

M. Filion: Je vais poser une question additionnelle pour donner une chance au ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française. Si la loi 178 est si claire que cela, comment se fait-il que les citoyens, les commerçants qui s'adressent à la Commission de protection de la langue française pour avoir l'heure juste, pour tenter de s'y retrouver, pour savoir de quoi H en retourne, n'ont pas pu, H y a quelques jours, à la dernière vérification, obtenir de la Commission de protection de la langue française le moindre document explicatif qui pourrait les éclairer adéquatement pour qu'ils se conforment à une loi? J'aimerais que le

ministre nous explique cela.

Le Président: M. le ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française.

M. Ryan: M. le Président, M y a une question qu'on peut clarifier dès ce matin. Il n'y a pas eu de plaintes transmises au Procureur général et il n'y en aura pas avant la fin de juin ou le début de l'été, pour une raison bien simple. L'échéancier qu'il faut suivre dans le traitement d'une plainte ne permettait pas que cela se fasse plus tôt. Il faut que vous receviez la plainte. Elle est examinée par un comité de tamisage. Ensuite, elle est référée à un commissaire-enquêteur, tout cela selon la loi que le Parti québécois a fait adopter il y a quelques années. Ensuite, elle est référée à un inspecteur qui doit aller faire une visite sur les lieux et qui fait rapport à son commissaire-enquêteur, lequel décide d'envoyer un avis écrit à l'établissement concerné et lui donne une période d'un mois pour corriger la situation. Il faut aller vérifier de nouveau. L'enquêteur fait de nouveau un rapport et c'est ensuite que cela va au Procureur général. Nous n'en faisons pas du tout une maladie. Nous voulons que toutes les autres étapes soient franchies avec tout le respect et le sérieux qu'il faut. Moins il y aura de plaintes au Procureur général, plus je serai fier, comme ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française, si les problèmes peuvent se régler autrement.

Des voix: Bravo!

Le Président: En conclusion, M. le ministre.

M. Ryan: J'ai tenu récemment une rencontre avec les inspecteurs et les commissaires-enquêteurs. J'étais bien content d'entendre le président...

M. Gendron: Question de règlement!

Le Président: Une question de règlement, M. le leader de l'Opposition.

M. Gendron: Très rapidement, M. le Président.

Des voix:...

Le Président: Après! Après!

M. Filion: Un peu de rigueur. J'ai posé une question et vous ne répondez pas du tout.

Le Président: M. le leader de l'Opposition.

M. Gendron: Aucune allusion...

M. Chevette: De la rigueur!

M. Gendron: ...dans la réponse à la question posée. Donc, appliquez le règlement, premièrement. Deuxièmement, le temps est écoulé. À partir du moment où il ne veut pas répondre à la question, je ne vois pas pourquoi vous lui donneriez du temps additionnel.

Le Président: En conclusion, M. le ministre.

M. Gendron: Aucune allusion à la question posée.

Le Président: En conclusion, M. le ministre.

M. Ryan: Je vois qu'une fois de plus...

Le Président: En conclusion, brièvement.

M. Ryan: ...toute la question de la véritable mécanique qu'il faut suivre intéresse plus ou moins l'Opposition.

Une voix: Aucune...

M. Ryan: On va en venir à la question, c'est très simple. Le député sait très bien qu'il y a actuellement un projet de règlement en prépublication depuis déjà au-delà de deux mois. Lorsque le règlement aura été promulgué, ensuite, on pourra avoir des imprimés plus simples à mettre à la disposition des commerçants, mais on ne peut pas le faire avant que le règlement ne soit adopté. Il me semble que cela saute aux yeux.

Le Président: Fin de la période régulière de questions.

Réponse différée

Je vais maintenant accorder la parole à Mme la ministre de la Santé et des Services sociaux, pour un complément de réponse à une question posée le 8 juin dernier par M. le chef de l'Opposition. Mme la ministre.

Financement des services ambulanciers par le CRSSS de Montréal

Mme Lavoie-Roux: M. le Président, le 8 juin dernier, le chef de l'Opposition me posait une question à savoir si j'avais accordé une autorisation d'emprunt pour 10 000 000 \$ au conseil régional de Montréal pour s'acquitter des frais du transport ambulancier. On se souviendra que les modalités de la réforme du transport ambulancier élaborées par le Conseil du trésor et approuvées par le Conseil des ministres prévoyaient que les frais seraient impartis à la fois au ministère de la Santé et des Services sociaux, à la Régie de l'assurance automobile du Québec et à l'aide sociale. Comme il y a eu des difficultés d'interprétation, que nous avons, d'ailleurs, eu l'occasion de discuter en Chambre, à savoir

de quelle façon la Régie de l'assurance automobile du Québec en particulier rembourserait ces frais, le transport ambulancier à Montréal et les transports ambulanciers à l'extérieur de Montréal se sont trouvés à accuser des retards, compte tenu des délais dans la mise en place de la mécanique nécessaire pour le remboursement par la Régie de l'assurance automobile du Québec et par l'aide sociale, en particulier. C'est dans cet esprit que nous avons autorisé un montant de 10 000 000 \$ pour le conseil régional de Montréal et de 16 700 000 \$ pour les conseils régionaux.

Ce que je puis dire au chef de l'Opposition, à ce moment-ci, c'est que les dernières nouvelles que j'ai obtenues sont que le conseil régional de Montréal - je n'ai pas fait la vérification pour la province - n'a pas eu à utiliser, jusqu'au moment où nous nous parlons, cette avance de fonds, puisque des versements, à la fois de la Régie de l'assurance automobile du Québec et de l'aide sociale, ont commencé à être faits au conseil régional, si bien qu'il a pu s'acquitter de ses obligations au moment où nous nous parlons.

La Vice-Présidente: Merci, Mme la ministre de la Santé et des Services sociaux. Je vais maintenant reconnaître M. le chef de l'Opposition, en complémentaire.

M. Chevette: Premièrement, est-ce que la ministre pourrait expliquer, Mme la Présidente, comment il se fait que, dans ce cas-là, en 1988, on n'a même pas réglé avec les propriétaires ambulanciers la partie financière qu'on leur doit dans le contrat-budget, comme ils l'appellent? Deuxièmement, comment peut-elle expliquer, si ce n'est pas une question d'argent, qu'en région on diminue les services par rapport à ceux qui étaient donnés antérieurement? Je vous donne des exemples concrets: deux techniciens de moins dans le secteur de Buckingham, deux techniciens de moins dans le secteur de Petite Nation; un véhicule, seulement les fins de semaine, dans la région de Rawdon, dans le comté de Rousseau, alors qu'il y en avait deux antérieurement; à L'Annonciation, un seul véhicule les fins de semaine, alors que la population double souvent à cause du tourisme. Qu'est-ce qui se passe? C'est une réforme qui devait améliorer la qualité des services ambulanciers. Cette qualité se détériore et, plus encore, on ne sait pas comment la RAAQ va déposer l'argent. Est-ce que la ministre peut prendre l'engagement de déposer, demain, l'entente qu'il y a eu entre la RAAQ et le gouvernement en ce qui concerne le paiement des 1500 \$ par voyage qui a été décidé par la RAAQ? Est-ce que la ministre pourrait répondre à l'ensemble de ces questions?

La Vice-Présidente: Mme la ministre de la Santé et des Services sociaux.

Mme Lavoie-Roux: Mme la Présidente, il y a

eu une entente signée avec la RAAQ...

M. Chevette: Nous ne l'avons pas eue.

Mme Lavoie-Roux: Bien, ça, je le demanderai à mon collègue également... pour prévoir, justement, ces paiements, ce qui n'exige pas une modification à la loi.

La Vice-Présidente: Merci, Mme la ministre de la Santé et des Services sociaux. Cela met fin à la période de questions.

M. le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.

M. Pagé: Merci, Mme la Présidente.

M. Chevette: Non, il y a un consentement. La ministre n'a pas répondu aux questions.

Mme Lavoie-Roux: Non. Le chef de l'Opposition a tout à fait raison. Préalablement à sa deuxième question, y m'avait posé une série de questions touchant une soi-disant diminution des services dans certaines régions. Il faut bien comprendre que les sommes qui ont été libérées ont été réparties entre les régions qui, elles, doivent faire la planification pour chacun des secteurs ou chacune des sous-régions. Le seul cas qui a été porté à mon attention, il me semble que c'est dans la région de Maniwaki...

La Vice-Présidente: À l'ordre!

Mme Lavoie-Roux: ...dans la région de l'Outaouais. Je vais m'enquérir pour savoir exactement ce qui s'est passé.

La Vice-Présidente: Merci, Mme la ministre. Cela met fin à la période de questions. Je vais maintenant reconnaître M. le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.

M. Pagé: Merci, Mme la Présidente. J'aimerais demander le consentement de cette Assemblée pour déposer un document. D'ailleurs, j'ai eu l'occasion d'y référer avec le porte-parole de l'Opposition officielle en matière d'agriculture.

Une voix: On ne comprend rien.

La Vice-Présidente: Bon!

M. Pagé: Je vais parler plus fort.

La Vice-Présidente: Non, si vous le permettez, je demanderais la collaboration de la Chambre. Les membres de cette Assemblée n'ont pas terminé leurs travaux.

Il y a une question de règlement. Il y a une motion concernant le dépôt d'un document. Est-ce qu'il y a un consentement pour le dépôt? Consentement.

(11 h 20)

Lettre du président de la CPTA

M. Pagé: Mme la Présidente, j'étais à vous dire que je me proposais, ce matin, en complément de réponse à une question du député de Lac-Saint-Jean hier, référant à une décision de la Commission de protection du territoire agricole dans un dossier de Saint-Un... Je demande le consentement pour pouvoir déposer la lettre que m'achemine ce matin le président de la Commission de protection du territoire agricole, Me Pierre-Luc Blain, et cette lettre parle par elle-même.

De plus, Mme la Présidente, m'est-il permis, en vertu de notre règlement, de saluer la présence, dans nos galeries, de Me Jérôme Choquette, ex-député de l'Assemblée nationale et maire d'Outremont avec qui j'ai eu le plaisir de siéger?

La Vice-Présidente: Il y a un consentement pour le dépôt. Ceci met fin à la période de questions. Avant de passer à une autre étape, je demanderais la collaboration des députés pour bien vouloir tenir leurs caucus à l'extérieur. On doit poursuivre nos travaux et cela est très difficile quand certaines personnes parlent.

Je vais maintenant appeler les motions sans préavis. Est-ce qu'il y a des motions sans préavis? M. le leader du gouvernement.

Révocation de l'adoption du projet de loi 106

M. Gratton: Oui, Mme la Présidente, en vertu de l'article 186 du règlement, je fais motion pour révoquer l'adoption du projet de loi 106, Loi sur les élections scolaires, et pour réinscrire ce projet de loi à l'étape de son adoption.

La Vice-Présidente: Est-ce que cette motion est adoptée?

M. Gendron: Adopté.

La Vice-Présidente: Adopté. Merci. Est-ce qu'il y a d'autres motions sans préavis? Pas d'autres motions sans préavis. Je vais donc passer aux avis touchant les travaux des commissions. M. le leader du gouvernement.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Gratton: Mme la Présidente, j'avise l'Assemblée qu'aujourd'hui, après les affaires courantes, à la salle Louis-Joseph-Papineau, la commission de l'aménagement et des équipements procédera à l'étude détaillée du projet de loi 230, Loi modifiant la Loi constituant en corporation la compagnie de chemin de fer Roberval-Saguenay. Immédiatement après l'étude du projet de loi 230, à la même salle et selon l'horaire régulier des commissions, ladite commission

entendra les intéressés et procédera à l'étude détaillée des projets de loi suivants et ce, dans l'ordre indiqué: le projet de loi 265, Loi concernant la Régie intermunicipale de gestion des déchets sur l'île de Montréal; le projet de loi 290, Loi modifiant la charte de la ville de Beauport, et le projet de loi 248, Loi concernant l'École nationale de théâtre du Canada. À la même salle, ladite commission procédera à l'étude détaillée du projet de loi 155, Loi modifiant la Loi sur les immeubles industriels municipaux et ce, une fois adopté le principe dudit projet de loi ici, à l'Assemblée nationale.

Après les affaires courantes jusqu'à 13 heures, de 15 heures à 18 heures et de 20 heures à 24 heures, à la salle Louis-Hippolyte-Lafontaine, la commission des affaires sociales procédera à l'étude détaillée des projets de loi suivants et ce, dans l'ordre indiqué: le projet de loi 267, Loi modifiant la Loi fusionnant et consolidant The Mackay Institution for Protestant Deaf Mutes et The School for Crippled Children, Montreal, sous le nom de Mackay Center for Deaf and Crippled Children; le projet de loi 139, Loi modifiant la Loi sur l'assurance-maladie et d'autres dispositions législatives; le projet de loi 102, Loi modifiant de nouveau la Loi sur les services de santé et les services sociaux.

Après les affaires courantes jusqu'à 13 heures, de 15 heures à 18 heures et de 20 heures à 24 heures, à la salle du Conseil législatif, la commission des institutions entendra les intéressés et procédera à l'étude détaillée des projets de loi suivants et ce, dans l'ordre indiqué: le projet de loi 245, Loi concernant l'institution Monseigneur Guay et la Congrégation des Soeurs de Notre-Dame du Bon Conseil de Chicoutimi; le projet de loi 282, Loi concernant l'institution Monseigneur Guay et l'Archevêque catholique romain de Québec et, finalement, le projet de loi 281, Loi concernant certains immeubles faisant partie du parc industriel de Saint-Augustin-de-Desmaures. Et ce n'était pas fini, Mme la Présidente, puisqu'il y a également le projet de loi 229, Loi concernant la succession de Morris Wexler; le projet de loi 272, Loi concernant la succession de Cora Frances Dunkerley, et le projet de loi 275, Loi concernant les testaments de Charles Jodoin et de Sophranie Beauchamp.

Après les affaires courantes jusqu'à 13 heures et, si nécessaire, de 15 heures à 18 heures, à la salle 101 de l'édifice Pamphile-Le May, la commission du budget et de l'administration entendra les intéressés et procédera à l'étude détaillée du projet de loi 266, Loi concernant la Communauté grecque orthodoxe de la ville de Laval.

La Vice-Présidente: Merci, M. le leader du gouvernement. Y a-t-il consentement pour déroger à l'article 245 du règlement afin que plus de trois commissions puissent se réunir en même temps? Est-ce qu'il y a consentement?

Consentement. Ceci met fin...

M. Gratton: Mme la Présidente-

La Vice-Présidente: Oui, M. le leader du gouvernement.

M. Gratton: ...je voudrais apporter une correction qui vient de m'être communiquée, soit annuler l'avis ayant trait à l'étude détaillée du projet de loi 155, Loi modifiant la Loi sur les immeubles industriels municipaux, qu'on devait étudier après l'adoption du principe ici, à l'Assemblée nationale. J'annule donc cet avis.

La Vice-Présidente: Ceci est fait, M. le leader du gouvernement. Donc, ceci met fin aux avis touchant les travaux des commissions.

Nous allons passer aux renseignements sur les travaux de l'Assemblée. Est-ce qu'il y a des renseignements sur les travaux de l'Assemblée?

Une voix: Non, il n'y en a pas.

Renseignements sur les travaux de l'Assemblée

La Vice-Présidente: Donc, j'en ai un, si vous me le permettez. Je vous avise que, cet après-midi, à 14 h 30, la commission des affaires sociales se réunira en séance de travail afin de statuer sur diverses affaires courantes, à la salle RC-171 de l'Hôtel du Parlement. Donc, les renseignements sur les travaux de l'Assemblée étant donnés, ceci met fin aux affaires courantes.

Nous allons donc passer aux affaires du jour. M. le leader du gouvernement.

M. Gratton: Oui, Mme la Présidente. Avant de passer aux affaires du jour, puis-je suggérer que l'Assemblée suspende ses travaux quelques instants?

La Vice-Présidente: Est-ce qu'il y a consentement pour qu'on puisse suspendre quelques instants?

Une voix: Oui.

La Vice-Présidente: Donc, je vais suspendre quelques instants.

(Suspension de la séance à 11 h 26)

(Reprise à 11 h 46)

La Vice-Présidente: À l'ordre, s'il vous plaît!

Nous reprenons nos travaux. M. le leader du gouvernement.

M. Gratton: Oui, Mme la Présidente, avec le consentement de l'Assemblée, je vous prierais

d'appeler le projet de loi qui apparaît à l'article 18 du feuillet de ce matin, mais à l'étape de la prise en considération du rapport.

La Vice-Présidente: Je constate effectivement que le rapport de la commission a été déposé ce matin. Or, en vertu de l'article 253, y faudrait attendre une journée supplémentaire. J'aurais donc besoin d'un consentement pour pouvoir déroger à l'article 253, si on veut procéder à l'étude à cette étape-ci. Consentement?

M. Jolivet: Nous donnons notre consentement, Mme la Présidente.

Projet de loi 146

Prise en considération du rapport de la commission qui en a fait l'étude détaillée

La Vice-Présidente: Comme il y a consentement, Mme la ministre déléguée à la Condition féminine propose l'adoption du rapport de la commission des institutions qui a procédé à l'étude détaillée du projet de loi 146, Loi modifiant le Code civil du Québec et d'autres dispositions législatives afin de favoriser l'égalité économique des époux et des amendements qui ont été transmis en vertu de l'article 252 de notre règlement. Là-dessus, je vais maintenant reconnaître... Oui, M. le député de Laviolette.

M. Jolivet: Mme la Présidente, est-ce que je dois donc comprendre que les amendements ont été jugés recevables par la présidence?

La Vice-Présidente: Après étude par la présidence, effectivement, M. le député de Laviolette, les amendements ont été jugés recevables. Vous aurez, par la suite, à les adopter. D'ici là, je vais maintenant reconnaître Mme la ministre déléguée à la Condition féminine.

Mme Monique Gagnon-Tremblay

Mme Gagnon-Tremblay: Merci, Mme la Présidente. Le projet de loi 146 propose une réforme majeure des rapports patrimoniaux des conjoints mariés et représente l'aboutissement d'une longue démarche. Il crée une véritable institution de partenariat entre les conjoints, les couples, à l'enseigne de l'égalité entre ces mêmes conjoints. Comme je le mentionnais, Mme la Présidente, on consacre par ce projet de loi, le mariage comme une véritable institution de partenariat servant de base à l'organisation de la famille, sous l'enseigne de l'égalité des conjoints.

Cette réforme, qui profitera à tous les membres de la famille, vise donc, premièrement, à concrétiser, au moment d'une séparation, d'un divorce ou d'un décès, les principes d'égalité en

mariage inscrits depuis bientôt une décennie dans le Code civil du Québec. Deuxièmement, on veut pallier aux difficultés vécues à la fin du mariage par certains époux mariés soit en séparation de biens. Cette réforme vise ainsi à garantir une certaine protection au conjoint le plus faible économiquement.

Le patrimoine comprend exclusivement les biens suivants: la résidence principale, la résidence secondaire de la famille, les droits qui confèrent l'usage à ces résidences, les meubles qui garnissent ou ornent les résidences principale et secondaire et qui sont affectés à l'usage du ménage, les véhicules automobiles utilisés pour les déplacements de la famille, les gains inscrits durant le mariage au nom de chaque époux dans un régime public de rentes, par exemple, au Régime de rentes du Québec ou au Régime de pensions du Canada, les droits accumulés durant le mariage à titre de régime de retraite, ce qui exclut, Mme la Présidente, tous les autres biens, c'est-à-dire les entreprises, les commerces, les édifices appartements, les actions et obligations d'épargne, les actions et les comptes de banque. Le patrimoine est composé exclusivement de la résidence, de la résidence secondaire, des meubles, des véhicules automobiles et des gains inscrits durant le mariage dans un régime de retraite, dans un régime public de rentes aussi bien que les droits accumulés durant le mariage à titre de régime de retraite.

Cependant, parce que l'inclusion au patrimoine commun de tels biens acquis par dons, héritage ou avant le mariage, du moins quant à la valeur acquise par le bien depuis son entrée au patrimoine, se justifiait peut-être moins dans la mesure où ils n'ont pas été acquis par les époux à l'occasion de l'exécution de leur obligation de contribuer aux charges du mariage, il a été convenu d'exclure du patrimoine commun les biens échus à l'un des époux par succession, legs ou donation avant ou pendant le mariage, ce qui suppose évidemment que la plus-value acquise sur un tel bien en sera également exclue.

(11 h 50)

Il a été également convenu de déduire de la valeur nette du patrimoine commun les sommes payées par l'un des époux avant le mariage pour l'acquisition d'un bien du patrimoine commun ainsi que la plus-value acquise pendant le mariage sur ce bien et ce, dans la même proportion que celle qui existait à la date du mariage entre les sommes payées sur ce bien et sa valeur.

Par exemple, vous achetez une maison qui sert de résidence principale, le 1er juillet 1975. Vous payez cette résidence 100 000 \$. Le montant payé par l'un des époux avant le mariage est de 50 000 \$. Vous vous mariez par la suite, il y a divorce et la résidence principale est alors évaluée à 175 000 \$. Le montant à déduire de la valeur du patrimoine est, bien sûr, celui qui a été payé avant le mariage par l'un des époux, c'est-à-dire 50 000 \$ plus la moitié de la

plus-value acquise au cours du mariage.

En somme, nous prenons toujours en considération la durée du mariage, la plus-value, de même que la proportion de cette plus-value si les biens ont été acquis par legs ou donation, ou s'ils ont été acquis par des sommes qui avaient été, soit léguées, soit attribuées par héritage.

Les sommes payées par l'un des époux pendant le mariage pour l'acquisition d'un bien faisant partie du patrimoine. Lorsque les sommes lui échoient par succession, legs ou donation, elles sont calculées ainsi que la plus-value acquise durant le mariage selon les mêmes règles qu'exposé précédemment, cette fois depuis la date d'acquisition du bien.

Également, demeurent exclus tous les autres biens que possède l'un ou l'autre des époux et qui ne sont pas spécifiquement identifiés dans les dispositions pertinentes du Code civil du Québec comme faisant partie du patrimoine commun. Le principe de liberté contractuelle en matière matrimoniale continue donc de s'appliquer pour tout ce qui excède la masse de biens compris dans le patrimoine commun. Cela signifie que vous pouvez contracter sur tous les autres biens qui ne font pas partie du patrimoine. Ainsi, les gens qui possèdent d'autres biens que ceux inclus dans le patrimoine familial conservent l'entière liberté de choisir le régime matrimonial qui leur convient le mieux pour ces autres biens.

On nous a reproché aussi le fait de réduire le principe de la liberté de contracter. Je voudrais à ce moment-ci, Mme la Présidente, faire remarquer que le propriétaire peut toujours, même après l'entrée en vigueur de la loi, contracter, aliéner ou disposer d'un bien même sans le consentement de l'un ou l'autre, à l'exception bien sûr de la résidence familiale et des meubles meublants, étant donné que cette protection existe déjà dans le Code civil depuis 1980. Mais, étant propriétaire du bien, vous pouvez continuer à contracter sur ce bien sans le consentement du conjoint, puisque le patrimoine ne sera partagé qu'à la dissolution du régime, soit par décès, soit par séparation de corps ou, encore, divorce.

Il m'apparaît au surplus essentiel de mentionner que les règles entourant l'instauration d'un patrimoine commun n'ont pas d'incidence sur la propriété des biens le composant. Comme je l'ai mentionné, chaque époux en conserve la jouissance, l'administration et la libre disposition. Elles visent donc tout à la fois à respecter l'autonomie, l'égalité et l'indépendance des deux époux et à permettre à chacun, lors de la dissolution du mariage, de participer aux bénéfices réalisés pendant sa durée. Attention toutefois aux dispositions introduites en 1980, comme je le mentionnais, quant à la résidence et quant aux meubles de cette résidence. Ces biens sont déjà protégés en vertu des dispositions introduites en 1980.

En dépit des critiques formulées, il nous apparaissait fondamental et essentiel de maintenir

le caractère impératif et obligatoire des dispositions du projet de loi instituant un patrimoine commun. Celles-ci seront donc applicables et ce, quel que soit le régime matrimonial, premièrement, à tous ceux qui se marieront après l'entrée en vigueur de la loi; deuxièmement, à tous les époux mariés avant l'entrée en vigueur de la réforme, à moins qu'ils ne manifestent, dans les 18 mois, leur volonté de ne pas y être assujettis en tout ou en partie par acte notarié ou par une déclaration judiciaire conjointe faite au cours d'une instance en séparation de corps, divorce ou nullité de mariage dont il sera donné acte.

Par ailleurs, elles ne seront pas applicables à moins, premièrement, d'une reprise de la vie commune, aux époux qui, avant le 15 mai 1989 avaient cessé de faire vie commune et avaient réglé les conséquences de leur séparation. En somme, on touche ici les conjoints séparés de fait. Cela ne touchera pas non plus les demandes en séparation de corps, divorce ou annulation de mariage introduites avant le 15 mai 1989, ce qu'on appelle les causes pendantes.

Enfin, les règles concernant l'institution d'un patrimoine commun ne seront pas applicables aux conjoints de fait. Notre droit familial ne s'est adressé, en effet, jusqu'à ce jour, qu'aux époux réservant aux conjoints de fait, en raison entre autres de la multiplicité des situations vécues par ceux-ci, une entière liberté dans l'aménagement de leurs rapports.

Cependant, compte tenu de l'absence de données concluantes sur l'union de fait et afin, entre autres, de mesurer l'incidence du phénomène sur la politique familiale, il apparaît opportun qu'un groupe de travail soit formé. Le principe que les époux ne puissent renoncer par contrat de mariage ou autrement à leurs droits dans le patrimoine commun est maintenu et cela parce que, premièrement, on ne peut renoncer d'avance à ce que l'on ne connaît pas. On ne peut renoncer aux droits futurs. Deuxièmement, au Québec, le partage n'affecte que certains biens reliés aux besoins de base de la famille et, donc, rattachés aux charges du mariage, contrairement à l'Ontario, entre autres.

En Ontario, bien sûr, on peut renoncer lors de son mariage à tous les biens, à l'exception de la résidence et des meubles meublants. Sauf qu'en Ontario, le patrimoine inclut tous les autres biens, c'est-à-dire les entreprises, les actions, les obligations d'épargne, les comptes de banque. Il faut bien mentionner, également, que nous permettons quand même aux gens de contracter sur les autres biens. Si nous avions permis aux couples de renoncer lors de la rédaction de leur contrat de mariage, bien sûr, à ce moment-là, on aurait dû faire face à une clause de style et on aurait renoncé facilement au patrimoine, tout comme on l'a fait avec le douaire, par exemple, qui avait été inscrit au Code civil.

Au Québec, l'État a obligé les époux à contribuer aux charges du mariage en égalité, en

1980. Ils doivent donc reconnaître le partage des profits pouvant résulter de ces contributions, le cas échéant. C'est le pendant nécessaire et juste de cette obligation. Les renonciations anticipées donnent lieu à des abus et dévaluent l'institution du mariage en permettant qu'il puisse être le lieu d'injustices systémiques. Comme je le mentionnais, Mme la Présidente, comme l'on ne connaît pas toujours les droits futurs, cela pourrait donner lieu à certains abus. Donc, il est important, bien sûr, de permettre aux gens d'y renoncer à la fin, mais d'y renoncer de façon anticipée, par anticipation, à ce moment, aurait pu donner lieu à des abus.

Les renonciations ne vont pas sans créer de problèmes en Ontario et ce sont ces problèmes qu'il faut éviter ici. Néanmoins et compte tenu de la pertinence des remarques formulées à ce sujet, nous avons cru opportun de permettre la renonciation au patrimoine en tout ou en partie, ce qui est différent du projet de loi qui avait été présenté, lorsque naît le droit au partage, c'est-à-dire à compter du décès, par exemple, de son conjoint, du jugement de séparation de corps, du divorce ou de nullité de mariage ainsi qu'au cours d'une instance en séparation de corps, divorce ou nullité de mariage.

Tel que prévu initialement, le partage du patrimoine commun s'effectuera à la fin du mariage, c'est-à-dire au moment d'une séparation de corps, d'un divorce ou d'un décès. Comment pourra s'effectuer le partage? Le partage du patrimoine commun s'effectuera en parts égales entre les conjoints sur sa valeur nette, c'est-à-dire, déduction faite des dettes contractées pour l'acquisition, l'amélioration, l'entretien ou la conservation des biens qui le constituent. L'exécution du partage aura lieu en argent ou par dation en paiement auquel cas les époux pourront convenir de transférer d'autres biens que ceux du patrimoine familial, à l'exception des gains accumulés dans les régimes publics de rentes. Sur demande, le tribunal peut déroger au principe du partage égal lorsqu'il en résulterait une injustice, compte tenu, notamment, de la brève durée du mariage, de la dilapidation de certains biens par l'un des époux, et de la mauvaise foi de l'un d'eux.

(12 heures)

Alors, voilà en résumé, Mme la Présidente, les articles contenus dans le projet de loi qui sera adopté bientôt. Je dois vous avouer qu'il s'agit d'une longue démarche. Nous travaillons depuis fort longtemps sur ce projet de loi et, personnellement, j'y ai travaillé depuis maintenant trois ans. Ces travaux ont débuté avec mon collègue, M. Herbert Marx, à l'époque ministre de la Justice. Nous avons déposé, vous vous en souviendrez, en juin dernier, un document de consultation sur des dispositions afin de favoriser l'égalité économique des époux. Nous avons aussi entendu en commission parlementaire tout près de 30 groupes et organismes à l'automne 1988. Nous avons, bien sûr, déposé ce projet

de loi récemment et je suis très heureuse que nous puissions maintenant poursuivre son adoption.

Mme la Présidente, je dois aussi, à ce moment-ci, remercier la députée de Maisonneuve pour son excellente collaboration, ce qui nous a permis de pouvoir faire adopter ce projet de loi qui est majeur et qui est un projet de changement de société. J'ose espérer, Mme la Présidente, que non seulement avec ce projet de loi nous pourrions atteindre l'égalité économique, puisque nous avons déjà atteint l'égalité juridique, mais on pourra compléter ainsi cette égalité qui n'accompagnait pas l'égalité juridique que nous avons connue au cours des années quatre-vingt. Merci, Mme la Présidente.

La **Vice-Présidente**: Merci, Mme la ministre déléguée à la Condition féminine. Je vais maintenant reconnaître Mme la députée de Maisonneuve.

Mme Louise Harel

Mme Harel: Mme la Présidente, nous en sommes donc à cette importante étape de la prise en considération du rapport de la commission parlementaire à la suite de l'étude article par article du projet de loi 146. Contrairement à certaines opinions qui ont pu être émises, ces dispositions n'ont pas été improvisées à l'occasion de cette fin de session qui se terminera cette semaine. C'est un processus qui s'est engagé il y a maintenant plusieurs années. Encore faut-il rappeler, lors de l'étude de la réforme du Code civil, dans le cadre du projet de loi 20 présenté par le précédent gouvernement, ces dispositions qui étaient relatives au partage des biens lors d'un décès, lors d'une succession.

Je dois rappeler, Mme la Présidente, que, comme Opposition, nous avons consenti, dès l'arrivée au pouvoir du nouveau gouvernement, afin d'accélérer l'adoption de la loi 20 présentée par le précédent gouvernement, à retirer du projet de loi 20 l'ensemble des dispositions qui portaient sur toute la question du partage lors du décès, au moment de la succession, de manière que ça puisse être étudié et envisagé dans le cadre d'un partage du patrimoine familial, non seulement en cas de décès, mais, éventuellement, lors de la dissolution du mariage par divorce ou séparation. C'est donc depuis plusieurs années, quatre ans bientôt, qu'est étudiée cette question du patrimoine familial.

D'abord, lors du retrait des dispositions qui a permis l'adoption du projet de loi 20 par le présent gouvernement, même si c'est le précédent qui l'avait présenté et en avait fait adopter les dispositions majeures lors de l'étude article par article, il avait été convenu par le ministre de la Justice de l'époque de créer un comité interministériel sur cette question des droits économiques des époux. À cette occasion, le comité

formé devait repenser l'ensemble des dispositions à la lumière des courants jurisprudents qui, depuis dix ans, sont venus, en quelque sorte, atténuer la portée de la réforme du droit de la famille instaurée en 1979.

Mme la Présidente, ce comité interministériel a publié un rapport il y a maintenant deux ans, après quoi un document gouvernemental a été publié, qui était intitulé "Les droits économiques des conjoints". J'ai eu l'occasion à plusieurs reprises de rappeler que c'était là sans doute un titre abusif, en quelque sorte, puisqu'il s'agit plutôt des droits économiques des époux. Il ne faut pas nécessairement confondre conjoints et époux, étant donné la progression, le phénomène des unions de fait dans la société québécoise. Ce document gouvernemental daté de juin 1988 - vous voyez, il y a déjà un an de cela - présentait la proposition en matière de partage. Nous avons procédé à une étude de ce document en commission parlementaire, au mois d'octobre dernier, à l'occasion de l'audition d'une trentaine d'associations et de groupes venus présenter leur point de vue et qui, très majoritairement, à une ou deux exceptions près, ont recommandé au gouvernement d'élargir d'abord sa proposition de patrimoine familial de manière que, notamment, les fonds de retraite y soient contenus, compte tenu du fait que ce sont là des économies constituant du salaire différé. Maintenant, la rémunération convenue dans notre société n'est plus simplement celle que l'on touche par son salaire hebdomadaire, c'est aussi l'ensemble des avantages qui y sont associés; les vacances en sont, comme les régimes de retraite qui diffèrent l'avantage du salaire pour l'âge où il n'y aura plus de revenu de travail et où on aura donc besoin d'une protection à la retraite. Dans le cadre d'une commission parlementaire, l'ensemble des groupes ont pu donner leur point de vue sur cette proposition de partage. C'est donc tout récent.

Ce qu'on peut peut-être reprocher au gouvernement, c'est d'avoir attendu au 15 mai, huit mois après l'étude en commission parlementaire, pour déposer son projet de loi. Il faut reconnaître qu'il y avait là un délai certainement trop long compte tenu de l'agenda chargé que constitue toute fin de session. Cela étant dit, ce n'est pas parce que le projet de loi n'a été déposé que le 15 mai que, pour autant, la question était improvisée. Je le signale, depuis plusieurs années, il y a un débat sur cette question. Malheureusement, il faut comprendre que les éditorialistes de nos grands médias écrits n'ont pris connaissance que tout dernièrement de ce débat qui, pourtant, se déroulait depuis longtemps dans notre société, en nous donnant l'impression que c'était un débat récent. J'ai trop eu à travailler comme porte-parole chargée de la réforme du Code civil par le gouvernement précédent pour ignorer maintenant que ce débat est en cours depuis plusieurs années.

De quel débat s'agit-il? Essentiellement, il

s'agit de corriger, d'une certaine façon, les dispositions législatives intervenues à bon droit il y a dix ans pour assurer l'égalité juridique des conjoints dans le mariage. Je l'ai déjà dit, et c'est tout à fait conforme à ce que je pense, c'est un projet de loi à portée restreinte. Ce projet de loi ne porte pas sur un patrimoine familial en tant que tel. La famille existe en dehors du mariage. Il porte sur un patrimoine commun entre époux. Mais ce n'est pas parce qu'il est à portée restreinte qu'il n'est pas valable pour autant. J'entendais certains argumenter que le patrimoine n'existe pas entre tous les époux, étant donné que certains d'entre eux n'ont pas l'avantage d'avoir une résidence principale ou secondaire ou des meubles qui ont une certaine valeur à se partager. Ce n'est pas pour la raison que tout le monde n'a pas de patrimoine qu'il faut abolir le fait que certains qui en ont ne puissent pas le partager. C'est un peu comme si on utilisait le même argument pour prétendre que, parce que tout le monde ne peut pas payer de pension alimentaire, n'ayant pas les revenus suffisants, il faudrait pour autant abolir la pension alimentaire. Ce n'est pas parce que ce projet de loi est à portée restreinte qu'il n'a pas pour autant le sens correcteur qu'on veut lui donner.

(12 h 10)

Évidemment, il vaut pour les époux en mariage et, nécessairement, pour ceux qui ont à partager un patrimoine commun. Et pourquoi? Parce que les hommes et les femmes auront beau être égaux en droit en tous points dans notre société, il y a une différence fondamentale entre les hommes et les femmes que la science n'a pas comblée, qu'elle ne comblera sans doute jamais, c'est la maternité. C'est là notre différence qui, à tous égards, crée des obligations les uns envers les autres. Pourquoi? Il est évident... Par exemple, lors de l'étude du projet de loi sur les régimes de retraite, projet de loi qui est actuellement soumis à l'examen de l'Assemblée, le Conseil du statut de la femme est venu démontrer preuves à l'appui que les travailleuses du Québec, de façon continue, travaillent l'équivalent d'une année et neuf mois avant de mettre fin, temporairement ou de façon permanente - évidemment, temporairement dans la plupart des cas... On connaît la progression phénoménale de l'activité des mères de jeunes enfants à l'extérieur du foyer. Cela dit, la principale raison, celle qui prend le premier rang dans l'ordre des motifs qui sont invoqués pour cesser le travail hors du foyer, c'est justement la naissance d'un enfant.

C'est une différence que l'égalité juridique ne vient pas combler. Cette différence a des conséquences. Ces conséquences, malheureusement, d'une certaine façon, sont tragiques. La semaine dernière, on l'a vu encore plus éloquemment illustré dans le rapport du Conseil canadien du développement social qui démontrait que le Québec connaît, depuis quinze ans, une pauvreté

qui s'est accrue plus que partout ailleurs au Canada, et que cette pauvreté est, d'abord et avant tout, féminine. La progression de la pauvreté chez les familles ayant une femme à leur tête est quatre fois supérieure à celle des familles qui comptent un homme à leur tête. Ce n'est pas peu de chose, les statistiques le démontrent. Dans cette étude, 66 000 familles ayant une femme à leur tête sont pauvres en regard de 5000 familles qui ont un homme à leur tête. C'est donc dire que, souvent, dans notre société, la maternité se conjugue avec la pauvreté.

L'égalité juridique des époux dans la famille les amène à partager les dettes du ménage, l'égalité juridique acquise a profondément transformé l'institution du mariage qui était essentiellement pour nos mères une institution fondée sur l'inégalité. Les modifications majeures et nécessaires qui ont été introduites de façon à révolutionner cette institution du mariage pour en faire une institution égalitaire, y y a dix ans... Cette révolution a eu des effets nocifs, si vous me permettez l'expression, puisque l'égalité juridique n'a pas tenu compte du déséquilibre économique, non seulement en regard de l'activité au foyer de femmes qui, de moins en moins nombreuses, ne combinent pas également une activité sur le marché du travail, mais en regard aussi de femmes qui cumulent à la fois le travail hors du foyer et l'activité de la maternité avec les conséquences visibles, tangibles que cela comporte. À diplôme et scolarité égaux, une femme gagne toujours l'équivalent de 65 % du revenu d'un homme. Évidemment, le fait de cesser ses activités pour prendre soin des enfants et pour parfaire leur éducation n'est pas encore un choix partagé en toute égalité entre les hommes et les femmes. Il faut bien voir, quand elles peuvent en bénéficier, qui utilise le congé parental, pour se rendre compte que l'attribution des rôles d'éducateur et d'éducatrice n'est pas encore également partagée dans notre société.

Alors, Mme la Présidente, il ne faut certainement pas que ces rôles qui sont assumés, doublement parfois et fréquemment... Pensons simplement à la progression phénoménale des mères d'enfants de moins de trois ans sur le marché du travail. En dix ans, il y a eu une progression de 90 %. Presque 60 % des mères d'enfants de moins de trois ans sont actuellement sur le marché du travail, avec les contraintes que je viens d'énumérer, malgré tout, ces contraintes d'emploi qui n'assurent pas souvent la pleine permanence ou tout simplement ces contraintes, ce choix aussi qui doit être librement consenti, mais qui ne doit pas pénaliser celle qui le fait.

Mme la Présidente, en concourant à l'adoption de ce projet de loi, ce n'est pas à ma mère, mariée en séparation de biens pour ne pas perdre sa capacité juridique, que je pense, c'est d'abord à ma fille. Ce n'est pas une loi faite uniquement

pour le passé. C'est une loi faite aussi pour l'avenir. C'est une loi qui va certainement permettre de combiner à cène égalité juridique maintenant acquise dans le mariage une certaine sécurité économique qui, de toute évidence, faisait défaut. Pour le constater, on a malheureusement les études qui démontrent la grande pauvreté générale des femmes divorcées et de leurs enfants.

À l'occasion de la préparation de ce débat, Mme la Présidente, je relisais le mémoire présenté à la commission l'automne dernier par un professeur de la Faculté de droit de l'Université Laval, le professeur M. Pierre Issalys. Et j'aimerais simplement vous lire quelques extraits de ce mémoire qu'il présentait devant la commission, notamment sur cette objection qui est fréquemment soulevée de l'autonomie individuelle, du droit absolu qui est revendiqué de faire un contrat sans contrainte du législateur. Et le professeur Issalys disait ceci: Le problème de l'autonomie de la volonté individuelle face à la volonté collective exprimée par les choix contraignants du législateur, s'agissant d'un domaine où la liberté individuelle est depuis longtemps affirmée à la base de tout l'édifice juridique, c'est évident que l'intervention du législateur ne va pas de soi... Et le professeur dit: Ce n'est pas exprimer une idée nouvelle que de dire que le mariage, avec les modèles qu'il véhicule quant à la répartition du pouvoir et de la richesse, est une institution dont le régime engage toute la société. S'interdire de placer ce régime sur une base nouvelle, relativement uniforme en ce qui concerne ces incidents patrimoniaux, pour laisser plutôt libre cours à des choix individuels, c'est se priver d'un levier nécessaire au changement social. Certes, ce changement exige que soient mis en oeuvre de nombreux autres leviers.

C'est évident, Mme la Présidente, que c'est un projet de loi à portée restreinte. Je ne pourrais pas considérer que l'équilibre économique qu'il faut rechercher dans notre société, entre partenaires, équilibre qui, je le rappelle, doit tenir compte de cet aspect fondamental qu'un seul des partenaires a un rôle à l'égard de la maternité, cet équilibre ne peut pas être atteint que par un partage au moment de la dissolution du mariage. Cet équilibre vaut aussi par un ensemble de dispositions qui font défaut.

(12 h 20)

J'ai devant moi le ministre de la Main-d'Oeuvre et de la Sécurité du revenu, et je ne saurais dire combien sont nécessaires des mesures énergiques qui puissent concilier le rôle de travailleuse et de mère, notamment par le biais de véritables congés de maternité, pas simplement un congé de maternité qui nous est donné par l'assurance-chômage quand on a été pendant 20 semaines à l'emploi du même employeur et qu'on est exclue si on a eu des périodes de travail qui ne peuvent pas satisfaire à ces conditions et à ces exigences, mais un véritable congé de maternité, un véritable congé parental,

une véritable médiation familiale. Ce n'est pas simplement par un patrimoine qu'on peut déjudiciariser les conflits conjugaux de ceux qui n'ont pas intérêt à se retrouver comme adversaires devant des tribunaux. C'est évident que l'absence de véritables mesures de médiation familiale fait terriblement défaut dans l'ensemble des régions du Québec, sauf à Montréal et dans la ville de Québec. Cela fait déjà deux ans qu'on le répète: C'est totalement inadmissible que la chicane entre le ministère de la Justice et le ministère de la Santé et des Services sociaux paralyse complètement les services de médiation qui devraient être offerts aux couples et à leurs enfants pour régler de façon plus civilisée ces conflits qui se multiplient.

C'est donc un ensemble de mesures, de leviers, mais, évidemment, nous considérons que le projet de loi 146 est un de ces leviers qui vont permettre le changement social, Mme la Présidente. Je cite à nouveau le professeur Issaïlys, notamment sur une autre objection fréquemment entendue à l'égard du projet de loi, qui consiste à prétendre qu'il y aura diminution de l'incitation au mariage par la nouvelle contrainte du patrimoine à partager entre époux. Le professeur dit, quant à cette objection: "Elle consiste à prédire qu'en déterminant de façon imperative le sort d'une grande partie du patrimoine des conjoints le législateur ferait du mariage une institution trop contraignante. Les couples seraient alors amenés à préserver leur autonomie en situant leurs rapports dans le cadre de l'union libre." Et le professeur ajoute: Tour ma part, je ne crois pas que la constitution d'un patrimoine familial même élargi - comme c'est le cas, d'ailleurs, dans le projet de loi - produise cet effet désincitatif. Au contraire, le meilleur moyen de conserver au mariage sa capacité d'attraction est d'en faire clairement le porteur du principe d'égalité entre conjoints. C'est ce que tend à faire, de façon simple et visible, l'institution du patrimoine familial partageable par moitié. Placer cette institution égalitaire à la base des rapports patrimoniaux entre tous les conjoints, c'est contribuer à ce que le mariage réponde aux aspirations et aux valeurs des générations montantes."

Cela a été fréquemment dit, Mme la Présidente, cette idée que moins le mariage allait signifier quelque chose, plus il aurait un effet incitatif, comme si moins le mariage signifiait, plus les gens allaient vouloir se marier. À la limite, on peut penser: si le mariage ne signifie rien et n'engage à rien, pourquoi y aurait-il un intérêt à utiliser cette institution qui serait complètement neutralisée et paralysée, sauf, évidemment, pour des raisons religieuses? Mais il s'agit là de motifs qui ont trait à l'indissolubilité du mariage, une question qui n'est pas examinée dans le cadre de ce projet de loi sur le partage au moment de la dissolution. Alors, le mariage comme institution sociale qui ne voudrait absolu-

ment rien dire, qui n'engagerait absolument à rien, pourquoi penser que ce serait une façon de le favoriser en le détournant complètement de son sens? Pourquoi est-ce qu'il y aurait un engouement ou une incitation à se marier si tant est que le mariage, justement, ne signifie rien?

En terminant, Mme la Présidente, je voudrais signaler que nous avons souhaité dès l'étude du projet de loi en commission parlementaire qu'un amendement y soit apporté pour stipuler clairement que les époux qui avaient cessé de faire vie commune avant le 15 mai 1989 et qui avaient déjà conclu par écrit ou autrement une entente qui réglait le partage de leurs biens communs ne devaient pas être à nouveau tenus de refaire leurs négociations, des négociations qui ne sont pas toujours faciles, j'imagine, et qui se font parfois dans des contextes émotifs où se brassent des émotions que personne ne souhaite reprendre une fois que la séparation a eu lieu.

Mme la Présidente, nous avons été satisfaits par l'amendement introduit lors de l'étude qui s'est poursuivie hier en commission parlementaire et qui indique clairement que, lorsqu'il y a eu cessation de vie commune avant le 15 mai et qu'une entente intervenue entre les parties, entre les ex-conjoints, a permis un partage qui les a satisfaits au moment où cette entente était agréée de part et d'autre, il ne doit pas y avoir, comme va maintenant le stipuler la loi qui est devant nous, reprise de façon à défaire ce sur quoi les ex-conjoints s'étaient déjà entendus. Alors, nous sommes certainement satisfaits de cet amendement qui, finalement, a été agréé et que nous souhaitons.

Malheureusement, un autre amendement qui nous tenait à coeur a été défait en commission parlementaire et nous le regrettons. Nous pensons que, tôt ou tard, il faudra certainement y revenir. Il y a un trou qui reste à corriger et une injustice qui pourrait se perpétuer puisque la résidence familiale fera dorénavant partie du patrimoine, mais non pas les actifs financiers. Nous savons, Mme la Présidente - c'est, d'ailleurs, connu, c'est une réalité que l'ensemble des observateurs du milieu financier connaît bien - que les femmes ont surtout tendance à investir leurs économies dans des biens concrets, tandis que non pas généralement, mais assez fréquemment les investissements faits par leur conjoint peuvent l'être plus souvent dans du capital de risque ou des actions. Alors, il est certainement décevant que l'on n'ait pas reçu cet amendement que nous avions déposé qui aurait permis à un tribunal, au moment de la dissolution, de vérifier si le patrimoine était insuffisant et si l'un des époux avait été défavorisé par rapport à la constitution, à l'écart du patrimoine familial, d'un enrichissement qui n'en faisait pas partie et qui n'était donc pas considéré dans le partage. Nous aurions souhaité que le tribunal puisse faire ce test pour compenser l'époux défavorisé par une telle situation. Nous regrettons que cet

amendement que nous apportions n'ait pas été retenu. Nous pensons qu'il s'agit d'une omission qui aura à être corrigée. Nous croyons, Mme la Présidente, comme ce fut le cas, d'ailleurs, il y a dix ans au moment de l'adoption de la réforme du droit de la famille, qu'il faut, dans ces dispositions, s'assurer qu'il n'y ait pas de détournement possible de l'intention du législateur par des pratiques qui peuvent se développer, pratiques qui sont même parfois soutenues par une publicité qui appelle à des investissements autres que ceux susceptibles d'être partagés dans le cadre du patrimoine familial.

Je termine en rappelant que cet engagement du présent gouvernement est sans doute le seul qu'il aura réalisé durant tout ce premier mandat, après l'abandon de l'engagement d'offrir aux travailleuses au foyer l'accès à la rente du Québec, après le silence en matière de politique familiale, l'inexistence d'une volonté politique d'offrir un véritable congé de maternité aux Québécoises.

(12 h 30)

Évidemment, c'est bien peu, mais nous avons concouru à l'adoption de ce projet de loi parce que jamais l'Opposition ne va, de façon partisane, utiliser son rôle pour réduire la progression de la véritable égalité entre les hommes et les femmes. Nous pensons que c'est un nouveau pas qui est franchi. Nous ouvrons une voie nouvelle à l'égalité non pas simplement juridique, mais économique entre époux.

En terminant, Mme la Présidente, je vous rappelle combien il est nécessaire que le gouvernement se responsabilise à l'égard de cette importante question des conjoints de fait dans notre société. Une naissance sur trois l'an dernier fut hors mariage. La famille n'existe plus que dans le cadre du mariage; il ne faut plus confondre famille et mariage dans la société québécoise. S'aveugler sur cette question, ne pas relever le défi de rendre cohérentes nos législations sociales sur cette question, c'est *prendre* du retard, un retard qui va certainement devoir être corrigé au moment où il y aura eu des victimes qui seront les enfants en cause, évidemment, dans ces familles qui n'ont aucune protection de notre régime de sécurité sociale ou de nos lois sociales.

Mme la Présidente, je termine. C'est sans doute la dernière intervention. Je veux certainement saisir l'occasion pour féliciter Mme la ministre déléguée à la Condition féminine de la ténacité avec laquelle elle s'est acquittée de ce projet de loi, en souhaitant qu'elle ait des responsabilités qui l'amènent à réaliser des engagements que, malheureusement, ses collègues ont abandonnés en cours de route, en faveur des femmes du Québec. Merci, Mme la Présidente.

La Vice-Présidente: Merci, Mme la députée de Maisonneuve. Il n'y a pas d'autre intervention. Le débat est clos.

Est-ce que les amendements qui ont été transmis conformément à l'article 252 de notre règlement et qui concernent le projet de loi 146 sont adoptés? Adopté.

Une voix: Vous ne les lisez pas?

La Vice-Présidente: Est-ce que le rapport tel qu'amendé de la commission des institutions qui a procédé à l'étude détaillée du projet de loi 146, Loi modifiant le Code civil du Québec et d'autres dispositions législatives afin de favoriser l'égalité économique des époux, est adopté?

Des voix: Adopté.

La Vice-Présidente: Adopté. M. le leader du gouvernement.

M. Gratton: Oui, Mme la Présidente. Si vous voulez appeler l'article 30 du feuillet, s'il vous plaît.

Projet de loi 150

Prise en considération du rapport de la commission qui en a fait l'étude détaillée

La Vice-Présidente: À l'article 30 de notre feuillet, Mme la ministre déléguée à la Condition féminine propose l'adoption du rapport de la commission des affaires sociales qui a procédé à l'étude détaillée du projet de loi 150, Loi modifiant la Loi sur les services de garde à l'enfance. Mme la ministre déléguée à la Condition féminine.

Mme Monique Gagnon-Tremblay

Mme Gagnon-Tremblay: Mme la Présidente, le projet de loi 150 modifie la Loi sur les services de garde à l'enfance, notamment en ce qui concerne les définitions des services de garde en garderie, en halte-garderie et en jardin d'enfants, pour faire en sorte qu'un permis soit requis lorsque au moins sept enfants sont gardés.

Il modifie aussi la définition des services de garde en milieu familial pour permettre que la personne responsable d'un service de garde en milieu familial puisse garder seule jusqu'à six enfants et précise la définition des services de garde en jardin d'enfants.

Ces nouvelles définitions constituent un changement majeur à la loi actuelle puisqu'elles consacrent l'importance des services de garde régis en vue d'assurer la santé, la sécurité et le bien-être des enfants qui les reçoivent. Une modification est apportée à la suite des interventions en commission parlementaire et à la suite d'un avis du Comité de la protection de la jeunesse pour faire en sorte que le nombre maximal d'enfants pouvant être gardés sans être régis soit réduit de neuf à six.

Ces articles seront mis en vigueur à compter du 1^{er} juillet 1991, j'entends l'article concernant le nombre maximal d'enfants pouvant être gardés dans du non-régi, pour permettre, justement, des ajustements nécessaires et pour permettre aussi à l'Office d'expérimenter divers modes de garde de plus petite taille, et aussi de donner l'information nécessaire et pertinente à ceux qui, en milieu familial, gardent déjà plus de six enfants dans du non-régi.

Le projet de loi fixe également la capacité maximale des agences de services de garde en milieu familial à 150. Il prévoit que leur permis indique un territoire et spécifie comment sont déterminés cette capacité et ce territoire. La fixation d'une capacité maximale et d'un territoire s'appuie sur la constatation que l'agence ne peut remplir efficacement son rôle de supervision et de coordination au-delà d'un certain nombre de gardiennes et dans un territoire de trop grande importance.

Ces modifications sont apportées également pour prendre en considération la planification régionale qui s'effectuera à l'avenir. Le projet de loi précise le rôle et le fonctionnement des comités consultatifs de parents devant être formés par certains titulaires de permis. Il établit des restrictions concernant la participation des parents faisant partie du personnel des services à des comités et au conseil d'administration majoritairement formé de parents des corporations sans but lucratif. Bien que les comités consultatifs de parents devant être formés par certains titulaires de permis étaient prévus dans la Loi sur les services de garde adoptée en 1979, ces comités n'ont pas toujours joué pleinement leur rôle. Il est donc important de préciser davantage le rôle et surtout le fonctionnement de ces comités pour les rendre maintenant opérationnels. Par ailleurs, les employés pourront siéger au conseil d'administration à titre de représentants des employés. Ils pourront le faire aussi à titre de représentants des parents, à la condition, toutefois, que leur présence ne soit pas considérée dans la majorité de parents au sein de conseils d'administration. Quant au comité consultatif de parents, ni les employés, ni le titulaire du permis ne pourront siéger à ce comité. Cela, bien sûr, dans le but de favoriser le fonctionnement du comité et de permettre aux parents de se prononcer sur les différents aspects touchant la qualité des services offerts à leurs enfants.

Le projet de loi introduit également des règles nouvelles en ce qui a trait à la délivrance des permis, des demandes de relocalisation et d'augmentation de la capacité des services, et quant à la cession d'un permis pour tenir compte du plan de développement établi annuellement par l'Office des services de garde à l'enfance. Ces nouvelles règles sont en lien étroits avec la planification régionale prévue dans l'Énoncé de politique sur les services de garde à l'enfance" et donnent à l'Office des assises légales lui

permettant de rendre cette planification opérationnelle. Cette planification devra s'amorcer au cours de l'automne prochain et permettra aux municipalités, aux municipalités régionales de comté et aux différents regroupements, de même qu'à tous les organismes de se prononcer sur les besoins de chacune des régions, de même que sur les types de services qu'on doit offrir à la population de chacune de ces régions.

Le projet de loi prévoit la possibilité d'accorder une assistance financière afin d'encourager l'expérimentation dans le domaine des services de garde. Le gouvernement entend diversifier et assouplir les modes de garde afin de répondre davantage aux différents besoins des parents. Pour ce faire, une période d'expérimentation est nécessaire. Il était donc important de donner à l'Office le pouvoir d'accorder une aide financière aux différents groupes promoteurs de nouveaux services.

Il permet l'octroi de subventions aux commissions scolaires qui organisent des services de garde en milieu scolaire, aux garderies à but lucratif ou sans but lucratif non gérées par les parents et aux jardins d'enfants. Ces dispositions accordent à l'Office le pouvoir de subventionner tous les modes de garde prévus par la loi et fait suite aux orientations gouvernementales contenues dans l'Énoncé de politique sur les services de garde à l'enfance". Il est encore bon de préciser que les subventions accordées aux garderies à but lucratif sont conditionnelles au fonctionnement des comités consultatifs de parents et sont directement liées à la qualité des services offerts aux enfants.

Le projet de loi donne à l'Office des services de garde à l'enfance le pouvoir d'exiger, dans la mesure prévue par règlement, qu'un titulaire de permis ait à son emploi une personne responsable de la gestion du service de garde ou de l'agence. Les nouvelles orientations gouvernementales prônent une qualité accrue des services de garde et indiquent clairement que l'Office et les garderies devront accorder une priorité aux besoins de perfectionnement des responsables de la gestion des services.
(12 h 40)

L'Énoncé de politique prévoyait l'établissement de normes minimales de qualification pour les responsables de la gestion. Ces modifications précisent qu'un titulaire de permis doit avoir à son emploi une personne responsable et l'Office pourra, par la suite, préciser par règlement les qualifications minimales exigées.

En matière d'exonération et d'aide financière, le projet de loi facilite la récupération des sommes payées en trop et établit un droit de révision à l'Office avant le droit d'appel à la Commission des affaires sociales. Les amendements importants ont été apportés au cours de la commission parlementaire. Ainsi, on a inscrit un article 1.1 à la Loi sur les services de garde à l'enfance. Cet article précise maintenant que la présente loi a pour objet de promouvoir la

qualité des services de santé en vue d'assurer la santé, la sécurité et le bien-être des enfants qui les reçoivent. Elle a également pour objet de favoriser le développement harmonieux de ces services en privilégiant le développement des services de garde sans but lucratif.

L'ajout de cet article vient confirmer un des sept principes directeurs contenus dans l'énoncé de politique précisant que le gouvernement entend continuer à privilégier le développement de services sans but lucratif dont le conseil d'administration est majoritairement formé de parents usagers. Cet article répond aux inquiétudes de l'Opposition et de certains groupes quant à la préférence du gouvernement pour le développement futur des services de garde.

k l'article 22 du projet de loi, Mme la Présidente, l'Office établit annuellement, par région, un plan de développement des ressources à être créées après identification à la suite des consultations des personnes et organismes intéressés, des priorités et des besoins de la population. Ce plan est approuvé par le gouvernement.

Cette modification vient préciser l'intérêt du gouvernement pour la planification régionale du développement des services. Contrairement à ce que le projet de loi prévoyait, ce plan sera approuvé par le gouvernement au lieu du Conseil du trésor et dénote l'implication et l'intérêt du gouvernement pour le dossier des services de garde. Il n'a jamais été question que le gouvernement se désengage dans le développement pour les services de garde et je suis heureuse que cet amendement écarte tout doute dans l'esprit de l'Opposition.

Bien sûr, Mme la Présidente, ces amendements vont améliorer la loi existante sur les services de garde, mais vous comprendrez qu'on ne peut pas dissocier ce présent projet de loi de l'énoncé de politique qui a déjà fait l'objet de nombreuses consultations et je dirais même de critiques aussi, parfois, parce que nous nous sommes intéressés davantage à la formule du financement qu'à tous les autres aspects de l'énoncé de politique. Je pense, entre autres, au grand principe directeur, à toutes les mesures d'indexation qu'on retrouve maintenant quant au financement, je pense aussi à l'intégration des enfants handicapés, à une nouvelle réglementation quant aux agences en milieu familial, le territoire donné, le rapport enfants-personne en garde. Donc, vous comprendrez, Mme la Présidente, qu'on ne peut pas dissocier ce présent projet de loi de l'ensemble de l'énoncé de politique qui a pour objet, finalement, de faire en sorte que nous pourrions doubler au cours des prochaines années le nombre de places en garderies et en services de garde, de même que leur assurer un financement qui évoluera au fur et à mesure des besoins.

Bien sûr que la population et que le milieu de services de garde auraient souhaité avoir plus

de ressources financières pour pouvoir faire face au rattrapage auquel on s'attendait. Je dois vous dire que c'est un début et un pas dans la bonne direction. Malgré tout, 27 % d'augmentation ont été donnés cette année, justement pour consolider et aussi pour permettre le développement des services de garde. Nous osons espérer qu'avec les formules d'indexation de même que la volonté de poursuivre en ce sens afin de se doter d'un ensemble de services diversifiés et de qualité, non seulement ce projet de loi, mais aussi l'énoncé de politique profiteront à l'ensemble de la population. Merci, Mme la Présidente.

La Vice-Présidente: Merci, Mme la ministre déléguée à la Condition féminine. Je vais maintenant reconnaître Mme la députée de Maison-neuve.

Mme Louise Harel

Mme Harel: Mme la Présidente, nous n'avons pas les mêmes félicitations à faire à Mme la ministre dans ce dossier des services de garde que dans le dossier précédent. Bien au contraire, nous n'avons pas l'intention de voter en faveur du projet de loi qui est devant nous malgré les amendements et les améliorations que nous avons pu obtenir à l'occasion de l'étude en commission parlementaire. Des améliorations certaines, mais qui ne sont pas suffisantes et je vais m'expliquer.

Parions d'abord des bonnes nouvelles. La bonne nouvelle, c'est que le gouvernement a abandonné la mise en tutelle qu'il offrait au Conseil du trésor sur le plan de développement de son réseau de services de garde. Il faut donc se rappeler que, dans le projet de loi initial, l'Office élaborait un plan de développement et l'article 22 de la loi prévoyait son approbation par le Conseil du trésor. Je mettrais quiconque au défi de me donner un seul exemple d'un service public dans le domaine de la santé, de l'éducation, des services sociaux où le développement est confié à l'approbation du Conseil du trésor, comme si le Conseil du trésor devenait l'instance qui arbitre les choix politiques ou sociaux pour lesquels un gouvernement est justement élu. Il est évident que nous sommes satisfaits que l'amendement que nous avons proposé ait été retenu. Nous considérons que le gouvernement doit assumer cette responsabilité du financement et du développement des services de garde. Et lorsqu'il y a sous-financement et sous-développement des services de garde, il ne peut pas transférer la responsabilité au Conseil du trésor sous prétexte de se faire l'intermédiaire des besoins des familles et des besoins du milieu pour tenter de plaider une décision favorable auprès du Conseil du trésor. Ce n'est pas au Conseil du trésor de prendre les décisions qui concernent un volet majeur d'une politique familiale. On sait l'importance stratégique, né-

vralgique des services de garde eu égard à la progression phénoménale des femmes mères de jeunes enfants sur le marché du travail et c'est au gouvernement d'assumer ses décisions. Le Conseil du trésor donne des avis, mais ne prend pas les décisions dont un gouvernement élu ne doit pas se décharger. Nous sommes satisfaits des modifications apportées à l'article 22 identifiant clairement que le plan de développement des ressources à être créées en matière de services de garde doit être approuvé par le gouvernement. Nous aurions souhaité, comme c'est le cas lors de rétablissement des niveaux d'immigration au Québec, qu'avant qu'il y ait décision par le Conseil des ministres, il y ait un examen préalable en commission parlementaire. Comme je le signale, c'est le cas lors de l'établissement des niveaux d'immigration. Évidemment, cet établissement est triennal, mais la commission parlementaire chargée des affaires sociales entend les différents points de vue qui s'expriment sur la capacité d'accueil de la société québécoise et a à poser un examen sur ces niveaux d'immigration qui sont proposés. Il aurait été souhaitable - nous l'avons d'ailleurs proposé en amendement et ça n'a pas été retenu - de trouver une façon, peut-être pas annuelle... Nous aurions été prêts à envisager des accommodements pour permettre, en commission parlementaire, un débat public sur les besoins en matière de services de garde, sur les ressources que le gouvernement doit y consacrer et sur l'effort que l'ensemble des partenaires dans une société - il n'y a pas que le gouvernement, il y a aussi les municipalités et l'ensemble du réseau des services publics et parapublics et les employeurs, les entreprises comme telles. Enfin, il y a une responsabilité qui doit être partagée en matière de services de garde, de développement de ressources en services de garde. Nous aurions souhaité que l'examen public puisse se faire en commission parlementaire.

(12 h 50)

Cependant, nous avons également été satisfaits d'une modification qui a été apportée à la suite des représentations que nous avons faites, de manière que le plan de développement établi par l'Office le soit par région. C'était là, dit-on, l'intention énoncée dans le document gouvernemental, mais on sait très bien qu'un document gouvernemental n'a le poids que du papier sur lequel il est écrit. C'est que les lois qui viennent assurer l'obligation pour un gouvernement, pour un conseil ou pour un office de remplir les bonnes intentions que l'on peut avoir... Les bonnes intentions, on les laisse à leurs auteurs, ce sont les dispositions des lois qui comptent... Alors, nous sommes d'autant plus satisfaits que le projet de loi prévoit, dorénavant, que le plan de développement sera établi annuellement, par région.

Évidemment, avec satisfaction, nous avons étudié l'amendement qui a été adopté, qui a été présenté à la suite des représentations que nous

avons faites dès l'article 1 du projet de loi, de façon à favoriser le développement tout en privilégiant celui des services de garde sans but lucratif. Nous aurions préféré une formulation encore plus claire. Nous aurions préféré que le projet de loi vise le maintien et le développement prioritaire d'un réseau complet de services de garde à l'enfance sans but lucratif. Le gouvernement s'est quand même obligé à privilégier le développement des services de garde sans but lucratif. Encore une fois, ce n'est pas parce que l'intention du document d'orientation de l'automne dernier le stipulait que cela avait pour autant une consistance. Il fallait, comme c'est le cas maintenant, l'introduire comme un dispositif du projet de loi qui a la pérennité de toute législation au-dessus des changements de responsabilité ministérielle ou évidemment au-dessus des changements de gouvernement, jusqu'à ce que les gouvernements reviennent ici dans une Assemblée pour modifier de telles dispositions par un débat public, si telle est leur intention.

Alors, dorénavant, la loi aura pour objet de favoriser le développement harmonieux en privilégiant celui des services de garde sans but lucratif. Malheureusement, pour la première fois depuis dix ans, depuis l'adoption d'une loi créant l'Office des services de garde et d'une loi qui portait sur les services de garde à l'enfance, qu'ils soient en garderie, en milieu familial ou en milieu scolaire, le gouvernement ouvre toute grande la porte du financement des garderies privées, des garderies commerciales. Et c'est le motif, Mme la Présidente, qui nous amènera à ne pas concourir à l'adoption du projet de loi à l'occasion de cette troisième lecture.

Malheureusement, une disposition nouvelle permettra, par règlement, d'établir les conditions en vertu desquelles, dorénavant, les garderies privées commerciales pourront recevoir directement un financement. Mme la Présidente, ce n'est pas un point de vue idéologique au départ que nous défendons. C'est d'abord simplement la constatation que ce développement ne peut se faire qu'au détriment des garderies sans but lucratif, c'est-à-dire celles gérées par les parents.

En date du 31 mars dernier, 411 projets présentés par des corporations sans but lucratif gérées par des parents étaient sur la liste d'attente de l'Office des services de garde à l'enfance. Au 31 mars dernier il y avait 411 projets sur un total de 826 projets en attente. C'est donc dire qu'avant de procéder à un financement direct de garderies privées ou commerciales il y aurait lieu, selon nous, de satisfaire d'abord les demandes présentées par des corporations gérées majoritairement par des parents et qui, avec la stagnation que les budgets ont connue depuis trois ans, attendent, non pas simplement des mois mais des années, une autorisation de financement de l'Office des services de garde. D'ailleurs, le comité consultatif que la ministre responsable du dossier

avait mis sur pied il y a maintenant plus de trois ans, dans l'année de sa composition, a remis un rapport qui, clairement, recommandait à la ministre de ne plus accorder de permis à des garderies à but lucratif tant que le réseau des garderies gérées par les parents ne serait pas constitué et complété. Alors, son propre comité, mis sur pied pour lui suggérer des façons de faire, lui recommandait fermement, il y a deux ans, un moratoire sur l'octroi de permis à des garderies privées.

Ce moratoire, le comité lui recommandait de le maintenir jusqu'à ce que soit complété le réseau des garderies sans but lucratif gérées par les parents. Alors, Mme la Présidente, évidemment on assiste bien au contraire à un engagement de financement direct par des dispositions nouvelles qui permettront par règlement, sans qu'il y ait nécessairement un débat public qui s'engage en commission parlementaire ou qui s'engage ici à l'Assemblée, qui permettront directement au gouvernement de modifier ce niveau de financement. La garantie que la ministre veut nous donner, et qui ne repose que sur des intentions personnelles, n'est pas suffisante. Cela n'est pas rassurant dans un Parlement de proposer de garantir sur sa personne les décisions qui seront prises. On sait trop, Mme la Présidente, comment la politique est imprévisible. Mme la ministre sera-t-elle encore ministre tout simplement d'ici les 100 jours? Et, si elle l'est, le sera-t-elle à ce ministère et sera-t-elle chargée des mêmes dossiers? Mme la Présidente, on ne peut pas gouverner de cette façon.

On aurait souhaité que le gouvernement nous indique clairement, avec plus de courage politique, l'attitude qu'il entend prendre à l'égard des garderies privées commerciales. Au contraire, sous prétexte de continger les garderies privées - mais ce prétexte n'étant jamais clairement exprimé - en les soumettant au plan de développement, le projet de loi 150 retire des droits de révision et d'appel à tous les titulaires de permis, y compris à ceux qui les détenaient déjà, en matière de relocalisation de services de garde lorsque c'est nécessaire pour toutes sortes de raisons de quitter le local au profit d'un nouveau local. Donc, en matière de relocalisation, en matière de renouvellement et délivrance de permis, il n'y aura plus possibilité, imaginez-vous, de révision ou d'appel, ni devant l'Office des services de garde, en révision, ni devant la Commission des affaires sociales, en appel. Cette perte de droit d'être entendus par des titulaires de permis qui le détenaient éclabousse déjà finalement l'ensemble de ceux qui détenaient un droit, sous prétexte évidemment... Même si on peut Juger que le motif est légitime, est-ce que le moyen choisi l'est? Certainement pas, Mme la Présidente.

Si la volonté du gouvernement est de continger le développement des garderies privées, ce n'est pas en le faisant en catimini, subrepticement, qu'il va y arriver. D'ailleurs, ce

n'est certainement pas souhaitable qu'un gouvernement agisse ainsi. Alors ce retrait des droits de révision et d'appel aux titulaires de permis est certainement, pour nous, inacceptable, comme le sont tout autant les nouvelles dispositions concernant...

(13 heures)

La Vice-Présidente: Je m'excuse, Mme la députée, mais, compte tenu de l'heure, il me faut le consentement de cette Chambre pour vous autoriser à poursuivre. Est-ce que j'ai le consentement?

Une voix: Consentement.

La Vice-Présidente: Consentement. Vous pouvez continuer, Mme la députée.

Mme Harel: Donc, compte tenu des nouvelles dispositions qui sont de la nature du cheval de Troie dans l'ensemble du développement du réseau et qui vont dorénavant permettre au gouvernement, par règlement, de financer directement les garderies privées ou commerciales, nous ne pouvons pas souscrire à cette façon de faire. Nous pensons que dans une société les choses doivent être dites clairement et les volontés politiques s'exprimer de façon que les personnes en cause puissent faire valoir leurs droits si elles constatent qu'ils ne sont pas pris en considération.

En troisième lecture, nous allons donc voter contre ce projet de loi. Nous considérons qu'il y a malheureusement un ralentissement totalement inacceptable dans le développement des services de garde. Je vous rappelle que, dans les 8671 places annoncées il y a à peine six mois il y a déjà une coupure de 2463 places. Pour l'année 1989-1990, le total du développement de nouvelles places de garde, en milieu scolaire, familial et en garderies, totalisera 6208 places. C'est certainement le ralentissement le plus spectaculaire que le Québec ait connu depuis des années. Il faut certainement se rappeler que le taux de croissance a été bien supérieur durant les années du précédent gouvernement, malgré la récession économique qui a sévèrement, comme on se le rappelle, frappé le Québec en 1982 et en 1983.

C'est donc une diminution qui, pourtant, est difficile à expliquer au moment où le gouvernement agit la crainte de la dénatalité au Québec. Il y a un danger dans une société à brandler les problèmes sans offrir de solution. Quand on est au gouvernement c'est, d'une certaine façon, assez irresponsable de ne parler que des problèmes en augmentant le degré d'anxiété de la population, sans proposer de solutions énergiques, généreuses, qui viennent corriger la situation. Des 60 000 nouvelles places qui ont été annoncées pour les cinq prochaines années, on est déjà en déficit, et, pour que le gouvernement prétende respecter cet engagement, le prochain gouvernement devra corriger la diminution de cette

année en maintenant, pour les quatre prochaines années, une moyenne de 14 000 nouvelles places.

Alors, vous vous rendez compte, chaque année de ce présent gouvernement accumule un retard qui devra être corrigé en matière de garde offerte à la petite enfance. Alors, dans ce contexte, je le rappelle, nous n'avons absolument pas de félicitations à faire, Mme la Présidente, et nous considérons, compte tenu de l'importance stratégique du développement des ressources de garde que le gouvernement a failli à ses responsabilités après avoir suscité des espoirs en annonçant un plan de développement, en annonçant un plan de consolidation. Nous savons l'indignation, la colère, la déception qui en résulte actuellement dans le réseau des services de garde.

Alors, nous n'avons pas l'intention, compte tenu de la situation, d'appuyer le projet de loi 150, surtout en ayant en tête les statistiques sur la politique libérale qui a été annoncée et qui va réduire le taux de croissance pour les quatre prochaines années à moins que ce qu'il était durant les quatre années de 1982 à 1986, alors que les places en services de garde ont connu un rythme de développement de 16 %. Ce ne sera plus, de 1986 à 1994, que de 12 %. Alors, c'est évident que nous ne pouvons pas concourir à ce désengagement du gouvernement face à cette responsabilité pourtant si importante du développement des services de garde. Je vous remercie.

La Vice-Présidente: Merci, Mme la députée de Maisonneuve. Il n'y a pas d'autre intervention sur ce projet de loi. Je déclare donc le débat terminé. Le rapport de la commission des affaires sociales qui a procédé à l'étude détaillée du projet de loi 150, Loi modifiant la Loi sur les services de garde à l'enfance, est-il adopté?

M. Jolivet: Sur division.

La Vice-Présidente: Adopté sur division. M. le leader du gouvernement.

M. Gratton: Oui, Mme la Présidente. Toutjourns avec le même consentement, je vous prierais d'appeler l'article 8 du feuillet, si l vous plaît.

Projet de loi 157

Adoption du principe

La Vice-Présidente: À l'article 8 de notre feuillet, M. le ministre de la Main-d'Oeuvre et de la Sécurité du revenu propose l'adoption du principe du projet de loi 157, Loi modifiant la Loi sur les allocations d'aide aux familles. M. le ministre de la Main-d'Oeuvre et de la Sécurité du revenu.

M. André Bourbeau

M. Bourbeau: Merci, Mme la Présidente. Nous entamons maintenant le débat sur l'adoption du principe du projet de loi 157, Loi modifiant la Loi sur les allocations d'aide aux familles.

Ce projet de loi constitue une très courte pièce législative qui corrige un préjudice causé aux familles dont l'enfant meurt peu de temps après sa naissance. On se rappellera, Mme la Présidente, que la Loi sur les allocations d'aide aux familles prévoit quatre types différents d'allocations: 1° des allocations familiales; 2° des allocations pour enfants handicapés; 3° des allocations pour jeunes enfants et, finalement, des allocations à la naissance.

Étant donné la situation d'instabilité de certaines familles et le fait que certains enfants sont tantôt à la charge de l'un des conjoints et tantôt à la charge de l'autre ou d'une autre personne, en fait, il faut déterminer à qui les allocations d'aide aux familles seront versées. La loi générale précise que ces allocations sont payables à la personne qui pourvoit aux besoins de l'enfant. On comprendra alors la nécessité de déterminer une date qui sert de référence pour identifier la famille de l'enfant à qui l'allocation est adressée. La Loi sur les allocations d'aide aux familles précise qu'il s'agit de la famille qui assure les besoins de l'enfant le dernier jour du mois. Il s'agit du premier critère d'admissibilité à toutes les allocations.

Tout cela, Mme la Présidente, répond essentiellement à des impératifs administratifs fort compréhensibles, d'ailleurs. Mais on s'est rendu compte cependant que le texte de loi avait pour conséquence - et c'est probablement là un effet pervers de la loi - de faire perdre l'allocation à la naissance de 500 \$ aux familles dont l'enfant meurt quelques jours ou quelques semaines après sa naissance. En effet, si l'enfant meurt avant le dernier jour du mois de sa naissance, la famille n'est tout simplement pas admissible en regard de cet enfant à toutes les allocations d'aide aux familles et non seulement à l'allocation de 500 \$ payable à la naissance.

On comprendra, Mme la Présidente, qu'il n'a jamais été de notre intention d'affliger davantage cette famille déjà éprouvée en la privant de cette allocation de 500 \$. Dès que nous avons été informés de cet effet inattendu de la loi, j'ai demandé qu'on présente immédiatement à l'Assemblée nationale les amendements législatifs afin de rétablir, pour toutes les familles concernées, le droit à l'allocation à la naissance ainsi qu'aux autres allocations dont j'ai parlé tout à l'heure.

Mme la Présidente, vous me permettez de remercier la maman du comté de Laporte, de mon comté, qui a eu le courage de m'appeler et qui a porté ce problème à mon attention. Je dois dire qu'aussitôt que j'en ai été saisi j'ai immédiatement, comme je le disais il y a quelques instants, demandé qu'on tente de trouver un correctif à cette situation. Je profite de l'occasion pour

offrir toutes mes sympathies à cette famille et je peux lui dire que si le projet de loi que nous déposons aujourd'hui ne remplace pas ce qui est irremplaçable, tout au moins, j'espère qu'il va permettre d'atténuer l'épreuve de cette famille ainsi que des autres familles qui se sont trouvées dans la même situation. En fait, nous rétablissons non seulement l'allocation à la naissance de 500 \$, mais toutes les allocations d'aide aux familles. Cela m'apparaît un geste de justice et d'humanité auquel j'invite tous les membres de l'Assemblée nationale à souscrire à l'unanimité.

Maintenant, Mme la Présidente, si vous me permettez, je vais faire un bref survol des deux articles de ce projet de loi. L'article 1 prévoit qu'un enfant décédé le mois de sa naissance est considéré comme présent dans sa famille le dernier jour de ce mois. Cet enfant ouvre donc droit au paiement de l'allocation familiale et, de ce fait, à l'ensemble des autres allocations prévues par la Loi sur les allocations d'aide aux familles. En effet, un enfant ouvre droit au paiement de l'allocation familiale s'il est présent dans la famille le dernier jour du mois. L'enfant qui ouvre droit à l'allocation familiale donne également le droit de recevoir les autres allocations, c'est-à-dire l'allocation à la naissance - le boni de 500 \$ - l'allocation pour jeune enfant et, s'il y a lieu, l'allocation pour enfant handicapé. Il était donc essentiel de présumer qu'un enfant qui est décédé le mois de sa naissance était présent dans la famille le dernier jour de ce mois, afin que la famille puisse recevoir l'ensemble des allocations prévues par la Loi sur les allocations d'aide aux familles.

Quant à l'article 2, Mme la Présidente, il établit que l'allocation à la naissance payable à l'égard d'un enfant qui décède durant le mois de sa naissance s'applique à l'égard de tout enfant né après le 30 avril 1988, si une demande à cet effet est faite avant juillet 1990. En effet, l'article 2 s'applique, on le voit maintenant, rétroactivement au mois de mai 1988, soit le mois de la présentation du budget 1988-1989 du gouvernement. Il faut savoir que l'article 13 de la Loi sur les allocations d'aide aux familles prévoit qu'aucune allocation n'est payable pour un mois qui précède de plus de onze mois le mois de la demande. Il était donc devenu nécessaire de prévoir une exception à cet article, afin de pouvoir payer les allocations d'aide aux familles à l'égard d'un enfant décédé depuis plus de onze mois, c'est-à-dire depuis le mois de mai 1988, et d'accorder aux familles un délai pour faire leur demande.

Finalement, l'article 3 stipule que la présente loi entre en vigueur le 1er juillet 1989, mais, Mme la Présidente, je vous souligne que, même si la loi entre en vigueur le 1er juillet 1989, cela n'empêche pas qu'elle sera quand même rétroactive au mois de mai 1988 pour toutes les familles qui ont eu le malheur de perdre un enfant depuis cette date.

Alors voilà, Mme la Présidente, essentiellement ce que contient le projet de loi que j'invite les membres de cette Assemblée à voter aussitôt que possible. Merci.

La Vice-Présidente: Merci, M. le ministre de la Main-d'Oeuvre et de la Sécurité du revenu. Je vais maintenant reconnaître Mme la députée de Maisonneuve.

Mme Louise Harel

Mme Harel: Alors, Mme la Présidente, dès que le ministre m'a informé de son intention de présenter un tel projet de loi, il a immédiatement obtenu notre consentement et notre concours. J'aimerais également souligner que nous avons l'intention de procéder très rapidement. Nous voulons également offrir nos condoléances aux familles qui ont été éprouvées par la perte d'un jeune enfant. Nous avons l'intention de faire en sorte que, dans les plus brefs délais, le projet de loi qui est devant nous puisse être adopté. Je vous remercie.

La Vice-Présidente: Merci, Mme la députée de Maisonneuve. M. le ministre de la Main-d'Oeuvre et de la Sécurité du revenu, en réplique.

M. André Bourbeau (réplique)

M. Bourbeau: Oui, seulement, Mme la Vice-Présidente, pour souligner que, pour ceux que la chose intéresse, on estime qu'il y a environ 450 familles au Québec, par année, qui ont le malheur de voir un enfant décéder dans le mois de sa naissance. Dans la majorité des cas, il s'agit d'un enfant handicapé. Je tiens à remercier l'Opposition pour avoir accepté de collaborer, de sauter les étapes, pour que ce projet de loi, déposé hors des délais normaux, puisse être adopté au cours de la présente session. Je vous remercie.

La Vice-Présidente: Merci, M. le ministre de la Main-d'Oeuvre et de la Sécurité du revenu. Cette réplique termine le débat. Est-ce que le principe du projet de loi 157, Loi modifiant la Loi sur les allocations d'aide aux familles, est adopté?

Des voix: Adopté.

La Vice-Présidente: Adopté. M. le leader du gouvernement.

Renvoi à la commission plénière

M. Gratton: Mme la Vice-Présidente, je ferai motion pour déférer le projet de loi à la commission plénière pour étude détaillée.

La Vice-Présidente: Est-ce que cette motion

est adoptée?

Des voix: Adopté.

La Vice-Présidente: M. le leader du gouvernement.

M. Gratton: Mme la Vice-Présidente, je crois savoir que, tel que vient de l'indiquer Mme la députée de Maisonneuve, nous pourrions procéder aux écritures de la commission plénière pour l'adoption des articles et du projet de loi lui-même, de façon que nous puissions, à une séance subséquente, probablement demain, procéder à l'adoption du projet de loi.

La Vice-Présidente: Est-ce que l'ensemble des articles du projet de loi 157 est adopté?

Des voix: Adopté.

La Vice-Présidente: Adopté. Est-ce que le projet de loi 157, Loi modifiant la Loi sur les allocations d'aide aux familles, est adopté?

Des voix: Adopté.

La Vice-Présidente: Est-ce que le titre du projet de loi 157, Loi modifiant la Loi sur les allocations d'aide aux familles, est adopté?

Des voix: Adopté.

La Vice-Présidente: Est-ce que le projet de loi 157 est adopté?

Une voix: Non, le rapport.

Adoption du rapport

La Vice-Présidente: Est-ce que le rapport du projet de loi 157, Loi modifiant la Loi sur les allocations d'aide aux familles, est adopté?

Des voix: Adopté.

La Vice-Présidente: Adopté. M. le leader du gouvernement.

M. Gratton: Mme la Vice-Présidente, en remerciant les membres de l'Assemblée de leur bonne collaboration, je propose que nous suspendions nos travaux jusqu'à 15 heures.

La Vice-Présidente: Nous allons donc suspendre nos travaux jusqu'à 15 heures cet après-midi.

(Suspension de la séance à 13 h 19)

(Reprise à 15 h 7)

La Vice-Présidente: À l'ordre, s'il vous

plaît!

Veuillez vous asseoir. Nous allons reprendre nos travaux. M. le leader adjoint du gouvernement.

M. Lefebvre: Oui, Mme la Présidente, je vous demanderais d'appeler l'article 45 du feuilleton, s'il vous plaît.

Projet de loi 127

Adoption

La Vice-Présidente: À l'article 45 de notre feuilleton, M. le ministre délégué aux Forêts propose l'adoption du projet de loi 127, Loi sur le Mérite forestier. Je suis prête à reconnaître le prochain intervenant.

M. Lefebvre: Mme la Présidente-

La Vice-Présidente: Oui.

M. Lefebvre: ...il n'y a pas d'intervenant.

La Vice-Présidente: Du côté de l'Opposition, il n'y a pas d'intervenant? Je vais déclarer le débat clos. Le projet de loi 127, Loi sur le Mérite forestier, est-il adopté?

Des voix: Adopté.

La Vice-Présidente: Adopté. M. le leader adjoint du gouvernement.

M. Lefebvre: Oui, Mme la Présidente, je vous demanderais d'appeler l'article 23 du feuilleton.

Projet de loi 133

Prise en considération du rapport de la commission qui en a fait l'étude détaillée

La Vice-Présidente: À l'article 23 de notre feuilleton, M. le ministre délégué aux Finances et à la Privatisation propose l'adoption du rapport de la commission du budget et de l'administration qui a procédé à l'étude détaillée du projet de loi 133, Loi modifiant la Loi sur l'assurance automobile. Je suis prête à reconnaître le prochain intervenant. M. le ministre délégué aux Finances et à la Privatisation.

M. Pierre-C. Fortier

M. Fortier: Merci, Mme la Présidente. Nous sommes à une étape importante dans l'adoption d'un projet de loi. Nous avons eu une commission parlementaire pour entendre les différents intervenants qui voulaient s'exprimer sur le sujet, une journée durant laquelle nous avons entendu différents intervenants, entre autres, le Groupe des assureurs automobile, les représentants

de l'Association des consommateurs, et d'autres et des experts qui sont venus témoigner. Nous avons également consulté la Commission d'accès à l'information et nous avons tenu compte des recommandations qui nous ont été faites de part et d'autre pour bonifier notre projet de loi.

Comme le titre du projet de loi le dit si bien, il s'agit de la Loi modifiant la Loi sur l'assurance automobile. Et en commission parlementaire, lorsque nous avons consulté ces experts et, en particulier, l'actuaire Gauvin qui était l'expert qui avait recommandé l'institution ou la création d'un nouveau système au Québec, en 1974, qui a été réalisée par le gouvernement précédent sur l'assurance automobile, il nous a dit jusqu'à quel point l'amélioration qui était proposée par ce projet de loi bonifiait le système que nous avons au Québec pour en faire un système qui fasse la satisfaction de tous et chacun des Québécois. Effectivement, ce projet de loi 133 va faire en sorte qu'en créant un fichier central qui va accumuler la bonne ou la mauvaise performance des conducteurs d'automobiles et des conducteurs des différents véhicules au Québec, les compagnies d'assurances pourront prendre en considération la performance des conducteurs dans la tarification qui serait la leur pour faire en sorte que, si possible et dans une mesure qui restera à déterminer dans le temps, les bons conducteurs soient avantagés et les mauvais soient pénalisés. Je ne voudrais pas, Mme la Présidente, être méchant pour nos collègues de l'Ontario puisque nous avons le plaisir d'avoir la visite du premier ministre de l'Ontario dans nos murs - ce matin même, il était ici - mais depuis la commission parlementaire, y a de nombreux commentaires qui sont faits, des comparaisons qui sont faites entre le système dont les Québécois bénéficient et le système qui a été mis en application en Ontario. Effectivement, je crois que le gouvernement de l'Ontario a été quelque peu hésitant dans sa réforme de l'assurance automobile. Il est arrivé à mi-chemin et se trouve un peu dans un guet-apens, dans une situation précaire, puisque la limite de rendement qu'il désire attribuer aux compagnies d'assurances fait en sorte que plusieurs compagnies d'assurances de l'Ontario ou plusieurs compagnies, faisant affaire en Ontario ont décidé de se retirer de ce marché. Cela va rendre la situation encore plus difficile pour les conducteurs de l'Ontario pour leur permettre de trouver une assurance qui soit non seulement équitable, qui leur donne satisfaction, mais qui soit à un prix abordable.

Il faut se réjouir que des deux côtés de la Chambre - et je remercie le député de Lévis de sa collaboration, à cet effet - nous puissions nous améliorer le système qui, déjà, fonctionnait très bien, améliorer et perfectionner notre système pour nous assurer d'avoir un système encore meilleur et qui fait en sorte que non seulement on puisse régler rapidement les

différents sinistres lorsque nous avons des accidents d'automobiles, mais que la prime que nous avons à payer lorsque nous achetons une police d'assurances soit la plus faible possible et que nous ayons des compagnies d'assurances en bonne santé financière. Parce qu'il faut bien le dire, dans la mesure où nous avons des compagnies d'assurances qui sont en bonne santé financière, c'est le gage d'avoir un système qui puisse donner satisfaction à tous et chacun d'entre nous.

Mme la Présidente, juste ces mots pour dire que le rapport que nous devons approuver maintenant reflète les amendements que j'ai proposés en commission parlementaire qui tiennent compte des suggestions qui nous ont été faites par l'Opposition, des suggestions qui nous ont été faites par la Commission d'accès à l'information, des suggestions qui nous ont été faites par l'Association des consommateurs et par la CAA-Québec également. En définitive, j'oserais espérer que nous puissions approuver ce rapport qui nous vient de la commission parlementaire et qui a été fait dans le meilleur intérêt de tous les Québécois. Je vous remercie, Mme la Présidente.

La Vice-Présidente: Merci, M. le ministre délégué aux Finances et à la Privatisation. Je vais maintenant reconnaître M. le député de Lévis.

M. Jean Garon

M. Garon: Mme la Présidente, le ministre m'a ouvert une porte un peu extraordinaire, et je pense bien qu'il ne me reprochera pas d'y pénétrer, quand y a dit que les gens de l'Ontario regardent avec envie le Québec. Je me dis que c'est ça qui arrive quand un gouvernement ne copie pas l'Ontario. On peut avoir de meilleures lois qu'en Ontario, et je pense que ça a été une des constatations de cette commission parlementaire où nous avons entendu différentes personnes au sujet du projet de loi 133, soit que la plupart des gens sont venus dire leur satisfaction de la Loi sur l'assurance automobile qui a été adoptée en 1978.

Cela m'a paru d'autant plus frappant que plusieurs des personnes qui sont venues le dire avaient déjà combattu l'adoption d'une telle loi en 1978, et ne souhaitaient pas l'adoption d'une loi sur l'assurance automobile. C'est plaisant d'entendre des gens, quand on fait le tour d'une question en vue d'améliorer une législation, de constater qu'ils regardent ce qui se fait ailleurs et qu'ils constatent que, sur le plan de l'assurance automobile, au Québec, on est peut-être mieux habillés qu'ailleurs en Amérique du Nord. On peut aussi parler en termes de loi quand on compare - plusieurs l'ont mentionné - la Californie où ça coûte une fortune pour s'assurer dans l'automobile, l'Ontario qui a aussi un système qui coûte très cher, et qu'on constate

qu'au Québec on a un système qui permet d'assurer les gens à bien meilleur compte. J'aurai l'occasion de commenter, dans les prochains jours, le dernier rapport de l'année 1988 de la Régie de l'assurance automobile, au fond, qui indique des surplus considérables dans l'assurance automobile, bien que nous soyons assurés à meilleur coût qu'ailleurs.

La plus grande faiblesse de la loi - et je continue à réfléchir à cette question - c'est qu'elle ne contient pas de garantie que les surprimes qui vont devoir être payées par ceux qui ne sont pas de bons conducteurs ou qui n'auront pas un bon dossier de conducteur ne serviront pas nécessairement à réduire les primes, parce que l'assurance va avoir tendance à faire un taux de prime et, après ça, les compagnies d'assurances à faire un niveau de primes, et, ensuite, à établir une surprime. C'est évident que, quand on fait un projet de loi, on n'a pas tout le temps qu'il faut pour en discuter plus longuement, mais je me demandais s'il ne serait pas bon, éventuellement, dans une prochaine réforme de la Loi sur l'assurance automobile, de prévoir un fonds à part pour y mettre les surprimes payées par les mauvais conducteurs pour qu'à la fin de l'année, des ristournes soient versées aux bons conducteurs, qu'on établisse le coût en fonction du coût normal du marché et que la surprime chargée aux mauvais conducteurs aille à ceux qui ont un bon dossier. On pourrait ainsi avoir l'assurance que les montants additionnels versés par ceux qui paieront plus, iront à ceux qui conduiront mieux. L'incitatif serait d'autant plus fort de faire partie de la catégorie des bons conducteurs que de celle des mauvais. Le projet de loi ne garantit pas que le taux d'assurance additionnel qu'aura à payer celui qui a un mauvais dossier ira à celui qui en a un meilleur.

Il y a aussi, et l'actuaire Jean Gauvin l'a mentionné, qu'on se serait attendu que l'entreprise privée puisse établir un tel système. Souvent, l'entreprise privée aime beaucoup parler de son initiative, de son esprit d'entreprise. L'actuaire Gauvin le soulignait en disant: Cela aurait pu faire partie de l'esprit, de l'initiative de l'entreprise privée de mettre sur pied elle-même un système qui doit venir de l'initiative gouvernementale par le projet de loi 133. Nous pensons également que les entreprises auraient pu se parler davantage. Il y a toujours de la compétition, de la concurrence entre les entreprises de compagnies d'assurances, mais, pour le bien-être de l'assuré, il aurait pu y avoir un système mis en place par les compagnies entre elles. On voit, encore là, que s'il n'y a pas d'initiative de l'État, l'initiative privée ne supplée pas toujours à des mesures qui doivent venir du gouvernement. L'entreprise privée n'apporte pas nécessairement les réponses à toutes les questions qui devraient en recevoir une.

Nous avons également parlé de l'attribution de responsabilités par l'assureur. Des amendements ont été apportés pour essayer que les gens soient plus au courant de leur pouvoir de contester cette attribution de responsabilités et aient de meilleurs mécanismes pour que cette responsabilité ne soit pas établie unilatéralement par l'assureur, alors que l'assuré n'est pas d'accord avec la part de responsabilité qui est attribuée, et ce, sans que nécessairement, il y ait des coûts exorbitants à l'administration d'une telle attribution ou d'une contestation de la responsabilité.

Le danger que j'ai souligné lors de l'étude, c'est qu'il y aura un dossier permanent de l'automobiliste sur une période de dix ans et que des gens pourront être intéressés à voir ce dossier. La loi contient des mesures pour que le dossier ne serve pas et ne soit pas visible par d'autres que ceux qui peuvent y avoir accès parce qu'ils sont assureurs, mais, par ailleurs, il serait toujours possible pour l'assuré de voir son dossier. On pourrait aussi lui demander de produire son dossier d'automobiliste lors d'une demande d'emploi davantage pour faire une preuve de caractère de l'assuré. Et c'est ce que je disais au ministre lors de la commission parlementaire. Chaque fois qu'on établit des dossiers sur des gens, il y a toujours un danger que des organismes, dans le cadre de leur fonctionnement normal, aient la curiosité de voir ce dossier pour connaître davantage les qualités et les défauts, le caractère de la personne qui postule tel et tel emploi. Je pense qu'il faudrait résister à cela parce qu'un dossier d'automobiliste pourrait prêter à toutes sortes d'interprétations qui ne seraient pas nécessairement les bonnes.
(15 h 20)

Or, Mme la Présidente, nous avons concouru, nous avons fait le débat avec le gouvernement pour l'adoption de ce projet de loi. Nous avons entendu des gens. Nous étions contents de les entendre en commission parlementaire parce que c'est toujours mieux d'avoir l'opinion des différentes personnes qui peuvent avoir un mot à dire parce que ce sont les gens qui, éventuellement, vont être touchés. On était contents que le ministre accepte qu'ils viennent en commission parlementaire. Et je pense que le projet de loi, sans être parfait, va contribuer à établir peut-être un peu plus d'équité par rapport à l'assurance automobile mais à condition que le fonctionnement - et on le verra après un certain nombre d'années d'application - et les modalités d'application soient faits d'une façon équitable pour que tout le monde y trouve son compte. Je vous remercie, Mme la Présidente.

La Vice-Présidente: Merci, M. le député de Lévis. M. le ministre délégué aux Finances et à la Privatisation, votre intervention de cinq minutes.

M. Pierre-C. Fortier

M. Fortier: Mme la Présidente, je remercie le député de Lévis de sa contribution. On a été d'accord à peu près sur tout, comme de raison. Quand il dit: J'appuie le projet de loi malgré qu'il soit imparfait, je suis en parfait désaccord parce que je trouve que c'est un projet de loi qui, selon les normes humaines, est aussi parfait qu'il puisse l'être, quoiqu'on ne puisse pas lire l'avenir. Et lui comme moi ne sommes pas en mesure de dire si, avec le meilleur esprit possible, la meilleure lucidité possible, il n'y aurait pas moyen de faire mieux. Tout ce que je dis, c'est qu'avec l'information que nous avons à ce moment-ci, je crois que d'un côté de la Chambre comme de l'autre nous avons apporté des amendements qui nous permettent d'espérer qu'il s'agit effectivement d'un projet de loi qui est le meilleur qui puisse être écrit à ce moment-ci.

Le député de Lévis a fait deux ou trois commentaires, un sur la garantie pouvant nous donner l'assurance que les bénéficiaires pourraient jouir du fait que les mauvais conducteurs seraient pénalisés. Là, il s'agit d'une question de principe et les experts comme M. Gauvin, qui est venu en commission parlementaire, nous ont dit d'être très prudents. En Ontario, justement, ils sont pris avec un problème où ils tentent de déterminer la rentabilité des compagnies d'assurances. Lorsqu'on s'ingère dans la quantification des primes d'assurances ou dans la manipulation des sommes accumulées, il faut être prudent. L'Ontario essaie de le faire, de préciser la rentabilité puisque le ministre de l'Ontario, mon collègue Murray John Elston a fait adopter un projet de loi où il dit, cette année: Les compagnies d'assurances n'ont pas le droit de faire plus de 7,5 % de bénéfices sur leurs chiffres d'affaires, et là on s'aperçoit qu'il s'agit d'un chiffre tout à fait arbitraire qui ne donne pas satisfaction aux compagnies d'assurances. Comme résultat, plusieurs compagnies d'assurances ont décidé de se retirer du marché. Donc, il faut être très prudents. M. Gauvin, l'actuaire, qui a été le père ou qui a pensé d'ailleurs avec M. Bouchard, l'Inspecteur des institutions financières, le système dont nous jouissons maintenant, nous disait d'être très prudents là-dessus parce que les règles du jeu vont faire... Il y a une concurrence terrible au Québec, il y a plus de 150 compagnies qui fournissent de l'assurance automobile. Je crois qu'il faut faire confiance à cette concurrence effrénée qui joue dans toutes les régions du Québec pour que les compagnies d'assurances fassent bénéficier les meilleurs conducteurs et qu'ils pénalisent les plus mauvais conducteurs.

En ce qui concerne les dispositions qu'on a prises pour que les consommateurs soient au courant, je crois que nous avons adopté des amendements comme nous le souhaitions tous - le député de Lévis en avait fait la suggestion également - afin que les consom-

mateurs, ceux qui sont protégés puissent connaître exactement leurs droits. Il est vrai que, contrairement à ce que certaines personnes croient lorsqu'on parle d'assurance automobile, d'un côté pour les sinistres qui impliquent des blessures corporelles il y a une corporation, il y a une régie d'État qui indemnise les gens sans égard à la faute. Il s'agit du système "no fault". Mais, en ce qui concerne les dommages matériels, je le répète pour ceux qui nous écoutent, il s'agit d'un système avec responsabilité. C'est donc dire que lorsque vous avez un accident, les compagnies d'assurances établissent votre responsabilité, mais dans la loi nous avons mis une disposition selon laquelle les compagnies devront à l'avenir vous informer mieux qu'elles le font présentement. Et si vous n'êtes pas satisfait, vous pourrez contester une telle décision même en cour. Ce sera important de le faire puisque votre fichier vous suivra désormais pendant dix ans et qu'il sera l'un des éléments établissant votre tarification.

Mme la Présidente, je termine là-dessus. Je crois qu'avec l'éclairage que nous ont apporté les consultations en commission parlementaire, nous avons perfectionné le système mis au point en 1978. J'ose espérer que nous pourrions voir, dans les prochains mois, l'établissement du fichier central en particulier et les autres dispositions de la loi qui permettront aux Québécois, d'ici un an ou deux et au fur et à mesure que le fichier se développera, de faire en sorte que la performance des conducteurs soit un élément important de la tarification automobile au Québec. Je vous remercie, Mme la Présidente.

La Vice-Présidente: Merci, M. le ministre délégué aux Finances et à la Privatisation. Le débat est clos. Est-ce que le rapport de la commission du budget et de l'administration qui a procédé à l'étude détaillée du projet de loi 133, Loi modifiant la Loi sur l'assurance automobile, est adopté?

Des voix: Adopté.

La Vice-Présidente: Adopté. M. le leader adjoint du gouvernement.

M. Lefebvre: Mme la Présidente, je crois avoir le consentement de l'Opposition pour procéder à la prochaine étape en regard du projet de loi 133.

La Vice-Présidente: Est-ce qu'il y a consentement pour qu'on procède à l'adoption du projet de loi?

Des voix: Oui...

Adoption

La Vice-Présidente: Il y a donc consentement. M. le ministre délégué aux Finances et à

la Privatisation propose l'adoption du projet de loi 133, Loi modifiant la Loi sur l'assurance automobile. Je suis prête à reconnaître le premier... Il n'y pas d'intervention, M. le ministre? Il n'y a pas d'intervention. Le débat est clos. Est-ce que le projet de loi 133, Loi modifiant la Loi sur l'assurance automobile, est adopté?

Des voix: Adopté.

La Vice-Présidente: Adopté. M. le leader adjoint du gouvernement.

M. Lefebvre: Mme la Présidente, j'ai l'intention d'appeler trois projets de loi dans les prochaines minutes. Maintenant, on me dit que la ministre responsable des trois projets, Mme la ministre de la Santé et des Services sociaux, est en commission parlementaire. Elle devrait nous rejoindre dans quelques minutes. Alors, je vous demanderais de suspendre, Mme la Présidente.

La Vice-Présidente: Est-ce qu'il y a consentement?

Une voix: Oui.

La Vice-Présidente: Nous allons donc suspendre quelques instants.

(Suspension de la séance à 15 h 28)

(Reprise à 16 h 35)

La Vice-Présidente: À l'ordre, s'il vous plaît!

Veuillez vous asseoir.

Nous allons reprendre nos travaux. M. le leader adjoint du gouvernement.

M. Lefebvre: Mme la Présidente, je vous demanderais d'appeler l'article 21 du feuillet, s'il vous plaît.

Projet de loi 126

Prise en considération du rapport de la commission qui en a fait l'étude détaillée

La Vice-Présidente: À l'article 21 de notre feuillet, M. le ministre délégué aux Mines et aux Affaires autochtones propose l'adoption du rapport de la commission de l'économie et du travail qui a procédé à l'étude détaillée du projet de loi 126, Loi modifiant la Loi concernant les droits sur les mines ainsi que les amendements qui ont été reçus conformément à l'article 252 de notre règlement. Là-dessus, je vais maintenant reconnaître M. le ministre délégué aux Mines et aux Affaires autochtones.

M. Raymond Savoie

M. Savoie: Merci, Mme la Présidente. L'industrie minière est appelée à investir des sommes importantes pour découvrir de nouvelles réserves de minerai économiquement exploitable et ce, sur une base soutenue si elle veut assurer sa pérennité à long terme.

Afin de stimuler les dépenses d'exploration, les différents paliers de gouvernement, tant à Québec qu'à Ottawa, ont donc adopté ces dix dernières années un ensemble de mesures des plus diverses pour faciliter la levée de fonds du public en général. Parmi les véhicules financiers mis au point pour répondre à cet objectif, rappelons en premier lieu la société en commandite. On se souviendra que le gouvernement avait dû modifier le Code civil en 1978 pour limiter la responsabilité de l'investisseur désireux de souscrire aux dépenses d'exploration financées par ce mécanisme. Par la suite, la bonification des déductions permises aux fins d'impôt a donné naissance, au début des années quatre-vingt, à la formation de sociétés en commandite propres au secteur minier.

En 1983, la politique fiscale des gouvernements a grandement favorisé le recours à un second véhicule financier pour canaliser l'argent du public investisseur dans cette industrie minière. En effet, les actions accréditives présentaient un avantage sur les parts acquises d'une société en commandite. En raison de l'existence d'un marché secondaire organisé pour la revente de ses actions, il était plus facile pour un investisseur de s'en départir à un juste prix au moment souhaité. D'ailleurs, l'investisseur québécois était sans doute plus familier avec ce genre de placement sous forme d'actions en raison d'autres programmes similaires bien connus à cette époque, tels les REA, par exemple.

Certes, la popularité de ce véhicule financier a eu jusqu'ici des retombées positives sur l'économie de nos régions. Depuis 1980, les abris fiscaux miniers ont canalisé près de 1 250 000 000 \$ pour le bénéfice de l'exploration de nos richesses naturelles au Québec. C'est beaucoup d'argent. Il s'agit là de sommes très impressionnantes qui ont amené un niveau record d'activités économiques en régions, qui ont facilité l'avènement de plusieurs nouvelles entreprises d'exploration dirigées par des jeunes entrepreneurs dynamiques qui ont leur principale place d'affaires évidemment en régions, la grande majorité se trouvant en Abitibi-Témiscamingue.

Selon une étude de l'Université du Québec à Rimouski, 75 % des entreprises actives en exploration minière au Québec ont été incorporées entre 1983 et 1986. Une vingtaine de compagnies se sont ajoutées à la liste des juniors de la Bourse de Montréal depuis le début de 1988, principalement à la suite du financement réalisé en 1987, une année évidemment exceptionnelle.

Ces chiffres reflètent le rôle accru des

juniors en exploration minière au Québec. Ils y effectuaient près de 75 % de l'exploration en 1987 et quasiment 85 % de ces montants ont été dépensés en Abitibi-Témiscamingue alors que le pourcentage était inférieur à 5 % avant 1980. Pour soutenir autant d'entrepreneuriat québécois, notre gouvernement n'a donc pas hésité à emboîter le pas avec une nouvelle mesure annoncée par le fédéral en 1986 pour régler un problème de responsabilité envers les tiers qu'opposait l'ancien régime des actions accréditives.

Tout comme la société en commandite, le recours aux actions accréditives comme véhicule financier pour supporter les dépenses d'exploration comportait des risques pour les investisseurs. En vertu des règles qui prévalaient à cette époque, c'était le souscripteur des actions qui engageait lui-même les dépenses d'exploration tandis que la société émettrice agissait en quelque sorte comme un mandataire en réalisant les travaux pour son compte. Ainsi, une personne qui achetait des actions accréditives risquait-elle d'être considérée comme responsable envers des tiers à l'égard des travaux réalisés par la société d'exploration et de tout dommage *pouvant* en résulter, ce qui est très grave évidemment, comme vous le savez, pour l'investisseur.

Il existait, bien sûr, des mécanismes permettant de protéger le souscripteur - des régimes d'assurance, par exemple - mais ils étaient coûteux et complexes, en particulier pour les petits émetteurs.

Pour contrer ce problème, les deux ordres de gouvernement décidaient d'un commun accord de modifier les règles fiscales régissant les dépenses d'exploration financées à l'aide des actions accréditives, de telle sorte que le souscripteur n'ait plus à engager lui-même ces dépenses pour avoir droit à leur déductibilité contre ces revenus. C'est maintenant la société émettrice qui engage directement ces dépenses, et non plus pour le compte de l'investisseur comme c'était le cas auparavant.

C'est donc elle qui engage sa propre responsabilité envers les tiers. Grâce à une formule de renonciation, celle-ci transfère par la suite la déductibilité de la dépense à l'investisseur. Le projet de loi 126 que nous regardons encore aujourd'hui, Loi modifiant la Loi concernant les droits sur les mines, introduit des mesures de concordance avec celles apportées à la législation fiscale du fédéral et de la Loi sur les impôts du Québec pour tenir compte des changements décrétés par les gouvernements au régime des actions accréditives.

À cet effet, le ministre des Finances du Québec indiquait bien clairement dans son discours sur le budget de 1986 que ces modifications législatives seraient soumises à l'Assemblée nationale seulement lorsque les dispositions du fédéral auront elles-mêmes pris la forme d'un texte de loi et ceci pour en assurer une parfaite harmonisation. En raison du délai appréhendé

pour ce faire, le discours sur le budget prenait soin de préciser que les modifications législatives en question prendraient effet à la même date que celles retenues par le fédéral à sa loi. C'est pourquoi les mesures proposées par l'actuel projet de loi que nous étudions aujourd'hui relativement aux actions accréditives sont applicables à l'égard des frais d'exploration engagés après le 28 février 1986.

Par ailleurs, on soumettait ce projet de loi à l'Assemblée nationale pour son approbation en première lecture. J'ai longuement fait état du succès remporté jusqu'ici par le crédit de droits remboursable pour perte. Plusieurs entreprises minières engagées dans des travaux importants de développement de nouveaux gisements en profitent à l'heure actuelle. En 1987 et en 1988, 46 100 000 \$ ont été versés par notre gouvernement à cette fin. Avec l'année en cours, l'apport financier de notre gouvernement à ce seul titre pourrait bien atteindre les 85 000 000 \$. Il s'agit bien là d'un moyen concret pour venir en aide à de nombreuses entreprises québécoises qui, après avoir connu un essor avec les actions accréditives, essaient maintenant de se tailler une place sur les marchés en tant que nouvelles sociétés exploitantes.

Lors du dépôt du rapport de la commission de l'économie et du travail, des amendements ont été incorporés au projet de loi 126 visant à clarifier les règles comptables à utiliser lors de l'intégration du crédit de droits remboursable dans le rapport financier et comptes publics de la province. Ces règles n'affectent en aucune façon l'entreprise ayant droit au crédit de droits remboursable. Au contraire, celle-ci vise plutôt à minimiser le risque que les autres législations fiscales traitent ce crédit comme d'une forme d'assistance financière, ce qui le rendrait alors impossible. Puisque le crédit de droits remboursable a été instauré en 1985, ces règles comptables s'appliqueront à tout paiement effectué à ce titre depuis cette date.

D'autre part, le gouvernement fédéral, avec un appui majoritaire des provinces, décidait, l'automne dernier, de conclure l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis. Or, l'article 98 de la Loi concernant les droits sur les mines a été identifié comme une mesure législative étant susceptible d'aller à rencontre de cette entente de libéralisation des échanges entre ces deux pays. En effet, cet article confère au gouvernement un pouvoir discrétionnaire permettant d'imposer des droits additionnels dans les cas où des substances minérales sont expédiées en dehors du Québec pour traitement, évidemment.

Dans les faits, les gouvernements qui se sont succédé n'ont jamais utilisé cette disposition pour pénaliser les entreprises exportant les substances minérales en dehors du Québec. Ceci s'explique par la rareté des substances minérales exportées à l'état brut. Règle générale, elles font toutes l'objet d'un premier traitement de

concentration, alors que d'autres sont mêmes raffinées dans nos usines québécoises. Quant aux rares exceptions portées à l'attention du gouvernement, elles ont été jugées acceptables, vu l'absence d'installations adéquates dans certains sous-secteurs des métaux pour en effectuer un traitement plus poussé au Québec.

Par conséquent, l'état actuel du projet de loi propose l'abrogation de cet article de loi concernant les droits sur les mines. De la sorte, le gouvernement entend se conformer à l'engagement qu'il a déjà pris à l'égard du fédéral à savoir de concourir à l'Accord de libre-échange, notamment en éliminant toute disposition législative de son champ de juridiction jugé contraire à l'esprit de cette entente. Vous avez donc là, Mme la Présidente, l'essence du projet de loi modifiant la Loi concernant les droits sur les mines avec, évidemment, les amendements que nous avons pu transmettre à l'Assemblée nationale, pas plus tard qu'hier, des modifications relativement mineures que, je crois, l'Opposition a eu le temps d'examiner. Là-dessus, Mme la Présidente, je vous remercie.

La Vice-Présidente: Merci, M. le ministre délégué aux Mines et aux Affaires autochtones. Je vais maintenant reconnaître M. le député d'Ungava.

M. Christian Claveau

M. Claveau: Merci, Mme la Présidente. Très rapidement, sur la prise en considération du rapport, on se souvient que l'Opposition a donné son consentement à l'adoption du projet de loi en question dans la mesure où il peut permettre de régler certains problèmes qui sont liés à toute la question de la fiscalité, de crédits de droits remboursables et aussi au fait d'empêcher qu'il y ait une double compensation qui puisse être perçue par une compagnie qui agirait dans le domaine de l'exploration minière, en particulier, dans les frais d'exploitation et de mise en valeur. Dans ce sens-là, nous, de l'Opposition, n'avons aucune objection à appuyer la démarche qui a été entreprise et nous avons fait connaître notre point de vue là-dessus en commission parlementaire. Il reste quand même un certain nombre de questions qui sont soulevées par ledit projet de loi. Il y a peut-être une ou deux questions que je me permettrai de poser au ministre, au moment où on se parle, d'autant plus qu'il nous amène trois amendements au stade de la troisième lecture. Donc, il y a deux ou trois questions qui, à mon sens, mériteraient un minimum d'éclaircissement pour s'assurer du bien-fondé du texte de la loi qui nous est proposée.

Entre autres, en ce qui concerne les frais d'exploitation minière et la mise en valeur qui étaient prévus à l'article 18.1 de la loi sur les mines et qui est amendé par l'article 1 de la présente loi, tout ce qui se trouve là-dedans est rétroactif au 28 février 1986. Nous, de l'Oppo-

sition, demandons pourquoi le ministre a jugé bon de retourner jusqu'au 28 février 1986. Il y a deux ou trois questions qui sont soulevées par ça. Est-ce que le ministre peut nous dire, au moment où on se parle, s'il y a des entreprises... Et peut-être qu'il pourra profiter des cinq minutes de réponse auxquelles il a droit, après mon intervention pour nous préciser cela. Est-ce qu'il y a actuellement des entreprises qui auraient pu bénéficier de ce double crédit finalement, de ce trou dans la loi, dans l'accord entre la fiscalité québécoise et la fiscalité fédérale en matière de droits miniers, pour aller chercher des sommes auxquelles elles auraient eu droit au moment où la loi s'appliquait telle qu'elle était faite?

Dans la mesure où ce serait le cas, quelle est l'ampleur, finalement, des remboursements que ces entreprises se verraient facturer de la part du gouvernement du Québec qui viendrait, par la rétroactivité qu'on retrouve dans la loi, chercher ces montants qui auraient été versés, d'une part? Est-ce qu'il y aurait aussi, par la même occasion, des cas de compagnies qui pourraient se voir - entre autres, je parle au niveau de petites compagnies minières, juniors en exploration - dans une situation financière difficile étant donné, peut-être, des montants importants qui pourraient être facturés par le gouvernement à cause de l'application de la loi dont on discute aujourd'hui? S'il n'y a pas eu de remboursement comme tel qui a été fait, est-ce qu'il y a, actuellement, sur le bureau du ministre, ou enfin au ministère des Finances ou au ministère du Revenu, des cas de compagnies qui se réclament de ce trou dans la loi pour bénéficier actuellement d'argent sans que cet argent n'ait, pour autant, été versé au moment où on se parle? Il s'agit quand même d'une préoccupation. (16 h 50)

Remarquez que ce n'est pas nous de l'Opposition qui allons dire au ministre: Vous faites mal si vous faites épargner des deniers à l'État? C'est bien clair, nous croyons que, s'il y a un problème dans la loi, on est tout à fait en droit de faire en sorte que la brèche soit colmatée pour qu'il n'y ait pas d'échappatoire possible. Par contre, on a quand même le goût de se demander comment ça se fait qu'il a fallu attendre plus de trois ans avant de revenir colmater la brèche, si brèche il y avait. Est-ce que c'est parce que, jusque-là, il n'y avait personne qui s'était penché sur l'affaire? Est-ce que le ministre a eu la puce à l'oreille à partir du moment où une compagnie quelque part a identifié le trou et a dit: Je vais en profiter? Est-ce qu'il y a eu des avis techniques donnés par les différents ministères là-dessus, qui ont obligé le ministre délégué aux Mines à modifier la loi? Alors, pourquoi avoir attendu au-delà de trois ans, alors que, depuis le 28 février 1986, on a voté la Loi sur les mines, d'une part, on l'a déjà amendée une ou deux fois pour toutes sortes de raisons, et on se retrouve trois ans et demi plus tard avec un nouvel

amendement rétroactif jusqu'au 28 février 1986? Cela nous semble être assez loin dans le temps. Il y a là une question qu'on se pose par rapport à ça.

Quant au reste, en ce qui concerne la question de la surfacturation que la Loi sur les mines permettait pour les compagnies minières qui ne faisaient pas de transformation au Québec, mais qui allaient la faire à l'extérieur du Québec, on sait que dans le cadre du libre-échange, eh bien, le ministre nous a expliqué qu'il pouvait y avoir là matière à contestation dans l'application de la loi sur le libre-échange. À première vue, H ne nous semblait pas y avoir de problème là-dessus, sauf qu'encore là, disons qu'y nous arrive un certain nombre de questions qui se posent, et je donnerai un exemple, à titre théorique.

Je ne voudrais pas qu'on considère l'exemple que je vais donner d'une façon pratique, comme si c'était quelque chose qui allait se faire. Mais quand on étudie une loi, en ce qui me concerne, j'aime bien, par certains exemples, par certaines extrapolations dans le futur, essayer de comprendre l'application de la loi en question. Quand le ministre nous dit: Dans le cadre de l'application du libre-échange, c'est contestable le fait qu'on réserve dans la Loi sur les mines une possibilité de surfacturer ou enfin d'imposer des droits supplémentaires à une compagnie qui exploiterait de la matière première au Québec, mais qui ne la transformerait pas chez nous, donc, sous-entendu, dans le cadre du libre-échange, qui irait la transformer aux États-Unis, H serait mal vu de continuer à avoir une telle clause dans la Loi sur les mines. Soit, a priori, il ne me semble pas y avoir de problème. Mais la question que j'ai à poser au ministre à partir d'un exemple bien pragmatique, théorique mais facile à comprendre.

Prenons le cas de la compagnie Noranda qui opère au Québec deux "smelters", un à Murdochville et un à Rouyn-Noranda. On sait que ces "smelters" sont alimentés en grande partie par des matières premières, enfin du concentré qui vient de l'extérieur du Québec. On sait comment ça fonctionne dans le domaine, on en voit nous déjà à l'extérieur du Québec. Par exemple, 1 y a des mines comme la mine Selbaie à Joute! qui expédient déjà du concentré pour traitement en Europe pour toutes sortes de considérations. Et on reçoit aussi au Québec des concentrés d'ailleurs qui sont traités dans nos "smelters" québécois, donc celui de Murdochville et celui de Rouyn-Noranda, les deux appartenant à la compagnie Noranda. Dans la mesure où, pour toutes sortes de considérations - pollution, problèmes de technologie, le peu d'approvisionnement local en matières premières originales du Québec, etc. - Noranda déciderait de régler son problème en envoyant traiter ses produits à l'extérieur du Québec ou en prenant des contrats avec les différentes compagnies minières qui, au lieu de les traiter chez eux, les feraient traiter dans les "smelters" à l'extérieur...

On peut imaginer, par exemple, la route inverse. Actuellement, on reçoit du concentré du Chili qu'on traite au Québec. Dans la mesure où on sait que le Chili est en train de s'équiper en "smelters" et que d'ici très peu de temps, si ce n'est déjà fait, i sera en mesure de transformer chez lui à peu près tout ce qui pourrait sortir de concentré de cuivre du Chili en produit fini. Cela veut dire que les approvisionnements de Noranda au Québec pourraient diminuer passablement dans les "smelters" québécois. Ces derniers sont actuellement opérationnels à cause du concentré qui vient de l'extérieur et, en particulier, du concentré chilien. Est-ce que le fait d'enlever de la Loi sur les mines cette disposition qui dit: Si toi, Noranda ou Falconbridge - c'est vrai que Falconbridge au Québec a été vendu et a permis la création d'une nouvelle compagnie, Minnova, elle aussi propriété de Noranda - ne transformes pas au Québec et vas transformer à l'extérieur, on va t'obliger à payer des droits supplémentaires.

Dans la mesure où on a enlevé cette clause, cela pourrait peut-être, à l'analyse, devenir intéressant pour Noranda de fermer carrément ses "smelters" au Québec parce qu'on a de gros problèmes de pollution, d'approvisionnement, toutes sortes de choses. Les approvisionnements extérieurs au Québec sont de moins en moins garantis. Les gens des pays d'origine veulent de plus en plus transformer chez eux. Cela se comprend. À ce moment-là, ça pourrait devenir une hypothèse ou une alternative, peut-être pas demain matin ou dans cinq ans, mais peut-être dans dix ans. La compagnie Noranda pourrait dire: On ferme carrément nos "smelters" au Québec et on va faire comme les autres faisaient avant, quand ils envoyaient leur concentré chez nous. Ce sera à notre tour de l'envoyer chez eux. On va faire exactement ce que la mine Selbaie fait déjà pour une bonne proportion de son concentré qui est traité en Europe. On l'achemine par camion jusqu'à un port de mer; de là, on le met sur un bateau et on l'envoie traiter en Europe.

Dans la mesure où on n'a plus d'élément contraignant dans la Loi sur les mines qui pourrait laisser planer au-dessus de Noranda l'hypothèse que le gouvernement pourrait imposer des droits si jamais elle décide de faire traiter son minerai à l'extérieur du Québec, i devient facile pour elle de le faire, sans risque ni aucune contrainte que ce soit de la part du gouvernement québécois.

Comme j'ai dit, c'est une hypothèse. C'est un modèle théorique, si vous voulez. Mais j'aime bien, quand on étudie des lois, me servir de modèle théorique pour essayer de comprendre le comportement à long terme des différents intervenants impliqués. La démonstration que je viens de faire pourrait être tout à fait logique et se réaliser dans quelques années. Dans ce sens, j'aimerais que le ministre, dans son allocution de réplique, nous donne toutes les garanties néces-

saïres que ce genre de démarche ne pourrait pas être envisageable par une compagnie qui trans-forme déjà chez nous, mais qui réussit à le faire parce qu'elle est approvisionnée de l'extérieur en concentré, en brut qui viennent de d'autres pays. Dans la mesure où ces concentrés pourraient ne plus venir chez nous parce qu'ils seraient transformés dans leur pays d'origine, que peut-il advenir de nos "smelters" québécois? Cela fait partie du problème. On avait là dans la loi, une mesure contraignante.

(17 heures)

Que je sache, le libre-échange n'implique que le Canada et les États-Unis, pour le moment, en incluant le Québec. Mais il n'implique pas tout échange qu'il pourrait y avoir avec d'autres "smelters" à travers le monde, en Europe, au Chili, en Australie, en Afrique du Sud, à quelque endroit que ce soit où il y en a. Par contre, sous prétexte de libre-échange, on est en train d'enlever une clause qui s'applique à l'ensemble de la planète finalement en termes d'échange de minerai brut ou de matériaux de transformation en provenance d'exploitations minières. Il me semble qu'on applique peut-être là une médecine un peu forte. Vous savez, à utiliser trop de médicaments, à l'occasion, on peut tuer le client avant de guérir sa maladie. Et je me demande jusqu'à quel point appliquer unilatéralement ce genre d'application globalement ne peut pas justement tuer le client plutôt que de guérir une maladie. On aurait très bien pu soustraire les États-Unis ou le territoire américain à une telle application de la loi ou à une telle clause aux fins du traité de libre-échange sans pour autant faire en sorte que ça s'applique partout ailleurs là où il pourrait y avoir des échanges de minerai brut entre une compagnie québécoise et un transformateur de ce produit-là quelque part dans le monde, en dehors du territoire américain.

Il reste encore une question. On en a discuté brièvement en commission parlementaire, sauf qu'en ce qui me concerne, je ne suis toujours pas totalement satisfait des réponses qui m'ont été données et j'espère que le ministre sera en mesure de faire une démonstration technique qui pourrait aller à rencontre de mes craintes quant à ça. Parce que ce n'est pas tout de dire que le député d'Ungava exagère, que le député d'Ungava n'a rien compris, mais il faudrait être capable de nous démontrer techniquement que la démonstration que je fais n'est absolument pas réaliste. Si on me dit que ça ne serait pas rentable pour Noranda de le faire, je peux vous répondre: C'est rentable pour Selbaie de le faire pour une partie de sa production et, que je sache, Selbaie fonctionne dans des conditions à peu près semblables à celles de Noranda. Donc, il pourrait aussi devenir rentable pour Noranda de le faire selon les contrats de "smeltage" qu'elle pourrait se négocier à travers le monde et, éventuellement, même dans ses propres installations ailleurs qu'au Québec. Il y a

quelque chose là où, en tout cas, nous de l'Opposition, sommes en droit de nous poser des questions dans notre intérêt de défendre le niveau d'emploi et le niveau de transformation du minerai québécois en territoire québécois.

Quant aux amendements qui nous sont proposés, Mme la Présidente, les trois amendements que nous avons sous les yeux actuellement, en ce qui me concerne, je n'ai pas d'objection a priori. Encore là, ce sont des adaptations techniques quant à l'application du crédit de droits remboursable. Et, à première vue, en tout cas avec les explications que l'on a, il ne me semble pas y avoir de problèmes. J'aurais, et de loin par contre, souhaité que ces amendements nous soient déposés en même temps que le projet de loi afin que nous puissions les étudier comme nous l'avons fait pour les autres articles du projet de loi. Il me semble, encore là, qu'étant donné toute la dynamique liée au crédit de droits remboursable, on aurait pu y penser bien avant la fin de la session aujourd'hui. On aurait pu l'avoir en tête au moment d'écrire le projet de loi qui nous amène sur le parquet de l'Assemblée nationale aujourd'hui. Et je me dis, bien qu'en-core là, tout semble clair et honnête à première vue - il reste toujours un soupçon quelque part - est-ce qu'il n'y a pas encore là angoisse sous roche? Est-ce qu'il n'y aurait pas quelque chose qu'on n'aurait pas réussi à cerner? Est-ce qu'il n'y aurait pas une information quelque part qui serait restée cachée à l'Opposition dans la mesure où ce n'est pas quelque chose qui apparaît comme ça en génération spontanée? Ce ne sont pas des champignons qui poussent du jour au lendemain, ce sont des problèmes qui se perçoivent, qui s'étudient et qui se développent avec le temps dans l'application des lois.

En ce qui concerne, entre autres, le crédit de droits remboursable, c'est quand même quelque chose qui est dans la loi depuis un certain temps et avec lequel on a l'habitude de traiter. Je me demande comment il se fait qu'on ne l'a pas vu avant le 15 mai alors qu'après le 15 mai on l'a vu. On sait que le 15 mai est la date limite pour le dépôt de la loi. Je me dis: Comment se fait-il qu'avant le 15 mai on n'avait pas pressenti le problème et que, tout à coup, après le 15 mai on voit le problème? Et, qui plus est, on n'a pas réussi à rédiger un texte convenable avant d'arriver en troisième lecture. Encore là, tout en comprenant bien l'intention qu'il y a derrière les trois amendements que l'on a sur la table aujourd'hui, il me reste toujours quelque part dans la tête un soupçon que peut-être il y a quelque chose que nous n'avons pas vu, que le ministre est au courant ou que des gens de son ministère ou du ministère du Revenu sont au courant, mais dont nous n'avons pas été informés. Je vous dis que c'est aachalant, vous me passez le terme, d'avoir à légiférer de cette façon-là, en ayant toujours le sentiment qu'il y a quelque chose quelque part qu'on n'a pas réussi à percevoir parce qu'on nous amène des amende-

ments à la toute dernière minute, comme si c'était quelque chose dont on venait de se rendre compte alors qu'on sait très bien que, dans l'application année après année de toute la dynamique du crédit de droits remboursable on aurait dû pressentir les problèmes avant la dernière minute aujourd'hui.

Encore là tout en étant techniquement d'accord avec les amendements, le texte des amendements et les explications qu'on nous a fournies, je me demande et je continuerai à me demander encore longtemps comment il se fait qu'on n'a pas réussi à formuler ces amendements avant les tout derniers jours où on a réussi à les avoir. Comment se fait-il qu'il y a un mois, il y a deux mois, on ne savait pas que c'était cela alors qu'on savait très bien par contre qu'il y avait un projet de loi qui s'en venait et qui allait modifier certaines dispositions de la Loi sur les mines? J'essaie de comprendre et je continue à m'interroger là-dessus. J'aimerais bien que le ministre profite encore là des quelques minutes qui lui sont données pour nous expliquer très clairement comment il se fait qu'on n'ait pas été capable de formuler ces amendements-là avant la toute dernière minute. Donc, dans les cinq minutes qu'il reste au ministre il a trois questions auxquelles répondre. J'espère qu'il aura le temps de le faire, sinon il y aura toujours son intervention en troisième lecture pour finir de nous rassurer. Merci, Mme la Présidente.

La **Vice-Présidente**: Merci, M. le député d'Ungava. Je vais maintenant reconnaître M. le ministre délégué aux Mines et aux Affaires autochtones. Sur votre intervention de cinq minutes, M. le ministre.

M. Raymond Savoie

M. Savoie: Merci, Mme la Présidente. Dans son allocution, le député d'Ungava a fait référence à trois questions auxquelles il voulait avoir une réponse. La première est: Est-ce qu'il y a des entreprises qui ont pu bénéficier de la double déduction? Alors, la réponse est: Aucune compagnie n'a pu bénéficier de cette double déduction après vérification, évidemment, avec les gens du ministère qui m'accompagnent. En ce qui concerne la deuxième question: Est-ce qu'il y a des compagnies qui réclament pour bénéfices et qui peuvent bénéficier évidemment des lacunes dans la loi qu'on vient corriger? Il y a actuellement devant nous quelques demandes, mais nous constatons que ces demandes se font à partir d'une négation du principe de la déclaration ministérielle qui date de février 1986 et, en conséquence, elles ne sont pas recevables.

Pour ce qui est de l'article 98, le député d'Ungava a fait état d'une méfiance vis-à-vis de l'abrogation de cet article en ce sens que cela pouvait peut-être porter atteinte aux opérations minières au Québec. Il a fait référence évidem-

ment à la compagnie Noranda et aux opérations minières de Selbaie. Là encore, je voudrais souligner que le député d'Ungava ne comprend ni le sens ni la portée de l'article 98. Le fait que cet article existait ne veut pas dire qu'il a été appliqué. D'ailleurs il a été continuellement refusé dans son application par tous les gouvernements et cela depuis fort longtemps. L'abrogation de l'article 98 est demandée en vertu des dispositions sur le libre-échange. J'invite le député d'Ungava à prendre connaissance encore une fois de l'article 98 où on dit que le gouvernement peut, s'il le juge à propos, exiger des droits additionnels sur les substances minérales provenant des Mines du Québec qui sont expédiées pour traitement à l'extérieur.

Or, d'une part, cela ne se produit pas et lorsque cela se produit c'est parce qu'on n'a pas les capacités ici au Québec de les traiter et la faisabilité, (a rentabilité d'un centre de traitement au Québec ne sont pas faites et ce ne sont que quelques rares exceptions. Cela n'empêche en rien ce qui provient des États-Unis ou d'ailleurs au monde de rentrer au Québec pour être traité, soit à la fonderie Horne, soit à Murdochville ou ailleurs au Québec, mais, finalement, la possibilité pour le gouvernement d'imposer sur une substance minérale qui est expédiée du Québec vers les États-Unis n'a jamais été mise en application. Ce n'est qu'une disposition législative qu'on enlève par prudence dans un contexte où on met en application l'Accord de libre-échange. Il n'y a pas de bris soit avec la tradition parlementaire des Conseils des ministres précédents ou l'évolution actuelle de la situation avec la signature de l'Accord de libre-échange.

(17 h 10)

Quant aux commentaires du député d'Ungava concernant les modifications de dernière minute, c'est évidemment regrettable, et je partage son point de vue en partie quant au fait qu'on présente à la fin des modifications techniques très précises qui avaient été décelées, mais qui avaient été soumises pour étude en temps utile et que nous avons eu le temps d'examiner. Comme vous le savez, c'est un projet de loi très technique qui a demandé la révision des lois ailleurs et des modifications de concordance avec le ministère des Finances et le ministère du Revenu? C'est assez complexe. On s'excuse et on partage un peu son point de vue. Ses commentaires relatifs aux modifications de dernière minute sont tout à fait fondés et je puis vous assurer que je trouve cela aussi désagréable que lui.

Il m'a demandé pourquoi il a fallu trois ans pour colmater cette brèche. Il faut comprendre qu'il faut remonter jusqu'en 1985 à une déclaration de M. Duhaime et que, le 28 février 1986, le gouvernement fédéral a déposé son budget et qu'il a annoncé ses intentions. Nous autres, nous avons évidemment annoncé nos intentions dans le budget provincial pour nous harmoniser avec le gouvernement fédéral. Le gouvernement fédéral

n'a mis en application les intentions qu'il avait décrétées dans son budget du 28 février 1986 qu'en juin 1988. Il a pris deux ans pour le faire. Par la suite, nous avons pris le temps de réagir et de procéder, avec le ministère des Finances et le secteur mines, pour faire la concordance et présenter le tout à compter de juin 1988.

Je termine mes commentaires là-dessus, Mme la Présidente. J'espère que j'ai donné des réponses satisfaisantes aux questions du député d'Ungava, et, en conséquence, cela termine la présentation de ce projet de loi, Mme la Présidente.

Une voix: Bravol

La Vice-Présidente: Merci, M. le ministre délégué aux Mines et aux Affaires autochtones. Comme il n'y a pas d'autres interventions, le débat est clos. Est-ce que les amendements qui ont été transmis conformément à l'article 252 de notre règlement concernant le projet de loi 126, Loi modifiant la Loi concernant les droits sur les mines, sont adoptés?

Une voix: Adopté.

La Vice-Présidente: Adopté. Est-ce que le rapport tel qu'amendé de la commission de l'économie et du travail qui a procédé à l'étude détaillée du projet de loi 126, Loi modifiant la Loi concernant les droits sur les mines, est adopté?

Une voix: Adopté.

La Vice-Présidente: Adopté. M. le leader adjoint du gouvernement.

M. Lefebvre: Oui, Mme la Présidente, je vous demanderais d'appeler maintenant l'article 29 du feuilleton, s'il vous plaît.

Projet de loi 149

Prise en considération du rapport de la commission qui en a fait l'étude détaillée

La Vice-Présidente: À l'article 29 de notre feuilleton, Mme la ministre de la Santé et des Services sociaux propose l'adoption du rapport de la commission des affaires sociales qui a procédé à l'étude détaillée du projet de loi 149, Loi modifiant la Loi sur la protection de la santé publique. Mme la ministre de la Santé et des Services sociaux.

Mme Thérèse Lavoie-Roux

Mme Lavoie-Roux: Mme la Présidente, ce projet de loi, qui modifie la Loi sur la protection de la santé publique, a pour objet de préciser la définition de laboratoire de telle sorte que cette loi inclue un équipement de laboratoire utilisé

dans un cabinet privé de professionnels. La nécessité d'apporter cette précision provenait du fait que parmi les professionnels de la santé, les dentistes avaient contesté une telle interprétation de la loi. La majorité des permis de radiologie sont délivrés à des dentistes pour les appareils de radiologie qu'ils utilisent dans leur cabinet privé et un nombre croissant de dentistes refusaient d'obtenir ou de renouveler leur permis de radiologie, ce qui nous empêchait d'assurer la sécurité publique des personnes qui se retrouvaient dans leur cabinet. Le projet de loi a strictement pour objet d'inclure les équipements de laboratoire, particulièrement de radiologie, qui sont utilisés dans les cabinets privés de professionnels.

Mme la Présidente, comme je le disais, c'est strictement dans un but de meilleure protection de la santé publique, pour d'abord savoir où sont ces équipements de radiologie et pouvoir en assurer la qualité et le contrôle. Il n'y a pas eu d'amendement d'apporté. Je voudrais simplement, à cet égard, remercier la députée de Chicoutimi qui nous a accordé son appui pour l'adoption de ce projet de loi.

La Vice-Présidente: Merci, Mme la ministre de la Santé et des Services sociaux. M. le leader de l'Opposition.

M. Gendron: Oui. Je voudrais vous indiquer, Mme la Présidente, qu'à ce moment-ci, nous n'aurions pas d'intervenant sur la prise en considération du rapport et que nous accepterions de faire immédiatement la troisième lecture du projet de loi 149. Ma collègue critique en cette matière, députée de Chicoutimi, interviendra. Pour ce qui est des deux autres projets de loi, appelez-en tout de suite la prise en considération, sans intervention, en reconnaissant que pour les deux autres projets de loi, il y aura consentement pour faire la troisième lecture tout de suite. Sur la troisième lecture, il y aura intervention de ma collègue tout de suite.

La Vice-Présidente: Si je comprends bien, M. le leader de l'Opposition, à cette étape-ci de la prise en considération du rapport, il n'y a pas d'intervention de votre côté.

M. Gendron: Non.

La Vice-Présidente: Donc, le débat est clos. Est-ce que le rapport de la commission des affaires sociales qui a procédé à l'étude détaillée du projet de loi 149, Loi modifiant la Loi sur la protection de la santé publique, est adopté?

Des voix: Adopté.

Une voix: Sur division.

La Vice-Présidente: Adopté sur division. M. le leader adjoint du gouvernement.

M. Lefebvre: Mme la Présidente, je vous demanderais d'appeler le même projet de loi pour son étape finale.

Adoption

La Vice-Présidente: Donc, considérant l'intervention du leader de l'Opposition, j'en déduis qu'il y a consentement pour qu'on procède à l'adoption du projet de loi. Mme la ministre de la Santé et des Services sociaux propose l'adoption du projet de loi 149, Loi modifiant la Loi sur la protection de la santé publique. Est-ce qu'il y a des interventions, Mme la ministre, de votre part?

M. Lefebvre: Pas de notre côté.

La Vice-Présidente: Merci, M. le leader adjoint du gouvernement. Je vais maintenant reconnaître Mme la députée de Chicoutimi.

Mme Jeanne L. Blackburn

Mme Blackburn: Merci, Mme la Présidente. Le projet de loi 149 méritait-il, oui ou non, que l'Opposition l'adopte à l'unanimité ou qu'on y exprime des réserves? Comment l'Opposition peut-elle justifier son vote contre un projet de loi de deux articles? A priori, difficile à justifier si ce n'est que, par cette simple modification de termes, on vient d'ouvrir la porte à l'entreprise privée dans tous les laboratoires de médecins ou de spécialistes en santé du Québec.

Le projet de loi 149, qui vient modifier la Loi sur la protection de la santé publique, vient définir le mot "laboratoire" et inclut dans ce mot les cabinets de professionnels. Si on se réfère à l'alinéa a de l'article 1 de la Loi sur la protection de la santé publique, ceci signifie qu'un cabinet privé de médecins pourra offrir des services d'examen de radiologie, de toxicologie, d'audiologie, de physiologie respiratoire ou, encore, différents examens dans les domaines de la biochimie, de l'hématologie, de la bactériologie, de l'immunologie, de l'histopathologie et de la virologie, suivant les termes mêmes de la loi.

Selon les exigences du règlement d'application de la même loi, les cabinets privés devront obtenir un permis pour opérer ce laboratoire. Mais comme le permis pour l'opérer n'est pas objet de débat en commission parlementaire ou l'objet de modifications à un règlement ou à une loi, ça veut dire que du moment qu'on a modifié le statut des cabinets privés pour reconnaître qu'ils deviennent des laboratoires, tout gouvernement, quel qu'il soit, pourra dorénavant reconnaître que tous les cabinets des spécialistes en santé, qu'il s'agisse de dentistes, de physiothérapeutes, de médecins dans les cliniques privées, pourront se voir reconnaître le statut de laboratoire.

(17 h 20)

Je rappelle que c'est un projet de loi modeste, un projet de loi qui a tout juste deux articles. La ministre nous dit: Écoutez, tout ce qu'on voulait régler par ce projet de loi, c'était la possibilité pour le ministère de vérifier et de contrôler la qualité des équipements de laboratoire dans les cabinets de dentistes. Si telle était la situation, pourquoi n'a-t-on pas, dans la loi, tel que je l'ai souhaité, tel que je l'ai longuement défendu, précisé que cette modification ne touchait que les cabinets de dentistes? Si telle avait été la situation, si la ministre avait accepté la proposition d'amendement que je lui ai faite, j'aurais été d'accord avec ce projet de loi.

Aussi vaste et aussi large qu'il est actuellement alors qu'il permet au ministère de la Santé, sans autres avis, sans autres consultations, d'ouvrir tous les cabinets, de permettre l'ouverture de laboratoires dans tous les cabinets des spécialistes de la santé, moi je suis contre et l'Opposition est contre ce projet de loi parce que la ministre a refusé d'en limiter la portée. Ce projet de loi a un côté inquiétant parce que déjà dans les orientations gouvernementales, en ce qui concerne la santé et les services sociaux, on prévoit ouvrir à l'entreprise privée... Ouvrir à l'entreprise privée, on pourrait penser que c'est moins coûteux. On pourrait penser que le gouvernement et, par voie de conséquence, le contribuable, fait des économies. Mais tel n'est pas le cas en santé.

En santé, un examen, une radiologie coûte le même prix, qu'il soit fait dans un établissement de santé publique, c'est-à-dire dans un hôpital, dans un CLSC, ou dans un cabinet privé, parce que c'est à l'acte que c'est payé. Il n'y a donc, pour le contribuable, aucune économie dans la privatisation. Reconnaître les cabinets privés et permettre qu'on y dirige de plus en plus de patients à l'avenir, c'est permettre à des entreprises privées de faire des bénéfices sur la santé des contribuables. Un cabinet privé - je prends souvent cet exemple - en physiothérapie coûtera 22 \$ l'acte pour poser un acte en physiothérapie, un traitement de physiothérapie, alors qu'à l'hôpital, le même acte va également coûter 22 \$. Voulez-vous me dire - et c'est la question que tous les contribuables vont se poser tout à l'heure - comment et pourquoi on doit privatiser? Quel est l'avantage de la privatisation?

Reconnaissons tout de suite qu'il ne s'agit pas de réaliser des économies. Cependant, la clinique privée qui dispense des services en physiothérapie, par exemple, pour réaliser des bénéfices - parce qu'il n'y a pas de philanthrope là-dedans - devra faire des économies, soit sur les conditions de travail du personnel, soit sur la qualité des services offerts, soit sur la qualité du matériel utilisé, soit sur la qualité du matériel médical ou encore des médicaments utilisés. Le projet de loi qu'il y a ici me laisse sceptique quant aux possibilités qu'on y trouve. J'ai eu l'occasion de vérifier la lecture qu'en faisaient

d'autres organismes et ils partagent les appréhensions que nous avons. Si ce projet de loi voulait viser spécifiquement et particulièrement les cabinets de dentistes, il aurait dû l'indiquer. M. le Président, c'est pourquoi nous voterons contre ce projet de loi.

Le Vice-Président: En réplique, Mme la ministre de la Santé et des Services sociaux.

Mme Thérèse Lavoie-Roux (réplique)

Mme Lavoie-Roux: M. le Président, je n'avais pas l'intention de donner une réplique puisqu'il s'agissait d'un projet de loi très simple et que j'avais même félicité, remercié plutôt que félicité, remercié la députée de Chicoutimi pour sa collaboration dans l'adoption du projet de loi. Je dois avouer que d'ailleurs j'ai erré parce que, de fait, les objections qu'elle fait maintenant et que j'avais oubliées, parce qu'elles me semblaient tellement peu fondées et comme ceci s'est passé il y a déjà un certain bout de temps et qu'il y avait un seul article, j'avais cru qu'elle nous avait accordé son approbation...

Cela étant dit, je pense qu'il est important de rectifier certaines choses. Il faut bien comprendre que la loi telle qu'elle existait couvrait un laboratoire dans un cabinet privé de professionnels et que ces professionnels devaient demander un permis pour opérer, par exemple, un appareil de radiologie. Mais la réalité est celle-ci. Certains professionnels ont contesté que la loi prévoyait la couverture d'appareils ou d'équipements de laboratoire dans les cabinets privés, si bien que ce qui se passait, c'est que des dentistes, en donnant cette interprétation qu'ils n'étaient pas couverts par la loi, se soustrayaient à l'obligation qu'ils ont de demander un permis pour opérer un équipement de radiologie, parce que c'est celui qui est le plus souvent utilisé. Ceci a comme conséquence, M. le Président, qu'il y a des risques que les citoyens peuvent encourir parce que si nous ne savons pas qu'un individu, dans son cabinet privé, a un appareil de radiologie, le résultat est que nous ne pouvons pas contrôler la qualité de cet appareil. On sait qu'un appareil de radiologie, par exemple, qui serait en mauvais état ou qui ne serait pas utilisé comme il se doit, peut faire encourir des risques aux gens qui se retrouvent à l'utiliser ou qui sont soumis à des tests fournis par ces appareils. L'objectif de la loi est strictement qu'il ne puisse plus y avoir ambiguïté quant à l'obligation qu'ils ont d'obtenir un permis et qu'à ce moment-là, nous, sachant qu'ils ont un permis, on puisse faire la surveillance qui s'impose, particulièrement dans le domaine de la radiologie, dans un cabinet de dentistes.

On se rappellera que la députée de Chicoutimi - écoutez, je ne peux lui en vouloir, c'est son plein droit - nous a entretenus assez souvent à l'Assemblée nationale des supposées propensions du gouvernement à développer le

secteur privé dans la santé. Elle disait qu'on allait vers la privatisation. Elle avait abandonné ce cheval de bataille depuis un certain temps et à l'occasion de ceci qui ne fait aucunement allusion à des développements, ça n'a rien à faire avec le développement de services de santé privés... Ce sont des laboratoires qui existent depuis toujours. Il y a des polycliniques depuis toujours. Il y en a probablement des centaines qui se sont ouvertes, parce qu'il y en a au moins 500 - je parle des polycliniques, je ne parle pas des cabinets privés de dentistes - qui se sont ouvertes sous l'ancien gouvernement. Aujourd'hui, tout à coup, on dit qu'il n'en faut plus, etc. Je pense qu'elle a fait dévier le débat tout à fait sur un autre sujet qui n'a rien à faire avec le projet de loi qui est devant nous. Ce que je veux dire à ceux qui nous écoutent, c'est que ce projet de loi vise strictement que, là où il y utilisation d'équipements médicaux dans un cabinet privé, d'abord, ils obtiennent un permis pour lequel ils doivent payer une contribution quand même assez modeste, mais bien davantage que nous puissions assurer que l'état de ces équipements ne met en danger d'aucune façon la santé de la population. C'est dans ce sens-là que j'ai dit, au point de départ, qu'il s'agissait d'un tout petit projet de loi qui modifie la Loi sur la protection de la santé publique. Merci, M. le Président.

Le Vice-Président: Donc, ceci met fin au débat. En conséquence, est-ce que la motion d'adoption du projet de loi 149, Loi modifiant la Loi sur la protection de la santé publique, est adoptée? Adopté sur division. Donc, le projet de loi 149 est adopté. M. le leader adjoint du gouvernement.

M. Lefebvre: M. le Président, je vous demanderais d'appeler maintenant l'article 11 du feuilleton.

Le Vice-Président: Très bien. L'article 11 du feuilleton. Un instant. On a un petit problème, M. le leader adjoint du gouvernement, si je ne m'abuse, le rapport n'est pas encore produit.

M. Lefebvre: On m'indique que le rapport n'aurait pas été produit. On va faire ce que nous avons fait tout à l'heure. Je vais demander une suspension qui ne devrait pas être longue, en attendant le dépôt du rapport, M. le Président.

Le Vice-Président: Nous suspendons donc nos travaux pour quelques instants.

(Suspension de la séance à 17 h 30)

(Reprise à 17 h 38)

Le Vice-Président: Nous allons maintenant poursuivre nos travaux. M. le député de Laval-

dès-Rapides.

Projet de loi 102

M. Bélanger: M. le Président, j'ai l'honneur de déposer le rapport de la commission des affaires sociales...

Le Vice-Président: Un instant! Avant que vous déposiez votre rapport, est-ce que j'ai le consentement de l'Assemblée afin que nous procédions maintenant au dépôt d'un rapport de la commission des affaires sociales par son président?

Des voix: Consentement.

Le Vice-Président: Il y a consentement. Donc, allez-y, M. le député de Laval-des-Rapides et président de la commission des affaires sociales.

Projet de loi 102

Dépôt du rapport de la commission qui en a fait l'étude détaillée

M. Bélanger: M. le Président, j'ai l'honneur de déposer le rapport de la commission des affaires sociales qui a siégé le 20 juin 1989 afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 102, Loi modifiant de nouveau la Loi sur les services de santé et les services sociaux. Le projet de loi a été adopté avec des amendements dont un au titre. Merci.

Projet de loi 139

Dépôt du rapport de la commission qui en a fait l'étude détaillée

J'ai aussi l'honneur de déposer le rapport de la commission des affaires sociales qui a siégé les 1er et 20 juin 1989 afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 139, Loi modifiant la Loi sur l'assurance-maladie et d'autres dispositions législatives. Le projet de loi a été adopté avec des amendements.

Le Vice-Président: Je vous remercie. Ces deux rapports de la commission des affaires sociales sont donc déposés. M. le leader adjoint du gouvernement.

M. Lefebvre: Oui, M. le Président. Je pense que je peux maintenant appeler l'article 11 du feuillet.

Le Vice-Président: Très bien. À l'article 11 du feuillet, est-ce que j'ai le consentement à ce que nous puissions procéder dès maintenant à l'étape suivante, c'est-à-dire à l'étude du rapport de la commission?

M. Gendron: Oui.

Prise en considération du rapport de la commission qui en a fait l'étude détaillée

Le Vice-Président: En conséquence, nous allons maintenant procéder à la prise en considération du rapport de la commission des affaires sociales qui a procédé à l'étude détaillée du projet de loi 102, Loi modifiant de nouveau la Loi sur les services de santé et les services sociaux. Il n'y a pas d'interventions?

Une voix: Non.

Le Vice-Président: Est-ce que le rapport de la commission des affaires sociales est adopté?

Des voix: Adopté.

Le Vice-Président: M. le leader adjoint du gouvernement.

M. Lefebvre: M. le Président, avec le consentement de l'Opposition, je vous demanderais de procéder à l'étape suivante relativement au projet de loi 102 et de l'appeler pour son adoption.

Le Vice-Président: Est-ce qu'il y a consentement à ce que nous procédions immédiatement à la motion d'adoption?

M. Gendron: Il y a consentement.

Adoption

Le Vice-Président: Il y a consentement. En conséquence, Mme la ministre de la Santé et des Services sociaux propose maintenant la motion d'adoption du projet de loi 102, Loi modifiant de nouveau la Loi sur les services de santé et les services sociaux. Est-ce qu'il y a des interventions à ce stade-ci?
(17 h 40)

Une voix: Non.

Le Vice-Président: Nous sommes à l'étape de l'adoption du projet de loi 102. Puisqu'on m'a informé que Mme la députée de Chicoutimi désire intervenir à cette étape-ci du projet de loi 102 sur la motion d'adoption, je lui cède la parole. Mme la députée de Chicoutimi.

Mme Jeanne L. Blackburn

Mme Blackburn: Merci, M. le Président. Le projet de loi 102 est relativement court, comme d'autres projets de loi. Il avait tout juste sept articles. Ce projet de loi a en fait pour but de modifier la Loi sur les services de santé et les services sociaux afin de permettre à des biochimistes cliniques d'assumer des fonctions de chef de département dans un hôpital, ce que la Loi

sur les services de santé et les services sociaux ne permettait pas. Il faut dire que le même projet de loi propose une modification pour donner au gouvernement le pouvoir d'établir une procédure de règlement des mécontentes relatives à l'interprétation et à l'application des conditions de travail des cadres supérieurs et intermédiaires et des directeurs généraux. Dans le cas de mécontentes, le gouvernement pourra intervenir.

Ce projet de loi est bref, je le disais, sept articles, sauf qu'il y a eu au moins autant d'amendements qu'il y a d'articles. C'est peut-être à la réflexion ou à la pression qu'on a réagi, mais je m'explique. Le projet de loi 102 qui permet à un biochimiste clinique de diriger un département avait laissé une espèce d'ouverture à la possibilité que ce chef de département puisse siéger au Conseil des médecins, dentistes et pharmaciens dans un hôpital. Quel sacrilège! Quelqu'un qui n'est pas de la profession médicale se serait tout à coup retrouvé dans cette chaire!

Vous allez me dire: Est-ce si grave qu'un chef de département, dans un hôpital, puisse siéger au Conseil des médecins, dentistes et pharmaciens? Je ne vois là rien d'anormal. L'argument qu'on utilise pour modifier la loi, pour empêcher cette possibilité, pour empêcher des biochimistes de siéger au Conseil des médecins, dentistes et pharmaciens, pour justifier cette décision c'est que reconnaître aux biochimistes la possibilité de siéger à ce conseil serait ouvrir la porte à d'autres praticiens, d'autres spécialistes, aux psychologues, aux physiothérapeutes, par exemple.

On oublie de dire que c'est la seule profession, à l'exception des médecins, qui pourra, à la suite de l'adoption de ce projet de loi, diriger un département dans un hôpital. Donc, l'ouverture était plutôt timide. Il faut comprendre cependant que cela a été considéré comme un sacrilège de voir quelqu'un, dans un hôpital, pénétrer ce cénacle des médecins, le Conseil des médecins et dentistes.

Je serais rassurée si on avait pris cette décision. Il m'apparaît anormal que le chef du département de biologie, dans un hôpital, ne soit pas membre du Conseil des médecins et dentistes. Au même titre que les autres chefs de département, il a à réfléchir sur la qualité des services offerts dans les hôpitaux, sur les priorités qu'on se donne, sur les compétences qui devraient être confiées ou celles qu'on devrait y développer. Au même titre que les médecins, ce chef de département a la responsabilité de s'assurer que les patients qui se présentent dans son département obtiennent les meilleurs services possible dans les circonstances. Pour s'assurer qu'il ait le même pouvoir à l'hôpital, il est évident qu'il devrait être membre du conseil.

Cependant, la pression des médecins - encore une fois, faut-il s'en étonner - a été telle qu'on a refusé ce droit aux biochimistes cliniques. Je le dis pour le déplorer. La Corpora-

tion professionnelle des médecins a un "lobby" extrêmement fort, si fort que même si la ministre avait en main, sur une autre question, tous les documents pour procéder, elle n'a pas pu convaincre - je pense que c'est la raison - le Conseil des ministres de procéder dans le cas des sages-femmes.

On voit, dans la loi déposée ici, l'influence, la marque de la Corporation professionnelle des médecins. Ils ont bien voulu concéder enfin - quel sacrilège! - qu'un biochimiste clinique puisse diriger un département dans un hôpital, mais de là à concéder qu'il puisse pénétrer le cénacle du conseil des médecins, il n'en était pas question. Ce qui m'étonne et me désole en même temps, c'est qu'on se sent toujours obligés de céder à la Corporation des médecins. Je trouve ça désolant. Je trouve que ça dessert la population comme ça dessert les médecins eux-mêmes. S'ils continuent à faire preuve, j'allais dire de mesquinerie, d'absence d'ouverture en ce qui concerne la pratique de la médecine au Québec, je pense qu'il va arriver à ces médecins la même chose qui est arrivée un peu beaucoup à l'Église catholique et au clergé qui, parce que refermé sur lui-même, on a déserté les églises. On sait qu'en matière de médecine et de santé, c'est un peu ce qui est en train de se produire avec les cabinets de médecins. Il y a 40 % des Québécois qui s'adressent de plus en plus à des pratiques alternatives. Tranquillement, ils sont en train de vider leurs cabinets et ils sont entretenus actuellement parce que c'est bien payé, parce que ça passe sur la carte. Mais qu'on réduise le moindre nombre de visites qui seraient payées chez le médecin, je ne suis pas sûre que les gens ne préféreront pas les médecines douces comme c'est parti là. Je pense que c'est en train de desservir la population comme c'est en train de desservir les médecins.

En ce qui concerne les modifications qui demeurent à l'intérieur du projet de loi, elles sont intéressantes parce qu'elles reconnaissent enfin ce qui était réclamé depuis fort longtemps, je le reconnais, c'est-à-dire la possibilité pour un biochimiste clinique de diriger un département. Et je me réjouis de ça. Cependant, j'ajoute que je suis déçue qu'on ait modifié la loi pour empêcher que ces mêmes biochimistes puissent siéger au Conseil des médecins et dentistes.

En ce qui a trait aux modifications touchant la possibilité de régler les litiges qui touchent les directeurs généraux et les cadres intermédiaires, j'ai pris connaissance de l'avis qui avait été adressé à la ministre par l'Association des cadres intermédiaires des Affaires sociales, début 1988, il y a une année. Elle lui faisait un certain nombre de commentaires sur les conditions de travail qui étaient faites aux cadres dans les hôpitaux. Le projet de loi n'était pas là pour régler ces situations. Il rend possible une certaine forme de médiation et c'est déjà une amélioration. Mais on ne peut pas prétendre qu'il

est allé très loin là-dedans non plus.

Le fait que le projet de loi reconnaisse la possibilité pour un biochimiste de diriger un département, c'est heureux. Qu'il ne reconnaisse pas, tel qu'il était prévu, la possibilité qu'y puisse être membre du Conseil des médecins, dentistes et pharmaciens, c'est malheureux. Nous voterons quand même pour ce projet de loi, M. le Président.

Le **Vice-Président**: Je vais céder la parole à Mme la ministre de la Santé et des Services sociaux pour l'exercice de son droit de réplique.

Mme Thérèse Lavoie-Roux (réplique)

Mme Lavoie-Roux: M. le Président, comme la députée de Chicoutimi l'a indiqué, il s'agit d'un projet de loi qui veut permettre aux biochimistes cliniques d'assurer des fonctions de chef de département clinique de biochimie. Également, il y a aussi une disposition pour permettre d'émettre des règlements pour la résolution des conflits relativement à du personnel qui n'est pas syndiqué, cadres ou directeurs généraux.
(17 h 50)

Dans le premier cas, je pense que c'était un désir très prononcé et très marqué des biochimistes cliniques de pouvoir enfin assumer ces responsabilités de chef de département clinique de biochimie. En tout cas, je laisse à d'autres que moi de trancher sur les jugements très sévères que la députée de Chicoutimi porte à l'endroit des médecins que, tout à coup, les médecins vont se retrouver comme le clergé et que tout le monde va les oublier, on va aller vers les médecines douces, etc. Je pense que parfois, évidemment, les médecins comme d'autres groupes dans notre société défendent leurs intérêts, c'est exact, mais de là à dire qu'ils vont disparaître, c'est une autre chose.

Elle m'accuse allègrement de peut-être ne pas avoir eu le courage de permettre que les biochimistes cliniques soient membres du Conseil des médecins et dentistes dans les hôpitaux. Deux choses. La première des choses, les biochimistes cliniques ne demandaient pas d'être membres du Conseil des médecins et dentistes des hôpitaux. Alors, je veux bien accéder au désir des gens mais pour autant que ce soit véritablement leur désir. La deuxième chose, elle ne le sait pas, je ne lui en ferai pas reproche à elle. Je m'excuse du mot "elle". Je n'en ferai pas reproche à Mme la députée. En 1981, le ministre de la Santé du temps, M. Pierre Marc Johnson, faisait adopter la loi 27 dans laquelle il était prévu que justement les biochimistes cliniques pourraient assumer des fonctions de chef de département clinique de biochimie.

C'est depuis 1981 qu'on a demandé successivement à plusieurs ministres de la Santé de finalement permettre que ceci se réalise et aucun des ministres qui m'a précédée, du moins sous

l'ancien gouvernement, n'a eu le courage d'y aller ou a jugé que c'était suffisamment important pour poser un tel geste parce qu'y faut bien le dire, les biochimistes regroupent à peu près 75 biochimistes. Alors, ce n'est pas un groupe qui a énormément de pouvoir de lobbying ou de pression. Mais, je pense que ce sont des professionnels qui, d'une façon très responsable, assument des obligations à l'intérieur de nos départements de cliniques de biochimie. À ce moment-ci, je pense que c'est une reconnaissance officielle qui leur permet d'assumer toutes les responsabilités échues aux gens qui assument, que ce soit des médecins dans certains cas, que ce soit eux dans d'autres cas, des responsabilités importantes à l'intérieur de nos centres hospitaliers. En même temps qu'ils vont assumer des responsabilités de gestion, de planification, d'organisation et de contrôle, ils assument aussi des responsabilités quant à la qualité des services d'analyses qu'ils doivent offrir aux citoyens qui se présentent.

Tout cela pour dire que je suis très heureuse. C'est quelque chose qu'ils désiraient depuis longtemps, depuis presque neuf ans, et à laquelle nous avons enfin convenu. On peut bien dire qu'on braque les gens et qu'on les oppose, mais il faut que tous ces gens - et ça, il ne faut jamais l'oublier - travaillent ensemble à l'intérieur des centres hospitaliers. Et je dois vous dire que les deux premiers articles qui ont été retranchés ne l'ont pas été à la demande de la Corporation des médecins, mais à la demande des hôpitaux eux-mêmes qui préféraient que les biochimistes ne soient pas comptés parmi les effectifs médicaux puisque les hôpitaux ont maintenant l'obligation de préparer des plans d'effectifs médicaux.

En résumé, M. le Président, je pense qu'il s'agit d'un projet de loi mineur quant au nombre de personnes qu'il touche, mais qui, en fait, vient actualiser un principe qui avait été mis dans la loi 27. Quant à la deuxième partie, je pense qu'on ne peut que se réjouir encore une fois, à la suite d'une demande répétée depuis plusieurs années par le personnel cadre et non syndiqué, qu'on puisse adopter un règlement relatif à l'interprétation et à l'application des conditions de travail qui les laisse peut-être moins à la merci d'un certain arbitraire, et, dans ce sens-là, je m'en réjouis. Je vous remercie, M. le Président.

Le **Vice-Président**: Le débat étant terminé, est-ce que la motion d'adoption du projet de loi 102, Loi modifiant de nouveau la Loi sur les services de santé et les services sociaux, est adoptée?

Une voix: Adopté.

La Vice-Présidente: Adopté. Le projet de loi 102 est donc adopté. M. le leader adjoint du gouvernement.

M. Lefebvre: L'article 15 du feuillet, M. le Président.

Le Vice-Président: À l'article 15 du feuillet, puisque le rapport a été déposé précédemment aujourd'hui même à l'Assemblée, est-ce qu'il y a consentement à ce que nous procédions à l'étape suivante du projet de loi?

Mme Blackburn: Consentement.

Projet de loi 139

Prise en considération du rapport de la commission qui en a fait l'étude détaillée

Le Vice-Président: Il y a consentement. En conséquence, nous allons maintenant procéder à la prise en considération du rapport de la commission des affaires sociales qui a procédé à l'étude détaillée du projet de loi 139, Loi modifiant la Loi sur l'assurance-maladie et d'autres dispositions législatives. Est-ce qu'il y a des interventions?

Une voix: Pas d'intervention.

Le Vice-Président: Non. Mme la députée de Chicoutimi.

Mme Blackburn: Merci, M. le Président. Est-ce qu'on est à l'étape de la prise en considération du rapport?

Le Vice-Président: De la prise en considération.

Mme Blackburn: Il n'y a pas d'intervention, M. le Président.

Le Vice-Président: Il n'y a pas d'intervention. En conséquence, est-ce que le rapport de la commission des affaires sociales qui a procédé à l'étude détaillée du projet de loi 139 est adopté?

Des voix: Adopté.

Le Vice-Président: Adopté. M. le leader adjoint du gouvernement.

M. Lefebvre: M. le Président, je crois avoir le consentement pour procéder à la prochaine étape du même projet de loi.

Le Vice-Président: Est-ce qu'il y a consentement?

Mme Blackburn: Il y a consentement.

Adoption

Le Vice-Président: il y a consentement. En conséquence, Mme la ministre de la Santé et des

Services sociaux propose maintenant la motion d'adoption du projet de loi 139, Loi modifiant la Loi sur l'assurance-maladie et d'autres dispositions législatives. Je vais donc céder la parole pour la prochaine intervention.

Une voix: Il reste quatre minutes.

Le Vice-Président: Oh oui! Il reste quatre minutes. Si nous procédons immédiatement, est-ce qu'il y a consentement pour que nous dépassions 18 heures?

Une voix: Oui.

Le Vice-Président: Il y a consentement. Est-ce qu'il y a consentement pour que nous dépassions 18 heures? Cela me prend un consentement unanime de l'Assemblée. Mme la députée de Chicoutimi.

Mme Blackburn: Comme l'Opposition est toujours très conciliante, il y a consentement, M. le Président.

Le Vice-Président: Donc, il y a consentement. En conséquence, nous procédons dès maintenant et nous allons effectivement dépasser 18 heures, l'heure prévue pour la suspension des travaux. Je vous cède donc la parole, Mme la députée de Chicoutimi, sur la motion d'adoption du projet de loi 139.

Mme Jeanne L. Blackburn

Mme Blackburn: Merci, M. le Président. Le projet de loi est un projet de loi beaucoup plus volumineux. Il comprend 47 articles et il a aussi un impact plus grand, on le comprendra, que les deux projets de loi précédents.

M. le Président, vous allez quand même me permettre, avant de commenter le projet de loi et son étude en commission parlementaire, comme il s'agit toujours du domaine de la santé, de corriger une impression ou des intentions que me prêtait la ministre en disant que j'accusais tous les médecins du Québec. Ce que je dis, c'est que la Corporation professionnelle des médecins a une attitude totalement intransigeante, à un point tel, et je le rappelle, que la ministre - et je ne mets pas en doute sa bonne volonté - n'a pas réussi, en dépit du fait qu'elle avait toute la collaboration de l'Opposition, à faire adopter son projet de loi qui aurait permis la mise en oeuvre de quelques projets pilotes reconnaissant la pratique des sages-femmes.

Si, aujourd'hui, elle est capable de nous dire, de dire aux sages-femmes du Québec et à toutes les femmes qui avaient demandé cette reconnaissance que le lobby des médecins n'y a été pour rien, alors qu'elle a un rapport en main, un rapport commandé par elle-même depuis plus de deux ans, et qu'elle a, au total, quelque sept rapports qui lui recommandent cette reconnais-

sance, je dis que c'est à n'y rien comprendre. Est-ce à dire que ça revient exclusivement à quelques personnes au Conseil des ministres de décider de l'avenir de ce projet de loi? Je continue de penser que l'intransigeance de la Corporation des médecins a quelque chose à voir dans ce recul et avec le fait que la ministre n'ait pu respecter cet engagement pris à l'en-droit de toutes les femmes du Québec. Je lui rappellerai que les principaux organismes, y compris le Conseil de la santé présidé par le Dr Blanchet, étaient d'accord pour l'établissement de projets pilotes.

Je dis que le momentum était excellent. Sy y a eu recul, je ne vois qu'une raison, c'est que le lobby de la Corporation professionnelle des médecins a été plus fort que tous les autres lobbies des femmes du Québec réunies. Si on me dit que j'ai tort, il faudrait que je comprenne quelque chose. Si on vient nous dire ensuite, pour faire un ballon politique, qu'on dépose un avant-projet de loi, je pense que ça n'impresionnera personne.

(18 heures)

Pour revenir à ce projet de loi, M. le Président, c'est un projet de loi important sur lequel la ministre a apporté un certain nombre de modifications que j'avais souhaitées et dont je me réjouis. Par ailleurs, elle a refusé d'autres amendements que j'aurais voulu y voir, qui, me semble-t-il, auraient permis une bonification du projet de loi, mais ces amendements ont été refusés. Ce projet de loi d'abord définit le réputé président. Je pense que c'est une bonne décision. Ce projet de loi permet de réclamer au MMSR, au ministère de la Main-d'Oeuvre et de la Sécurité du revenu le coût relié aux différents appareils dentaires ou orthopédiques de manière qu'on puisse en faire porter une partie du coût au gouvernement fédéral, je dis: Bravo.

Ce projet de loi permet l'exercice de recours subrogatoire dans le cas de personnes qui sont responsables d'accidents et qui sont couvertes par une assurance privée et que, parce que responsables, l'assurance défraie le coût des traitements ou des soins de ces personnes. Je pense que ce n'est pas une mauvaise décision et, dans ce cas, précisément, la modification qui a été apportée en commission parlementaire apporte plus de clarté et l'application de cet article de la loi s'en trouve facilitée. Je pense également que c'est une bonne décision. Le projet de loi prévoit également la révision des décisions de la Régie concernant les bénéficiaires ou les personnes admissibles à un programme administré par la Régie. Cette révision peut être suivie d'un appel à la commission. Je pense que là aussi il faut reconnaître que c'est un bon amendement, un bon article parce que la ministre va nous dire: Cela fait depuis 1981 que c'était demandé, etc., parce qu'elle passe son temps à vivre dans le passé, sans se demander ce qu'elle peut faire. C'est bien embarrassant parce que c'est toujours la faute de l'autre gouvernement, mais elle ne se

demande pas, dans plusieurs cas, comment elle aurait pu agir autrement. Dans ce cas-ci, je dois reconnaître qu'elle a fait un effort et il y a un article qui, probablement, rend un peu plus humaine l'application de cette loi en ce qui concerne les bénéficiaires. Cependant, ça ne change en rien le fait que devant la Commission des affaires sociales, l'attente peut être de deux à trois ans, à un point tel que ça décourage beaucoup de personnes qui n'ont ni les moyens, ni les ressources, ni les connaissances et qui refusent d'accepter le stress d'être constamment en demande de révision devant la Commission des affaires sociales, qu'un nombre important de personnes démissionne. Ce n'est pas moi qui le dis, c'est le Protecteur du citoyen.

Par ailleurs, ce projet de loi permet à la Régie de rembourser un bénéficiaire qui aurait été abusé par un spécialiste, un médecin qui aurait réclamé plus que ce qui est prévu dans les ententes par rapport à un acte médical. Je dis également que c'est une bonne chose. Le projet de loi prévoit, à la suite d'un jugement de la Régie, qu'elle peut suspendre en tout ou en partie le paiement des honoraires d'un professionnel qui aurait un peu abusé de la "cliquette" en passant la carte plus souvent que nécessaire ou encore en faisant indûment ou inutilement revenir le patient plusieurs fois, par exemple, plus de deux ou trois fois pour une grippe. Je pense que ce n'est pas une mauvaise décision. Cependant, j'aurais souhaité, comme c'est le cas dans d'autres situations, que l'arrêt de paiement puisse se faire à la première infraction et non à la seconde comme c'est le cas dans le projet de loi. Le projet de loi prévoit également que les aides auditives, les fauteuils roulants, les médicaments d'exception, autrement dit, tout ce qui est offert en vertu de la Loi sur l'assurance-maladie du Québec, fournitures pour lesquelles on devait aller en appel d'offres, le présent projet de loi prévoit qu'il n'y aura plus nécessité pour la Régie de l'assurance-maladie du Québec de respecter les délais prévus de publication pour aller en appel d'offres. L'explication qu'on nous donne, c'est que chaque fois, nous étions tenus de demander des dérogations, avec le résultat que, de toute façon, ça n'était pas opérant. J'estime quand même, M. le Président, que cette décision de faire une règle générale d'exception dans ce cas a quelque chose d'inquiétant. C'est donc dire que la loi de l'offre et de la demande se trouve ainsi faussée et les règles qui sont applicables au Québec dans tous les autres cas... Il va y avoir des groupes d'affaires - parce que quand on parle de fournitures, on parle de quelqu'un qui produit ou qui vend - qui vont se trouver privilégiés parce que exclus de l'obligation d'une prépublication quant aux appels d'offres pour se procurer ces différents appareils qui sont, je le rappelle, les fauteuils roulants, les aides auditives et les médicaments d'exception.

Je suis toujours très prudente, et il me semble que ce gouvernement devrait l'être,

lorsqu'il permet de telles dérogations, car c'est souvent ouvrir la porte à des tentations qui peuvent se faire grandes de créer certains types de monopole dans ce secteur. Je n'étais pas et je ne suis toujours pas d'accord avec cette modification.

Par ailleurs, le projet de loi soumet les professionnels de la santé, visés par un programme dont l'administration est confiée à la Régie, au délai de facturation prévu dans la Loi sur l'assurance-maladie. Il prévoit également qu'un tel professionnel ne peut exiger de la Régie ou du bénéficiaire que la rémunération prévue au programme. Cette dernière disposition est assortie d'une sanction pénale. Je trouve que la disposition a certainement sa raison d'être. Ce qui nous étonne, c'est qu'on soit obligé de procéder par une loi lorsqu'on parle de ce type de sanction pénale, alors qu'il me semble que, dans d'autres conventions - je pense aux conventions avec les salariés de l'État - lorsqu'il n'y a pas respect des conventions, on ne prévoit pas dans la loi qu'il va y avoir des sanctions pénales. Est-ce qu'il n'y aurait pas eu lieu de prévoir ça ailleurs? Est-ce parce que ce type d'entente est conclu avec la Régie? Sans doute, sans doute, mais il me semble que, lorsqu'il y a absence de respect, lorsqu'on ne respecte pas de telles dispositions et qu'on viole les ententes intervenues - il y a peut-être d'autres façons de le faire - je ne ferai pas là-dessus une guerre de chiffres ou de données - que cela permettrait quand même de mettre au pas ceux qui seraient déviants.

Ce projet de loi permet également de récupérer du ministère de la Main-d'Oeuvre et de la Sécurité du revenu les chirurgies buccales, les aides auditives - je le rappelais tout à l'heure - et également les aides visuelles assumées pour les bénéficiaires d'aide sociale. On nous explique que ça permettra, en même temps, d'ajouter cette facture aux réclamations qui seront faites, par le biais des ententes, aux programmes financés par le gouvernement fédéral, d'ajouter les coûts de ces différentes... soit chirurgie, acte ou matériel. Je le répète, M. le Président, je pense que c'est une bonne décision.

Cependant, dans les notes explicatives - ça se termine - le projet de loi prévoit, finalement, certaines modifications de nature technique et de concordance. On a oublié, dans les notes explicatives de ce projet de loi, la décision du ministère de la Santé et des Services sociaux concernant le coût de remplacement des cartes d'assurance-maladie égarées par les bénéficiaires, alors que les dates d'échéance sont avant les dates prévues pour le remplacement de la carte, soit à tous les quatre ans. M. le Président, est-ce un oubli? Est-ce qu'on considérerait que c'était une mesure mineure? Est-ce qu'on considérerait que c'était d'importance plutôt insignifiante? Cela ne me semble pas être le cas, parce que, sur cet article du projet de loi, je me

suis informée des économies réalisées et on m'a dit que cela pouvait être de l'ordre de 500 000 \$, alors que si les 300 000 cartes d'assurance-maladie perdues sont retournées aux bénéficiaires, à raison de 5 \$ la carte, ce qui ne serait pas très élevé, cela veut dire 1 500 000 \$. On peut, au premier abord, penser que, effectivement, si vous avez l'insigne privilège d'avoir vos services de santé gratuitement au Québec, vous devez au moins vous assurer de ne pas perdre votre carte.

(18 h 10)

Cependant, que l'on ne distingue pas dans la loi - et c'est ce que j'aurais souhaité y voir inscrit - les catégories de personnes qui ne seront pas soumises à cette obligation de payer pour avoir de nouveau leur carte d'assurance-maladie, je trouve cela inquiétant. La loi prévoit que ce sera arrêté dans un règlement. J'aurais souhaité qu'au moins deux catégories, pour ne pas dire trois catégories de personnes soient exclues comme n'ayant pas l'obligation, n'étant pas tenues par cette loi de payer pour avoir de nouveau leur carte d'assurance-maladie. Je pensais en particulier aux personnes de 65 ans et plus. On leur donne leur carte d'assurance-maladie pour les médicaments sauf que s'ils la perdent, à moins que le règlement n'indique le contraire - et la ministre a refusé de s'engager dans cette direction au moment où je l'interrogeais en commission parlementaire - ce projet de loi ne permet pas de penser que les bénéficiaires de l'assurance-maladie du Québec ne seront pas tenus, même s'ils ont 65 ans et plus, de payer pour avoir de nouveau une carte qu'ils auraient perdue.

De même, j'aurais souhaité que, tout comme les personnes de plus de 65 ans... ne soient pas tenues de payer pour avoir à nouveau une carte d'assurance-maladie qu'elles auraient perdue... Il y a peut-être un peu plus de distraction à cet âge... Je ne dis pas que tout le monde est confus à 65 ans. J'en connais de nombreux... Je pense au président des États-Unis, qui en a dix de plus et qui ne me semblait pas souffrir de confusion. Cependant, c'est quand même un peu plus fréquent que si vous avez 25 ans. Je trouve cela déplorable et regrettable d'avoir refusé de prévoir que ce groupe de personnes soit exclu de l'application de cette nouvelle disposition de la loi qui permettra d'exiger des frais en cas de remplacement de la carte d'assurance-maladie. De la même manière, j'aurais souhaité que les bénéficiaires de l'aide sociale et leur famille - je ne parle pas de tous les enfants du Québec - soient également inclus dans les exceptions touchant les réclamations pour le remplacement d'une carte d'assurance-maladie.

Je vous explique pourquoi j'aurais souhaité que ça apparaisse. En admettant que le remplacement d'une carte est relativement peu coûteux, quoique ce n'est pas non plus défini dans la loi... Cela peut aller de 5 \$ à 25 \$, je n'en ai aucune idée. En admettant que ça coûte 5 \$, ce qui est

relativement peu, pour moi. Nos repas du midi nous coûtent tous généralement plus cher que ça. Alors, c'est relativement peu. Mais lorsque vous êtes bénéficiaire de l'aide sociale, 5 \$ peuvent faire la différence entre la décision de la mère d'amener son enfant pour un examen chez un médecin et ne pas l'amener. C'est ce que ça veut dire. Je le déplore parce qu'il me semble que la ministre aurait pu, sans que cela l'empêche d'ajouter d'autres catégories de bénéficiaires qui auraient pu être soustraits à cette obligation, par exemple, ceux qui ont des troubles psychiatriques légers, qui ont des pertes de mémoire à l'occasion... Elle aurait pu, malgré tout, introduire une série d'autres dérogations pour d'autres groupes de personnes qui n'auraient pas été tenues aux mêmes obligations.

Cependant, elle s'est vraiment refusée à le reconnaître dans ce projet de loi tel que je l'avais suggéré, en toute bonne foi, en toute bonne volonté, dans un esprit de collaboration le plus total. J'aurais souhaité qu'elle l'indique dans le projet de loi. Elle nous a expliqué qu'un bénéficiaire de l'aide sociale qui a 25 ans, qui est en pleine santé, ça ne s'explique pas qu'il perde sa carte d'assurance-maladie. Bien, je pense que des 20 000 itinérants au Québec, plus particulièrement à Montréal, il y en a une bonne partie d'entre eux qui sont précisément des bénéficiaires de l'aide sociale ou encore qui ne bénéficient plus de rien parce qu'ils n'ont pas d'adresse. Je ne suis pas certaine que, même s'il a 25 ans, il ait toutes les conditions qui lui permettent de s'assurer qu'il traîne bien sa carte d'assurance-maladie dans ses poches. C'est pourquoi il me semble que ce n'aurait pas été un risque énorme d'indiquer que, dans certains cas, ces exceptions étaient prévues au sein même de la loi.

Je conclus là-dessus, M. le Président. C'est un projet de loi qui apporte un certain nombre de modifications, je le rappelle, intéressantes. Il vient bonifier dans certains cas la situation actuelle. Dans d'autres, j'ai des réserves, celles que j'ai expliquées, mais nous voterons quand même pour ce projet de loi.

Le Vice-Président: Merci, Mme la députée de Chicoutimi. Je cède la parole à Mme la ministre de la Santé et des Services sociaux pour l'exercice de son droit de réplique.

Mme Thérèse Lavoie-Roux (réplique)

Mme Lavoie-Roux: Merci, M. le Président. Très brièvement, je voudrais simplement rappeler que les modifications contenues à ce projet de loi, qui vient modifier la Loi sur l'assurance-maladie et d'autres dispositions législatives, tourne autour de trois axes: d'une part, les bénéficiaires du régime, les professionnels de la santé d'autre part, et enfin, certaines modifications de nature purement administratives.

En résumé, l'objectif est d'améliorer l'admini-

nistration du régime d'assurance-maladie, dans un premier temps, en permettant aux bénéficiaires de jouir d'un mécanisme de révision peu coûteux et d'un appel à la Commission des affaires sociales. On sait que les bénéficiaires n'avaient aucun droit de recours, et maintenant, ceci est prévu dans la Loi sur la Régie de l'assurance-maladie du Québec, comme ce type de recours est prévu dans plusieurs autres lois du gouvernement, et permet aux gens de mieux faire valoir leurs droits.

Également, le projet de loi fait en sorte qu'un bénéficiaire peut être remboursé pour la Régie lorsqu'un professionnel de la santé exige de lui, sans droit, des sommes qu'il verse relativement à des services assurés, c'est-à-dire que notre régime d'assurance-maladie, en ce qui touche les services assurés, est universel et gratuit et qu'à cet égard, la surfacturation doit être empêchée. Je pense que là, encore une fois, le bénéficiaire a un temps de deux ans pour faire les représentations pour se faire rembourser, s'il juge qu'on lui a demandé des frais non prévus dans notre régime d'assurance-maladie.

Enfin, il y a des modifications qui apportent des solutions concrètes aux abus de certains professionnels du système de santé et à l'exercice du recours subrogatoire, contribuant de ce fait à la saine gestion des fonds publics. On sait que, désormais, certains professionnels qui ne se conformeraient pas aux dispositions de la Loi sur l'assurance-maladie pourraient se voir réclamer des montants s'ils ont eu un comportement déviant et, après récidive pour le même type de comportement, la sanction pourrait aller jusqu'à une suspension de la Régie de l'assurance-maladie de telle sorte qu'ils ne seraient pas remboursés pour quelque acte médical qu'ils poseraient pendant un certain temps. Encore une fois, il s'agit de cas marginaux, mais qui, souvent, sont des cas à répétition. Je pense qu'il est bon de prévoir à cette fin que nos fonds publics soient utilisés le mieux possible.

Je voudrais parler de deux points que la députée de Chicoutimi a soulevés assez longuement dont la question des frais qui pourraient être exigés pour l'émission de nouvelles cartes d'assurance-maladie avant leur date d'expiration. Il n'est pas question, en ce qui concerne la carte d'assurance-maladie qui est renouvelée tous les quatre ans, périodiquement, selon les règlements de la Régie de l'assurance-maladie, qu'il y ait des frais d'exigés pour ceci. Par contre, il se perd, entre le moment de la date d'émission d'une carte et sa date d'expiration, environ 300 000 cartes, ce qui peut représenter, si on reprenait le 5 \$ la carte, qui est un montant quand même minimum, un montant de 1 500 000 \$. Je pense qu'on est tous conscients que, dans le domaine de la santé et des services sociaux, une saine gestion des fonds est extrêmement importante, compte tenu des besoins illimités que tout le monde reconnaît. Et, dans ce sens-là, je pense que ce sera une meilleure

administration des fonds publics. Mais la loi prévoit, M. le Président, je tiens à le dire, que sera établi par règlement, d'abord le taux qui sera exigé et, deuxièmement, les catégories de personnes qui pourraient en être exclues. Et, à ce moment-ci, je n'exclus pas les personnes ou une partie des personnes que la députée de Chicoutimi a suggérées. Je pense que cela sera fait par règlement quand on aura toutes les données et qu'on aura mesuré toutes les conséquences.

Ce règlement, évidemment, fait l'objet d'une prépublication. Compte tenu de nos règles parlementaires, il peut même être amené à la commission parlementaire des affaires sociales pour discussion et représentations au moment de sa prépublication, représentations qui peuvent nous venir de différents groupes ou différents organismes et autres. Je pense qu'il ne s'agit pas demain matin, d'une façon unilatérale, que c'est telle ou telle chose. Je pense qu'il y a tous les forums nécessaires pour la discussion de la question. Mais ce qu'il ne faut pas oublier, et je pense que là-dessus la population comprendra, c'est que, si on perd 300 000 cartes d'assurance-maladie par année et qu'on demande un renouvellement, on peut se demander jusqu'à quel point peut-être certains pourraient mieux prendre soin de leur carte d'assurance-maladie. Remarquez bien que, pour un permis de conduire, vous devez payer le renouvellement. Il y a beaucoup d'autres domaines où, lorsqu'il y a une perte de votre carte, vous êtes obligés de payer pour le remboursement.

La députée a également parlé du fait que désormais, uniquement dans le cas des médicaments d'exception et dans le cas de certaines prothèses qui sont les fauteuils roulants et les appareils auditifs, nous demandons une dérogation quant à la publication des avis touchant ces deux ou trois points. La raison en est très simple. Les soumissions ou les prix étant établis uniquement pour une période donnée et une fois par année, les délais sont tellement courts que nous devons de toute façon recourir à une dérogation pour pouvoir fonctionner véritablement dans le cas des chaises roulantes et des appareils auditifs. Dans le cas des médicaments d'exception, on sait que tous les six mois, il y a une liste des médicaments qui est publiée comme étant les médicaments qui seront couverts par l'assurance-maladie du Québec. Il y a par contre, à certains moments, quelques médicaments d'exception qui sont ajoutés à cette liste. Comme la liste n'est publiée que tous les six mois, on retardait indûment la publication de ces médicaments d'exception qui deviennent eux aussi couverts par la Régie de l'assurance-maladie.

Alors, dans l'ensemble, M. le Président, je pense qu'il s'agit d'un projet de loi qui veut véritablement, encore une fois, accorder un droit de recours aux bénéficiaires, mieux protéger les bénéficiaires, également contrer certains abus et finalement permettre de clarifier certaines dis-

positions administratives relatives à la Régie de l'assurance-maladie, et, en même temps, assurer une meilleure gestion des fonds publics. Je vous remercie.

Le Vice-Président: Merci, Mme la ministre. Le débat étant terminé, est-ce que la motion d'adoption du projet de loi 139, Loi modifiant la Loi sur l'assurance-maladie et d'autres dispositions législatives, est adoptée?

Des voix: Adopté.

Le Vice-Président: Adopté. Considérant l'heure à laquelle nous sommes arrivés, nous allons maintenant suspendre nos travaux qui reprendront ce soir à 20 heures.

(Suspension de la séance à 18 h 24)

(Reprise à 20 h 10)

La Vice-Présidente: Mesdames, Messieurs les députés, vous pouvez vous asseoir afin que nous puissions reprendre nos travaux. M. le leader adjoint du gouvernement.

M. Lefebvre: Mme la Présidente, je vous demanderais d'appeler l'article 7 du feuilletton, s'il vous plaît.

Projet de loi 155

Adoption du principe

La Vice-Présidente: À l'article 7 de notre feuilletton, M. le ministre des Affaires municipales propose l'adoption du principe du projet de loi 155, Loi modifiant la Loi sur les immeubles industriels municipaux. Je vais maintenant reconnaître M. le ministre des Affaires municipales.

M. Pierre Paradis

M. Paradis (Brome-Missisquoi): Merci, Mme la Présidente. Nous sommes ici, ce soir, pour tenter d'adopter le principe du projet de loi 155, Loi modifiant la Loi sur les immeubles industriels municipaux.

Avant d'aborder les changements apportés par cette loi, il convient de rappeler, dans les circonstances, que la Loi sur les immeubles industriels municipaux, adoptée en 1984, constitue le principal véhicule législatif qui permet à une municipalité de participer au développement économique de son territoire.

Les municipalités sont nombreuses à se prévaloir des dispositions législatives qui leur permettent de créer un parc industriel ou de faire de la promotion industrielle. Elles démontrent ainsi l'importance qu'elles accordent à la fourniture d'aide aux entreprises qui se sont

installées sur leur territoire ou qui désirent le faire. Les municipalités poursuivent à cette fin divers buts tels la création d'emplois, l'arrivée d'entreprises nouvelles, l'encouragement aux entrepreneurs locaux, et tout dans une perspective de diversification et de consolidation de leurs bases économiques.

Il s'avère cependant que les moyens dont sont dotées les municipalités ne sont hélas! pas toujours suffisants, la loi actuelle ne permettant pas de répondre adéquatement aux attentes que la collectivité signifie avec de plus en plus d'empressement à ce niveau de gouvernement local. Certaines municipalités, moins favorisées sur le plan économique que les grands centres urbains, doivent utiliser des formes d'aide que la loi actuelle ne leur offre pas, mais qui seraient mieux appropriées à la situation existant chez elles. Par ailleurs, les dirigeants municipaux, pressés par le besoin d'impliquer directement la municipalité comme partenaire dans le développement économique du territoire municipal, risquent de l'entraîner dans des actions ou des mesures de sauvegarde dont la légalité peut ne pas répondre à toutes les normes de la sécurité juridique.

Comme on le voit, les principales faiblesses que comporte la compétence municipale en matière d'aide au développement économique de son territoire se situent au niveau du secteur même dans lequel une municipalité peut intervenir et au chapitre des pouvoirs qu'elle peut exercer par son intervention. En effet, la Loi sur les immeubles industriels municipaux permet à une municipalité d'intervenir en faveur des industries et, de façon subsidiaire, en faveur d'entreprises commerciales. L'expérience démontre aujourd'hui la nécessité de mieux circonscrire le secteur d'intervention permis par la loi afin de répondre plus adéquatement aux besoins réels dans votre comté comme dans les autres comtés du Québec, Mme la Présidente. De plus, la Loi sur les immeubles industriels municipaux restreint, à toutes fins utiles, le pouvoir d'intervention de la municipalité à la seule fourniture de terrains industriels aux entreprises admissibles. Pour ce faire, la loi lui permet d'acquérir des terrains non construits et d'en faire la distribution par location ou par voie d'aliénation et ce, à titre onéreux.

Plusieurs pouvoirs manquent aux municipalités pour leur permettre de jouer leur rôle de partenaire responsable du développement économique que les citoyens exigent maintenant de chacune d'elles. C'est précisément là le but recherché du projet de loi 155 que nous discutons maintenant: permettre aux municipalités de s'impliquer plus activement afin d'assurer un développement économique dynamique. À cette fin, la première mesure que comporte le projet de loi modifiant la Loi sur les immeubles industriels municipaux traite du bâtiment industriel locatif qui, au cours des dernières années, est devenu une formule de démarrage d'entreprise

des plus populaires. Considérés comme des catalyseurs du développement économique régional, les motels industriels sont d'ailleurs une formule privilégiée par l'Office de planification et de développement du Québec par le biais de sa politique d'aide au développement des motels industriels.

Toutefois, ce programme est actuellement réservé aux projets situés dans de petites agglomérations urbaines et n'est pas accessible aux interventions municipales. En effet, l'état du droit actuel ne permet pas à une municipalité d'acquérir ou d'exploiter un bâtiment locatif. Il ne lui permet pas non plus de construire un tel bâtiment locatif ni de transformer en bâtiment industriel locatif une construction qu'elle possède déjà pour ensuite l'aliéner ou le louer comme immeuble industriel.

Pourtant, le bâtiment locatif est une solution avantageuse pour tous dans le développement économique municipal. Le recours à la location plutôt qu'à la propriété permet à l'entrepreneur d'utiliser comme fonds de roulement des sommes importantes qui, autrement, seraient gelées en immobilisation. Assortie de contrôles financiers et d'opportunités appropriées, cette compétence pourra avantageusement s'inscrire comme participation municipale au développement économique. Il n'est donc pas surprenant que déjà plusieurs municipalités nous aient formulé le désir d'utiliser ce type d'aide. L'Office de planification et de développement du Québec est d'ailleurs prêt à subventionner ces projets, même dans votre comté, Mme la Présidente. Les élus municipaux attendent que la loi soit modifiée pour leur permettre d'agir en toute légalité. Il était donc urgent, Mme la Présidente, que la modification que nous proposons aujourd'hui soit offerte à l'ensemble des municipalités du Québec.

Un deuxième type d'intervention que nous proposons est celui d'élargir à l'initiative industrielle. En vertu de la Loi sur les cités et villes et du Code municipal, les municipalités ont le pouvoir d'aider financièrement, par subvention, les organismes sans but lucratif qui oeuvrent dans le domaine de l'initiative industrielle. Ces dispositions législatives ont cependant une portée limitée. Elles n'offrent aucune possibilité à une municipalité qui désire aider financièrement un organisme sans but lucratif oeuvrant dans le domaine industriel par le biais de l'exploitation d'un bâtiment industriel locatif.

La Loi sur les immeubles industriels municipaux n'est également d'aucun secours dans un tel cas. Pourtant, une fois de plus, les réponses données par les collectivités locales aux politiques d'aide de l'OPDQ en matière de motels industriels ont été jusqu'ici souvent spontanées. Elles démontrent que nombre de municipalités attendent impatiemment de pouvoir soutenir ces projets par leur implication financière auprès des organismes sans but lucratif qui gèrent de tels bâtiments locatifs. Là encore, tout en prévoyant

des contrôles adéquats mais réalistes, il nous apparaît souhaitable pour l'économie régionale - dans les régions comme chez vous, Mme la Présidente - d'habiller les municipalités à contribuer, par subventions aux organismes sans but lucratif, au financement de certains projets. C'est là le dernier volet du projet de loi 155.

(20 h 20)

À titre de mesures complémentaires, nous proposons de modifier la loi afin qu'une municipalité puisse également passer un contrat d'emphytéose à l'égard d'un terrain industriel dont elle peut par ailleurs disposer par alinéation ou louer. La limite de compétence qui existe actuellement en cette matière se révèle souvent un obstacle réel à la bonne gestion de ces immeubles.

Vous comprendrez, Mme la Présidente, que si le gouvernement présente en toute fin de session un tel projet de loi, celui-ci n'a pas pour autant été élaboré à la toute dernière minute. Bien au contraire, il est le fruit de longues et ardues consultations et de nombreuses négociations avec les multiples intervenants au dossier. Les solutions proposées par le présent projet de loi ont d'ailleurs déjà été acceptées par l'Office de planification et de développement du Québec. De leur côté, les unions municipales ont été consultées à l'occasion d'une table de concertation Québec-municipalités, à laquelle était d'ailleurs présent mon collègue, l'honorable ministre de l'Industrie et du Commerce. Conséquemment, je suis certain, pour ne pas dire convaincu, que tous comprendront que les municipalités attendent avec empressement les pouvoirs et autres ajustements juridiques que nous leur offrons ou que nous proposons de leur offrir aujourd'hui, et sauront donner leur accord à l'adoption du principe du projet de loi modifiant la Loi sur les immeubles industriels municipaux. Merci, Mme la Présidente.

La Vice-Présidente: Merci, M. le ministre des Affaires municipales. Je vais maintenant reconnaître M. le député de Jonquière.

M. Francis Dufour

M. Dufour: Merci, Mme la Présidente. Le projet de loi que nous étudions à la toute fin de cette session, a requis l'approbation de l'Opposition, étant hors délai. Le ministre pourra, bien sûr, dire que c'est un projet de loi important, non pas parce qu'on le présente à la fin de la session, mais parce qu'il y a plus de trois ans et demi, il y a eu une élection. Le gouvernement du Parti libéral s'était engagé, après le Parti québécois, à doter les municipalités d'incubateurs industriels. Pour qu'il donne suite à sa promesse, même s'il semble qu'après qu'une promesse soit faite, il n'y a plus de problème, c'est déjà comme un engagement, comme une certitude, il a tout de même fallu qu'on talonne régulièrement le ministre des Affaires municipales pour lui

rappeler cette promesse de son parti de doter les municipalités d'incubateurs industriels.

Ce qui arrive ce soir, ce n'est pas le fruit du hasard. Le ministre pourra bien nous dire ou nous rapporter que c'est grâce à sa diligence, à son travail et à sa ténacité, mais moi, je vous dis: Attention, c'est probablement parce qu'on n'avait plus de suite dans les idées, plus de cohérence, plus de sens de respect des électeurs. Vous vous étiez engagés, vous deviez livrer la marchandise.

Évidemment, en partant de ces principes, c'est clair et net qu'on est favorable à ce projet de loi. Par contre, il faut faire ressortir trois éléments de ce projet. Je voudrais rappeler ce qui s'est passé il n'y a pas tellement longtemps dans la région de Buckingham ou de Gatineau. Un conseiller municipal a demandé d'acheter un terrain à caractère industriel avec la promesse qu'il bâtirait à cet endroit une manufacture de linge. Le conseil municipal a donné son accord. Le ministre des Affaires municipales a donné le sien. Le ministre de l'Industrie et du Commerce a donné son accord et on a donné suite au projet. Comme c'était un conseiller municipal, il a démissionné. On a érigé un bâtiment qui n'est pas une manufacture de linge, mais une salle de quilles, ce qui a faussé les principes de réserves de terrains industriels.

Ces éléments me semblent importants. Est-ce que les approbations du ministre des Affaires municipales et du ministre de l'Industrie et du Commerce sont suffisantes pour garantir aux contribuables que la loi est respectée? Si c'est juste pour entrer ça dans un projet de loi comme un fourre-tout, qu'il n'y a pas de suite et qu'il n'y a pas d'enquête ou d'étude sérieuse, je pense que c'est se leurrer. Le projet de loi, que je sache, ne prévoit pas l'obligation par le ministre des Affaires municipales et par le ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie de faire de véritables surveillances et d'examiner exactement ce qui se passe avant d'accorder les permis. Et quelles sont les sanctions qui sont prévisibles pour des conseils municipaux qui passent à côté de la loi?

On aura beau parler indéfiniment de l'autonomie municipale, si on ne se donne pas les moyens, comme législateurs - c'est ça l'autonomie, c'est avoir le droit de faire ce qu'on veut à l'intérieur de balises très précises - si, dans ce projet de loi, on ne prévoit pas de sanctions vis-à-vis des municipalités qui seront délinquantes ou vis-à-vis des individus qui ne feront pas leur travail, je vous dis que ce projet de loi risque de ne pas être adopté à cette session-ci. Même si je suis d'accord avec le principe, il va falloir qu'on mette un peu plus de sérieux ou un peu de mordant à des lois qui sont bonnes en soi, parce que si on ne prévoit pas de sanction, par notre négligence ou notre indifférence par rapport à ce qui se passe sur le territoire du Québec, je pense qu'à ce moment on erre et on passe justement à côté des buts poursuivis.

Donc, à mon sens, l'approbation du ministre des Affaires municipales et du ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, doit être une vraie approbation. Elle doit être basée sur une vraie enquête par rapport aux permis qui sont accordés et il devrait y avoir, dans le cas de non-respect des lois comme partout ailleurs, des sanctions raisonnables qui puissent s'appliquer autant contre les élus municipaux que contre les investisseurs ou les acheteurs éventuels.

Il faut se rappeler que le cas MacMillan a pris des proportions assez importantes puisque, en même temps que ce cas était soulevé, il y avait une élection municipale. Il y a même une demande d'enquête dirigée vers le ministre de la Sécurité publique, enquête qui n'a pas eu de réponse, enquête où j'ai posé une question, hier justement, à l'Assemblée nationale où le ministre de la Sécurité publique n'avait pas encore fait son enquête par rapport à cette situation aberrante.

C'est une situation aberrante parce qu'on a beau adopter les lois qu'on voudra, si on ne va pas au fond des choses et si on fait preuve de laxisme en se disant qu'il n'y a rien là, qu'il n'y a pas de problème, on aura le droit de se poser des questions. Deux poids, deux mesures. Attention! Il faut que dans ce projet de loi, on sorte avec un projet de loi bâti de façon que les erreurs du passé sur le territoire soient corrigées.

Un deuxième élément que je veux soulever par rapport à ce projet, c'est en considérant l'ancienne loi où les municipalités avaient le droit de faire de la location, de louer leur bâtisse à un industriel pour trois ans. Le projet de loi qu'on a devant nous enlève cette notion des trois ans et laisse supposer que les municipalités pourraient louer leur bâtisse ou leur incubateur indéfiniment. Je pense qu'à ce moment-ci, c'est exactement le contraire de ce que les incubateurs recherchent ou des buts que l'incubateur recherche. Pourquoi? Je pense que l'incubateur industriel, tel que conçu et tel que proposé, devrait répondre à un besoin des municipalités, mais pas comme un HLM. Si la municipalité loue l'incubateur indéfiniment, ça devient un HLM. Pourquoi un incubateur? Peut-être que les gens qui nous écoutent auraient besoin d'un peu plus d'information.

On parle d'incubateur. En fait, c'est une bâtisse, un endroit où des industriels qui commencent ou qui lancent leur industrie, qui n'ont pas nécessairement des fonds mirobolants à leur disposition pour lancer leur industrie peuvent, avec l'accord de la municipalité qui aurait ces bâtisses, louer à des coûts réduits des bâtisses où ils pourraient avoir des services en commun - cela pourrait être des services en informatique comme un service de secrétariat ou autres, ou service technique - qui permettent à l'industrie de grossir, de se trouver une clientèle, de perfectionner ses connaissances et qui,

après, doit s'en aller ailleurs. Il n'est pas question, dans mon esprit en tout cas, qu'un incubateur serve à garder des industries qui sont faibles, qui n'ont pas d'avenir, de les garder dans un état de dépendance où les contribuables feront toujours les frais de ces locations moins élevées. Il n'est pas question de les garder là.

(20 h 30)

Je pense qu'à ce moment-ci, il faut prévoir que ces industries qui seront en location dans des bâtisses qui appartiennent à la municipalité devront prévoir s'en sortir un jour. Je pense que la loi ne prévoit pas cela telle que libellée, puisque les articles qu'on a vus, ça pourrait permettre de demeurer indéfiniment. Moi, à mon sens, à ce moment-là, ça devient comme du logement social. Donc, au lieu du logement social, ce sera des industries qui seront subventionnées socialement *ad vitam aeternam*. Je pense que de ce côté-là, on aura certainement des représentations. On espère que le ministre des Affaires municipales écoutera nos représentations. Je pense que, déjà, il peut commencer à être convaincu des éléments qu'on apporte à sa réflexion.

Il y a un autre élément, évidemment, qui oblige ou qui presse le législateur à faire adopter ce projet de loi. Un de ces problèmes, c'est effectivement la rétroactivité qui serait susceptible de toucher plusieurs municipalités. Au moment où je parle, je n'ai pas le nombre de municipalités qui sont impliquées, mais je pense humblement que beaucoup de municipalités qui se sont engagées dans la voie de mettre sur pied des incubateurs ne respectent pas nécessairement toutes les lois. Je pariais tout à l'heure avec une députée qui me disait: Oui, mais c'était pour une bonne cause. Mais pour une bonne cause, on ne peut pas poser n'importe quel geste. Donc, la loi prévoit des absolutions ou permet une rétroactivité qui permettrait à ces municipalités qui déjà sont fautives, il faut le dire, de se légaliser avec ce projet de loi. Ce sont trois éléments qui sont importants. Je vais les résumer.

Premièrement, ce sont les approbations qui sont délivrées et qui sont dans la loi qui sont soumises au ministre des Affaires municipales et au ministre de l'Industrie et du Commerce. Il faudra au cours de l'étude article par article qu'on trouve une façon pour s'assurer que ce n'est pas juste une approbation fictive. Il faut, d'autre part, que celles et ceux qui sont engagés dans ce processus donnent des garanties sérieuses, sinon on pourra fausser la loi n'importe comment en sachant qu'il n'y a aucun problème. Si on écrit et si on parle, d'habitude on dit que les législateurs ne parient pas pour rien dire, si on veut que ça soit le cas, il faut absolument qu'on trouve moyen de protéger les contribuables. Parce que, dans le fond, ce n'est pas pour faire plaisir aux administrateurs municipaux pas plus qu'aux législateurs de l'Assemblée nationale, qu'aux députés, qu'aux industriels. C'est qu'effectivement, on se rend compte que le développe-

ment économique, si on se fie à ce qui se passe ici au Québec, le gouvernement actuel n'a pas donné beaucoup d'essor, n'a pas beaucoup poussé pour développer le Québec depuis les trois dernières années.

Donc, ce qu'on demande, c'est un partenaire supplémentaire. C'est sûr que le fédéral pourrait bien dire qu'il a fait beaucoup pour l'industrie. Il pourrait peut-être le dire, mais, dans les faits, ça fait trente ans que je suis un spectateur assidu de toutes les décisions qui sont faites par le gouvernement fédéral où il met des programmes sur pied qui ne vont nulle part. Ce sont des programmes temporaires, de rapiéçage qui ne vont nulle part parce qu'ils créent de nouvelles obligations au gouvernement du Québec. Quand il décide de se retirer, il se retire. Nous autres, on reste avec les problèmes et, eux autres, ils ont gardé la publicité. C'est ça le fédéralisme rentable. C'est ce qui se passe avec Ottawa. Ça fait 30 ans que je regarde les travaux d'hiver et l'aide aux collectivités, n'importe quoi. Il n'y a jamais rien de sérieux et on ne bâtit pas un pays et une province comme ça. Et au Québec, depuis trois ans et demi, on a mis la pédale douce. On a retenu à peu près tout en disant qu'on est sur le pilote automatique, les problèmes se règlent. La mise sur pied des incubateurs, c'est effectivement pour se donner un partenaire qui est peut-être moins sujet aux fluctuations qu'on vit à Québec. Autrement dit, le fait que c'est très près des citoyens fait qu'il y a probablement une meilleure surveillance. Les gens n'ont pas tendance à oublier leurs promesses et leurs engagements. Donc, la mise sur pied des incubateurs, ce n'est pas un engagement temporaire. Ce sont des engagements permanents et précis. Donc, ce qu'on veut, c'est justement, si on veut prouver aux gens que s'ils veulent donner une preuve de bonne volonté, il faudra que les ministres concernés s'impliquent et arrêtent de jouer au "rubber stamp" ou sur le pilote automatique où tout va bien, il n'y a pas de problème, c'est tout du bon monde. Ce n'est pas tout à fait comme ça que ça marche dans un projet de développement de société.

Quant à la location - c'est le deuxième point de mon exposé - les incubateurs ne sont pas des HLM. L'industrie est rentable ou elle ne l'est pas. Si elle n'est pas rentable après trois, quatre ou cinq ans, il faudra qu'elle trouve son chemin ailleurs qu'aux dépens des contribuables. Si on leur donne le pouvoir de demeurer indéfiniment dans ces bâtisses subventionnées par l'ensemble des contribuables des municipalités, logiquement... Le gouvernement devrait surtout comprendre ça. Cela a toujours été son langage: il faut instaurer un climat propice et après, ça marche tout seul. Ce seront des petites industries... Si elles ne trouvent pas leur place au soleil... Après quelques années, il faudra bien qu'elles volent de leurs propres ailes ou qu'elles disparaissent. Je suis contre le fait qu'on tienne des gens dans un état de dépendance indéfini,

surtout aux dépens de l'ensemble des contribuables d'une municipalité. Fondamentalement, ce n'est pas ça, une municipalité. On est obligé de le faire parce que d'autres n'ont pas fait leur travail.

Quant à la rétroactivité, le ministre aura certainement des réponses à nous donner quant au nombre de municipalités touchées. J'espère que lors de l'étude du projet de loi article par article, le ministre - qui aura bien écouté les représentations que je fais à cette assemblée - pourra nous donner satisfaction le plus rapidement possible. On aura alors des chances de le passer avant l'heure fatidique, avant 24 heures, c'est-à-dire minuit. Il faut penser que la session avance. Je vous le dis: Je suis plein de bonne volonté concernant ce projet de loi. J'espère que le ministre des Affaires municipales va faire face à ses responsabilités et prendre à coeur la loi qui nous est présentée. Plus que du simple tape-à-l'oeil, il faudra que cette loi ait du corps, donne les résultats pour lesquels elle a été faite.

Il n'y a pas de quoi se vanter, trois ans et demi pour pondre une loi de quinze articles! C'est assez long. Encore là, on trouvera le moyen de la bonifier. On a probablement suffisamment consulté, mais peut-être pas les bonnes personnes. Je me pose toujours la question: Quand on consulte, qui consulte-t-on? À ce moment-ci, il est évident qu'on est là pour bonifier et surtout prendre à coeur les intérêts des contribuables. Le ministre des Affaires municipales pourra dire: Nous aussi, mais ce ne sera pas de la même façon. Si on veut prendre le temps d'y réfléchir quelque peu, je suis convaincu que ce projet de loi devrait passer l'étape de l'étude article par article et, en même temps, être adopté avant la fin de la session. Merci, Mme la Présidente.

La Vice-Présidente: Merci, M. le député de Jonquière. Je vais maintenant reconnaître M. le ministre des Affaires municipales en réplique.

M. Pierre-Paradis (réplique)

M. Paradis (Brome-Missisquoi): Très brièvement, Mme la Présidente. Je voudrais reprendre quelques-uns des arguments du député de Jonquière qui vous a indiqué, dès le début de son allocution, que la formation politique pour laquelle il milite, avait déjà promis au monde municipal un tel projet de loi tout comme le Parti libéral du Québec. Le monde municipal sera à même de constater, si nous recevons l'aval de l'Assemblée nationale du Québec, que la différence entre les promesses de l'ancien gouvernement et celles de l'actuel gouvernement, c'est que, dans le cas de l'ancien gouvernement, les promesses n'étaient pas tenues et dans le cas de l'actuel gouvernement, les engagements sont tenus.

Le deuxième élément soulevé par l'honorable

député de Jonquière a trait aux erreurs du passé. Je l'avais souligné dans mon discours de deuxième lecture. La loi sur les motels industriels remonte à 1984. Si nous avons à intervenir aujourd'hui, c'est que la loi de 1984 ne permettait pas, évidemment, aux municipalités de s'impliquer comme elles souhaitent le faire dans le développement économique de leur région respective. Encore une fois, l'actuel gouvernement corrige les erreurs du gouvernement antérieur.
(20 h 40)

Troisième point soulevé par l'honorable député de Jonquière. Je vous avouerai que, bien qu'ayant été tenu au courant de la période de questions d'hier - j'étais absent hier de l'Assemblée nationale, en compagnie du député de Shefford, je participais à une coalition qui s'opposait à un geste du gouvernement fédéral - j'ai quand même été mis au courant de la question adressée par le député de Jonquière au ministre de la Justice concernant le cas du député de Papineau. Je me surprends de cette intervention du député de Jonquière, ce soir.

Vous me permettrez quand même de profiter de l'occasion pour indiquer au député de Jonquière, qui s'y connaît généralement en la matière, qu'y y avait trois questions soulevées dans ledit dossier et qu'à chacune des questions je peux maintenant lui apporter les réponses suivantes: En ce qui concerne l'achat du terrain dans la circonscription de Gatineau, à Buckingham, le rapport du vérificateur, effectué par le vérificateur du ministère des Affaires municipales, conclut que tout est régulier. Quant à la deuxième question soulevée, M. le député de Jonquière, en ce qui concerne le zonage du terrain, le rapport du vérificateur du ministère des Affaires municipales conclut que tout est régulier quant au zonage et quant à la dimension des édifices construits, sauf - je tiens à le souligner - que l'édifice est construit, dans un de ses coins, à un pied extérieur au permis accordé; vous avez raison de soulever cette importante irrégularité qui survient dans la quasi-totalité des projets de construction.

Quant au troisième élément, M. le député de Jonquière, qui a trait à l'émission d'un permis d'opération, la ville de Buckingham a requis trois opinions juridiques avant de poser une décision finale: la première opinion juridique a été émise par le conseiller juridique de la Communauté régionale de l'Outaouais et était favorable à la demande du député de Papineau; la deuxième était issue du contentieux de la municipalité et était défavorable. Devant deux avis juridiques qui étaient contradictoires, la municipalité de Buckingham, par mesure de précaution et de prudence additionnelle, a requis un troisième avis juridique d'un contentieux privé et celui-ci indiquait que l'émission du permis était tout à fait régulière. Donc, quant aux trois éléments qui

avaient été soulevés en cette Chambre, M. le député de Jonquière, quant aux éléments qui avaient trait à l'achat, au zonage et au permis d'opération, les trois éléments ont reçu des réponses satisfaisantes, non pas simplement des réponses satisfaisantes pour les membres de l'Assemblée nationale du Québec mais des réponses - c'est peut-être là que c'est le plus important - qui ont satisfait l'ensemble de l'électorat de Papineau qui a donné une majorité au candidat libéral dans Papineau à l'occasion de la dernière élection partielle.

Mme la Présidente, je conclurai cette intervention en me référant plus particulièrement à l'appui qu'accorde le député de Jonquière - après toutes ses divergences et ses "zigzagues" qui sont peut-être acceptables en toute fin de session, alors que le député de Jonquière est un peu plus fatigué qu'à l'habitude - à l'accord de principe qu'il accorde à l'adoption d'un projet de loi qui permettra à chacune de nos municipalités, dans chacune de nos régions du Québec, comme je l'ai indiqué dans mon discours de deuxième lecture, aux municipalités de votre circonscription électorale, Mme la Présidente, comme aux municipalités de chacune des circonscriptions électorales de l'ensemble des membres de l'Assemblée nationale, qu'ils soient d'un côté ou de l'autre de cette Chambre, de s'impliquer plus activement dans le développement économique, au plus grand bénéfice de l'ensemble des régions du Québec.

Une voix: Bravo!

M. Paradis (Brome-Missisquoi): Merci, Mme la Présidente.

La Vice-Présidente: Cette réplique termine le débat. Est-ce que le principe du projet de loi 155, Loi modifiant la Loi sur les immeubles industriels municipaux, est adopté?

Des voix: Adopté.

La Vice-Présidente: Adopté. M. le leader adjoint du gouvernement.

Renvoi à la commission de l'aménagement et des équipements

M. Lefebvre: Alors, Mme la Présidente, je fais motion pour déférer le projet de loi 155 à la commission de l'aménagement et des équipements pour son étude détaillée.

La Vice-Présidente: Est-ce que cette motion est adoptée?

Des voix: Adopté.

La Vice-Présidente: Adopté. M. le leader adjoint du gouvernement.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Lefebvre: Mme la Présidente, avant d'appeler le prochain projet de loi, j'aimerais donner l'avis suivant concernant les travaux des commissions parlementaires, avec le consentement de l'Opposition.

La Vice-Présidente: Est-ce qu'il y a consentement à cette étape-ci? Consentement. Vous pouvez poursuivre, M. le leader adjoint du gouvernement.

M. Lefebvre: Mme la Présidente, j'avise l'Assemblée que ce soir jusqu'à 24 heures, à la salle Louis-Joseph-Papineau, la commission de l'aménagement et des équipements procédera à l'étude détaillée du projet de loi 155 dont nous venons tout juste d'adopter le principe, Loi modifiant la Loi sur les immeubles industriels municipaux et ce, une fois terminée l'étude des projets de loi d'intérêt privé 290 et 248.

La Vice-Présidente: Merci, M. le leader adjoint du gouvernement.

M. Lefebvre: Mme la Présidente, je vous demanderais maintenant d'appeler l'article 19 du feuillet.

difficile de modifier quoi que ce soit à l'intérieur de cette convention puisque ça faisait déjà huit à dix ans que nos conseillers discutaient avec des autochtones pour faire en sorte que s'exerce ce droit. Alors tout ce qu'il me reste à faire, Mme la Présidente, puisque nous avons étudié ce projet de loi article par article et qu'il n'y a pas eu d'amendement parce qu'on a réalisé de part et d'autre, y compris le député d'Ungava qui était critique officiel, que c'était fort complexe et que parfois le fait de changer une seule virgule nous aurait ramenés à une table de négociation qui aurait pu durer des mois, je voudrais remercier les membres de la commission de l'aménagement et des équipements pour leur excellente collaboration lors de l'étude de ce projet de loi qui comportait des aspects très techniques, particulièrement dans la définition de la notion de transfert. Mme la Présidente, je souhaite que dans les meilleurs délais, de part et d'autre de cette Chambre, nous adoptions la prise en considération du rapport sur cette loi-là et que dès demain, à bonne heure, nous adoptions le projet de loi en troisième lecture. Merci, Mme la Présidente.

La Vice-Présidente: Merci, M. le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche. Je vais maintenant reconnaître M. le député d'Ungava.

Projet de loi 122

Prise en considération du rapport de la commission qui en a fait l'étude détaillée

La Vice-Présidente: À l'article 19 de notre feuillet, M. le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche propose l'adoption du rapport de la commission de l'aménagement et des équipements qui a procédé à l'étude détaillée du projet de loi 122, Loi modifiant la Loi sur les droits de chasse et de pêche dans les territoires de la Baie James et du Nouveau-Québec. Là-dessus je vais reconnaître M. le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche.

M. Yvon Picotte

M. Picotte: Merci, Mme la Présidente. Brièvement, puisque nous en sommes rendus à la prise en considération du projet de loi 122 concernant les droits de chasse et de pêche dans les territoires de la Baie James et du Nouveau-Québec.

Nous avons eu l'occasion, ensemble, des deux côtés de cette Chambre, de discuter de la Convention de la Baie James, c'est-à-dire la Convention complémentaire n° 10, dans le but que s'exercent les droits de chasse et de pêche de même que les droits de priorité en ce qui concerne les autochtones dans la Convention de la Baie James.

Mme la Présidente, tel que je l'avais mentionné à ce moment-là, il devenait un peu

M. Christian Claveau

M. Claveau: Merci, Mme la Présidente. Il me fait plaisir de prendre brièvement la parole en cette Chambre pour parler encore pendant quelques minutes du projet de loi 122 qui vise, comme vient de le dire le ministre, à mettre en application la Convention complémentaire n° 10 qui a fait l'objet d'une proclamation signée en date du 4 mai 1989. Cette convention, en fait, disons que veut régulariser ou permettre de normaliser la mécanique par laquelle on va appliquer dorénavant le chapitre VIII de la Convention de la Baie James et du Nord québécois ainsi que la Convention sur les Naskapis dans la mesure où, jusqu'à maintenant, on n'avait pas encore réussi à s'entendre sur toute la technicité qui entoure le droit de préemption, ce droit de premier refus qui était accordé aux autochtones du Nouveau-Québec dans le cadre des transferts des propriétés de pourvoies en territoire autochtone, en terre conventionnée.

(20 h 50)

Essentiellement, Mme la Présidente, le projet de loi dont nous avons étudié tous les articles en commission parlementaire article par article, dans le but de bien cerner la portée de chacun de ces articles-là, vise donc à clarifier cette mécanique. Personnellement je dois dire que comme représentant du territoire du Nouveau-Québec à l'Assemblée nationale et représentant des populations habitant sur les terres conventionnées régies par la Convention de la Baie James et du Nord québécois, je me réjouis

que l'on puisse arriver à s'entendre sur une mécanique d'application de ce fameux chapitre 8 qui a quand même, pendant de nombreuses années, fait l'objet de différents débats ou de discussions occasionnellement assez ardues sur le territoire quant à la façon dont elle devait exercer le droit de préemption et qu'est-ce qui était un transfert de propriété, quand est-ce qu'on devait parler de transfert de propriété ou quand on devait parler uniquement de rajustement à l'intérieur d'une organisation. Dans le cas du projet de loi actuel, on définit quand il s'agit d'un transfert de propriété, qu'y y a vraiment un passage de propriétaire à l'autre, soit par le biais de testaments ou d'héritages ou par le biais de modifications quant à la composition du capital des actionnaires à l'intérieur de la même entreprise, etc., ce qui va permettre probablement de régler des problèmes.

Tel que je le disais au ministre, en ce qui me concerne, personnellement, et je crois que c'est aussi l'avis de la grande majorité des populations du territoire, quelle que soit leur origine, je suis d'accord sur ce projet de loi dans la mesure où c'est un projet de loi qui peut régler des problèmes et qui peut permettre de trouver des mécaniques de cohabitation, de coexistence, de travail conjoint dans le développement d'une activité aussi importante que peut l'être l'activité de pourvoirie, enfin tout ce qui est relié au domaine touristique au point de vue chasse et pêche dans un territoire comme le nôtre, où on sait que c'est quelque chose qui peut prendre une importance énorme en termes de retombées économiques avec les années. Là où il y a toujours certaines restrictions et certaines réserves, c'est dans la mesure où il pourrait arriver que ce projet de loi, contrairement à ce que l'on s'attendait, soit un objet de discorde qui ferait en sorte que, finalement, il serait difficile de réussir à faire en sorte que chacun en tire son bénéfice et qui aurait comme résultat final d'éloigner les parties dans des travaux ou des entreprises conjointes.

Au cours de la discussion, lors de l'étude article par article du projet de loi, je dois dire que j'ai eu quand même des réponses satisfaisantes dans la plupart des cas, bien qu'il reste encore des zones grises, que j'ai réussi à démontrer au ministre, dans l'application de un ou deux des articles. Le ministre a dû lui-même avouer qu'on avait des zones grises et qu'on ne pouvait pas tout régler à l'intérieur d'un projet de loi. Je pense bien qu'il reste encore quand même une ou deux zones grises qui pourraient permettre à des intervenants de jouer sur les mots ou de pousser à l'extrême la logique d'un article en particulier pour échapper d'une certaine façon à la loi.

Donc, malgré cela, il reste que, dans l'ensemble, je suis convaincu qu'il s'agit là d'un projet de loi qui fait suite à une négociation qui a duré plusieurs années et qui devrait régler des problèmes, qui devrait permettre une meilleure

compréhension entre les différentes composantes ethniques cohabitant les territoires conventionnés de la Baie James et du Nord québécois ainsi que la région de Schefferville du côté du nord-est du Québec. Dans ce sens-là, en souhaitant que le projet de loi ait les portées prévues et qu'il serve à développer de nombreuses pourvoiries qui vont permettre d'accentuer l'activité économique dans le nord du Québec... Le ministre nous disait lui-même en commission parlementaire, qu'il avait déjà, au moment où on se parlait, de nombreuses demandes d'implantation de nouvelles pourvoiries sur le territoire. Donc, dans la mesure où on est capable maintenant avec l'application de ce projet de loi, qui fait suite à une négociation entre les différentes parties, de mettre en place une mécanique qui devrait assurer à moyen terme pour le moins une occupation plus importante du territoire dans cette activité de pourvoirie, cela devrait amener des retombées économiques très importantes sur le territoire pour tout le monde finalement. Alors, à ce moment-là, nous considérons qu'il s'agit là d'une loi qui vaut la peine d'être votée. Dans ce sens-là, nous sommes prêts à aller de l'avant dans la discussion en troisième lecture de ce projet de loi afin d'en faire définitivement une nouvelle loi qui va permettre de s'entendre pour le mieux dans les différents points de vue, dans tous les tenants et les aboutissants de la Convention de la Baie James et du Nord québécois, ainsi que de la convention régissant les territoires naskapis. Merci, Mme la Présidente.

La Vice-Présidente: Merci, M. le député d'Ungava. Est-ce qu'il y a d'autres interventions?

Une voix: Il n'y en a pas.

La Vice-Présidente: Merci, M. le député d'Ungava. Est-ce qu'il y a d'autres interventions? S'il n'y a pas d'autres interventions, le débat est clos. Est-ce que le rapport de la commission de l'aménagement et des équipements qui a procédé à l'étude détaillée du projet de loi 122, Loi modifiant la Loi sur les droits de chasse et de pêche dans les territoires de la Baie James et du Nouveau-Québec, est adopté?

Des voix: Adopté.

La Vice-Présidente: Adopté. M. le leader adjoint du gouvernement.

M. Lefebvre: Oui, Mme la Présidente, je vous demanderais d'appeler maintenant l'article 12 du feuilletton.

La Vice-Présidente: À l'article 12 de notre feuilletton... Avant d'appeler cet article, comme le rapport de la commission a été déposé ce matin, est-ce que j'ai le consentement pour procéder aujourd'hui à l'étude du rapport de la commission?

M. Gendron: Il y a consentement.

Projet de loi 116

Prise en considération du rapport de la commission qui en a fait l'étude détaillée

La Vice-Présidente: Il y a consentement. Cela dit, je vais maintenant appeler l'article 12. À l'article 12 de notre feuillet, M. le ministre de la Main-d'Oeuvre et de la Sécurité du revenu propose l'adoption du rapport de la commission des affaires sociales qui a procédé à l'étude détaillée du projet de loi 116, Loi sur les régimes complémentaires de retraite. M. le ministre de la Main-d'Oeuvre et de la Sécurité du revenu. Pas d'intervention? M. le leader...

M. Gendron: Pas d'intervention.

La Vice-Présidente: Pas d'intervention. Comme il n'y a pas d'intervention de part et d'autre, le débat est clos. Est-ce que le rapport de la commission des affaires sociales qui a procédé à l'étude détaillée du projet de loi 116, Loi sur les régimes complémentaires de retraite, est adopté?

Des voix: Adopté.

La Vice-Présidente: Adopté. M. le leader adjoint du gouvernement.

M. Lefebvre: Mme la Présidente, je crois avoir le consentement pour procéder à la prochaine étape du projet de loi 116.

La Vice-Présidente: En vertu des règlements, pour procéder à l'autre étape du projet de loi, il me faut obtenir le consentement. Est-ce que j'ai le consentement pour procéder à l'étape de l'adoption du projet de loi?

M. Gendron: Il y a consentement pour procéder à la troisième lecture du projet de loi.

Adoption

La Vice-Présidente: Bon. Cela dit, M. le ministre de la Main-d'Oeuvre et de la Sécurité du revenu propose l'adoption du projet de loi 116, Loi sur les régimes complémentaires de retraite. Il n'y a pas d'intervention, M. le ministre? Je vais maintenant reconnaître Mme la députée de Maisonneuve.

Mme Louise Harel

Mme Harel: Merci, Mme la Présidente. C'est donc au moment de l'adoption en troisième lecture que nous avons à examiner cet important projet de loi. Mme la Présidente, je rappelle que plus de 318 articles ont été examinés lors de la

commission parlementaire qui s'est terminée à une heure tardive, ce matin. Si je tiens à prendre la parole à l'occasion de l'examen que nous faisons maintenant, à la toute fin de cette présente session, c'est pour expliquer les motifs qui vont amener l'Opposition à ne pas souscrire en troisième lecture au projet de loi 116.

Un bref rappel s'impose en ce qui a trait aux régimes privés de retraite pour signaler qu'il y a quatre ans, le précédent gouvernement déposait un projet de loi portant le numéro 58, dont l'objectif était de rajeunir une loi maintenant vieille de plus de 20 ans en semblable matière.

Les régimes privés de retraite, on n'en parle pas souvent, mais ce dossier concerne plus de 1 000 000 de nos concitoyens qui sont assujettis à un fonds de retraite, à un régime d'employeur communément appelé un régime privé. L'équivalent des fonds actuellement accumulés fait plus de trois fois la Caisse de dépôt et de placement du Québec. C'est l'équivalent de 36 000 000 000 \$ dont il est question quand on parle de régime privé de retraite, c'est plus de 4000 régimes privés, particulièrement dans la grande entreprise. C'est évident qu'après plus de 20 ans, cette loi était passablement vieillie en regard des changements intervenus dans le marché de l'emploi. (21 heures)

Le simple rappel d'une seule disposition, vieille de 20 ans, suffira pour illustrer combien cette loi était, et depuis longtemps, presque inopérante, puisqu'il fallait 45 ans d'âge et dix années continues à l'emploi du même employeur pour se qualifier au service de rentes lorsqu'il y avait départ à la suite d'une cessation d'emploi, à la suite d'une fermeture, pas nécessairement de l'entreprise parce qu'à ce moment-là, ça donnait lieu à une terminaison partielle ou totale du régime de retraite, mais s'il y avait une mise à pied, le travailleur ou la travailleuse impliquée devait quitter sans aucune protection à la retraite, souvent même en ne pouvant disposer que des cotisations qui s'étaient accumulées sans même l'intérêt équivalent de ce que la cotisation aurait donné si le montant avait été déposé dans une institution financière ou une caisse populaire.

C'est évident qu'un changement, qu'un bon coup de balai s'imposait en matière des régimes privés de retraite. Le Québec avait été, il y a quatre ans maintenant, le premier des législateurs au Canada à déposer une législation qui préconisait une réforme complète en cette matière. Malheureusement, le changement de gouvernement a amené le prédécesseur du ministre actuel à mettre sur les tablettes, dans l'oubli, sous le prétexte de favoriser d'abord la participation des travailleuses au foyer à la Régie des rentes, ce qui n'a jamais été fait et qui a été abandonné par le présent gouvernement, mais sous ce prétexte souvent repris à chaque interrogation faite par l'Opposition sur les intentions du

gouvernement en matière de régime de retraite, de transférabilité des fonds de retraite... Mme la Présidente, c'est donc quatre ans plus tard que l'actuel ministre de la Main-d'Oeuvre et de la Sécurité du revenu a presque intégralement repris dans les classeurs où l'avait laissé son prédécesseur un projet de loi déposé par le précédent gouvernement, le projet de loi 58, passablement vieilli entre-temps parce que quatre ans, c'est suffisant dans ces domaines d'abord pour perdre complètement le leadership que le Québec avait obtenu, s'était finalement acquis à l'égard de ses partenaires canadiens, un leadership qui a été repris par l'Ontario qui s'est fortement inspiré de la loi du Québec de 1985 pour adopter, dès 1986, une loi qui était une réforme ontarienne de l'ensemble des régimes privés de retraite et également parce que, entre-temps, la législation fédérale avait complètement été modifiée.

Mme la Présidente, si l'actuel ministre a sorti des boules à mites où l'avait laissé son prédécesseur un projet de loi que le présent gouvernement aurait cependant dû reconduire pour corriger le plus rapidement possible des situations qui avaient besoin d'être corrigées, qu'on ne vienne pas faire grief au précédent gouvernement qui, le premier de tous les gouvernements, avait eu le courage de déposer d'abord un projet de loi avant celui déposé en Ontario ou celui qui sera adopté au Canada par le gouvernement fédéral et qui avait fait précéder le dépôt de ce projet de loi par un débat public à l'occasion du dépôt d'un livre orange portant sur les régimes privés de retraite.

Donc, quatre ans plus tard, l'actuel ministre de la Main-d'Oeuvre et de la Sécurité du revenu sort des boules à mites ce projet de loi malheureusement vieilli et bat en retraite sur une des dispositions majeures, fondement de la législation antérieure que l'on ne retrouve malheureusement plus dans le projet de loi 116 qui est devant nous. Essentiellement, ce fondement de l'ensemble de la politique en matière de régime complémentaire de retraite, c'est le comité de retraite, dans l'entreprise, qui ne sera plus paritaire, contrairement à ce que prévoyait le projet de loi 58 déposé il y a quatre ans.

Mme la Présidente, quand je dis que ce projet de loi déposé il y a quatre ans a vieilli, j'ai eu l'occasion de faire l'exercice, lors du dépôt du projet de loi 116, de lire attentivement les notes explicatives du projet de loi 116 en comparaison avec les notes explicatives contenues dans le projet de loi 58 déposé par le précédent gouvernement il y a quatre ans. C'est un décalque, à quelques exceptions mineures près, dont un nouveau chapitre, le chapitre XI portant sur les fusions de régimes. À part ce chapitre, c'est à peu de choses près, à part quelques modifications mineures, le décalque du projet de loi oublié sur les tablettes pendant quatre ans. Malheureusement, c'est un décalque qui n'est pas complet puisque, encore une fois, Mme la

Présidente, l'élément majeur en est soustrait. L'exclusion c'est finalement ce qui était fondamental et qui l'est toujours autant pour l'Opposition, d'établir la gestion des comités de retraite paritairement entre les employeurs et les travailleurs et travailleuses de l'entreprise.

Pourquoi insister sur cette question? Parce qu'elle est déterminante quant à la solution, quant au règlement qui devra intervenir en matière d'indexation des prestations de retraite et en matière de disposition des surplus qui se sont accumulés dans les caisses durant les quelques dernières années à la suite du rendement sur les investissements qui ont été faits. Rendements qui sont dus, évidemment, en partie aux hauts taux d'intérêts qu'ont connus les investissements effectués durant les dernières années, particulièrement depuis la crise économique, depuis la récession de 1982.

On dit souvent que le bonheur des uns fait le malheur des autres. Il faut bien comprendre, Mme la Présidente, que la récession économique a eu comme conséquence, parfois, des taux d'intérêt très élevés. On se rappelle en août 1982, particulièrement, des taux d'intérêt qui ont été astronomiques, 21 %, 22 % de taux d'intérêt. Dans la circonscription que je représente, dans le bas de la ville de Montréal, en plein centre des installations portuaires, les gens ont pris l'habitude, à ce moment-là, de me rappeler que des taux d'intérêt semblables c'étaient plutôt les "shylocks" du port de Montréal qui en avaient l'habitude, et non pas les institutions financières traditionnelles. Pourtant, c'étaient là des taux d'intérêt exigés par des institutions bancaires, par des caisses populaires.

Malheureusement, cette réalité a eu des conséquences évidemment sur les rendements des investissements qui ont été faits durant ces années. C'est évident que c'est presque un milliard de dollars qui est évalué avoir été accumulé comme surplus dans les fonds des caisses de retraite. C'est évident que cette question est une question stratégiquement importante. À qui profitera l'argent accumulé? La seconde question stratégiquement importante est la suivante. Les rentes de retraite doivent-elles être indexées? Poser la question, c'est dans le fond y répondre. Comment imaginer, en 1989, presque à l'aube de l'an 2000, qu'on puisse penser se protéger de l'absence de revenus au moment de la retraite par un régime de retraite qui ne serait pas indexé?

(21 h 10)

Il faut simplement se rappeler ce que peuvent valoir en 1989 les 100 \$ réclamés dans les négociations du secteur public de 1972, V y a à peine maintenant 17 ans. Cette revendication de 100 \$ par semaine était considérée comme légitime et en quelque sorte comme une revendication qui permettait de déboursier les sommes qui étaient exigées pour les dépenses de la vie quotidienne que ce soit celles du loyer, de l'épicerie ou de n'importe quelle autre dépense.

Mais que valent maintenant les 100 \$ par semaine qui étaient réclamés il y a 17 ans par les travailleurs du secteur public? Bien peu, évidemment, grugés par l'inflation. Alors, que vaudra la rente de retraite accumulée en 1989 dans 17 ans, Mme la Présidente? Dans 17 ans, on sera en l'an 2006. Que vaudra la rente de retraite si elle n'est pas indexée?

Notre inquiétude la plus profonde a certainement été augmentée par les travaux que nous avons conduits en commission parlementaire à l'occasion de l'étude du projet de loi 116. À aucun moment, le ministre ne s'est engagé, au nom de son gouvernement, à introduire le principe de l'indexation. L'Ontario avait pourtant, dans sa loi, similaire à celle que nous adoptons présentement, introduit le principe de l'indexation. Il n'en est nullement question dans la loi 116. C'est non pas le silence, Mme la Présidente, c'est un silence coupable, puisque c'est de façon délibérée que le projet de loi ne contient pas de dispositions prévoyant l'indexation des fonds de retraite.

J'entendais le premier ministre ce matin, à l'occasion de la période de questions, répondre sur les coûts engendrés par le vieillissement de la population, en matière de santé et de services sociaux, qu'il y avait là des fonds publics engagés à cause de ce vieillissement. Malheureusement, Mme la Présidente, il y a comme une sorte d'irresponsabilité du gouvernement à faire face à ce que sera la réalité du vieillissement au Québec dans les 20 prochaines années. Les régimes privés de retraite n'en sont pas le seul exemple. J'ai eu l'occasion de rappeler au ministre que, dans quelques années à peine, les fonds accumulés à la Régie des rentes du Québec en termes d'intérêts seront insuffisants pour valoir de prestations à tous les cotisants qui demanderont, selon les dispositions en usage, une rente de retraite. Il va falloir, Mme la Présidente, un gouvernement bien plus courageux que celui que nous avons devant nous présentement, pour proposer des solutions énergiques et courageuses à la population. Il ne s'agit pas comme dans la plate-forme adoptée au conseil général du Parti libéral de brandir la crainte du vieillissement pour qu'on considère que la solution est à la portée du problème qui est exposé, Mme la Présidente.

Je le rappelle encore une fois, un gouvernement qui brandit les problèmes provoque la panique dans la population, provoque de l'anxiété, mais un gouvernement qui n'a pas le courage de proposer des solutions qui permettent de corriger les situations est un gouvernement qui aggrave le problème. Et en matière de vieillissement, Mme la Présidente, il faut comprendre que le Québec se prépare des lendemains difficiles. Au moment où l'on se parle, à peine deux travailleurs sur cinq au Québec, seulement deux sur cinq, bénéficient d'un régime de retraite. Ce n'est pas parce qu'il y a le Régime de rentes qu'on peut se penser protégé à l'âge de la

retraite. Le Régime de rentes est ainsi réglementé qu'il ne permet de compenser que 25 % seulement des revenus de travail assurables. Le maximum de revenus de travail assurable cette année est d'environ 27 700 \$. Vous comprendrez, Mme la Présidente, que seulement 25 % de ce maximum de 27 700 \$ est assuré comme protection à l'âge de la retraite. C'est évidemment moins que ce que prévoit l'aide sociale. L'ensemble des intervenants concernés par ces questions considèrent que le régime public devrait au moins assurer une protection de 50 % du revenu, pour qu'il y ait une protection adéquate, une épargne-retraite qui assure adéquatement les années où il y aura perte totale de revenus de travail.

C'est donc un régime public déficient, allié à un régime privé qui, malgré les modifications apportées dans le cadre du projet de loi 116, restera en grande partie inadéquat. Seulement deux travailleurs ou travailleuses sur cinq ont présentement accès à un régime privé. Encore là, il faut comprendre qu'un de ces deux travailleurs travaille dans le secteur public ou parapublic. C'est donc, en moyenne, à peine un peu plus d'un travailleur sur cinq du secteur privé qui pourra jouir d'une protection à l'âge de la retraite. L'anonymat des chiffres ne doit pas nous tromper. Les travailleuses sont beaucoup moins protégées par les régimes privés existants, malgré leur progression sur le marché du travail, que ne le sont les travailleurs.

Mme la Présidente, c'est évident que nous invitons le gouvernement à une action encore plus énergique. Comment expliquer que le projet de loi reste complètement silencieux sur ces deux questions fondamentales? L'indexation des prestations? Non seulement rien n'est prévu mais, à aucun moment, le ministre... À moins qu'il ne le fasse ce soir... Je l'engage à le faire, même si c'est à la douzième heure de nos travaux. Il n'est certainement jamais trop tard pour au moins s'engager à consulter, comme il l'a fait à l'égard des dispositions des surplus des caisses de retraite, à mener la même consultation sur l'indexation des prestations. Il n'est pas possible qu'il puisse se lever et rester silencieux sur cette question, au moment où nous étudions le projet de loi 116.

Je vous le rappelle, non seulement l'Ontario a déjà adopté le principe de l'indexation, mais depuis le mois de mars de cette année, il consulte à partir d'une formule de calcul d'indexation soumise aux parties concernées. Le ministre doit s'engager non seulement à consulter sur la disposition des surplus des caisses de retraite, mais également à ce que cette consultation ait lieu à partir d'une formule de calcul, comme le fait d'ailleurs la province voisine.

Nous avons reçu ce matin son premier ministre qui a été applaudi par le premier ministre du Québec et chaleureusement accueilli. Mme la Présidente, je ne comprends pas que le ministre ne s'inspire pas de ce qui s'y est fait,

surtout que nous avons non seulement perdu le leadership en matière de stratégie de développement économique au profit de l'Ontario, mais, malheureusement, avec le présent gouvernement nous avons perdu le leadership du développement social, du développement de la stratégie de développement social qui nous était reconnu par l'ensemble des partenaires canadiens.

(21 h 20)

Nous allons voter contre le projet de loi 116 pour rappeler au ministre que le recul qu'il a introduit quant à la composition des comités de retraite dans l'entreprise est inacceptable. Nous ne souhaitons pas qu'il y ait nécessairement une intervention législative autoritaire de cette Assemblée comme si la science infuse s'y trouvait. Nous ne souhaitons pas qu'il y ait cette intervention législative autoritaire pour décider ce que serait l'indexation, uniformément appliquée, ou ce que serait la disposition des surplus accumulés dans chacune des caisses. Nous avons toujours dit au ministre - nous voulons le lui répéter ce soir - qu'il regrettera d'avoir reculé sur le caractère paritaire des comités de retraite. C'était là une excellente façon de laisser aux parties concernées dans l'entreprise la libre négociation de ces questions fondamentales en regard des situations particulières que chacune des entreprises peut vivre, de la capacité de chacune des caisses de retraite de faire face à des demandes d'indexation qui peuvent varier et de cette capacité de faire face à une revalorisation ou à des bonifications des rentes de retraite en fonction des surplus accumulés.

Ce que nous devons constater, cependant, c'est que le ministre, qui a légiféré en décembre dernier pour établir un moratoire sur la disposition des surplus ne peut quand même pas prétendre que c'est là une solution. Au moment où ce moratoire a lieu, des travailleurs de la compagnie Singer - je ne pense pas que personne puisse ignorer ce que cette compagnie signifie pour les Québécoises, en tout cas; je ne pense pas qu'aucune femme de ma génération n'ignore que la compagnie Singer fabriquait des moulins à coudre qui faisaient la fierté, certainement, des travailleurs et des travailleuses de Singer. Au moment où on se parle, il y a des travailleurs et des travailleuses de Singer qui ont comme prestation de retraite des montants totalement dérisoires: 34 \$ par mois, parfois 45 \$ par mois. Ce sont des hommes et des femmes qui, s'il était fait foi de leurs demandes en matière de disposition de surplus, pourraient bénéficier d'un revenu de retraite beaucoup plus satisfaisant, évidemment.

Le malheur, c'est qu'il y a des hommes et des femmes qui sont victimes actuellement de l'attentisme du gouvernement. Ce sont ceux et celles qui n'auront pas une autre occasion de reprendre les années de retraite qu'ils ont à vivre maintenant. Ce n'est pas une solution, Mme la Présidente, que ce moratoire instauré par le ministre et ce n'est pas une solution que de

prétendre le reconduire plus longtemps que le 1^{er} janvier 1990 qui est sa date limite. Ce n'est pas une solution parce que, entre-temps, il y a des hommes et des femmes qui vivent avec des prestations de retraite totalement indécentes compte tenu des années de service à l'emploi de l'entreprise et des contributions qu'ils ont faites à leur régime de retraite.

Alors, pour toutes ces considérations, nous allons devoir voter, à l'occasion de cette troisième lecture, contre le projet de loi 116. Nous reprochons au ministre d'avoir reculé sur la question du comité paritaire et nous ne pouvons pas reprocher au ministre, comme à son gouvernement... Parce que, Mme la Présidente, le ministre sait certainement qu'il a finalement reculé sur ces questions stratégiques d'indexation et de disposition des surplus pour recueillir l'appui du Conseil des ministres à l'égard du projet de loi qu'il présente. Mais nous pensons que ce n'est que partie remise et que tôt ou tard il devra affronter son gouvernement sur cette question. Nous l'enjoignons d'avoir le courage de nous dire, à l'occasion de l'adoption de la loi 116, quelles sont ses intentions en matière d'indexation des prestations de retraite et en matière de disposition des surplus dans les caisses.

Malheureusement, en terminant, Mme la Présidente, le ministre a maintenu la pratique qui consiste pour plusieurs employeurs à prendre un congé de contributions patronales, congé de contributions des cotisations qu'ils ont à verser dans le régime, et de prendre prétexte du surplus pour piger à même le surplus dans la caisse pour rembourser ces contributions qu'ils ont à verser comme employeurs. Nous pensons, Mme la Présidente, que cette pratique que le ministre accepte de maintenir est, malheureusement, un indicateur de la voie qu'entend suivre le ministre quant aux décisions qu'il a à prendre à l'égard des surplus. Et nous l'enjoignons, à l'occasion de ce débat, d'être très clair ce soir sur ce qu'il entend faire en matière d'indexation et ce qu'il entend faire à l'égard des surplus accumulés dans les caisses de retraite. Je vous remercie, Mme la Présidente.

La Vice-Présidente: Merci, Mme la députée de Maisonneuve. Je vais maintenant reconnaître M. le ministre de la Main-d'Oeuvre et de la Sécurité du revenu en réplique.

M. André Bourbeau (réplique)

M. Bourbeau: Merci, Mme la Présidente. Nous arrivons maintenant à l'étape finale de l'adoption du projet de loi sur les régimes complémentaires de retraite. Vous vous souviendrez, Mme la Présidente, et la députée de Maisonneuve l'a noté, que l'automne dernier le gouvernement avait dû intervenir énergiquement avec une loi spéciale en vue de geler les surplus dans les fonds de retraite privés à la suite de

certaines événements qui avaient été rapportés dans la presse.

On se souvient que certaines compagnies, qui avaient fermé leurs portes, avaient voulu liquider leurs fonds de retraite et réclamaient la propriété des surplus de ces fonds de retraite alors que les travailleurs estimaient, au contraire, que les surplus des fonds de retraite devaient leur revenir en prétendant qu'en définitive les surplus des fonds de retraite c'est du salaire différé, en très large partie en tous les cas. Le gouvernement a décidé d'intervenir rapidement et a décrété un moratoire sur l'appropriation des surplus de ces fonds de retraite de sorte que, dorénavant et jusqu'au 1er janvier 1990, il est interdit à tout employeur, quel qu'il soit, de pouvoir s'approprier les excédents d'actifs ou les surplus des fonds de retraite tant que le gouvernement n'aura pas réglé d'une façon définitive cette question de la propriété des surplus.

Alors je tiens à le répéter au cas où il y aurait encore quelque doute que ce soit, à partir de maintenant, à partir du mois de décembre dernier, personne au Québec, aucun employeur, ne peut s'approprier les surplus dans les fonds de retraite privés. Tout cela est gelé et le restera tant que l'Assemblée nationale, l'automne prochain, j'espère, n'aura pas tranché sur cette question de la propriété des surplus et sur la façon de sortir ces surplus au profit soit des participants, soit de l'employeur ou soit des deux, selon ce que la loi décidera.
(21 h 30)

Mme la Présidente, le projet de loi que nous avons devant nous fait en sorte de moderniser une loi qui date de 25 ans. Il était grandement temps qu'on le fasse. En règle générale, on peut dire que cette loi permet à des travailleurs de pouvoir participer à un fonds de retraite après un an de présence dans une compagnie. Ils peuvent avoir droit à une rente après avoir cotisé pendant deux ans dans un fonds de retraite alors que, jusqu'à maintenant, il fallait avoir cotisé pendant dix ans à un fonds de retraite et, en même temps, avoir atteint l'âge de 45 ans. Aujourd'hui, il n'est plus question d'âge et après deux ans de cotisation, on a droit à une rente. Vous comprendrez que c'est une amélioration tout à fait spectaculaire.

D'autre part, dans le système actuel, rien n'oblige qu'il y ait un taux d'intérêt sur les cotisations et, dans la plupart des cas, ces taux sont minimums. À partir de maintenant, le fonds de retraite devra créditer un intérêt qui est au moins l'intérêt moyen du rendement de la caisse de retraite ou, sinon, un indice externe qui est le taux de rendement des certificats de dépôt sur une période de cinq années. On conviendra qu'encore là, c'est une amélioration tout à fait exceptionnelle par rapport à la situation qui prévaut présentement. Dans le système actuel, Mme la Présidente, l'employeur n'est pas obligé de cotiser chaque année. Son engagement, c'est

de promettre qu'éventuellement, à la retraite, l'employé aura droit à une certaine rente. Dorénavant, le projet de loi fait en sorte que l'employeur doit nécessairement cotiser pour au moins 50 % de la valeur de la rente. C'est encore là une amélioration importante.

Également, le projet de loi qui est devant nous fait en sorte de prévoir en faveur du conjoint survivant une prestation en cas de décès équivalant à 60 % de la rente. Je vous signale que, dans le système actuel, il n'y a pas de prestations de décès de prévues en faveur du conjoint survivant. Une autre amélioration sensible. Le projet de loi que nous étudions, dont nous recherchons l'adoption définitive, fait en sorte également de prévoir le transfert des fonds de retraite. Si un travailleur quitte son employeur, il pourra en termes ordinaires emporter avec lui son fonds de retraite. Il pourra l'emporter chez son nouvel employeur ou il pourra le déposer dans un véhicule qui serait quelque chose comme un REER, un régime enregistré, un REER bloqué, c'est-à-dire qu'une fois que l'argent sera dans ce véhicule, on ne pourra pas le retirer avant la retraite. C'est une amélioration. puisque dans le système actuel, lorsqu'un travailleur quitte son employeur, il doit laisser son fonds de retraite chez son ancien employeur.

Le projet de loi prévoit également des améliorations en termes de l'information que l'employeur doit donner au travailleur sur l'état du fonds de retraite et l'état également des rentes qui seront éventuellement disponibles au travailleur. Le projet de loi fait en sorte d'obliger l'employeur à tenir une assemblée annuelle d'information à l'endroit des participants. C'est une mesure qui n'existait pas dans la loi actuelle et qui fait en sorte de prévoir une meilleure transparence de tout le régime de retraite toujours au profit des participants ou des travailleurs. Le projet de loi fait en sorte d'obliger l'employeur à mettre sur pied un comité de retraite. Ce n'est pas un comité de retraite paritaire comme le souhaitait l'Opposition, mais, Mme la Présidente, je pense que le comité de retraite que nous proposons quand même est un avantage marqué, un pas en avant important par rapport à la situation actuelle où il n'existe pas dans la loi l'obligation d'avoir un comité de retraite. Le comité de retraite que nous proposons aura des pouvoirs décisionnels. Ce n'est pas un vague comité consultatif comme en Ontario, par exemple. Nous faisons une amélioration par rapport à l'Ontario en ce sens que nous rendons le comité de retraite décisionnel. Il aura des pouvoirs décisionnels.

Finalement, le projet de loi comprend également des pouvoirs accrus à la Régie des rentes. On sait que lors de plusieurs décisions judiciaires, on a reproché à la Régie des rentes sa passivité, de regarder passer le train souvent. La Régie des rentes, elle n'avait pas le choix. Elle avait très peu de pouvoirs dans le système

actuel. Elle en aura davantage avec le nouveau régime. Tout à l'heure, la députée de Maisonneuve a traité du fonds de retraite des Québécois, le fonds de la Régie des rentes du Québec, le régime général auquel cotisent tous les travailleurs. J'ai été étonné d'entendre les propos alarmistes de la députée de Maisonneuve. La députée de Maisonneuve nous a dit qu'en traitant de ce sujet-là, le Parti libéral créait une certaine panique parmi la population et que le fait que le gouvernement du Parti libéral n'ait pas pris position nous préparait des lendemains qui déchantent. Ce ne sont pas ses mots, mais je crois qu'elle aurait pu les prononcer; elle n'en aurait pas eu honte d'ailleurs.

Mme la Présidente, je tiens compte du fait que la députée de Maisonneuve travaille très fort ces jours-ci et qu'elle n'est pas informée qu'au cours des derniers jours, j'ai déposé ici même, à l'Assemblée nationale, une évaluation actuarielle - je l'ai fait il y a à peine trois ou quatre jours - dans laquelle on propose une méthode qui aura justement pour effet que le fonds de retraite des Québécois, le fonds de la Régie des rentes, continuera à être solvable et à prévoir une réserve suffisante pour les pensions de tous les Québécois et ce, jusqu'à l'an 2040 ou 2050. On y propose justement une méthode selon laquelle on continuerait ce que nous faisons depuis trois ou quatre ans au Québec, c'est-à-dire augmenter annuellement le taux de cotisation de 0,2 %. Si, après 1991, comme nous le faisons d'ailleurs depuis trois ans, nous continuons à augmenter le taux de cotisation au rythme de 0,2 % par année, c'est-à-dire 0,1 % par les employeurs et 0,1 % par les travailleurs, nous pourrions ainsi, pendant une quarantaine d'années, avoir un fonds de retraite toujours suffisamment capitalisé de sorte que les travailleurs québécois auront toujours la certitude d'avoir une rente pour leurs vieux jours. Cela aurait pour effet de maintenir, en dollars constants, la réserve à peu près à son niveau actuel.

Je pense que c'est une proposition intéressante et rassurante pour les Québécois parce qu'elle nous laisse entrevoir, cette étude actuarielle, qu'il y a moyen, sans perturber l'économie québécoise, d'augmenter graduellement les cotisations et de prévoir que la génération future aura, elle aussi, au soir de la vie, une réserve actuarielle lui permettant de garantir le paiement de tous les fonds de pension des travailleurs québécois. Je le dis pour que les gens qui nous écoutent soient rassurés quant à cette possibilité.

La députée de Maisonneuve nous a annoncé tout à l'heure que l'Opposition allait voter contre le projet de loi 116. Je le dirai tout net, Mme la Présidente, j'en suis très déçu. Je suis très déçu parce que je sais que l'Opposition et, en particulier, la députée de Maisonneuve, apprécient le projet de loi 116. Elles sont, comme nous, convaincues que c'est une améliora-

tion non seulement importante, mais spectaculaire par rapport à notre système actuel. On devait adopter cette loi dans les meilleurs délais et il est évident que l'Opposition n'aurait pas bloqué un tel projet de loi. D'ailleurs, elle a consenti à traiter ce soir les deux étapes en même temps, c'est donc un signe que l'Opposition ne s'oppose pas à ce projet de loi. Je comprends difficilement que, dans la même soirée, on accepte de précipiter les étapes et qu'on nous annonce qu'on va voter contre le projet de loi. Disons que ce n'est pas d'une logique très évidente. Mais j'apprécie quand même le fait que l'Opposition facilite l'adoption du projet de loi tout en se déclarant contre, bien sûr.

La députée de Maisonneuve nous dit qu'elle va voter contre parce que le comité de retraite n'est pas paritaire. Quel drame! Quel drame, Mme la Présidente! Quelques participants l'ont souligné lors de la commission parlementaire, tout au plus du bout des lèvres, mais personne n'en a vraiment fait un plat. Mais la députée de Maisonneuve ne dit pas sous quel chapitre nous améliorons la situation par rapport aux autres provinces canadiennes. Nous allons plus loin que le consensus canadien sur bien des points. J'en ai mentionné un tout à l'heure où nous allions plus loin.

(21 h 40)

Je voudrais citer, par exemple, la question du temps partiel. Nous facilitons l'accès au régime de retraite aux travailleurs à temps partiel et on sait que dans la très grande majorité des cas ce sont des femmes. Alors que dans tout le reste du Canada, on demande de travailler pendant deux ans dans un emploi avant de pouvoir commencer à cotiser, nous avons réduit la période à une année, étant la seule province canadienne à le faire. Nous avons également réduit le nombre d'heures travaillées à 700 par année justement pour qualifier plus rapidement les travailleurs à temps partiel, dont spécialement les femmes. Nous avons innové encore en décrétant qu'il devra y avoir une assemblée annuelle des gestionnaires du fonds. L'Ontario n'a pas été aussi loin. Nous y allons.

Mme la Présidente, je pense que la députée de Maisonneuve devrait reconnaître que ce projet de loi, dans certains aspects, va un peu plus loin que les autres provinces canadiennes et donc mériterait qu'on souscrive à son adoption.

La députée de Maisonneuve est revenue encore avec la question des surplus. Elle aurait voulu qu'on règle du même coup la modernisation de la loi et la question des surplus. Je dois dire que c'était un gros morceau. La question des surplus est un problème important. On sait qu'il y a des centaines et des centaines de millions de dollars accumulés dans les fonds de retraite privés en termes de surplus. Il est facile de dire que ces surplus appartiennent évidemment aux travailleurs comme les employeurs nous disent

que les surplus appartiennent aux employeurs puisque c'est écrit ainsi dans le contrat, qu'ils appartiennent dans la plupart des cas aux employeurs.

Ce n'est pas aussi facile que ça. Quand un employeur nous dit que le surplus appartient à l'employeur parce que c'est écrit dans le contrat, on peut lui répondre: Oui, c'est possible, mais qu'est-ce que c'est qu'un surplus? Quelle partie du fonds constitue le surplus? Qu'en est-il des intérêts additionnels qui ont été générés sur les cotisations des travailleurs alors qu'on payait un taux d'intérêt minime et que la caisse rapportait un taux d'intérêt plus élevé? À qui appartiennent ces excédents d'intérêts? Ce ne sont pas des questions auxquelles il y a des réponses faciles. De la même façon, on pourrait prétendre que les intérêts gagnés sur les fonds de ceux qui ont quitté, ceux qui sont à la retraite pourraient aussi appartenir à ces gens. Donc, il y a non seulement les travailleurs qui sont dans l'entreprise mais ceux qui ont pris leur retraite qui peuvent avoir des droits également dans les surplus.

Bref, c'est un beau débat, Mme la Présidente, auquel je vais convier tous les Québécois et toutes les Québécoises et également les députés à l'automne prochain, si j'ai encore des responsabilités dans ce domaine. J'ai déjà indiqué à l'Opposition que la question des surplus était trop importante pour la liquider en quelques semaines. C'est la raison pour laquelle, ne voulant pas mettre en péril l'adoption du projet de loi dont on a besoin, qui réforme la Loi sur les régimes supplémentaires de rentes, je n'ai pas voulu compromettre l'adoption de ce projet de loi en y introduisant un morceau aussi gros que la question des surplus, risquant par le fait même de compromettre l'adoption de tout le projet de loi.

Nous allons donc faire ce que l'Ontario a fait, c'est-à-dire adopter en premier lieu la loi qui réforme les régimes de rentes privés et, dans un deuxième temps, nous verrons à nous attaquer à la problématique des surplus et à y apporter les améliorations et les solutions que nous jugerons appropriées dans les circonstances.

Je répète qu'entre-temps, tant que l'Assemblée nationale n'aura pas tranché sur cette question importante, le moratoire va continuer à s'appliquer, les excédents d'actifs dans les fonds de retraite et les surplus seront gelés, de sorte que les travailleurs québécois peuvent dormir en paix, personne ne se sauvera avec la caisse.

Mme la Présidente, en terminant, j'aimerais remercier d'une façon spéciale tous les membres de la commission parlementaire des affaires sociales qui ont travaillé très dur au cours des derniers jours pour permettre l'adoption de ce projet de loi. Vous savez comme moi que nos travaux se sont poursuivis très tard, y compris la nuit dernière jusqu'à deux heures du matin et c'est compréhensible que ce soir, ceux qui prennent la parole semblent avoir les traits un

peu plus étirés, du moins en ce qui me concerne. Je ne parle pas, bien sûr, pour la députée de Maisonneuve.

Je voudrais remercier les membres de la commission parlementaire, l'Opposition officielle pour sa collaboration mitigée, semble-t-il, à l'égard du vote à venir. J'aimerais remercier et féliciter les dirigeants de la Régie des rentes du Québec, les fonctionnaires de la Régie des rentes du Québec qui ont travaillé très dur depuis plusieurs mois pour faciliter l'adoption de ce projet de loi. J'aimerais remercier les membres de mon cabinet politique qui, également, ont fait en sorte, par leur travail acharné, de favoriser l'adoption de ce projet de loi.

Mme la Présidente, en terminant, je dois dire que je suis fier d'avoir piloté ce projet de loi à l'Assemblée nationale. Je suis d'avis que c'est un projet de loi important qui améliore sensiblement le sort des travailleurs québécois et qui leur permet de préparer pour l'avenir une retraite un peu plus aisée qui leur permettra, au soir de la vie, de voir venir les vieux jours avec un peu plus de sérénité et peut-être aussi les vieilles nuits, bien sûr, comme dirait le poète. Mme la Présidente, en terminant, je tiens à répéter qu'il est important pour tous et chacun de faire en sorte de considérer la retraite comme une étape importante de la vie. Il ne faut surtout pas remettre à demain la préparation de la retraite.

Beaucoup trop de travailleurs et de citoyens en général refusent de s'intéresser à ce problème alors qu'ils sont dans la jeunesse, dans leurs jeunes années et, plus tard, ils le regrettent amèrement parce qu'un fonds de retraite ça doit se constituer sur une longue période de temps. Plus les gens, surtout les jeunes, seront conscients de l'importance de se préparer un fonds de retraite pour l'avenir, plus ils verront arriver ces jours de la retraite avec sérénité et avec confiance. Mme la Présidente, sur ces mots, je souhaiterais que les membres de l'Assemblée nationale procèdent à l'adoption du projet de loi. Je vous remercie.

La Vice-Présidente: Merci, M. le ministre de la Main-d'Oeuvre et de la Sécurité du revenu. Cette réplique termine le débat. Est-ce que le projet de loi 116, Loi sur les régimes complémentaires de retraite, est adopté?

Des voix: Adopté.

Une voix: Sur division.

La Vice-Présidente: Adopté sur division. M. le leader adjoint du gouvernement.

M. Lefebvre: L'article 13 du feuillet, Mme la Présidente.

La Vice-Présidente: Si vous me permettez, avant d'appeler l'article 13, je constate que le

rapport de la commission des affaires municipales a été déposé aujourd'hui et il me faudrait le consentement pour pouvoir appeler l'article 13 ce soir. Y a-t-il consentement, M. le leader de l'Opposition?

M. Gendron: Il y a consentement.

Projet de loi 124

Prise en considération du rapport de la commission qui en a fait l'étude détaillée

La Vice-Présidente: Comme j'ai le consentement, je vais maintenant appeler l'article 13. M. le ministre de la Main-d'Oeuvre et de la Sécurité du revenu propose l'adoption du rapport de la commission des affaires sociales qui a procédé à l'étude détaillée du projet de loi 124, Loi modifiant la Loi sur le Régime de rentes du Québec. Y a-t-il des interventions? Aucune intervention de part et d'autre. Donc, le débat est terminé. Est-ce que le rapport de la commission des affaires sociales qui a procédé à l'étude détaillée du projet de loi 124, Loi modifiant la Loi sur le Régime de rentes du Québec, est adopté?

Des voix: Adopté.

La Vice-Présidente: Adopté. M. le leader adjoint du gouvernement.

M. Lefebvre: Mme la Présidente, si j'avais le consentement de l'Opposition, je suggérerais qu'on procède à l'adoption du projet de loi 124.

La Vice-Présidente: Bon.

M. Lefebvre: Je vous demanderais de vérifier, Mme la Présidente, si j'ai le consentement.

La Vice-Présidente: Donc, M. le leader adjoint du gouvernement me demande s'il y a consentement de la part de l'Opposition pour qu'on procède à l'étape de l'adoption du projet de loi 124.

M. Gendron: Mme la Présidente, il n'y a pas consentement pour faire les deux étapes.

La Vice-Présidente: Bon. Donc, s'il n'y a pas consentement, on ne peut procéder à l'adoption du projet de loi. M. le leader adjoint du gouvernement.

M. Lefebvre: Mme la Présidente, je dois me soumettre à la décision de l'Opposition. J'ai besoin de ce consentement. Dans les circonstances, je vous demanderais d'appeler l'article 20 du feuillet, Mme la Présidente.
(21 h 50)

Projet de loi 123

Prise en considération du rapport de la commission qui en a fait l'étude détaillée

La Vice-Présidente: M. le ministre des Communications, au nom du ministre de la Justice, propose l'adoption du rapport de la commission des institutions qui a procédé à l'étude détaillée du projet de loi 123, Loi modifiant le Code de procédure civile. Je vais maintenant reconnaître M. le ministre de la Justice sur l'adoption du rapport de la commission qui a procédé à l'étude du projet de loi 123.

M. Gil Rémillard

M. Rémillard: Mme la Présidente, je vous remercie. Mme la Présidente, le projet de loi 123, qui modifie le Code de procédure civile, vise à simplifier certaines règles qui régissent l'appel. La première modification prévoit que les requêtes à un juge de la Cour d'appel pour obtenir la permission d'appeler en Cour d'appel ne devront plus obligatoirement être présentées dans un délai de 30 jours suivant la date du jugement de première instance. Selon le projet de loi, il suffira que la requête soit signifiée à la partie adverse et déposée au greffe du tribunal dans ce délai de 30 jours. La présentation de la requête au juge pourra intervenir subséquentement, c'est-à-dire aussitôt que possible après la signification de la requête et sa production au greffe. La deuxième modification, Mme la Présidente, supprime une étape qui peut apparaître inutile, celle de l'inscription en appel dans le cas des appels sur permission. Cette procédure par laquelle l'appelant doit déposer au greffe une inscription signifiée à la partie adverse fait en effet double emploi avec la requête pour permission d'appeler et le jugement qui accorde cette permission. Cela entraîne des délais. C'est pourquoi le projet de loi prévoit que le jugement qui accorde la permission d'en appeler tiendra dorénavant lieu de l'inscription en appel. Enfin, la troisième modification vise, en matière de recours extraordinaire, à éviter aux justiciables de recourir à de multiples procédures onéreuses afin d'obtenir d'un juge de la Cour d'appel une ordonnance de sursis des procédures antérieures à l'appel.

Le projet de loi propose d'accorder aux juges de la Cour d'appel un pouvoir analogue à celui des juges de la Cour supérieure. Ils pourront donc, lorsqu'ils sont saisis en appel d'une décision de la Cour supérieure relative à un recours extraordinaire, ordonner de surseoir à toute procédure dont l'exécution n'est pas suspendue par l'appel. Le projet de loi corrige une situation qui, de l'avis même de la Cour d'appel, risquait d'entraîner des dénis de justice et des frais inutiles pour les justiciables. Il s'agit là de modifications qui peuvent apparaître techniques, mais qui répondent à un besoin réel

chez les personnes qui ont recours à notre système judiciaire en matière civile. Merci, Mme la Présidente.

La Vice-Présidente: Merci, M. le ministre de la Justice. Je vais maintenant reconnaître M. le député de Taillon.

M. Claude Filion

M. Filion: Je vous remercie, Mme la Présidente. À ce stade-ci de nos travaux, en ce qui concerne le projet de loi 123, Loi modifiant le Code de procédure civile, il est, je pense, inutile de reprendre ce que nous avons dit lors du discours de deuxième lecture. On sait que ce projet de loi modifie le Code de procédure civile sous trois aspects fondamentaux qui ont été mentionnés dans l'allocation principale du ministre tantôt. L'Opposition a apporté son concours à l'adoption de ce projet de loi en deuxième lecture. Il en a été de même lors de l'étude détaillée du projet de loi qui n'a apporté aucune modification véritable au projet de loi tel que présenté originalement. En conséquence, Mme la Présidente, je ne voudrais pas étirer inutilement mes propos, sauf simplement pour signaler, bien sûr, que l'Opposition est d'accord sur ce projet de loi qui apporte certaines modifications mineures à la procédure, notamment à la Cour d'appel. Je vous remercie.

La Vice-Présidente: Merci, M. le député de Taillon. Est-ce qu'il y a d'autres interventions? Il n'y a pas d'autres interventions. Donc, le débat est terminé. Est-ce que le rapport de la commission des institutions qui a procédé à l'étude détaillée du projet de loi 123, Loi modifiant le Code de procédure civile, est adopté?

Des voix: Adopté.

La Vice-Présidente: Adopté. M. le leader adjoint du gouvernement.

M. Lefebvre: Mme la Présidente, je voudrais vérifier auprès du critique si j'ai son consentement pour qu'on puisse procéder à l'étape suivante, à savoir l'adoption du projet de loi 123.

La Vice-Présidente: Est-ce que j'ai le consentement de cette Chambre pour procéder à l'étape de l'adoption du projet de loi 123? Consentement? Donc, je vais appeler le projet de loi.

Adoption

M. le ministre de la Justice propose l'adoption du projet de loi 123, Loi modifiant le Code de procédure civile. Est-ce qu'il y a des interventions? M. le ministre de la Justice.

M. Rémillard: Mme la Présidente, je n'ai pas

l'intention d'intervenir. Je voudrais simplement remercier l'Opposition pour sa collaboration.

La Vice-Présidente: Merci, M. le ministre de la Justice. Est-ce qu'il y a d'autres interventions? Il n'y en a pas d'autres. Je déclare le débat terminé. Est-ce que le projet de loi 123, Loi modifiant le Code de procédure civile, est adopté?

Des voix: Adopté.

La Vice-Présidente: Adopté. M. le leader adjoint du gouvernement.

M. Lefebvre: Oui, Mme la Présidente. Je vous demanderais maintenant d'appeler l'article 22 du feuillet, s'il vous plaît.

Projet de loi 129

Prise en considération du rapport de la commission qui en a fait l'étude détaillée

La Vice-Présidente: À l'article 22 de notre feuillet, M. le ministre de la Justice propose l'adoption du rapport de la commission des institutions qui a procédé à l'étude détaillée du projet de loi 129, Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires. M. le ministre de la Justice.

M. Gil Rémillard

M. Rémillard: Merci, Mme la Présidente. Le projet de loi 129 modifie la Loi sur les tribunaux judiciaires sous trois aspects. Tout d'abord, la première modification porte de 16 à 19 le nombre de juges à la cour d'appel afin de permettre à cette cour de s'acquitter pleinement de ses importantes fonctions. La tâche de la Cour d'appel s'est accrue considérablement depuis quelques années, alors que le nombre de juges n'y a pas été augmenté depuis 1977. Cette modification répond donc à un réel besoin.

La deuxième modification augmente le nombre de juges de la Cour supérieure dans deux districts judiciaires. Tout d'abord, le projet de loi propose de créer deux nouveaux postes de juge à la Cour supérieure du district judiciaire de Montréal, qui comportera désormais 89 juges. Ensuite, il porte de deux à trois le nombre de juges à la Cour supérieure du district judiciaire de Chicoutimi. Ces ajouts répondent à une demande de la magistrature et du milieu juridique. Ils visent à maintenir l'efficacité de la justice dans ces districts judiciaires où un besoin s'est fait sentir.

Enfin, la dernière modification concerne le secrétaire du conseil de la magistrature. Le projet de loi propose que celui-ci soit choisi parmi les juges, plutôt que parmi les fonctionnaires. Cette mesure constitue un complément du rôle que la loi consacre au conseil de la magis-

trature en tant qu'organisme responsable de la déontologie et du perfectionnement des juges.

En terminant, il m'apparaît important de rappeler que les mesures proposées par le projet de loi 129, et que je viens d'énumérer, seront profitables aux justiciables et contribueront ainsi à une meilleure administration de la justice. De plus, je tiens à remercier mon collègue, le député de Taillon, ainsi que mes autres collègues membres de la commission des institutions et son personnel pour la qualité des travaux accomplis. Merci, Mme la Présidente.

La Vice-Présidente: Merci, M. le ministre de la Justice. Je vais maintenant reconnaître M. le député d'Ungava... de Taillon, je m'excuse. M. le député de Taillon.

M. Claude Filion

M. Filion: Mme la Présidente, je ne vous en veux pas de faire cette petite erreur, de confondre le comté de Taillon avec celui d'Ungava. De toute façon, il s'agit là sûrement de deux des plus beaux comtés du Québec. Je suis sûr que mes collègues sont d'accord avec ça.

La Vice-Présidente: À l'ordre, à l'ordre! (22 heures)

M. Filion: D'ailleurs, Mme la Présidente, on a ceci en commun, d'une certaine façon: le comté d'Ungava à lui seul, sur le plan du territoire - le saviez-vous? - représente près de la moitié du territoire du Québec, tandis qu'on pourrait ajouter, dans une analogie très large, que c'est dans la région de la rive sud de Montréal que l'on trouve la plus forte croissance démographique au Québec. Tout ceci explique probablement, Mme la Présidente, le pourquoi de la petite erreur que vous avez faite.

Cela dit, il me fait plaisir d'intervenir au sujet du projet de loi 129, loi qui augmente le nombre de Juges à la Cour d'appel, étant donné que nous assistons depuis quelques années à une augmentation, à une croissance assez phénoménale du volume de travail à la Cour d'appel du Québec. Or, pour qu'on puisse faire face à ce fardeau additionnel de travail à la Cour d'appel, le projet de loi prévoit que le nombre de juges de la Cour d'appel sera porté de 16 à 19. Également, le projet de loi prévoit qu'à la Cour supérieure, le nombre de juges sera porté de 140 à 143. On sait que ces juges, autant de la Cour d'appel que de la Cour supérieure, sont nommés par le gouvernement fédéral. Néanmoins, il est bon de noter que pour des raisons budgétaires et relatives à l'administration de la justice, le nombre de juges est établi dans la Loi sur les tribunaux judiciaires que modifie le projet de loi 129. Enfin, ce projet de loi apporte certaines modifications en ce qui regarde la personne qui agira comme secrétaire pour le Conseil de la magistrature.

Mme la Présidente, je ne voudrais pas

repandre ici, en longueur, toutes les explications, tous les détails que j'ai eu l'occasion de fournir lors du discours de deuxième lecture du projet de loi 129. Qu'il suffise de retenir que ce projet de loi n'a fait l'objet d'aucune modification importante en commission parlementaire et que, somme toute, ce projet de loi, bien qu'il vise des objectifs précis et importants, autant pour la Cour d'appel que pour la Cour supérieure, reste un projet de loi technique. D'ailleurs, le jour n'est peut-être pas loin où nous pourrions, par d'autres procédures, modifier le nombre de juges à la Cour d'appel ou à la Cour supérieure.

Je vous renvoie donc, Mme la Présidente, pour satisfaire votre curiosité concernant le projet de loi 129, à ce qui a été dit à l'occasion du discours de deuxième lecture ou à ce qui a été dit à l'occasion de son étude en commission parlementaire. Je vous remercie, Mme la Présidente.

Une voix: Bravo!

La Vice-Présidente: Merci, M. le député de Taillon. Est-ce que le rapport de la commission des institutions qui a procédé à l'étude détaillée du projet de loi 129, Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires, est adopté?

Des voix: Adopté.

La Vice-Présidente: Adopté. M. le leader adjoint du gouvernement.

M. Lefebvre: L'article 16 du feuillet, Mme la Présidente.

La Vice-Présidente: À l'article 16... M. le leader adjoint du gouvernement, je constate que le rapport de la commission a été déposé aujourd'hui. Est-ce que j'ai consentement, en vertu de l'article 253, pour que l'on puisse procéder à la prise en considération du rapport?

Une voix: Oui.

Projet de loi 140

Prise en considération du rapport de la commission qui en a fait l'étude détaillée

La Vice-Présidente: Il y a consentement? S'il y a consentement, je vais donc appeler l'article 16. À l'article 16 de notre feuillet, M. le ministre de la Justice propose l'adoption du rapport de la commission des institutions qui a procédé à l'étude détaillée du projet de loi 140, Loi modifiant la Charte des droits et libertés de la personne concernant la Commission et instituant le Tribunal des droits de la personne, ainsi que des amendements qui ont été transmis conformément à l'article 252 de notre règlement. Là-dessus, je vais maintenant reconnaître M. le

ministre de la Justice.

M. le leader adjoint du gouvernement.

M. Lefebvre: Mme la Présidente, est-ce qu'on pourrait suspendre nos travaux pour quelques instants, s'il vous plaît?

La Vice-Présidente: Est-ce qu'il y a consentement de la Chambre pour suspendre nos travaux pour quelques instants? Nous allons donc suspendre nos travaux pour quelques instants.

(Suspension de la séance à 22 h 5)

(Reprise à 22 h 7)

La Vice-Présidente: Nous allons reprendre nos travaux et, là-dessus, je vais maintenant reconnaître M. le ministre de la Justice pour la prise en considération du rapport de la commission des institutions concernant le projet de loi 140. M. le ministre.

M. Lefebvre: Je m'excuse, Mme la Présidente. Il y a un changement au programme. Au lieu d'appeler, comme je viens de le faire, l'article 16 du feuillet, je vous demanderais d'appeler l'article 25 du feuillet. Je m'excuse, Mme la Présidente.

Ajournement du débat

La Vice-Présidente: Si vous me permettez, comme j'avais déjà appelé l'article 16, est-ce que j'ai consentement pour ajourner le débat sur...

Des voix: Consentement.

La Vice-Présidente: Bien là... M. le leader adjoint du gouvernement.

M. Lefebvre: Je demanderais au ministre de la Justice son consentement pour revenir à l'article 25 du feuillet plutôt qu'à l'article 16, de sorte qu'on puisse procéder à la prise en considération du rapport du projet de loi 141, Loi sur les Cours municipales et modifiant diverses dispositions législatives.

La Vice-Présidente: Comme j'ai déjà appelé l'article 16 auparavant, il me faut maintenant votre consentement pour ajourner ce débat. Est-ce que j'ai consentement? M. le député de Taillon, j'ai consentement?

Une voix: Consentement.

M. Filion: Mme la Présidente...

La Vice-Présidente: M. le député de Taillon.

M. Filion: ...il me fait plaisir d'apporter mon consentement à cette modification aux règles du jeu par le leader du gouvernement.

Projet de loi 141

Prise en considération du rapport de la commission qui en a fait l'étude détaillée

La Vice-Présidente: Cela étant dit, je vais maintenant appeler l'article 25 de notre feuillet. À l'article 25 de notre feuillet, M. le ministre de la Justice propose l'adoption du rapport de la commission des institutions qui a procédé à l'étude détaillée du projet de loi 141, Loi sur les Cours municipales et modifiant diverses dispositions législatives. M. le ministre de la Justice.

M. Gil Rémillard

M. Rémillard: Merci, Mme la Présidente. J'ai le plaisir, aujourd'hui, de procéder à la prise en considération du rapport de la commission des institutions sur le projet de loi 141 portant sur les Cours municipales. En plus d'innover sur plusieurs aspects, ce projet regroupe les dispositions législatives sur l'organisation des Cours municipales, de manière à s'appliquer intégralement à l'ensemble des Cours municipales. Il ne couvre pas, toutefois, celles de Laval, de Québec et de Montréal, vu les particularités qui les distinguent.

Parmi les innovations proposées, qu'il me soit permis, Mme la Présidente, d'en signaler les principales. La première est celle qui a trait à l'extension de la possibilité d'établir une Cour municipale à toutes les municipalités locales du Québec. Dorénavant, avec cette loi, Mme la Présidente, toutes les municipalités locales du Québec pourront avoir leur Cour municipale pour faire appliquer leurs règlements.

La deuxième mesure importante permettra aux municipalités régionales de comté d'établir également une Cour municipale à la condition de recevoir une délégation de compétence d'au moins deux municipalités locales.

La troisième innovation est celle relative aux mesures de contrôle lorsque, pour des raisons administratives, le fonctionnement d'une Cour municipale se verrait compromis. Cela permettra d'améliorer l'administration de la justice au niveau municipal tout en assurant une justice de qualité sur l'ensemble du territoire et en favorisant son accessibilité.

Par ailleurs, Mme la Présidente, le projet de loi 141 propose l'avantage d'une législation uniforme appelée à régir l'ensemble des Cours municipales. En effet, comme j'ai déjà eu l'occasion de le signaler, les dispositions législatives régissant actuellement une seule Cour municipale se retrouvent souvent dans plusieurs textes législatifs sans parler des règles qui diffèrent d'une cour à l'autre. L'adoption du projet de loi 141 corrigera cette situation puisqu'il sera dorénavant le seul cadre législatif applicable à toutes les Cours municipales du Québec.

Avant de terminer, **Mme la Présidente**, j'aimerais signaler le travail constructif et remarquable effectué par la commission des institutions au cours de cette session. L'étude article par article du projet de loi 141 nous a permis notamment d'apporter certains ajustements au projet de loi. Le projet de loi accorde ainsi une juridiction à la Cour municipale en matière de biens meubles ou immeubles, autres qu'un immeuble destiné à l'habitation, lorsqu'il s'agit d'une réclamation de moins de 15 000 \$ impliquant une municipalité. Ces travaux de la commission nous ont amenés également à ajouter certaines précisions de concordance nécessaires à l'application de la future loi. Je pense ici, notamment, aux dispositions transitoires qui permettront aux municipalités bénéficiant déjà des services d'une Cour municipale de s'ajuster au projet de loi.

En conclusion, permettez-moi de rappeler que le projet de loi 141 répond aux attentes maintes fois exprimées par le milieu municipal. Son adoption en fera la première véritable loi québécoise sur les Cours municipales. Je tiens à remercier très particulièrement le député de Taillon et mes collègues, députés et membres de la commission, ainsi que son personnel pour leur précieuse collaboration à ces travaux. Merci, **Mme la Présidente**.

Le Vice-Président: Il y a eu un changement, M. le ministre, dans le courant de votre discours. Nous allons poursuivre les débats avec l'intervention de M. le député de Taillon.

M. Claude Filion

M. Filion: Merci, M. le Président. Il me fait plaisir d'intervenir à ce stade-ci de nos travaux sur le projet de loi 141, étant donné que l'occasion ne se représentera peut-être plus de faire le point sur ce projet de loi. Vous me permettrez d'en signaler quelques points extrêmement positifs, quelques faits saillants.

D'abord, retenons de façon générale que le projet de loi permettra à toute municipalité d'établir une Cour municipale. De même, le projet de loi permettra à deux municipalités de se regrouper pour mettre sur pied, pour instituer une Cour municipale. Également, une MRC pourra mettre sur pied, avec le consentement des municipalités concernées, une Cour municipale. Alors, il s'agit là, bref, d'une série de dispositions fixant un encadrement juridique permettant l'institution de Cours municipales.

On sait qu'il s'agit là finalement d'une justice, je dirais, régionale, extrêmement précieuse, où le citoyen peut trouver, à quelques pas de chez lui, un palais de justice, un endroit où il peut aller plaider son point relativement à un règlement municipal, relativement à une loi du Parlement du Québec, ou même dans certains cas où le juge a la juridiction d'un juge de paix, peut comparaître dans le cas d'une accusation

portée en vertu du Code criminel. Donc, c'est un encadrement juridique donnant naissance à ces Cours municipales. Le projet de loi, à la suite du projet de loi concernant le statut des juges municipaux, fait en sorte que les Cours municipales jouiront d'une indépendance et d'une **apparence** d'indépendance nécessaire à l'administration de la justice. C'est ainsi, par exemple, **que le projet de loi prévoit que le décorum des Cours municipales devra être assuré.**

De façon générale, le monde municipal, l'Union des municipalités du Québec, l'Union des municipalités régionales de comté du Québec, sont satisfaits du projet de loi et il en va de même de l'Opposition. Durant les travaux qui ont marqué l'étude détaillée du projet de loi, il y a eu plusieurs amendements, mais nous signalons, entre autres, deux modifications qui ont été apportées. D'abord, le retrait, à l'article 79, du paiement des frais de sténographe par la partie qui gagne sa cause. Il nous apparaissait, en commission et il apparaissait également au ministre et aux autres membres de cette commission, qu'il était un peu lourd de faire assumer par une partie qui gagne sa cause les frais de sténographie. De même, selon la juridiction de la Cour municipale qui s'appliquait à la municipalité qui voulait poursuivre en vertu d'un bail, un contrat de location à des citoyens, ceux-ci pourront ester en justice devant la Cour municipale pour faire valoir leurs droits en vertu de ce même bail. Il s'agit là, en quelque sorte, d'une mesure de justice élémentaire.

Cependant, il y a un point que j'aimerais porter à votre attention ainsi qu'à celle de mes collègues, M. le Président. Il s'agit d'une innovation extrêmement intéressante au projet de loi 141. Dorénavant, les Cours municipales devront siéger au moins une séance sur deux après 18 heures le soir. L'idée est simple. Vous-même qui, dans votre comté, avez des Cours municipales, M. le Président, comprendrez aisément qu'il s'agit là de permettre aux gens qui travaillent d'aller le soir défendre une contravention qu'ils auraient pu recevoir, pour plaider en défense contre une accusation relevant d'une loi provinciale. Le projet de loi prévoit donc que les Cours municipales devront tenir au moins une séance sur deux après 18 heures le soir.

Je vois déjà mes collègues opiner de la tête, mais il y a un petit problème. On ne permet pour toutes les Cours municipales. Or, les Cours municipales de Montréal, de Laval et de Québec sont exclues du projet de loi et non seulement pour cette disposition, elles le sont pour l'ensemble des dispositions du projet de loi 141. Bien sûr, cet article ne s'applique pas et on ne retrouve pas, non plus, dans les chartes de ces municipalités ou dans les lois les concernant, de dispositions les obligeant à tenir des séances après 18 heures le soir, ce qui veut dire, à toutes fins utiles, qu'au moins la moitié de la population du Québec est privée de cet accès le soir à la Cour municipale, en l'occurrence celles

de Montréal, de Laval et de Québec. Je veux sensibiliser le ministre à ce qui me semble être un désavantage majeur pour ces citoyens. Le ministre m'a assuré qu'il y porterait attention dans les lois futures. Je profite donc de ce débat sur le rapport de la commission pour lui signaler de nouveau notre intérêt pour une modification semblable qui faciliterait finalement un meilleur accès à la justice.

Donc, de façon générale, c'est une réforme qui est bienvenue; c'est un projet de loi qui donne suite également en partie au rapport du comité Hétu, lequel avait été mis sur pied par le prédécesseur du ministre de la Justice et, je pense qu'on peut le dire, à plusieurs travaux effectués au sein du ministère de la Justice par les fonctionnaires relativement au statut des Cours municipales. Il s'agit d'une loi qui est tout à fait bienvenue, autant pour les juges municipaux que pour les municipalités et surtout pour la population québécoise. Je vous remercie, M. le Président.

Le Vice-Président: Est-ce qu'il y a d'autres interventions? Le débat étant terminé, est-ce que le rapport de la commission des institutions qui a procédé à l'étude détaillée du projet de loi 141, Loi sur les Cours municipales et modifiant diverses dispositions législatives, est adopté?

Des voix: Adopté.

Le Vice-Président: Adopté. M. le leader adjoint du gouvernement.

M. Lefebvre: L'article 26 du feuillet, M. le Président.

Projet de loi 142

Prise en considération du rapport de la commission qui en a fait l'étude détaillée

Le Vice-Président: À l'article 26 du feuillet, nous allons maintenant passer à la prise en considération du rapport de la commission des institutions qui a procédé à l'étude détaillée du projet de loi 142, Loi modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse. Nous avons également reçu certains amendements présentés par M. le ministre de la Justice dont je vais prendre connaissance et qui ont été déposés en temps utile. C'est un amendement à l'article 85.6 de la loi, que nous avons reçu. Nous allons vous en transmettre une copie. Est-ce qu'il y a des interventions à ce moment-ci? M. le ministre de la Justice.

(22 h 20)

M. Gil Rémillard

M. Rémillard: Oui, M. le Président. Les modifications que le projet de loi 142 apporte à la Loi sur la protection de la jeunesse ont

principalement pour objet d'assouplir les règles de preuve et de procédure qui régissent le témoignage de l'enfant dans les instances judiciaires en protection de la jeunesse. Ces mesures ont essentiellement pour but de faciliter le témoignage de l'enfant de même que la preuve dans les situations où la sécurité ou le développement des enfants est compromis à la suite, par exemple, de mauvais traitements, d'abus sexuels ou d'abandon.

Tout d'abord, le projet de loi reconnaît à l'enfant une plus grande capacité à rendre témoignage, à l'instar des règles introduites en 1987 par le législateur canadien en matière criminelle. De plus, le témoignage de l'enfant qui dépose en justice sans prêter serment ne sera plus soumis à l'exigence de la corroboration. Par ailleurs, le projet de loi confère au tribunal le pouvoir de dispenser un enfant de rendre témoignage s'il considère que le fait de témoigner pourrait porter préjudice au développement mental ou affectif de cet enfant. De même, le juge, plutôt que de dispenser l'enfant de témoigner, pourra l'entendre hors la présence des autres parties, afin de faciliter son témoignage.

Toutefois, M. le Président, afin de préserver les droits des parties exclues, celles-ci pourront prendre connaissance du témoignage rendu en leur absence et elles pourront être représentées par leur avocat lors du témoignage de l'enfant. Enfin, la dernière modification aux règles de preuve vise à introduire, en matière de protection de la jeunesse, une exception à la règle de l'interdiction de la preuve par ouï-dire. À cet effet, le projet de loi rend admissibles, à titre de témoignage, certaines déclarations extrajudiciaires faites à des tiers par un enfant qui n'a pas la capacité de témoigner en raison de son âge ou qui est dispensé de rendre témoignage par le tribunal. Ses déclarations tiendront lieu du témoignage de l'enfant à l'audience.

Cependant, il est essentiel de faire preuve de prudence en matière de ouï-dire afin de préserver les droits des autres parties. C'est pourquoi le projet de loi précise que le tribunal ne peut fonder sa décision sur la foi de ces déclarations que si elles sont corroborées par d'autres éléments de preuve qui confirment que ces déclarations sont dignes de foi. La déclaration extrajudiciaire de l'enfant devra être prouvée, soit par la déposition, à l'audience, des personnes à qui l'enfant s'est confié, soit par la production d'un enregistrement audio ou vidéo de la déclaration de l'enfant.

Je voudrais toutefois présenter un amendement à l'article 85.6, proposé par l'article 8 du projet de loi, qui concerne les modes de preuve de la déclaration de l'enfant. Nos discussions lors de l'étude article par article du projet de loi ont fait ressortir la nécessité de clarifier cet article afin de ne pas établir d'ordre de préférence entre la preuve par l'enregistrement et la preuve par la déposition des tiers à qui l'enfant s'est confié. De plus, l'amendement vise à permettre la

preuve au moyen de l'un de ces deux modes ou des deux. Ainsi, on pourra faire la preuve de la déclaration de l'enfant au moyen de la déposition des tiers à qui elle a été faite, si l'enregistrement a été perdu, détruit, volé ou altéré.

Le projet de loi vient également modifier la loi pour changer le nom du Comité de la protection de la jeunesse par celui de Commission de protection des droits de la jeunesse, afin d'éviter toute confusion avec un autre organisme existant. Par ailleurs, afin d'accélérer le déclenchement des enquêtes de la Commission de protection des droits de la jeunesse, le projet de loi propose de confier au président de cet organisme plutôt qu'à trois membres la décision de tenir une enquête.

En terminant, M. le Président, je voudrais souligner que ce projet de loi a reçu l'accord de l'Opposition lors de l'adoption de son principe. Je profite donc de l'occasion pour remercier l'Opposition de sa collaboration, de même que mes collègues de la commission des institutions, pour leur précieuse contribution, lors de l'étude de ce projet de loi.

Je désire remercier aussi le personnel de cette commission pour sa collaboration. Merci, M. le Président.

Le **Vice-Président**: Je cède maintenant la parole à M. le député de Taillon.

M. Claude Filion

M. Filion: Merci, M. le Président. On se rend compte que nous étudions le rapport de plusieurs projets de loi qui ont été étudiés en même temps en commission parlementaire. En fait, il y en avait eu plus de six qui avaient été envoyés en même temps en commission parlementaire, y y a à peine deux semaines, ce qui témoigne bien de la piètre façon dont le gouvernement organise ses travaux législatifs. Tantôt nous allons étudier le rapport de la commission qui a étudié le projet de loi 140. C'était, en l'occurrence, rien de moins qu'un projet de loi qui modifie la Charte des droits et libertés.

Nous avons terminé l'étude de ce projet de loi en commission parlementaire à 2 heures du matin, environ, ce qui témoigne bien du peu de planification, de l'absence d'intelligence dans l'organisation des travaux de cette Assemblée, ce qui fait en sorte que nous étudions ici plusieurs projets de loi de façon précipitée. D'ailleurs, signalons immédiatement que concernant le Code de procédure pénale, la loi d'application du Code de procédure pénale, on n'a même pas pu aborder l'article 1 de la loi sur le Code de procédure pénale. Pour ceux qui ne le savaient pas, savez-vous combien d'articles contient cette loi appliquant le Code de procédure pénale? Il y en a 959, M. le Président. On a déjà étudié, je pense, en commission, de 500 à 600 articles dont plusieurs extrêmement importants. On en a un exemple ici avec le projet de loi 142, qui est la Loi modifiant la Loi sur la protection de la

jeunesse.

Le ministre a signalé le contenu de cette loi. Je l'ai également signalé lors de mon discours de deuxième lecture. Il n'est pas utile, je pense, d'y revenir, sauf pour rappeler de façon sommaire les trois ordres de modifications du projet de loi. Premièrement, une modification presque technique, mais qui charrie certains symboles: on change le nom du Comité de la protection de la jeunesse pour celui de la Commission de protection des droits de la jeunesse. Deuxièmement, on permet la tenue des conférences préparatoires à l'instruction dans les instances judiciaires en protection de la jeunesse d'une façon beaucoup plus fréquente et souple. Et surtout, troisièmement, le projet de loi 142 donne suite à la loi fédérale modifiant la Loi sur les jeunes contrevenants pour faciliter le témoignage des enfants devant la Cour du Québec, chambre de la jeunesse.

C'est à ce chapitre du témoignage des enfants devant les Cours de la Chambre du Québec, division de la protection de la jeunesse, c'est à ce chapitre surtout qu'ont porté nos débats en commission parlementaire. Je dois dire que par ces amendements, de façon générale, on vise à tenir compte de la situation particulière dans laquelle se trouvent les enfants qui doivent témoigner devant différentes instances. Ce n'est pas une situation facile. Je l'ai mentionné à plusieurs reprises. Je connais des adultes qui sont présidents de compagnie, qui arrivent pour témoigner en Cour provinciale dans des litiges de peu de valeur, et ces gens ont de la difficulté à témoigner.

Imaginez-vous les enfants qui doivent rendre témoignage dans des causes impliquant très souvent des membres de leur famille. Cela peut même être, dans certains cas, leurs parents, leurs frères ou leurs soeurs. Bref, par ce projet de loi, on met sur pied une série de mesures pour reconnaître à l'enfant, dans la mesure qui y est prévue par la loi, bien sûr, la capacité de rendre témoignage dans ces instances et on ne soumet plus encore une fois, dans certains cas, ce témoignage à l'exigence de la corroboration.

(22 h 30)

Par ailleurs, le ministre l'a bien mentionné, on permet au tribunal de dispenser, à certaines conditions, un enfant de rendre témoignage et également on permet de rendre admissibles, à titre de témoignage, certaines déclarations extrajudiciaires qui auraient pu être faites par l'enfant qui n'est pas apte à témoigner ou qui en est dispensé par le tribunal, le tout sous certaines conditions. Bref, c'est une loi, dans la foulée de la loi fédérale, qui est bienvenue dans la Loi sur la protection de la jeunesse. Le ministre nous amène un amendement qui donne suite à certaines représentations qui ont été faites en commission parlementaire. Si nous étions d'accord avec le principe de ce projet de loi en deuxième lecture, nous sommes tout à fait d'accord avec son adoption à ce stade-ci et au

stade de la troisième lecture que nous ferons demain. Cependant, vous me permettez, M. le Président, de signaler l'absence de ressources dans le secteur de la protection de la Jeunesse. Je l'ai mentionné à plusieurs reprises. M. le Président, je pense que je dérange le député de Sainte-Anne.

Le Vice-Président: M. le député de Sainte-Anne, s'il vous plaît, j'attire votre attention. Vous dérangez nos travaux actuellement. M. le député de Taillon, veuillez continuer.

M. Filion: Bien simplement, je disais qu'il fallait déplorer, à ce stade-ci, l'absence de ressources en matière de protection de la jeunesse. Nous avons une loi qui est améliorée. Nous avons une loi qui, même dans certains cas, peut être comparée presque à une Cadillac. Mais à quoi sert d'avoir une Cadillac si on n'a pas d'essence à mettre dedans! L'essence, dans ce cas-ci, cela s'appelle "les ressources humaines et financières". L'essence, c'est de s'assurer qu'on a le personnel suffisant pour faire en sorte que cette loi soit appliquée avec humanité par les différents intervenants. De ce côté-là, malheureusement, le gouvernement ne passe aucunement le test. Il y a actuellement au Québec des milliers de cas de signalements d'enfants qui devraient être investigués pour peut-être devoir faire l'objet d'une protection. Ces cas ne sont pas étudiés parce qu'il n'y a pas de ressources suffisantes, notamment dans la région de Montréal, dans celles de l'Outaouais et de Laurentides-Lanaudière et dans d'autres régions du Québec. On investit une énergie considérable pour améliorer la Loi sur la protection de la jeunesse. Nous sommes en faveur mais tout ça ne servira absolument à rien si le gouvernement ne réalise pas, une fois pour toutes, que dans le secteur des services sociaux, en général, et dans le secteur de la protection de la jeunesse, en particulier, le gouvernement n'a pas fait les efforts d'un gouvernement responsable à l'égard de cette couche de la population qui a besoin d'une attention toute spéciale. En ce sens, M. le Président, ce blâme à l'égard du gouvernement est, à notre sens, tout à fait justifié, mais il ne doit quand même pas retirer, évidemment, notre concours à l'adoption de mesures juridiques qui sont souhaitées et souhaitables. Je vous remercie.

Adoption de l'amendement et du rapport

Le Vice-Président: Il n'y a pas d'autre intervention? Le débat étant terminé, nous allons maintenant procéder à la mise aux voix de l'amendement présenté par M. le ministre de la Justice à l'article 8 du projet de loi 142, qui concerne l'article 85.6 de la Loi sur la protection de la jeunesse, amendement qui se lit comme suit: "Remplacer l'article 85.6 par le suivant: "85.6 La déclaration visée à l'article 85.5 peut être prouvée par la déposition de ceux qui en

ont eu personnellement connaissance. Si elle a été enregistrée sur ruban magnétique ou par une autre technique d'enregistrement à laquelle on peut se fier, elle peut également être prouvée par ce moyen, à la condition qu'une preuve distincte en établisse l'authenticité."¹¹ Est-ce que cet amendement est adopté?

Des voix: Adopté.

Le Vice-Président: Adopté. L'amendement est donc intégré au rapport de la commission. Est-ce que le rapport, tel qu'amendé de la commission des institutions qui a procédé à l'étude détaillée du projet de loi 142, Loi modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse, est adopté?

Des voix: Adopté.

Le Vice-Président: M. le leader adjoint du gouvernement.

M. Lefebvre: Je vous demanderais d'appeler maintenant, M. le Président, l'article 27 du feuilleton.

Projet de loi 145

Prise en considération du rapport de la commission qui en a fait l'étude détaillée

Le Vice-Président: À l'article 27 du feuilleton, nous allons maintenant procéder à la prise en considération du rapport de la commission des institutions, qui a procédé à l'étude détaillée du projet de loi 145, Loi sur le Curateur public et modifiant le Code civil et d'autres dispositions législatives. À cette étape, nous avons reçu un amendement à l'article 181 du projet de loi 145, proposé par M. le ministre de la Justice. Nous allons vous en transmettre copie, M. le député de Taillon. Je demanderais au secrétaire général de vous en transmettre copie immédiatement. M. le ministre de la Justice, la parole est à vous.

M. Gil Rémillard

M. Rémillard: M. le Président, ce projet de loi a comme objectifs fondamentaux à la fois la protection des personnes inaptes, l'implication des proches dans la prise en charge de ces personnes et, donc, l'intervention minimale de l'État par ses services judiciaires, ses services de santé et ceux du Curateur public. Le projet de loi vise à atteindre le meilleur équilibre entre ces deux principes.

Si le choix des objectifs était facile et entraînait l'assentiment de tous, leur application dans les détails des nombreuses règles édictées n'est pas aussi facile. Il a fallu, en effet, surmonter plusieurs contradictions de principe dans l'élaboration du projet proposé maintenant à l'Assemblée nationale: opposition globale entre

la protection des personnes inaptes et l'implication maximale des proches; entre cette même protection et la réduction des coûts pour les proches et les contribuables, en général; entre un processus adapté à l'état réel d'incapacité des personnes et la simplicité du processus et, enfin, mais, entre autres, entre l'intervention minimale de l'État et l'aide et le soutien à apporter aux personnes qui acceptent d'assumer les charges de tuteur, de curateur et de mandataire de leurs proches.

Vu l'importance du sujet, une consultation publique très utile a été effectuée entre le dépôt du projet de loi et son étude en commission parlementaire. Cette consultation a permis de bonifier plusieurs règles proposées, toujours dans le but d'atteindre le meilleur équilibre possible entre des objectifs souvent contradictoires en pratique. Ainsi ont été reçues, lors de l'étude article par article du projet, des propositions de modification, particulièrement en matière de régimes de protection, de consentement aux soins, de mandat et de procédures.

Concernant le consentement aux soins, une règle additionnelle a été introduite au Code civil pour prévoir la nécessité de recourir au tribunal dans les cas de refus de traitement, afin de respecter davantage la volonté des personnes. Dans le même but, le projet de loi prévoit maintenant qu'il faut tenir compte des volontés antérieures d'une personne pour déterminer la notion d'agir dans l'intérêt d'une personne inapte.

Enfin, M. le Président, une exception a été prévue pour les proches, dans les cas d'exclusion des personnes déléguées, lorsque le délégué est à l'emploi de l'établissement, dans le but de stimuler le plus possible l'engagement des proches dans la prise en charge des personnes inaptes, même lorsque la charge n'est que partielle.

En ce qui concerne les régimes de protection, une modification très importante a été apportée pour prévoir que l'évaluation d'incapacité devra être, dans tous les cas, à la fois médicale et psychosociale. Cette mesure demandée par les différents groupes de bénéficiaires et par l'Association des hôpitaux devrait assurer une meilleure protection des personnes inaptes et ne leur faire perdre le libre exercice de leurs droits civils que dans les cas de stricte nécessité. L'évaluation devrait être, dans bien des cas, plus adéquate.

En matière de mandat donné par une personne dans l'éventualité de son incapacité, les propositions soumises lors de la consultation publique et les discussions en commission parlementaire ont permis d'apporter des précisions importantes pour répartir adéquatement les rôles du tuteur et du mandataire, lorsque les deux systèmes coexistent. En cette matière, l'administrateur de biens, quel que soit son titre, devra toujours faire rapport à la personne qui assure la protection de la personne.

Il serait un peu fastidieux de reprendre tous et chacun des points qui ont pu être améliorés par la consultation ou par les discussions en commission parlementaire. Qu'a me suffise d'évoquer un dernier point: un délai pour réviser les dossiers des personnes actuellement interdites ou sous régime de Curatelle publique. Bien que cette révision constitue un travail de titan, y a été convenu qu'elle devrait s'effectuer non pas dans les cinq ans de la mise en vigueur du projet de loi, mais dans les trois années de cette date. Cette mesure, comme beaucoup d'autres, vise à corriger le sort, pas toujours enviable, réservé aux personnes inaptes dans le passé.

(22 h 40)

J'aimerais attirer votre attention, M. le Président, sur un aspect particulier de ce projet de loi. Quels que soient les mérites du projet déposé et quelles que soient les améliorations que la consultation publique ait pu y apporter, cette consultation a produit un autre effet tout à fait digne de mention. Au fur et à mesure que s'élaborait ce projet et que se déroulaient les travaux préparatoires et les travaux proprement dits de cette Chambre, la plupart des groupes intéressés ont participé de façon intense et sans maugréer, malgré le court laps de temps mis à leur disposition. Aujourd'hui, la participation active de chaque groupe a fait en sorte que le projet appartient à toutes les personnes impliquées et que chacun, loin de se plaindre du rejet d'une suggestion, est plutôt fier d'avoir contribué au résultat actuel. Bien plus, chacun est maintenant orienté vers la phase d'application de ce projet de loi.

Dans les mois qui viennent, ce nouvel outil va prendre corps réellement et va avoir besoin, pour atteindre toute sa maturité, des efforts et de la bonne volonté de tous. Autant les bénéficiaires eux-mêmes que les professionnels de la santé, la communauté juridique et les services judiciaires devront façonner par leur action l'aspect définitif de ces nouvelles institutions.

Je suis assuré que, par-delà la complexité et le caractère dramatique des réalités couvertes par ce projet de loi, tous les intervenants sauront, par leur compréhension, leur sensibilité et leur bonne volonté, collaborer à atteindre ces objectifs fondamentaux. En ce qui me concerne, M. le Président, ce projet a toujours constitué pour moi, depuis le début de son élaboration, une priorité. Je peux assurer qu'il le demeurera dans son application.

J'aimerais remercier, en terminant, les nombreux groupes consultés qui ont su exprimer soit leur accord, soit leur désir d'apporter certaines modifications au projet de loi dans le but d'aider le législateur à adopter le projet le plus adéquat possible. Il faut souligner, également, la collaboration indéfectible de la Curatrice publique et d'une partie de son équipe et ce, du début de l'élaboration du projet jusqu'à ce jour. Cette collaboration a permis d'apporter des

remèdes concrets et efficaces aux problèmes vécus actuellement dans ce domaine. Enfin, je ne voudrais pas passer sous silence le travail tout à fait extraordinaire des membres de la commission des institutions et, en particulier, du député de Taillon au nom de l'Opposition. Le député s'est acharné positivement à rendre le projet conforme aux besoins des personnes concernées, conforme à ses convictions profondes. Je voudrais souligner la participation de plusieurs membres de la commission qui, d'une façon active, par leurs questions pertinentes et par leur implication dans nos débats, ont su apporter une contribution significative dans le projet que nous pourrions maintenant adopter en cette Chambre.

M. le Président, avec ce projet de loi, nous mettons fin à la curatelle automatique. Avec ce projet de loi, nous permettons aux proches de s'impliquer pour prendre en charge les personnes inaptes. Avec ce projet de loi, nous permettons à ceux qui, étant aptes, veulent prévoir le moment où ils pourront devenir inaptes de faire un contrat avec une personne en qui ils ont confiance dans ces cas d'inaptitude. Voilà autant d'aspects que ce projet de loi vient nous apporter et il pourra sans doute améliorer considérablement le régime de la tutelle et de la curatelle. Merci, M. le Président.

Le Vice-Président: Avant de poursuivre le débat, je veux simplement aviser l'Assemblée que l'amendement qui a été transmis pour l'article 181 du projet de loi est proposé par M. le député de Taillon et non pas par le ministre.

Des voix: Bravo!

Le Vice-Président: Nous poursuivons le débat et je cède la parole à M. le député de Taillon.

M. Claude Filion

M. Filion: Je vous remercie, M. le Président. Le projet de loi 145 sur le Curateur public est extrêmement important. C'est un des deux filets mignons, je dirais, que la commission des institutions a eu à goûter durant ces dernières semaines au cours des travaux en commission parlementaire.

D'abord, de façon générale, le ministre l'a mentionné, le projet de loi améliore la loi actuelle à plusieurs chapitres. Nous judiciarisons, d'une certaine façon, le processus de tutelle et de curatelle pour y apporter un certain contrôle afin d'éviter des injustices. Le projet de loi crée également une forme de mandat qui est possible pour une personne saine d'esprit qui prévoirait, par exemple, que ses facultés vont diminuer dans x années; elle pourrait, dès maintenant, donner à une personne en qui elle a confiance le mandat d'administrer ses affaires le jour où elle deviendrait incapable de le faire.

De façon générale, donc, c'est un projet de

loi qui est extrêmement bienvenu, qui est, encore là, le fruit de plusieurs années de travail dans les ministères concernés. Ce projet de loi a été enrichi, je tiens à le signaler, à la suite de plusieurs mémoires, de plusieurs interventions des groupes et des personnes qui nous ont fait part de leur point de vue, de leurs commentaires dans l'élaboration du projet de loi qui deviendra loi d'ici à quelques jours.

Mais, M. le Président, vous me permettez, d'entrée de jeu, d'attirer l'attention des membres de cette Assemblée sur le fait que, malgré la réforme apportée par le projet de loi 145 et après son adoption, il sera toujours possible au Québec d'enlever la liberté d'un individu, de l'envoyer en cure fermée pour plusieurs mois et de le garder là sans aucune intervention autre que la signature d'un psychiatre sur un document. Et là-dessus, M. le Président, j'en appelle, bien sûr, à la Loi sur la protection du malade mental qui est modifiée par la loi sur la curatelle, mais qui demeure toujours inchangée quant à ce processus d'envoi en cure fermée d'une personne qui perd ainsi tous ses droits et toute sa liberté.

Nous avons en commission parlementaire - et c'est là le sens de l'amendement que nous apportons à l'article 181 - à plusieurs reprises, signalé au ministre, qui, par ailleurs, se révélait souple à plusieurs de nos amendements comme nous le verrons tantôt, l'injustice criante, inacceptable, dont continueront à être victimes les gens qui seraient envoyés en cure fermée sur le simple rapport d'un psychiatre. La psychiatrie est une science encore naissante, inexacte, aux prises, d'ailleurs, avec des théories contradictoires. On n'a qu'à lire les derniers rapports à ce sujet-là pour se rendre compte qu'il n'est pas facile pour des psychiatres de s'entendre entre eux sur ce que sont exactement la portée, la nature, les conséquences de certaines maladies mentales.

Mais, là, sur la foi d'un rapport d'un psychiatre - et la loi demeure inchangée à ce chapitre-là - on pourra continuer à envoyer quelqu'un en cure fermée et, pourquoi pas, avec la camisole de force. Là, on lui dira: Appelle ton avocat, prends donc un bref d'évocation ou fais une requête en habeas corpus. Bonne chance, tout le monde. C'est un recours illusoire. C'est pourquoi nous avons, à plusieurs reprises, signalé au ministre l'importance d'introduire une forme de contrôle judiciaire sur la décision d'envoyer un malade mental ou une personne présumée malade mentale en cure fermée.

Déjà, le projet de loi que nous étudions - et je tiens à le signaler, cela ne lui enlève pas son mérite - en matière de tutelle et de curatelle, constitue une nette amélioration. Mais, dans les cas de tutelle et de curatelle pour les cas plus graves de cure fermée où, par définition, on enlève tout à l'individu, le ministre n'a pas accédé à notre demande d'introduire une forme de contrôle judiciaire. Or, cela fait qu'en

1989, au Québec, il sera encore possible pour un psychiatre - avec tout le respect que l'on doit à cette profession, encore incertaine dans bien des cas - de signer un document, un simple rapport, pour envoyer une personne en cure fermée. C'est contraire à la charte des droits et libertés. (22 h 50)

On n'a qu'à songer deux secondes à tous les mécanismes que nous mettons en place pour qu'une personne accusée d'un crime soit amenée devant un juge de paix, pour qu'elle soit sujette, s'il y a lieu, à l'obtention d'un cautionnement, pour s'assurer qu'elle bénéficie de la présomption d'innocence et que sais-je encore, pourtant, c'est une personne accusée d'un crime. Ici, la personne qu'on envoie en cure fermée n'est pas accusée d'un crime; un psychiatre prétend qu'elle doit être envoyée en cure fermée. On se rend compte immédiatement qu'il s'agit là d'un accroc important à la charte des droits et libertés, un accroc tout à fait inadmissible aux yeux de l'Opposition.

Amendement déposé

C'est pour cette raison, d'ailleurs, que j'amène, même à ce stade-ci de nos travaux, un amendement à l'article 181, qui se lit comme suit: L'article 181 du projet de loi 145 est modifié par l'addition, après le deuxième alinéa de l'article 10 qu'il introduit, de l'alinéa suivant: "Dans le cas d'une cure fermée d'une durée de plus de 48 heures, le directeur - ici, on parle du directeur, par exemple, d'un centre psychiatrique, d'un centre hospitalier - ou le médecin doit la faire confirmer par ordonnance du tribunal." Donc, il doit faire confirmer cette cure fermée par une ordonnance du tribunal.

On le sait, des juges sont disponibles au Québec pour examiner ce genre de dossiers. La preuve, c'est que, lorsqu'on veut soumettre un malade mental à un examen psychiatrique et qu'il refuse, à ce moment-là, on s'adresse à un juge qui, lui, émet une ordonnance pour fixer un examen psychiatrique pour obliger, si l'on veut, l'individu à se soumettre à un examen psychiatrique. Donc, ce n'est par faute de disponibilité d'un juge qu'on devrait s'empêcher de faire confirmer cette cure fermée par ordonnance du tribunal.

Je répète l'amendement pour une bonne compréhension, M. le Président: "Dans le cas d'une cure fermée d'une durée de plus de 48 heures, le directeur ou le médecin doit la faire confirmer par ordonnance du tribunal. Les articles 332 et 332.1 du Code civil du Bas-Canada s'appliquent, en les adaptant, à une telle demande d'ordonnance." Il s'agit là de l'un des deux points d'accrochage, si l'on veut, qui subsistent encore entre le parti ministériel et l'Opposition sur ce projet de loi 145. Mais, encore une fois, connaissant la sensibilité de mes collègues à l'application de la charte des droits et libertés et connaissant la sensibilité du ministre de la

Justice à l'application de cette charte, j'ose espérer qu'avec quelques heures additionnelles de sommeil le ministre pourra, demain, en Chambre, apporter son concours à cet amendement.

Est-il utile de rappeler, M. le Président, que, durant les débats, le ministre nous disait: Ecoutez, je ne veux pas embarquer dans ce secteur qui relève de ma collègue, la ministre de la Santé et des Services sociaux, qui a produit, on le sait, une politique sur la santé mentale, qui n'est pas encore traduite sous forme de législation? Je tiens à signaler au ministre qu'on a vérifié dans le document de sa collègue, la ministre de la Santé et des Services sociaux, et que, dans son énoncé de politique, il n'y a aucun contrôle judiciaire prévu pour les individus que l'on veut envoyer en cure fermée. Tout ce que suggère l'énoncé de politique en matière de santé mentale, c'est une juridiction accrue du Protecteur du citoyen, point à la ligne. Mais, vous savez, pour l'individu en cure fermée, appeler le Protecteur du citoyen, ce n'est pas tout à fait, dans bien des cas, à sa disposition. D'ailleurs, ce principe qu'on applique dans la tutelle et dans la curatelle, on devrait l'appliquer, a fortiori, en ce qui concerne la protection du malade mental.

Je pense que, sur le plan de la cohérence, de la logique face aux principes de la charte, le ministre doit reconnaître que l'Opposition a raison d'insister là-dessus. Le fait que, sur le plan administratif, ce dossier relève en bonne partie de sa collègue, la ministre de la Santé et des Services sociaux, n'est pas une raison pour que nous ne fassions pas notre travail, pour qu'avec un minimum de volonté politique nous ne puissions pas protéger cette classe de citoyens qui est hautement démunie. Il me semble que c'était simple en commission parlementaire. Il me semble, encore une fois, qu'avec l'expression d'un minimum de volonté politique il aurait été possible d'adopter cet amendement, mais, quoi qu'il en soit, nous le déposons ici aujourd'hui pour qu'il soit soumis au vote des membres de l'Assemblée nationale.

On me répondra peut-être: Vous savez, M. le député de Taillon, il n'y a pas beaucoup de personnes qui sont concernées par ça. Ce n'est pas un argument. Il y en avait quelques centaines en 1985. Vous savez quoi? On n'était pas en mesure en commission parlementaire de nous dire quel était le nombre exact de personnes en cure fermée au Québec, comme s'il y avait une classe de citoyens sur lesquels les statistiques étaient un peu plus obscures, une classe de citoyens qui, ma foi, ont peut-être un handicap mental, intellectuel, physique, physiologique, mais une classe de citoyens sur lesquels on tient à garder l'obscurité, pour ne pas dire, dans bien des cas, la noirceur. Ces gens sont, évidemment, les patients que l'on retrouve au Québec en cure fermée, qui n'ont aucune forme de contrôle judiciaire à leur ordonnance de cure fermée.

Donc, c'est pour cette raison que nous déposons cet amendement et que nous demandons

qu'il soit soumis au vote nominal des membres de cette Assemblée nationale.

J'ai mentionné tantôt qu'il s'agissait là de l'un des deux points majeurs sur lequel subsistaient encore des divergences entre le ministre et celui qui vous parle, le porte-parole de l'Opposition. Il y en a un deuxième qui concerne toute la question du budget de la Curatelle publique. On le sait, des rapports ont été faits dans le passé et ont fait dresser les cheveux de certains en ce qui concerne les finances du Curateur public. Ce qu'on demandait bien simplement, c'était de faire en sorte que le budget du Curateur public soit soumis, comme tous les autres budgets, à l'attention des membres de l'Assemblée nationale. Mais non! À cause de la mécanique du fonds de réserve et de l'autofinancement, le budget du bureau du Curateur public n'est pas soumis actuellement à l'attention des membres de l'Assemblée nationale, qui n'en prend connaissance que lorsque la Curatrice publique - actuellement, c'est une dame qui occupe cette fonction, que l'on doit remercier, d'ailleurs, pour sa collaboration exceptionnelle durant nos travaux - dépose son rapport annuel. Nous, on en prend connaissance souvent 18 mois ou deux ans après. Et là, on regarde les finances du Curateur public.

Il ne faut pas oublier qu'une partie du fonds de réserve du Curateur public peut être siphonnée par le gouvernement dans le fonds consolidé du revenu. C'est là, le problème. C'est que cette opération de partage du fonds de réserve du Curateur public n'est soumise à aucune forme de contrôle autre qu'une simple opération gouvernementale qui se fait en catimini par décret, sauf erreur, du Conseil des ministres qui l'entérine. Le Curateur public exerce des fonctions hautement publiques, son nom le dit. Alors, je pense qu'il aurait fallu que ses finances et que son budget soient soumis à l'attention des élus du peuple qui peuvent noter que le budget est insuffisant, qui peuvent noter que le fonds de réserve a crû de façon considérable, qui peuvent peut-être jeter un regard en même temps sur l'administration en général du bureau du Curateur public.

Alors, il est bon de signaler qu'à cause, en particulier, de l'article 201 du projet de loi la réforme proposée ne coûtera absolument rien au gouvernement. Il y a un mode d'autofinancement qui est comblé par le fonds de réserve et qui fait que tout cela ne coûte absolument rien au gouvernement. C'étaient là les deux réserves que nous avions et que nous voulions exprimer eu égard au projet de loi 145.
(23 heures)

Sans que je reprenne ce qu'a dit le ministre tantôt, il n'en demeure pas moins que ce projet de loi contient des éléments d'une réforme tout à fait souhaitable. Le mandat, le contrôle judiciaire, les formes de régimes et de protection qui sont maintenant adaptés aux cas d'espèce, c'est extrêmement important. Au lieu d'avoir le

même habit pour tout le monde, nous avons des habits qui conviennent à chaque cas d'incapacité, autant pour les tutelles que pour les curatelles. Bref, c'est toute une série de modifications qui sont, comme je l'ai mentionné, tout à fait bienvenues dans notre législation.

À mon tour, je voudrais souligner la participation de plusieurs groupes et de plusieurs intervenants qui nous ont suggéré des modifications et des amendements. De notre côté également, nous avons entrepris certaines démarches en ce sens. Le ministre a fait preuve d'ouverture, en général, à l'exception des deux cas que j'ai mentionnés, notamment en ce qui concerne les dispositions transitoires, c'est-à-dire pour tous les cas actuellement sous curatelle. Il y a quand même une bonne nouvelle. Leur dossier sera révisé judiciairement dans un délai de trois ans, et non pas dans un délai de cinq ans, tel qu'il était initialement prévu.

Je ne sais pas si le ministre l'a mentionné tantôt, mais il s'agissait là d'un débat de fond qui a reçu un dénouement fort acceptable. Les expertises à la base qui amorcent le processus de mise en protection des individus doivent être à la fois médicales et psychosociales. C'est extrêmement intéressant, parce que certains individus peuvent avoir un handicap médical mais, à cause de leur milieu social, s'y adaptent bien et vice versa. Donc, deux expertises pour - un individu est toujours relié à son milieu - amorcer un processus de protection sous tutelle ou sous curatelle. C'est l'article 83 du projet de loi. Il s'agit là d'un fleuron du projet de loi.

L'article 14, également. Nous avons inclus une notion de délai raisonnable, en ce qui concerne le travail du Curateur public.

À l'article 59, je l'ai mentionné tantôt, malheureusement nous n'avons pu convaincre le ministre que les crédits alloués au Curateur public le soient au moins par règlement et non pas par décret, comme je le mentionnais tantôt.

En terminant, à l'exception de la cure fermée et de la non-transparence, si je puis m'exprimer ainsi, de l'étude des crédits du Curateur public, je pense que le projet de loi 145 est un bon projet de loi qui mérite notre appui. C'est une réforme attendue qui entrera en vigueur d'ici peu, nous a-t-on dit, peut-être dans les mois qui viennent ou au début de l'an prochain. Nul doute qu'il constituera, à l'exception des points que j'ai mentionnés, une bonne nouvelle pour l'ensemble de la population du Québec. Je vous remercie.

Le Vice-Président: Je vais maintenant céder la parole à M. le ministre de la Justice pour une intervention maximale de cinq minutes.

M. Gil Rémillard

M. Rémillard: Je vous remercie, M. le Président. Ce projet de loi sur la Curatelle publique met donc fin à ce que nous pouvons

appeler la curatelle automatique, c'est-à-dire que quelqu'un peut être mis sous le régime de la curatelle simplement par suite d'un rapport d'un médecin ou du directeur de l'établissement. Nous mettons fin à ce régime et permettons un contrôle par les tribunaux. C'est un des grands objectifs de ce projet de loi que nous présentons. C'est un objectif particulièrement intéressant pour améliorer la situation des gens qui sont présentement sous Curatelle publique.

Le député de Taillon fait une référence à ce qui existe en fonction de la situation de ceux qui sont en cure fermée. L'idée est intéressante de se pencher sur la situation de ces gens qui sont mis en cure fermée et qui, sur simple rapport médical, sont retenus en cure fermée; ils sont privés de leur liberté. Il faut considérer quand même que ces gens sont privés de leur liberté parce que soit qu'ils soient dangereux pour eux-mêmes ou qu'ils soient dangereux pour les autres citoyens et citoyennes. Il faut donc les protéger et protéger la société, et on leur donne un traitement.

Le député de Taillon a raison de dire que la psychiatrie est une science qui évolue et dans laquelle il y a beaucoup de théories contradictoires; ce n'est pas une science qu'on peut dire exacte, certainement pas. Il se peut qu'il y ait des situations difficiles. Je crois que nous devons accorder la plus grande attention à cette situation d'une cure fermée par simple rapport médical. Cependant, je ne peux pas accepter, comme ministre de la Justice, que ces modifications que le député de Taillon voudrait apporter en ce qui regarde la cure fermée soient introduites dans ce projet de loi sur la Curatelle publique parce qu'il s'agit de deux régimes complètement différents. Il se peut fort bien que des gens qui soient en cure fermée ne soient pas inaptes, donc qui ne sont pas sous la Curatelle publique, et il ne faut pas les mettre sous la Curatelle publique, donc les rendre inaptes, incapables d'administrer leurs biens, incapables de prendre des décisions; il ne faut pas appliquer le régime nécessairement à ceux qui sont en cure fermée. Il y a une distinction à faire.

Malheureusement, je ne crois pas qu'il soit possible... Après avoir pris avis des experts de mon ministère, il est impossible que l'on puisse, avec efficacité, régler ce problème dans le projet de loi que nous étudions aujourd'hui. Ces gens ne sont pas complètement démunis de recours s'ils considèrent qu'ils sont en cure fermée et qu'ils n'en ont pas besoin; il y a toujours l'habeas corpus, c'est dans la constitution canadienne, dans la charte des droits. À l'article 10c, M. le Président, on dit: "Chacun a le droit, en cas d'arrestation ou de détention, de faire contrôler, par habeas corpus, la légalité de sa détention et d'obtenir, le cas échéant, sa libération." Alors, l'habeas corpus est un droit que nous connaissons depuis fort longtemps dans notre droit pénal. Il y a aussi le Protecteur du citoyen qui peut être amené à agir dans des cas pareils,

mais j'en arrive à la conclusion de dire que nous ne pouvons pas mettre un tel amendement dans notre projet de loi.

Cependant, j'ai rencontré ma collègue, la ministre de la Santé, et nous en avons discuté à quelques reprises; cet après-midi même, je l'ai rencontrée. Elle a déjà un énoncé de politique qu'elle est en train d'élaborer et un projet de loi devra suivre, probablement pour l'automne prochain. Je lui ai assuré ma grande collaboration pour que l'on puisse étudier ce problème et apporter une correction qui pourrait s'inspirer de cette solution que nous apportons dans le cas de la Curatelle publique, mais nous ne pouvons pas, dans la loi sur la Curatelle publique, faire cet amendement à la loi sur le malade mental parce que c'est l'ensemble de la loi concernant le malade mental qui doit être modifié et la loi sur la curatelle, elle, est relative à des cas de personnes qui sont inaptes à administrer leurs biens ou leur personne ou les deux à la fois, alors que ces personnes en cure fermée auxquelles se réfère le député de Taillon ne sont pas nécessairement inaptes. Alors, nous serions dans une situation de confusion qui ne nous permettrait pas d'atteindre les objectifs que, légitimement, nous aimerions atteindre pour respecter les droits de chacun en ce qui regarde la cure fermée.

M. le Président, ce que je dois dire en terminant, c'est que je suis certainement sensible à l'amendement présenté par le député de Taillon; je suis sensible à la situation qu'il veut dénoncer, mais j'en arrive à la conclusion, à la suite de toutes les consultations que j'ai faites, qu'il nous serait impossible d'incorporer à notre projet de loi sur la Curatelle publique un tel amendement concernant la cure fermée. Merci, M. le Président.

Une voix: Bravo!

Le Vice-Président: Alors, il n'y a pas d'autre intervention. Ceci met donc fin au débat à cette étape-ci de l'étude du projet de loi 145. (23 h 10)

Nous devons maintenant procéder à la mise aux voix de l'amendement proposé à l'article 181 du projet de loi. Je comprends, puisque le député de Taillon l'a demandé au nom de sa formation politique, qu'on demande un vote par appel nominal. M. le leader adjoint du gouvernement.

M. Lefebvre: M. le Président, je demanderais le report de ce vote à la prochaine séance.

Le Vice-Président: Le vote est en conséquence reporté à notre prochaine période des affaires courantes. M. le leader adjoint du gouvernement, pour m'indiquer l'article suivant.

M. Lefebvre: Oui, M. le Président. Je vous demanderais d'appeler maintenant l'article 28 de notre feuillet, s'il vous plaît.

Projet de loi 148**Prise en considération du rapport de la commission qui en a fait l'étude détaillée**

Le Vice-Président: À l'article 28 de notre feuilleton, nous allons maintenant procéder à la prise en considération du rapport de la commission des institutions qui a procédé à l'étude détaillée du projet de loi 148, Loi modifiant la Loi sur les huissiers. Est-ce qu'il y a des interventions? M. le ministre de la Justice.

M. Gil Rémillard

M. Rémillard: M. le Président, le projet de loi 148 est le fruit d'une étroite collaboration entre le ministère de la Justice et les huissiers du Québec. Il propose une réforme de la Loi sur les huissiers pour tenir compte des exigences nouvelles que pose l'exercice de la fonction d'huissier.

Parmi les principaux éléments de réforme proposés, M. le Président, j'aimerais signaler ceux-ci: l'élargissement du champ d'application de la loi à l'huissier nommé auprès d'une cour municipale; la hausse des critères d'admissibilité à l'exercice de la fonction d'huissier, accompagnée de mesures favorisant une meilleure formation; les modifications aux règles relatives au fonctionnement du comité de discipline ainsi qu'à celles sur l'inspection professionnelle.

Les orientations proposées, M. le Président, devraient permettre d'améliorer substantiellement la qualité des services qui seront dispensés par les huissiers, tout en assurant le développement d'un réseau efficace, capable de contribuer activement à l'administration de la justice. Cette réforme devrait, de plus, parfaire l'image de la justice. En effet, M. le Président, faut-il le rappeler, pour plusieurs justiciables, la relation qu'ils ont avec l'huissier est souvent leur premier contact avec l'administration de la justice. Il est donc essentiel que l'huissier possède une formation pertinente compte tenu de l'importance des actes qu'il pose et des exigences de la loi.

Avant de terminer, M. le Président, j'aimerais remercier les membres de la commission parlementaire qui ont participé à l'étude du projet de loi 148, pour la qualité des travaux que nous avons accomplis. L'étude en commission parlementaire nous a permis d'apporter quelques améliorations qui bonifient considérablement le projet de loi. C'est ainsi que nous avons introduit la possibilité, pour un huissier, d'effectuer des constats matériels, que nous avons revu la composition du comité consultatif et précisé la durée du mandat de ses membres pour un terme fixe de trois ans.

En terminant, je tiens à vous rappeler, M. le Président, que le projet de loi 148 s'inscrit dans la lignée des projets de loi qui visent une meilleure qualité et une meilleure accessibilité à

la justice. Merci, M. le Président.

Le Vice-Président: Je vais maintenant céder la parole à M. le député de Taillon.

M. Claude Filion

M. Filion: Je vous remercie, M. le Président. Peu de chose sur le projet de loi 148. Il s'agit d'une loi modifiant la Loi sur les huissiers. Nous avons déjà procédé à une modification, également mineure, de cette loi-là, en décembre dernier.

L'aspect fondamental du projet de loi viendra par règlement. Ça sera la charte du kilométrage qui fera en sorte d'uniformiser les tarifs d'huissier découlant de la signification d'une procédure ou de l'exécution d'une procédure. Alors, il faudra être vigilant pour surveiller ce règlement qui sortira peut-être à l'automne, qui fera en sorte qu'il y aura un seul tarif de signification de procédure pour l'ensemble de la population, selon, bien sûr, la municipalité où ils se trouvent.

Ce règlement, M. le Président, fera en sorte que, pour une signification, par exemple, qui a lieu à l'extrémité d'un village, au milieu du village ou au début d'un village, ce sera le même prix pour tout le monde. Pourquoi est-ce qu'il faudra être vigilant? Parce que, bien sûr, c'est le contribuable, c'est le justiciable qui paye la note. Les frais d'huissier sont généralement refilés aux avocats qui, eux-mêmes, les refilent à leurs clients. Donc, il sera important d'être particulièrement prudent lorsque viendra le temps d'adopter cette charte du kilométrage.

Je voudrais faire ressortir trois éléments - je ne voudrais pas reprendre ici le discours de deuxième lecture que j'ai fait, ni les propos que le ministre a tenus tantôt - signaler trois choses. Premièrement, le projet de loi prévoyait que, pour qu'un citoyen porte une plainte contre un huissier, il fallait absolument une plainte assermentée. Tout le monde a convenu qu'il s'agissait là d'une exigence un peu trop sévère, puisque les plaintes contre les avocats, même les plaintes contre les policiers n'ont pas besoin de l'être. Comme l'huissier devient huissier de justice, il nous a semblé qu'il devait jouir d'un traitement semblable à celui d'autres officiers de justice. À ce moment, le ministre s'est rendu à l'argumentation qui lui avait été soumise.

Deuxièmement, notons qu'à l'article 14 en ce qui concerne la composition des membres - est-ce de la chambre? je ne voudrais pas vous induire en erreur - donc, en ce qui concerne la composition des membres, c'est l'application d'une des recommandations du rapport Ouellette pour assurer un terme fixe aux nominations qui seront faites.

En terminant, une dernière petite chose également que je voudrais signaler. Dorénavant, les huissiers auront le pouvoir de faire des

constats. Il s'agit peut-être là d'un emprunt à ce qui existe en France. Si, par exemple, un citoyen est victime d'une inondation, peu importe, d'ailleurs, la calamité qui pourrait s'abattre sur lui ou sur sa maison, il pourra appeler un huissier qui constatera les dommages. Évidemment, ce constat devra subir le test de la force probante devant les tribunaux, mais nul doute que, ayant été fait par un officier de justice, la constatation aura, au moins, un caractère d'authenticité qui pourra être un élément valable. Beaucoup de litiges au Québec portent sur des éléments ou des situations que les parties auraient été à même de constater, mais sur lesquels les parties s'entendent souvent difficilement.

Bref, c'est un projet de loi sur lequel il y a peu de chose à dire, mais, dans l'ensemble, encore une fois, il s'agit là, sous réserve de la charte du kilométrage qui viendra par règlement, d'un projet de loi qui bonifie la situation actuelle.

Le Vice-Président: Merci, M. le député de Taillon. Il n'y a pas d'autre intervention. Est-ce que le rapport de la commission des institutions qui a procédé à l'étude détaillée du projet de loi 148, Loi modifiant la Loi sur les huissiers, est adopté?

Des voix: Adopté.

La Vice-Président: Adopté. M. le leader adjoint du gouvernement.

M. Lefebvre: M. le Président, je vous demanderais d'appeler maintenant l'article 16 du feuillet, s'il vous plaît.

Le Vice-Président: À l'article 16 du feuillet, pour la prise en considération du rapport. Je dois m'enquérir, à ce moment-ci, s'il y a consentement de l'Assemblée pour que nous... M. le député de Taillon, à l'article 16, je dois m'enquérir s'il y a consentement de l'Assemblée pour que nous procédions, dès maintenant, à la prise en considération du rapport, étant donné que le rapport a été déposé aujourd'hui même à l'Assemblée. Est-ce qu'il y a consentement?

Des voix: Oui.

Projet de loi 140

Prise en considération du rapport de la commission qui en a fait l'étude détaillée

Le Vice-Président: Consentement. En conséquence, nous allons donc procéder à la prise en considération du rapport de la commission des institutions qui a procédé à l'étude du projet de loi 140, Loi modifiant la Charte des droits et libertés de la personne concernant la Commission et instituant le Tribunal des droits

de la personne. Nous avons également reçu à ce stade-ci deux amendements soumis par M. le ministre de la Justice. Il s'agit d'amendements aux articles 1 et 15 du projet de loi.

Pour la première intervention, je vais reconnaître M. le ministre de la Justice.

M. Gil Rémillard

M. Rémillard: Merci, M. le Président. Après avoir procédé à la consultation de certains groupes et intervenants des milieux concernés par le projet de loi 140 modifiant la Charte des droits et libertés de la personne concernant la Commission et instituant le Tribunal des droits de la personne, la commission des institutions s'est livrée à de sérieuses et fructueuses discussions.

En effet, le 15 juin dernier, la commission des institutions entendait à ce propos les commentaires et les suggestions de la Centrale de l'enseignement du Québec, du groupe Action-travail des femmes, de la Centrale des syndicats nationaux, du Barreau du Québec, du groupe SOS Racisme et de la Ligue des droits et libertés, auxquels je voudrais réitérer mes plus sincères remerciements pour nous avoir ainsi fait partager leurs réflexions sur le sujet.

(23 h 20)

Pour faire écho à l'ensemble de ces discussions, d'importantes modifications ont été apportées au projet de loi, notamment quant aux règles sur la confidentialité qui étaient prévues. Ces modifications visent, entre autres, à permettre, ainsi qu'il était souhaité, l'application en certains cas de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels. D'autres modifications également souhaitées ont par ailleurs été apportées à la constitution et à l'organisation du Tribunal des droits de la personne, dont l'institution est prévue par le projet de loi.

Ainsi, l'article 101 est modifié de façon à prévoir que le tribunal sera présidé par un juge de la Cour du Québec, choisi pour son expérience, son expertise, sa sensibilisation et son intérêt marqué en matière de droits et libertés de la personne. Il sera, d'une part, aidé dans sa tâche par d'autres juges de la Cour du Québec, également choisis pour les mêmes motifs, et aussi, d'autre part, assisté d'assesseurs experts. Ces assesseurs, de même que les arbitres prévus à l'article 62 du projet, seront, ainsi qu'il nous a été proposé, sélectionnés selon une procédure de recrutement fortement inspirée de celle qui a cours pour le recrutement et la sélection des juges de la Cour du Québec.

Mentionnée à l'article 97 de la charte, cette procédure prévoit l'institution d'un comité de sélection composé de personnes indépendantes et chargées d'effectuer cette sélection selon des critères précis prévus par règlement et connus publiquement. En vertu de ces critères, le comité sera en mesure d'évaluer l'expérience, l'expertise,

la sensibilisation et l'intérêt marqué des candidats en matière de droits et libertés de la personne. Cette procédure pourra également permettre que des organismes voués à la défense des droits et libertés soient alors consultés. Chaque cause sera entendue par un banc de trois personnes obligatoirement présidé par un juge, soit le président du tribunal, soit l'un des juges de la Cour du Québec désignés à ce tribunal. Ce juge, assisté pour l'examen et l'audition d'une demande par deux de ses experts assesseurs, rendra seul sa décision. Ainsi, l'indépendance et l'impartialité du Tribunal des droits de la personne et de ses membres seront assurées.

Les modifications proposées visent également à permettre, ainsi qu'il était réclamé aussi, l'accès des victimes et des plaignants au Tribunal des droits, lorsque, à la suite du dépôt d'une plainte, la Commission exerce sa discrétion de ne pas saisir un tribunal au bénéfice d'une personne de certains recours prévus par le présent projet de loi. Le plaignant, y compris un organisme qui agit à ce titre, pourra alors, à ses frais, saisir le Tribunal des droits de ce recours pour l'exercice duquel il sera substitué de plein droit à la Commission.

Voilà généralement résumées les principales modifications qui ont été apportées au projet de loi dont je propose l'adoption aujourd'hui. Il y a toutefois lieu de présenter des amendements au texte anglais, M. le Président, de la charte pour en retrouver la conformité la plus rigoureuse possible à l'esprit et à la lettre de la version anglaise. Également, on doit apporter une modification de forme visant à préciser une contravention prévue à l'article 131 de la charte, proposée par l'article 15 du projet de loi.

M. le Président, c'est donc dire qu'à la suite de l'audition de ces groupes, à la suite des commentaires que nous avons reçus nous avons modifié le projet de loi original pour, tout d'abord, donner encore plus de garanties à l'impartialité de ce tribunal, à son indépendance, en faisant en sorte qu'il soit présidé par un juge de la Cour du Québec, juge qui sera choisi de par des critères se référant directement aux droits et libertés fondamentales, juge-président qui pourra aussi faire appel à d'autres juges de la Cour du Québec, choisis par une consultation avec le juge en chef de la Cour du Québec en fonction des mêmes critères de sensibilité, d'intérêt marqué pour les droits et les libertés fondamentales. Ces juges présideront un banc de trois personnes; ils seront accompagnés de deux assesseurs qui seront des experts, qui pourront donc apporter leur expertise dans les causes entendues devant le tribunal, mais en comprenant bien que c'est le président du tribunal, que c'est le juge qui doit décider sur le fond du litige.

Autre modification d'importance aussi que nous avons apportée, M. le Président, c'est cette possibilité, pour une personne ou pour des groupes qui représentent des personnes, d'avoir

accès directement au tribunal advenant le cas où la Commission en arriverait à la conclusion qu'elle ne prend pas fait et droit pour une personne. Il sera toujours possible pour cette personne ou pour un groupe qui représente des personnes d'avoir accès directement à ce tribunal. Avec d'autres modifications techniques, M. le Président, que nous avons faites en deuxième lecture, et plusieurs ont été faites, il nous est possible de présenter un projet de loi dont je dois dire, à titre de ministre, et j'en suis particulièrement fier, qu'il pourra améliorer considérablement l'exercice des droits et libertés fondamentales.

Nous avons pour objectif de faire en sorte que les droits que nous avons, comme citoyens québécois et citoyennes québécoises, de garantis dans notre Charte des droits et libertés de la personne, en fonction de notre qualité d'égalité dans notre société, de ce droit de ne pas être discriminé, que ces droits puissent être exercés avec encore plus d'efficacité, en revoyant le rôle de la Commission des droits de la personne et en créant ce Tribunal des droits.

M. le Président, il nous aurait été impossible d'en arriver à un tel projet de loi si nous n'avions eu auparavant la commission des institutions qui a fait un travail remarquable, qui a entendu des groupes pendant près de deux ans et qui a su, par ses recommandations, cerner dans ses grandes lignes les objectifs que nous devons poursuivre dans notre projet de loi. Il nous aurait aussi été impossible, M. le Président, de faire ce projet de loi sans la collaboration des membres de la commission des institutions qui, dans notre étude article par article, ont été extrêmement sensibles à tous les aspects de ce projet de loi et, en particulier, Mme la députée de Groulx qui y a assisté d'une façon assidue, qui a présidé plusieurs de nos séances et qui, par ses questions très pertinentes et très à point, a su nous apporter souvent des éclairages importants au sujet de bien des questions que nous nous posons et des articles du projet de loi. Je voudrais d'une façon toute particulière remercier Mme la députée de Groulx, comme j'aimerais remercier M. le député de Marquette, adjoint parlementaire du ministre de la Justice et de la Sécurité publique, pour leur implication dans l'étude de ce projet de loi.

M. le Président, ce projet de loi n'aurait pas pu évidemment se faire dans sa qualité tel que nous le présentons ce soir sans la très grande collaboration de l'Opposition, sans la très grande collaboration du député de Taillon. Nous avons modifié plusieurs aspects de ce projet de loi en l'étudiant article par article. Le député de Taillon nous a fait profiter de son expertise, de sa grande compétence de juriste, de son ouverture, de sa recherche, du respect des droits et des libertés et nous avons un résultat dont nous pouvons être particulièrement fiers. Je suis convaincu que ce projet de loi constituera un apport considérable au respect des droits et des

libertés de la personne.

M. le Président, ce projet de loi est aussi possible grâce à la grande collaboration que j'ai eue des gens du ministère de la Justice, les légistes, les spécialistes des différentes matières qui ont été concernées par ce projet de loi, et je veux les remercier: Me Gaston Pelletier, Me Lawrence Morgan et, bien sûr, le président de la Commission, M. Jacques Lachapelle, qui a su apporter, par l'expérience qu'il a à titre de président de la Commission, son expertise pour nous aider à bonifier ce projet de loi.
(23 h 30)

Donc, M. le Président, c'est avec beaucoup de fierté, beaucoup de satisfaction que je présente ce projet de loi à cette Chambre qui pourra améliorer considérablement l'exercice des droits et des libertés fondamentales.

Des voix: Bravo!

Le Vice-Président: Nous poursuivons ce débat avec l'intervention de M. le député de Taillon.

M. Claude Filion

M. Filion: Merci, M. le Président. Le dernier projet de loi que vous appelez ce soir, c'est évidemment le projet de loi 140 qui modifie notre loi fondamentale, la Charte des droits et libertés de la personne du Québec. La fierté dont faisait part le ministre tantôt, je pense, doit rejaillir sur l'ensemble des membres de l'Assemblée nationale. Quant à nous, dans des conditions de travail qui n'étaient pas faciles - nous avons dû terminer nos travaux en commission, à une couple de reprises, à des heures tardives - nous y avons apporté nos connaissances et ce, avec d'autant plus d'enthousiasme que, finalement, ce projet de loi ne modifie pas les droits fondamentaux, mais modifie toute la procédure d'exercice des droits fondamentaux.

C'est en ce sens que la commission des institutions avait examiné pendant une période d'environ un an, en 1987-1988, la Commission des droits de la personne. C'est en exerçant un mandat de surveillance prévu à notre règlement à l'égard de la Commission des droits de la personne que nous avons constaté toute une série de problèmes essentiellement basés sur le fait que la Commission des droits de la personne portait trop de chapeaux en même temps. À partir de ces constatations, nous avons élaboré un schéma de solutions qui visait à débarrasser la Commission de son rôle quasi judiciaire pour lui permettre de se consacrer entièrement à son rôle de promotion, d'une part, et, d'autre part, nous avons suggéré la création d'un tribunal des droits de la personne. Donc, il s'agissait là de recommandations faites par la commission des institutions qui visait deux mesures essentielles.

Le projet de loi reprend, force est de

constater, essentiellement et même dans la plupart de ses recommandations, le rapport de la commission des institutions qui avait été déposé avec l'assentiment unanime des membres de cette commission choisis des deux côtés de la Chambre. Il s'agit donc d'un travail qui se situe bien au-delà de la politique partisane, d'un travail hautement collaborateur, consensuel, un travail extrêmement fructueux, libéré de toute contrainte, qui s'est d'ailleurs perpétué lors des travaux en commission parlementaire à l'occasion de la deuxième lecture du projet de loi 140.

Nous avons demandé une consultation particulière qui s'est tenue la semaine dernière - si ma mémoire est bonne - à l'occasion de laquelle nous avons eu l'occasion d'entendre plusieurs groupes: la CSN, la FTQ, SOS Racisme et beaucoup d'autres. Il aurait sûrement été souhaitable que nous puissions entendre tout le monde qui l'aurait désiré mais, compte tenu, encore une fois, d'un calendrier particulièrement chargé en fin de session, compte tenu de la volonté qui existait d'adopter ce projet de loi lors de la présente session, H est apparu difficile, sinon, impossible de procéder à des consultations plus générales que nous aurions souhaitées.

Ainsi donc nous nous retrouvons, avec le projet de loi, à modifier la charte de façon importante au chapitre de l'exercice des droits fondamentaux et ce, comme je l'ai mentionné tantôt, en faisant en sorte que la Commission des droits et libertés de la personne exerce un rôle de promotion qui lui permettra d'offrir plusieurs services aux citoyens - je l'expliquerai un peu plus amplement tantôt. Elle pourra même prendre fait et cause pour une partie, pour faire valoir le point de vue d'une partie qui aurait été discriminée dans une situation particulière. Donc, il s'agit là uniquement en soi d'une nette amélioration, mais le projet de loi ne s'arrête pas là, il crée, tout en gardant l'option d'aller devant les tribunaux de droit commun, un tribunal spécialisé, composé d'ailleurs d'un juge et d'assesseurs qui ont une expérience, une sensibilité, et qui pourra entendre les causes provenant de la Commission des droits de la personne ou provenant même des citoyens qui voudront se présenter directement après un refus de la Commission.

Ce tribunal a les critères d'accessibilité à coup sûr, parce que la Commission peut prendre fait et cause pour un plaignant et une victime dont elle a retenu en quelque sorte le bien-fondé de la cause, de la plainte, et, également, d'accessibilité à la personne à qui on a refusé de prendre fait et cause à la Commission, car cette personne peut s'adresser directement au tribunal pour recevoir justice, sans devoir encourir toutes les longues procédures que l'on rencontre généralement si l'on doit s'adresser à la Cour supérieure.

Accessibilité, oui. Indépendance de ce tribunal qui aura à trancher des litiges en toute

impartialité avec, Je l'ai dit, comme président, un juge de la Cour du Québec, qui est déjà sensible aux matières concernant les droits et libertés. Et ce juge-là sera entouré de deux assesseurs choisis parmi une liste d'arbitres qui, eux-mêmes, posséderont une expertise, une expérience dans le secteur des droits et libertés.

Je pense qu'à cet exposé, M. le Président, on peut voir quelle sorte de structure le projet de loi 140 met sur pied. Concrètement, en quelques minutes, qu'est-ce que cela veut dire? Cela veut dire, par exemple, que si une personne se croit victime de discrimination à son travail à cause de sa race, sa langue, son sexe ou tout autre motif prévu à l'article 10, elle s'adresse à la Commission des droits qui reçoit la plainte, qui enquête, qui prend tous les moyens pour aller chercher les faits et qui offre un service de médiation pour tenter d'amener un règlement, qui peut offrir également un service d'arbitrage, si les deux parties y consentent. Un arbitrage dont la sentence, cependant, liera les parties elles-mêmes, il est important de le noter. Donc, enquête, médiation, arbitrage et, si ces mécanismes ne font pas en sorte qu'un règlement intervienne, la Commission des droits de la personne peut prendre la cause de ce plaignant, qui se croit victime de discrimination, et la plaider devant le Tribunal des droits de la personne sans qu'il en coûte quelque chose au plaignant ou à la victime. En plus, en disposant des services spécialisés de la Commission des droits de la personne, il pourra donc plaider la cause devant ce tribunal. Et, par la suite, puisque le projet de loi prévoit qu'il y a appel directement à la Cour d'appel, la Commission peut même continuer à prendre fait et cause pour ce plaignant ou cette victime devant la Cour d'appel.

Et il faut ajouter que si la Commission juge que la plainte ne doit pas être portée devant le tribunal, la victime peut le faire directement, un accès direct au tribunal, à ses frais cependant. Mais à cause de la souplesse, de la légèreté du tribunal, ce seront des frais qui seront beaucoup moins considérables que les frais que l'on rencontre généralement devant les tribunaux de droit commun.

(23 h 40)

Or donc, je pense qu'en exposant en quelques minutes cette nouvelle structure d'application de la Charte des droits et libertés, on se rend compte que le législateur, dans ce cas-ci, a sûrement bonifié la charte actuelle qui étrançait la Commission à cause des multiples mandats qu'on lui donnait, ce qui faisait en sorte que c'était magnifique d'avoir des droits, mais les faire valoir devant les tribunaux était devenu un exercice compliqué, complexe, parfois onéreux et souvent trop long.

Je dois signaler, M. le Président, que nous avons, dès le début, quatre ordres de réserves à l'égard du projet de loi. Premièrement, nous avons signalé, dans notre discours de deuxième lecture, les réserves que nous avons quant à

l'arbitrage de droits fondamentaux. Il nous semblait que l'arbitrage se prêtait mal à l'exercice des droits fondamentaux. Puisqu'il s'agit de droits fondamentaux, est-ce qu'on peut vraiment arbitrer? Est-ce qu'il n'est pas mieux de laisser la justice traditionnelle trancher, puisqu'il s'agit là, encore une fois, de quelque chose qui est fondamental?

Je dois vous dire qu'à la suite des explications fournies par les gens du ministère de la Justice, des commentaires entendus par les intervenants, l'Opposition officielle est maintenant convaincue que cet arbitrage est tout à fait souhaitable, que c'est une formule acceptable qui devra faire ses preuves, bien entendu, comme tout le reste de la loi, mais sur le plan des principes, avec le maximum de prévoyance qu'on peut avoir évidemment, il est acceptable dans ce cadre-là.

Le deuxième ordre de réserves que nous avions avait trait à la composition du tribunal. L'on donnait, dans le projet de loi original, le pouvoir de décision à des membres d'un tribunal qui étaient à temps partiel, à vacation. La formule retenue, après de nombreuses discussions, celle d'un juge qui décide, entouré de deux assesseurs qui l'alimentent, si on veut, en termes d'expertise et d'expérience, mais qui n'ont pas le pouvoir de décision, nous rassure quant à la composition du tribunal et nous rassure sur son caractère de stabilité, sur son indépendance. Il s'agissait là d'un point majeur dans nos réserves et, encore une fois, nos travaux en commission ont permis, je pense, d'en arriver à une solution des plus acceptables.

Le troisième ordre de réserves que nous avions à l'égard du projet et que nous avons toujours en partie, touche à l'accès aux documents de la Commission des droits de la personne et au caractère confidentiel de ces informations ou de ces documents. Là-dessus, des amendements importants ont été apportés aux articles 92 et 93 du projet de loi en ce qui concerne les programmes d'accès à l'égalité. De plus, des amendements non négligeables ont été apportés aux articles 94, 95 et 96 du projet de loi pour tenir compte, notamment, de l'avis exprimé par la Commission d'accès à l'information. Encore une fois, nos réserves ne sont pas tout à fait disparues. Il nous semble, spécialement à l'article 94 du projet de loi, que le ministre aurait pu aller plus loin en faisant sauter cette protection que l'on accorde à tout le monde, à l'égard de ce qui a été dit ou écrit pendant la négociation. Il nous apparaît que cette protection aurait dû être limitée au médiateur, au conciliateur ou au personnel de la Commission des droits de la personne; mais non, on a jugé bon de la maintenir pour ces personnes.

Donc, au sujet de l'accès à l'information et de la protection de la confidentialité, des amendements importants ont été apportés. Notamment, signalons qu'on a écarté cet interdit

qui était contenu à l'article 94 du projet de loi, cet interdit de rapporter au Procureur général des infractions qui auraient pu découler des aveux ou des admissions faites par les parties lors d'une séance de négociations. Je pense que, de ce côté-là, le projet de loi était beaucoup trop paternaliste.

De façon générale, au sujet de cette confidentialité, de cet aspect accès à l'information, des pas ont été faits dans la bonne direction et il s'agira de voir, à l'usage, s'il n'y a pas lieu de revoir les règles d'accès à l'information en ce qui concerne la Commission des droits de la personne. Il y eut également, je tiens à le signaler, toute une série d'amendements, plusieurs amendements. Si on calcule les amendements apportés au projet de loi, il y a sûrement plus d'amendements que d'articles dans le projet de loi. À l'oeil, il doit y avoir au moins au-delà d'une soixantaine d'amendements qui ont été apportés en commission parlementaire. Il s'agit là d'un nombre considérable et, comme je l'ai signalé au ministre à la fin de nos travaux, j'ose espérer que l'ensemble sera bien ficelé parce que, dans le fond, cela fait partie de notre texte de loi le plus fondamental, c'est évidemment la Charte des droits et libertés. De devoir procéder à au moins une soixantaine d'amendements sur un projet de loi qui contient une vingtaine d'articles donne une bonne indication du type de travail qui a été fait en commission.

Je vais signaler certains de ces amendements. D'abord, on s'est assurés, avec un minimum de conviction, qu'un refus pour une partie de se soumettre à l'arbitrage ou à la médiation n'aura pas d'influence sur la décision de la Commission des droits d'aller devant le tribunal, et tout cela par un amendement à l'article 83 selon lequel la Commission devra justifier son refus de porter la cause devant le tribunal. À l'article 77, on a allongé d'un an, portant de un à deux ans les cas où la Commission doit cesser d'agir pour donner une latitude encore plus grande au plaignant ou à la victime. À l'article 96, on a réduit l'immunité concernant les actions civiles pouvant être intentées à la suite de la divulgation d'un rapport. Aux articles 92 et 93, je l'ai mentionné tantôt, on s'est assurés que les restrictions apportées à la loi d'accès s'appliquent uniquement à la Commission et ne s'appliquent pas aux organismes comme, par exemple, une municipalité. Il s'agit là d'un amendement important.

Je tiens à le signaler officiellement dans ce discours qui sera peut-être le dernier sur le projet de loi 140. Les renseignements sont protégés entre les mains de la Commission, mais s'ils appartiennent, par exemple, à un organisme comme la municipalité, ces renseignements doivent être dévoilés par la municipalité, s'ils ne sont pas évidemment autrement protégés par la loi d'accès à l'information. De la même façon, par un subpoena, un duces tecum, comme on dit en jargon, il est possible d'obtenir ces docu-

ments-là. Ce sont deux limites importantes à l'ouverture que fait le projet de loi quant à la loi d'accès à l'information.

Un autre amendement mérite d'être signalé. Les règlements de régie interne de la Commission ne seront plus soumis à l'approbation du gouvernement. À l'article 75, également, on prévoit qu'un citoyen pourra s'opposer à ce que le Protecteur du citoyen, le cas échéant, transmette son dossier à la Commission des droits de la personne. À l'article 79, lorsque la Commission des droits de la personne propose des mesures de redressement, elle devra tenir compte de l'intérêt des plaignants. À l'article 108, on s'assure qu'un juge ne puisse rendre jugement dans une cause où il n'a pas entendu les parties, à moins du consentement de ces parties. À l'article 121, on balise l'ordonnance de non-publication compte tenu de l'ordre public.

(23 h 50)

Je pourrais continuer, M. le Président, mais j'invite toutes les personnes intéressées à la facture, au contenu de cet important projet de loi à consulter le Journal des débats concernant l'étude qui en a été faite en commission parlementaire lors de l'étude détaillée du projet de loi. Le ministre était, à ce moment-là, entouré des légistes du gouvernement qu'il a mentionnés. Il était également accompagné du président de la Commission des droits de la personne, et je tiens à mon tour à signaler l'excellence de la participation du président de la Commission des droits de la personne, Me Jacques Lachapelle, à nos travaux. Nul doute que Me Lachapelle a lu avec beaucoup d'attention le rapport de la commission des institutions, a travaillé sur ce document-là en collaboration avec les gens du ministère de la Justice et a apporté à l'élaboration du texte final toute l'expertise qu'il a acquise depuis environ trois ou quatre ans qu'il est président de la Commission des droits de la personne.

Il faut rendre hommage à cet ancien sous-ministre de la Justice qui a fait un travail absolument remarquable de soutien des parlementaires à l'occasion de l'étude en deuxième lecture. Il en va de même également pour les gens qui entouraient le ministre de la Justice. Et, de mon côté, je m'en voudrais de ne pas signaler la collaboration absolument exceptionnelle reçue de la part de mon chercheur, de celui qui est toujours à ma gauche en commission parlementaire, c'est mon bras droit, et retenons bien son nom, Me Stéphane Dolbec, qui a fait dans ce dossier-là comme dans les autres dossiers un excellent travail.

Également, en terminant cette phase de remerciements, il mérite d'être signalé que le ministre a su faire preuve - on le sait qu'il est particulièrement intéressé par les questions de droit de l'homme, beaucoup plus parfois que par les questions de dézouage, mais enfin - dans ce dossier du projet de loi 140 d'une ouverture d'esprit, d'expérience également, d'une préoc-

cupation pour les victimes, qui méritent d'être signalées et qu'il mérite de transmettre à ses autres collègues qui étudient d'autres projets de loi avec beaucoup moins de sérieux.

En terminant, M. le Président, le projet de loi 140 apporte des modifications importantes, mais il y a une recommandation de la commission des institutions qui n'a pas été retenue, qui aurait dû l'être à notre point de vue, et je vais expliquer pourquoi. On aurait dû séparer la charte en deux parties: premièrement, l'énoncé des droits fondamentaux et, deuxièmement, les mécanismes d'exercice de ces droits fondamentaux. Ici, dans le projet de loi 140, on ne modifie que les mécanismes, les structures d'application de la charte. Ce que je veux dire par là, c'est que peut-être dans trois ans, dans cinq ans, dans huit ans, à l'usage, il apparaîtra que les modifications apportées contiennent certaines failles, certaines lacunes, et, à ce moment-là, il conviendra de rouvrir la charte pour y apporter des modifications. Ce processus-là me semble trop lourd. Si nous avions une loi distinctive pour les mécanismes d'application des droits fondamentaux, il serait beaucoup plus aisé pour le législateur d'apporter des correctifs, lorsque ceux-ci se justifient, plutôt que d'avoir chaque fois l'obligation de rouvrir la Charte même des droits et libertés de la personne.

Or, je termine donc, là-dessus, M. le Président, en vous soulignant qu'il s'agit probablement là de mon dernier discours à cette Assemblée nationale et je suis fort heureux...

Des voix: Bravo!

M. Filion: Vous voyez, M. le Président, ils se réjouissent du fait que c'est le dernier durant cette Législature, et sûrement qu'il n'y en aura pas au cours de la prochaine Législature de cette Assemblée nationale, mais je pense que le hasard a bien fait les choses, car ce dernier discours a porté sur une matière qui m'est éminemment chère, celle des droits et libertés de la personne. Je vous remercie.

Des voix: Bravo!

Adoption des amendements et du rapport

Le Vice-Président: Merci, M. le député de Taillon. Cela met donc fin au débat. Nous allons maintenant procéder à la mise aux voix des amendements présentés par M. le ministre de la Justice. Est-ce que l'amendement proposé par M. le ministre de la Justice, à l'article 1 du projet de loi 140, est adopté?

Des voix: Adopté.

Le Vice-Président: Est-ce que l'amendement proposé par M. le ministre de la Justice, à l'article 15 du projet de loi 140, est adopté?

Des voix: Adopté.

Le Vice-Président: En conséquence, les amendements sont intégrés au rapport. Est-ce que le rapport de la commission des institutions, qui a procédé à l'étude détaillée du projet de loi 140, Loi modifiant la Charte des droits et libertés de la personne concernant la Commission et instituant le Tribunal des droits de la personne, tel qu'amendé, est adopté?

Des voix: Adopté.

Le Vice-Président: Adopté. M. le leader adjoint du gouvernement.

M. Lefebvre: M. le Président, le député de Taillon avait bien raison, dans son intervention, lorsqu'il disait que c'était le dernier projet qui était appelé. Je fais donc motion pour ajourner nos travaux à demain matin, 10 heures.

Le Vice-Président: Est-ce que cette motion d'ajournement de nos travaux est adoptée?

Des voix: Adopté.

Le Vice-Président: En conséquence, nos travaux sont ajournés à demain, le mercredi 21 juin, 10 heures.

(Fin de la séance à 23 h 56)